JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone

{ Renseignements : 579-01-95

{ Administration : 578-61-39

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

*Sécurité sociale (débat sur les prestations,
le contrôle, le financement des régimes et l'aide sociale).*

25530. — 12 janvier 1976. — M. Charles Signon demande à M. le Premier ministre s'il entend organiser au cours de la session de printemps un large débat sur la réforme de la sécurité sociale, tant en ce qui concerne les prestations que le contrôle et le financement de tous les régimes. Il souhaite dans ce cas que l'aide sociale ne soit pas exclus du débat, car la complexité croissante des diverses formes de solidarité nationale rend nécessaire une réforme d'ensemble qui ne peut être réglée par les mesures partielles annoncées récemment.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement).

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE

Police (répression d'une manifestation de travailleurs le 2 janvier 1976).

25547. — 17 janvier 1976. — Mme Chonavel appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la pratique de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, qui, une nouvelle fois, le 2 janvier a utilisé les forces de police pour matraquer les travailleurs en lutte pour leurs revendications. Elle s'insurge contre les brutalités commises à l'encontre des ouvriers, dont trois d'entre eux de l'usine Triton à Bagnolet, ont dû être hospitalisés ; alors que depuis douze mois ils luttent pour la réouverture de leur entreprise. Elle lui demande : 1° que les responsables de ces brutalités soient sanctionnés ; 2° quelles solutions il entend dégager pour assurer la reprise de l'activité de l'entreprise Triton.

Affaires étrangères (activités d'agents américains de la C. I. A. en France et collaboration avec le S. D. E. C. E.).

25586. — 17 janvier 1976. — M. Fillioud appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la publication, dans le quotidien « Libération » des 13 et 14 janvier 1976 de la liste des noms, prénoms, adresses et fonctions de quarante-quatre Américains qui seraient des agents de la C. I. A. en France, sous le couvert de l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Il lui fait observer que cette révélation, reprise par plusieurs organes de presse et de radios français, n'a fait l'objet d'aucun démenti officiel. En revanche, elle s'est trouvée implicitement confirmée par les déclarations embarrassées de dirigeants des services secrets américains, interrogés par des journalistes français. Ces responsables n'ont pas nié l'authenticité des informations en cause. Aussi, il paraît indispensable que le Gouvernement français exprime d'urgence sa position à ce sujet. Sera-t-il moins précis et moins sévère que le Parlement américain lui-même ? Le Gouvernement français est-il décidé à tolérer l'existence d'un réseau désormais connu ? A-t-il l'intention de permettre que soient couvertes par l'immunité diplomatique des activités qui portent atteinte à l'indépendance et à la défense nationales. Le Gouvernement français compte-t-il faire des représentations au Gouvernement américain à ce sujet. En outre, ces faits doivent être rapprochés des informations récemment rendues publiques concernant la coopération entre les organes de renseignements américains (C. I. A.) et français (S. D. E. C. E.) révélant l'existence de dangereuses collusion entre les fonctionnaires américains et français des services secrets. La gravité de cette situation doit être appréciée au moment où le Parlement des Etats-Unis vient de dénoncer les méthodes utilisées par la C. I. A. et qui sont fondées sur l'ingérence dans les affaires de nations étrangères, les attentats politiques, les assassinats d'hommes d'Etat et les organisations de subversion armée, notamment au Chili, au Portugal, en Angola, etc. De tels faits appellent de la part du Gouvernement français des mesures d'urgence et une information du Parlement. Aussi, il lui demande avec insistance, comme il l'a fait dans une précédente question sur un sujet voisin, de faire au plus tôt une déclaration à ce sujet devant l'Assemblée nationale qui, pour respecter la règle du secret des questions intéressant la défense nationale, peut siéger aux termes de l'article 51 de son règlement, en comité secret.

Affaires culturelles (octroi des crédits nécessaires au fonctionnement de la M. J. C. Théâtre des Deux Portes à Paris).

25621. — 17 janvier 1976. — M. Dalbera attire l'attention de M. le Premier ministre sur une récente déclaration gouvernementale. Le 7 janvier 1976, à l'issue du conseil des ministres, était publié le communiqué suivant (à propos des 200 000 associations) : « Il importe que l'Etat favorise l'existence des associations sinon par

des interventions directes qui doivent rester exceptionnelles, du moins en faisant disparaître certains obstacles qu'elles rencontrent pour disposer de locaux, ressources, responsables et animateurs ». On ne peut que se féliciter d'une telle orientation qu'il est possible de concrétiser immédiatement. En effet, suite à la décision de la majorité du conseil de Paris d'expulser l'association M. J. C.-Théâtre des Deux Portes du XX^e arrondissement, tous les engagements précités peuvent trouver un prolongement bénéfique. Les 2 800 adhérents de la M. J. C. s'étant constitués en comité pour le maintien des activités et pour assurer un fonctionnement démocratique de la maison, M. Dalbera demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour donner tout leur sens aux déclarations gouvernementales, et notamment pour accorder les crédits nécessaires aux activités de la M. J. C.

Emploi (dégradation de la situation dans l'arrondissement de Valenciennes [Nord]).

25635. — 17 janvier 1976. — M. Donnax expose à M. le Premier ministre la situation actuelle de l'emploi dans l'arrondissement de Valenciennes qui laisse apparaître une dégradation importante, en particulier depuis 1974. Si l'on considère à l'avenir que les effectifs des houillères nationales aient en s'amenuisant et que la fermeture des hauts-fourneaux et des aciéries d'Usinord-Trith est envisagée par certains, cette situation ne peut que devenir alarmante dès 1976, d'autant que devront s'ajouter la disparition ou la diminution d'industries de maintenance, ses effets directs ou indirects ne manquant pas d'avoir des conséquences sur l'activité du commerce et des services. Il demande en conséquence quelles mesures entend prendre le Gouvernement pour éviter les désengagements industriels et économiques prévus en particulier à Usinord-Trith et celles qui pourraient être prises pour compenser les pertes importantes d'emploi constatées actuellement dans l'arrondissement de Valenciennes.

FONCTION PUBLIQUE

Ministère de l'agriculture (alignement de la situation des corps des ingénieurs des travaux de ce ministère sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat).

25494. — 17 janvier 1976. — M. Barbarot attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur les disparités que l'on constate en matière de conditions d'avancement et de classement indiciaire entre les trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts et ingénieurs des travaux ruraux) et le corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Pour rétablir la parité, il serait nécessaire d'envisager les mesures suivantes : fin de carrière des ingénieurs divisionnaires à l'indice net 575 ; remplacement de la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur par un échelon, afin de permettre à tous d'atteindre au minimum l'indice net 500 sans barrage ; augmentation de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire afin que, dans un premier temps, il soit porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications ont fait l'objet d'un avis favorable à la dernière réunion du conseil supérieur de la fonction publique. Elles sont justifiées en raison des modalités de recrutement et des responsabilités exercées par les ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il n'a pas l'intention de donner son accord aux propositions qui ont été faites dans ce sens par le ministre de l'agriculture.

Pensions de retraite civiles et militaires (revalorisation de la majoration pour orphelin à charge versée à la veuve d'un fonctionnaire).

25496. — 17 janvier 1976. — M. Duvillard rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) que le capital décès institué voici plus d'un quart de siècle en faveur des ayants cause des fonctionnaires décédés, même dans des circonstances indépendantes de leur service, est égal au montant du traitement de base indiciaire annuel du défunt au taux en vigueur au moment de sa mort. Il s'y ajoute, le cas échéant, une majoration pour orphelin à charge. Toutefois, cette dernière contrairement au capital décès proprement dit ne suit pas l'évolution générale des traitements de la fonction publique. Cette majoration, initialement fixée à 40 000 anciens francs par enfant à charge, a été quelques années plus tard portée à 75 000 anciens francs, il y a plus de vingt ans et s'élève encore aujourd'hui, sauf erreur, à 750 francs actuels par enfant à charge. Ce taux, lorsqu'il fut fixé, correspondait approximativement à la moitié du traitement de base d'indice 100. A présent, ces 750 francs représentent moins du trentième de l'indice 100 au 1^{er} janvier 1976. Ce dernier n'est d'ailleurs plus perçu par le fonctionnaire le moins bien rétribué lequel touche en effet le traitement d'indice nouveau modifié 177 s'il n'a même pas un mois d'ancienneté. D'autre part, si la veuve d'un fonction-

naire a à sa charge un enfant du défunt, et à plus forte raison plusieurs, elle se trouve souvent, si les orphelins sont encore fort jeunes, très handicapée pour exercer une activité professionnelle. Ses difficultés pécuniaires sont donc considérablement plus graves encore que celles d'une veuve sans enfant. Il semblerait donc conforme à l'équité la plus élémentaire d'indexer, à compter du 1^{er} janvier 1976, la majoration pour enfant, en la fixant au minimum, pour chaque orphelin à charge, à la moitié de l'indice nouveau modifié 177. Même ainsi, les charges supportées par la veuve de fonctionnaire mère de famille seraient encore loin d'être compensées par rapport à celles incombant à la veuve sans enfant. Pour refuser cette amélioration de la majoration pour enfant, l'administration avait mis l'accent sur la pension indexée à jouissance immédiate versée depuis bientôt une quinzaine d'années à la veuve de tout fonctionnaire titulaire, même s'il meurt très jeune, pour une cause non imputable au service, et si sa titularisation était toute récente. Sans doute la V^e République a-t-elle pris, ce faisant, une mesure de justice sociale très intéressante et représentant un progrès extrêmement important. Cependant, ce n'a pas été l'occasion de tenir compte, dans une mesure suffisante, des différences considérables entre les situations matérielles des veuves avec enfants à charge, d'une part, sans enfant à charge, d'autre part. Si la mesure suggérée ci-dessus ne pouvait être retenue, tout au moins dans l'immédiat, le Gouvernement ne pourrait-il du moins en indiquer le prix de revient probable, et en prévoir la réalisation par étapes successives. Au demeurant la dépense supplémentaire prévisible serait sans doute minime car il est notoire que dans la fonction publique, comme ailleurs, les familles nombreuses sont très minoritaires.

Ministère de l'agriculture (alignement de la situation des corps des ingénieurs des travaux sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat).

25584. — 17 janvier 1976. — M. Schloesing appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la nécessité d'harmoniser la carrière des trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture, c'est-à-dire les ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts et les ingénieurs des travaux ruraux, sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Il conviendrait à cet effet de permettre à chaque ingénieur de ces corps d'atteindre sans barrage au minimum l'indice net 500, de fixer à 575 l'indice net de fin de carrière des ingénieurs divisionnaires et de porter de 10 à 15 p. 100 la proportion des ingénieurs divisionnaires par rapport à l'effectif global de chaque corps. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de satisfaire ces revendications, qui sont justifiées tant par le niveau de formation de ces ingénieurs que par leurs responsabilités et conformes aux recommandations formulées par le conseil supérieur de la fonction publique.

AFFAIRES ETRANGERES

U. E. O. (absence de réponse à des questions antérieures concernant les activités de cette organisation).

25491. — 17 janvier 1976. — M. Radius rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que, depuis le début du mois d'août 1975, sept questions écrites lui ont été posées par des parlementaires français, membres de l'Assemblée de l'U. E. O., à propos des activités de cette organisation à savoir une question de M. Krieg le 2 août 1975, une question de M. Krieg le 8 novembre 1975, une question de M. Delorme le 19 novembre 1975, une question de M. Radius le 19 novembre 1975, une question de M. le sénateur Grangier le 6 décembre 1975 et une question de M. le sénateur Legaret le 18 décembre 1975. Jusqu'à ce jour, aucune réponse à ces sept questions n'a été enregistrée ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat. En tant que président de la délégation française à l'Assemblée de l'U. E. O., il lui demande s'il a l'intention de donner réponse à ces questions et, dans le cas contraire, quels seraient les motifs qui l'auraient conduit à refuser à la délégation élue par le Parlement français une information qui lui est indispensable.

Français à l'étranger

(mesures en faveur des enseignants français au Maroc).

25500. — 17 janvier 1976. — M. Mexandeau attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des enseignants français au Maroc. Il lui demande s'il ne serait pas possible que ceux-ci obtiennent des dérogations à l'application stricte de la règle des « six ans » afin d'être en mesure d'effectuer un retour décent en France ou de terminer leur carrière au Maroc. Il lui demande également quelles mesures il entend prendre pour améliorer le retour en France de ces personnels, y compris ceux recrutés localement après 1956, en adaptant les indemnités de déménagement et la prime d'installation à l'augmentation du coût de la vie, en laissant les P. E. G. C. et instituteur cinoisir un département ou une académie d'accueil et en leur accordant la bonification prévue

par la loi du 4 août 1956 sur le bénéfice de la retraite anticipée. Enfin, il lui demande quelles dispositions sont envisagées afin d'améliorer l'accueil par les services consulaires des nouveaux coopérants.

Français à l'étranger (détentions et enlèvements de Français en Algérie et au Sahara occidental).

25527. — 17 janvier 1976. — M. Soustelle rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que deux ingénieurs français originaires de la région Rhône-Alpes ont été arrêtés en novembre 1975 par la police algérienne et sont toujours détenus dans des conditions de mystère qui justifient les plus vives inquiétudes; que six jeunes gens français ont disparu au début du mois de janvier 1976 au Sahara, enlevés par les guerrilleros du « Front Polisario », organisation fantôme dépendant du gouvernement d'Algérie; qu'une directrice d'école de Marseille en vacances en Algérie a été arrêtée le 4 janvier et se trouve gardée à vue dans les locaux de la police d'Algérie; que l'agence officielle algérienne et la presse contrôlée par le gouvernement du colonel Boumediène ont entamé une violente campagne anti-française en prenant pour prétexte le récit rocambolesque de prétendus attentats perpétrés ou projetés par les services spéciaux français. Il lui demande: 1^o quelles représentations, démarches et protestations notre Gouvernement a effectuées pour faire face à ces actes d'arbitraire et de provocation; 2^o quelles précisions publiques il entend donner pour éclairer l'opinion française et internationale en réponse aux versions calomnieuses répandues par les autorités algériennes et certains auxiliaires occidentaux.

AGRICULTURE

Animaux (gratuité du ramassage des cadavres).

25507. — 17 janvier 1976. — M. Claude Michel expose à M. le ministre de l'agriculture que depuis plusieurs mois, dans le département de l'Eure, les éleveurs et particuliers qui font appel aux éboueurs pour l'enlèvement de cadavres d'animaux se voient réclamer une somme d'argent variant suivant le secteur géographique. Au moment où l'on proclame 1976 l'année de la qualité de la vie, faut-il s'attendre à ce que les cadavres de bovins, ovins et autres animaux sèment microbes et épidémies aux quatre coins des prés, bois et champs. Les charges des agriculteurs dont le revenu baisse constamment ne peuvent être alourdies. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que le ramassage des cadavres d'animaux puisse se faire gratuitement.

Lait (dégradation du pouvoir d'achat du litre de lait depuis 1972).

25508. — 17 janvier 1976. — M. Le Penec expose à M. le ministre de l'agriculture que diverses études ont en 1975 mis en avant la dégradation du pouvoir d'achat du litre de lait depuis 1972. Ainsi en est-il de l'étude présentée par la F. N. P. L. lors de son assemblée générale.

ANNÉES	EN BIENS	
	de consommation.	de production.
1968.....	100	100
1969.....	95,2	91,9
1970.....	99,7	94,8
1971.....	105,8	98,7
1972.....	109,9	101
1973.....	105,6	90,6
1974.....	100,1	81,6

Il en est de même de celle présentée par le centre d'économie rurale du Finistère, lors de son assemblée générale de juillet dernier.

PRIX DE VENTE du litre de lait.	1971	1972	1973	1974
	En francs courants ...	0,61	0,68	0,70
En francs constants ..	0,58	0,60	0,57	0,54

Les raisons d'une telle baisse sont connues:

Les entreprises laitières ne récupèrent pas intégralement les augmentations des prix décidées à Bruxelles. Sur 10 entreprises laitières du département du Finistère il y en a au moins 6 qui doivent aux producteurs plus de 5 centimes par litre de lait livré depuis le 1^{er} avril 1975. Seules 3 entreprises récupèrent normalement aux producteurs le prix du lait résultant des prix de

soutien du beurre et de la poudre. Le niveau des prix fixé à Bruxelles est insuffisant. Pour la campagne 1976, la commission européenne propose une augmentation du prix indicatif de plus 2 p. 100 jusqu'au 15 septembre puis de 4,5 p. 100. Mais compte tenu des montants compensatoires ces taux doivent être diminués pour la France de 1,4 p. 100. Or, en 1975, l'augmentation des charges de production laitière sera de l'ordre de 10 à 12 p. 100, soit sur deux ans (74 et 75) une augmentation totale de plus de 35 p. 100. A cela s'ajoute le fait que les producteurs de lait en tant que consommateurs verront leur revenu disponible par ménage affecté par une augmentation des prix de détail de l'ordre de 11,7 p. 100 en 1975. Compte tenu d'une stagnation de la collecte en France (10 premiers mois 1975 identiques à celle de 74), d'une stabilité au niveau de la C.E.E.: Belgique: moins 2 p. 100; Royaume-Uni: moins 1 p. 100; Pays-Bas: plus 4 p. 100; Irlande: plus 8 p. 100, d'un faible excédent laitier au niveau de la C.E.E. (globalement 3 à 4 p. 100), il est permis d'affirmer qu'il n'y a pas d'excédent structurel à la production. Les producteurs de lait ne sauraient supporter les conséquences d'une politique qui conduit à la dégradation constante de leur pouvoir d'achat. En conséquence M. Le Pensec demande à le ministre de l'agriculture: 1° quelle sera l'attitude du Gouvernement français face aux propositions de la commission de Bruxelles; 2° lui demande par ailleurs si, compte tenu que la politique communautaire ne peut assurer aux producteurs de lait français une rémunération normale de travail, il ne lui apparaît pas opportun de définir enfin et de mettre en place une politique garantissant un revenu basé sur le prix de revient à la production.

Céréales (garantie de prix du blé dur produit par les agriculteurs du plateau de Valensole (Alpes-de-Haute-Provence)).

25511. — 17 janvier 1976. — M. Porelli expose à M. le ministre de l'agriculture la situation précaire des producteurs de blé dur du plateau de Valensole (Alpes-de-Haute-Provence) dont la récolte est achetée par les semouliers aux organismes stockeurs et aux négociants au seul prix d'intervention d'avril 1975 (1 073,29 francs la tonne) sans tenir compte de sa progression, ni des majorations mensuelles cumulées, ni de celles concernant le poids spécifique et la siccité et qui n'ont pas encore touché la prime de 140,38 francs la tonne, et lui demande: 1° si le non-respect par les semouliers de la réglementation des prix et majorations est la conséquence d'importations abusives de blé dur américain, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Italie et de la Grèce, allant jusqu'à 60 p. 100 des besoins; 2° quelles mesures il compte prendre à l'égard des semouliers pour leur imposer le respect de la réglementation des prix et des majorations; 3° quelles mesures il compte prendre contre les importations abusives de blé dur américain; 4° quelles instructions il compte donner pour que les producteurs de blé dur touchent la prime de 140,38 francs la tonne sans autre retard car cette rentrée d'argent est attendue pour acquitter les factures d'engrais de la prochaine campagne.

Départements d'outre-mer (extension des dispositions relatives à l'action sociale en faveur des exploitants agricoles).

25541. — 17 janvier 1976. — M. Fontaine demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître dans quel délai il pense être en mesure de faire paraître les arrêtés fixant les modalités d'application des décrets n° 75-1191 et 75-1192 du 20 décembre 1975 étendant dans les départements d'outre-mer les dispositions relatives à l'action sociale en faveur des exploitants agricoles de ces départements.

Élevage (préservation des intérêts des éleveurs des Cévennes dans le cadre de la politique de reboisement forestier).

25549. — 17 janvier 1976. — M. Millet expose à M. le ministre de l'agriculture les problèmes posés aux exploitants familiaux cévenols, et notamment aux éleveurs par la politique forestière. C'est ainsi que dans l'immédiat les plantations étant bien souvent dépourvues de clôtures, les éleveurs rencontrent des difficultés dans l'exercice de leur profession. C'est le cas par exemple de la commune des Plantiers (Gard) au col du Pas. Cependant leurs préoccupations s'inscrivent dans une perspective à plus long terme. En effet, la politique de reboisement telle qu'elle est envisagée dans les périmètres d'action forestière peut présenter des menaces sérieuses pour l'avenir de leurs exploitations. Sans être hostiles au développement de la forêt, ils revendiquent, à juste titre, la possibilité de pâturages nécessaires et satisfaisants pour leurs troupeaux. Si elle n'est pas établie en concertation étroite avec les différents intéressés, la politique de développement forestier peut être en effet un moyen de liquider totalement l'activité humaine dans nos régions cévenoles. Une politique de la forêt comme point d'appui pour la réanIMATION de nos zones de montagne exige: 1° la participation démocratique de tous les intéressés à son élaboration en tenant compte que la priorité doit être donnée

au maintien de l'élevage seule activité permettant le maintien des agriculteurs et l'entretien des espaces naturels; 2° afin de pouvoir être une ressource de revenu complémentaire aux exploitants familiaux, elle nécessite la mise en place de dispositions souples et adaptées notamment sous forme de contrat permettant aux exploitants familiaux de percevoir une rémunération des travaux qu'ils auront à entreprendre pour la plantation et l'entretien de ces domaines forestiers; 3° enfin la concertation s'impose au niveau même du choix des essences à instaurer; la plantation de seuls résineux représentant incontestablement des dangers pour l'équilibre de cette région; un équilibre devrait être trouvé avec d'autres essences et notamment le châtaignier ce qui constitue d'ailleurs une revendication de la fédération nationale de la châtaigne. La priorité donnée à l'élevage dans le développement d'une politique de montagne est d'autant plus importante à sauvegarder dans les Cévennes que cette activité est loin d'être encore négligeable et pourrait même prendre une extension notable si les moyens lui en étaient donnés. C'est ainsi que sur la zone indiquée par les groupements forestiers 13 éleveurs ovins ou caprins exploitent un cheptel de 1 200 brebis et 300 chèvres. Ces exploitants sont âgés de vingt-quatre à cinquante-huit ans. Il lui demande s'il n'entend pas: 1° réaliser la programmation du reboisement en concertation étroite avec les intéressés en donnant la priorité des orientations aux activités d'élevage; 2° tenir compte pour la restructuration foncière des limites des propriétés enclavées, du relief, de la qualité de terrain, de leur vocation agricole; 3° quel aménagement complet-il entend prendre dans le cadre agricole-sylvo-pastoral (aménagement du parcours ovin, caprin, clôtures, chemins d'accès...) en contre-partie des aménagements forestiers; 4° quelle mesure il compte prendre pour que cette politique forestière débouche dans l'immédiat sur des ressources supplémentaires pour les exploitants familiaux.

Indemnité viagère de départ (assouplissement des conditions d'octroi de l'indemnité viagère de départ ayant le caractère de complément de retraite).

25590. — 17 janvier 1976. — M. Chambon rappelle à M. le ministre de l'agriculture les conditions fixées par le décret n° 74-131 du 20 février 1974 en ce qui concerne l'octroi de l'indemnité viagère de départ ayant le caractère d'un complément de retraite aux chefs d'exploitation agricole âgés cessant leur activité. L'indemnité viagère de départ complément de retraite est accordée lorsque la cession de l'exploitation se fait en toute propriété, à titre onéreux ou gratuit ou par bail. Lorsque le bénéficiaire de la cession est un agriculteur qui s'installe pour la première fois, il est exigé de lui qu'il ait la capacité professionnelle requise. Celle-ci suppose que l'agriculteur qui s'installe possède l'un des diplômes exigés pour l'attribution de la dotation d'installation, justifie de cinq ans d'exploitation pratique comme aide familial ou salarié permanent (délai réduit à trois ans s'il possède un brevet d'apprentissage agricole) et se soit engagé à suivre un stage de formation complémentaire. Pour être dispensé du stage, il est nécessaire que l'agriculteur concerné ait plus de trente-cinq ans et justifie de dix ans d'activités agricoles à titre principal. Il appelle son attention sur le fait que ces exigences sont particulièrement sévères lorsque l'agriculteur qui s'installe pour la première fois est le fils de l'exploitant qui a demandé à bénéficier de l'indemnité viagère de départ. Il lui signale à cet égard des situations particulières dont il a eu récemment connaissance dans le département du Pas-de-Calais. Un agriculteur âgé de trente-cinq ans a repris, le 1^{er} avril 1975, l'exploitation de son père. Il a fréquenté pendant deux ans une école d'agriculture devenue lycée agricole et a obtenu le brevet d'apprentissage et d'aptitudes professionnelles aux travaux agricoles. Malgré ce diplôme, sa capacité professionnelle a été jugée insuffisante et, pour que son père puisse bénéficier pleinement de l'indemnité viagère de départ, il faut qu'à trente-cinq ans, père de trois enfants, il délaisse sa famille et sa propriété pour aller suivre des cours dans son ancienne école. Un autre agriculteur a repris l'exploitation de son père le 1^{er} octobre 1975. Cet exploitant, marié et père de deux jeunes enfants, a été prévenu qu'il devrait suivre 200 heures de cours agricoles pour que ses parents puissent bénéficier de l'indemnité viagère de départ complément de retraite. Il est évident que de telles exigences, lorsqu'il s'agit de jeunes agriculteurs mariés et pères de famille, qui ont déjà une formation agricole et qui ont travaillé sur l'exploitation comme aides familiaux, apparaissent comme abusives. Très souvent les cours qu'ils doivent suivre sont dispensés dans des établissements situés relativement loin de leur domicile, ce qui leur pose des problèmes insolubles pour la gestion de l'exploitation dont ils ont la charge. Il lui demande de tenir compte du fait que les enfants des exploitants agricoles ont acquis une capacité professionnelle pratique qui devrait tout naturellement les dispenser de la formation professionnelle exigée des agriculteurs qui s'installent pour la première fois en tant que bénéficiaires de la cession d'une exploitation libérée par un exploitant qui a demandé à bénéficier de l'indemnité viagère de départ. Il souhaiterait que les dispositions du décret n° 74-131 du 20 février 1974 soient assouplies dans ce sens.

Calamités agricoles (indemnités exceptionnelles des arboriculteurs de la Corrèze victimes des gelées du printemps 1975).

25618. — 17 janvier 1976. — M. Pranchère expose à M. le ministre de l'agriculture la situation des producteurs de fruits de la région de Brive (Corrèze), qui ont été victimes des gelées du printemps 1975. Les récoltes, particulièrement de prunes et de pêches, ont été dans la plupart des cas détruites à 100 p. 100. Toutes les victimes de cette région, déclarée zone sinistrée, ont rempli de multiples documents pour la déclaration des dégâts subis en vue d'une indemnisation au titre des calamités agricoles. Or, de nouveaux imprimés viennent d'être adressés aux mairies en vue de l'attribution d'une aide exceptionnelle. De leur examen, il ressort que les conditions exigées pour prétendre à cette indemnisation éliminent la plus grande partie de ceux qui ont subi des pertes dues au gel. Cette discrimination frappant la grande majorité des arboriculteurs de cette région paraît extrêmement injuste. Toutes les victimes du gel doivent être indemnisées au prorata du préjudice causé. En conséquence il lui demande s'il n'entend pas, devant cet état de chose : 1° éliminer toutes les conditions restrictives à l'attribution d'indemnités exceptionnelles ; 2° d'assurer à tous les agriculteurs victimes du gel une indemnisation en rapport avec la perte subie et, par conséquent, prévoir les crédits nécessaires à cet effet.

Exploitants agricoles

(extension du bénéfice de la dotation aux jeunes agriculteurs).

25639. — 17 janvier 1976. — M. Le Pensec expose à M. le ministre de l'agriculture qu'au cours de la conférence annuelle entre la profession agricole et le Gouvernement, en octobre 1975, une dotation de 25 000 francs a été accordée aux jeunes agriculteurs qui s'installeraient à partir du 1^{er} janvier 1976. Malheureusement cette dotation, qui permettra à certains jeunes agriculteurs d'acheter un tracteur d'occasion, va créer une fois de plus des discriminations entre eux. En effet, pour ne prendre le cas que du Finistère, deux catégories de jeunes agriculteurs seront pénalisés et ne recevront pas la dotation de 25 000 F. Il s'agit : 1° des jeunes agriculteurs en indivision avec leurs parents. Ceux-ci sont relativement nombreux dans le département et particulièrement dans le Nord. Cette formule a l'avantage de permettre aux jeunes de s'installer progressivement, d'acheter petit à petit leur capital d'exploitation et le foncier. Elle permet, en outre, aux parents agriculteurs de quitter leur exploitation grâce à une transition supportable ; 2° des jeunes agriculteurs qui ne sont pas assujettis à la T. V. A. Certains, et particulièrement ceux qui s'installent sur des petites structures, n'ont pas intérêt à s'assujettir à la T. V. A. Il s'agit soit de ceux dont les parents ont opté en indivision pour le remboursement forfaitaire parce qu'ils n'ont pas voulu ou pu investir, du fait d'une rémunération insuffisante de leur travail, soit de ceux qui, à défaut de moyens financiers personnels — et il y en a — n'ont pu investir en matériel important parce qu'ils ont dû acheter d'abord le foncier. Ces jeunes agriculteurs, momentanément, ont intérêt d'opter pour le remboursement forfaitaire et non pour la T. V. A. ; soit de ceux qui s'installent sur une petite exploitation légumière ou maraîchère et qui nécessite peu d'investissement, mais surtout de la main-d'œuvre et du travail. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les jeunes agriculteurs en indivision ou non assujettis à la T. V. A. puissent bénéficier de la dotation de 25 000 francs allouée aux jeunes agriculteurs qui s'installeront après le 1^{er} janvier 1976.

A. M. E. X. A. (modalités de calcul de l'assiette des cotisations).

25562. — 17 janvier 1976. — M. Besson attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les modalités de calcul de l'assiette des cotisations de l'A. M. E. X. A. et lui signale en particulier le cas d'un agriculteur spécialisé dans la production de plants de vigne dont le revenu cadastral théorique tient compte du nombre des plants mis en terre et non du nombre de plants vendus. La vente qui a sévi au cours de la dernière saison ayant fait perdre à cet exploitant plus de la moitié de sa production, il lui demande s'il ne pourrait pas être tenu compte d'une telle situation car, dans le cas contraire, l'intéressé se trouve redevable de cotisations sur la base d'un revenu cadastral théorique deux fois plus élevé que son revenu cadastral réel.

ANCIENS COMBATTANTS

Centres de réforme (augmentation de l'indemnité de repas allouée aux anciens combattants convoqués devant les centres).

25509. — 17 janvier 1976. — M. Tourné attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur le fait que, malgré ses déclarations, l'indemnité de repas versée aux anciens combattants convoqués à un centre de réforme reste fixée à la somme dérisoire de 1,50 F. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour augmenter cette indemnité.

Centres de réforme (augmentation de l'indemnité de repas allouée aux anciens combattants convoqués devant les centres).

25543. — 17 janvier 1976. — M. Gilbert Faure rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que sa réponse à la question écrite n° 15647 parue au *Journal officiel* du Sénat du 9 avril 1975 faisait figurer la revivification des indemnités versées aux personnes convoquées devant les centres de réforme parmi les mesures budgétaires dont il demandait l'inscription pour 1976. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'augmentation éventuelle qui aurait été accordée ou, dans la négative, les raisons qui se sont opposées à la majoration substantielle de cette indemnité.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pensions des victimes civiles étrangères ou d'origine étrangère et de leurs ayants cause).

25617. — 17 janvier 1976. — M. Nilles attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation d'invalides de guerre, victimes civiles et, éventuellement, de leurs ayants cause (veuves, ascendants) qui n'étaient pas Français au moment de la guerre. Ces personnes ne peuvent obtenir réparation des préjudices de santé consécutifs aux épreuves qu'elles ont subies, y compris notamment en matière de pension d'invalidité ou de décès. Tel est le cas, par exemple, d'un résistant, arrêté en 1941, puis déporté, qui a été classé « Déporté politique ». Son fils, également résistant et déporté dans un camp d'extermination, où il est mort, a été également classé « Déporté politique ». Aucune pension n'est accordée, qu'il s'agisse de la pension d'invalidité pour le père, pourtant naturalisé Français en 1947, qu'il s'agisse encore de la pension d'ascendant au nom du fils disparu. Une telle situation est parfaitement intolérable, notre pays, ayant accueilli sur son sol des étrangers qui l'ont servi aux heures d'épreuves et ont été victimes des nazis, se devant d'assurer leur protection. Il demande s'il est envisagé d'aménager les textes en vigueur afin que les victimes civiles étrangères ou d'origine étrangère, qui sont présentement privées de tout droit, puissent obtenir réparation.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerçants et artisans

(conditions de cotisation au régime complémentaire conjoint).

25503. — 17 janvier 1976. — M. Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation d'une commerçante, mère célibataire, inscrite à la C. I. R. P. I. C. et qui a reçu cette année, outre l'appel des cotisations du régime de base, de l'assurance invalidité et du régime décès, l'appel de la cotisation du régime complémentaire conjoint. Estimant qu'elle ne devait pas cotiser pour ce régime, elle en a posé la question à la C. I. R. P. I. C. qui lui a répondu que, même célibataire, elle devait cotiser à ce régime car étant susceptible de se marier. Compte tenu du fait que cette commerçante n'a pas l'intention de se marier et bien que le célibat soit un état transitoire (mais le mariage aussi), il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il y a obligation pour les commerçants célibataires de cotiser au régime complémentaire conjoint.

Aide spéciale compensatrice (rétroactivité d'attribution).

25631. — 17 janvier 1976. — M. Naveau attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation de certains anciens commerçants, non prévue dans les textes en vigueur, et lui demande s'il ne juge pas utile de procéder à un aménagement des dispositions actuelles afin que les personnes disposant, en 1973, de ressources inférieures à une fois et demie les chiffres limites du fonds national de solidarité qui n'ont pas fait la demande d'aide spéciale compensatrice durant cette période, ou l'ont faite postérieurement à la date de cessation de leur activité, puissent bénéficier de l'aide dégressive rétroactive.

COOPERATION

Espaces verts (mise à la disposition du public d'une partie du jardin du ministère de la coopération).

25643. — 17 janvier 1976. — M. Frédéric Dupont demande à M. le ministre de la coopération, dont le ministère dispose d'un jardin de 10 000 mètres carrés, s'il n'estime pas possible de mettre à la disposition du public une partie de ce jardin ou tout au moins de remplacer les murs par des grilles permettant aux passants de profiter de la vue sur ce jardin dans des conditions conformes à la politique de défense de l'environnement.

CULTURE

Architecture

(insuffisance de l'effectif enseignant dans les unités pédagogiques).

25518. — 17 janvier 1976. — M. Ralite, constatant que l'effectif enseignant actuel des unités pédagogiques d'architecture ne permet d'assurer que dans la proportion du tiers l'encadrement des étudiants prévus dans les textes en vigueur (douze unités de valeur annuelles de soixante-douze heures encadrées chacune pendant six ans), demande à M. le secrétaire d'Etat à la culture quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation.

Architecture (bien-fondé des informations relatives à la création d'un institut supérieur de l'architecture).

25522. — 17 janvier 1976. — M. Ralite, devant les rumeurs qui circulent sur la création d'un institut supérieur de l'architecture et qui inquiètent beaucoup les personnels enseignants des unités pédagogiques d'architecture, demande à M. le secrétaire d'Etat à la culture de l'informer de la matérialité de ce projet et demande si des négociations sont prévues à ce sujet avec les organisations syndicales représentatives.

Architecture (mise en place de structures de recherche en architecture et arts plastiques).

25523. — 17 janvier 1976. — M. Ralite attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la culture sur le fait qu'il n'existe aucun cadre institutionnel et financier permettant le développement de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur de l'architecture et des arts plastiques (unités pédagogiques d'architecture, E. N. S. A. D.). Devant cette carence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'aux plans réglementaire et financier puisse être développé la recherche dans ces établissements.

Architecture (augmentation des moyens financiers mis à la disposition de l'enseignement de l'architecture).

25613. — 17 janvier 1976. — Sensibilisé par des revendications croissantes, relatives au cadre de vie et de l'environnement, contraint de réformer une école archaïque, le ministère des affaires culturelles a, en 1969-1970, engagé la réforme de l'enseignement de l'architecture. On constate que l'effort financier nécessaire à la transformation de l'enseignement de l'architecture est insuffisant depuis cette date et que les conditions matérielles de cet établissement se sont dégradées au lieu de s'améliorer. M. Ralite demande à M. le secrétaire d'Etat à la culture s'il pense que les problèmes du cadre de vie ont une grande importance pour la population, quelles sont ses intentions pour améliorer l'enseignement de l'architecture et quels sont les moyens que le Gouvernement compte rapidement mettre en œuvre.

Permis de construire (complexe de vacances de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes)).

25620. — 17 janvier 1976. — M. Barel demande à M. le secrétaire d'Etat à la culture si l'association sans but lucratif « Tourisme et travail » et les comités d'entreprise partie prenante dans le complexe de vacances de Villefranche-sur-Mer peuvent considérer l'agrément donné le 5 décembre 1975, en son nom, par la direction de l'architecture des affaires culturelles au nouveau projet réalisé en étroite collaboration avec ses services, comme tenant lieu de permis de construire, évitant ou écourtant de nouveaux délais d'instruction et de décision ; délais préjudiciables socialement et financièrement aux différentes parties concernées : population locale, collectivités partie prenante, salariés et leur famille.

DEFENSE

Service national (concertation avec la hiérarchie militaire sur les conditions matérielles d'accomplissement du service militaire).

24482. — 17 janvier 1976. — M. Jean-Claude Simon attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les manifestations auxquelles se sont livrés récemment un certain nombre de jeunes soldats, lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable de faire savoir aux appelés du contingent dans quelles conditions réglementaires il leur est possible de faire connaître à la hiérarchie leurs observations concernant les conditions matérielles dans lesquelles ils effectuent leur service militaire.

Droits syndicaux (discrimination à l'égard d'un dessinateur de la Société S. A. G. E. M. de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)).

25514. — 17 janvier 1976. — M. Roland Leroy rappelle à M. le ministre de la défense que le 10 décembre, le syndicat C. G. T. de la Société S. A. G. E. M., à Saint-Etienne-du-Rouvray, l'informait d'une

grave atteinte aux libertés individuelles dont a été victime un dessinateur du bureau d'études de cette usine. Celui-ci s'est vu refuser par la sécurité militaire, l'habilitation à travailler sur les dossiers touchant à la défense nationale pour le seul motif qu'il est militant syndical et membre du parti communiste français. Il lui demande d'intervenir personnellement pour mettre fin à cette discrimination dont le caractère provocateur ne peut être toléré.

S. N. C. F. (réductions de tarifs S. N. C. F. au profit des militaires retraités).

25538. — 17 janvier 1976. — M. Labbé rappelle à M. le ministre de la défense que la carte de circulation permettant aux militaires de bénéficier d'une réduction de tarif sur les lignes S. N. C. F. est retirée aux intéressés lors de leur départ à la retraite. Il lui expose à ce sujet que plusieurs catégories de retraités des secteurs nationalisés continuent de bénéficier d'avantages qui leur étaient consentis lorsqu'ils étaient en activité. C'est notamment le cas pour les retraités d'E. D. F.-G. D. F., qui bénéficient d'une tarification spéciale pour leur consommation d'électricité et de gaz et pour les retraités de la S. N. C. F. qui ont droit, pour eux-mêmes et leurs familles, à plusieurs voyages gratuits et à des réductions de tarifs. Sans remettre en cause les avantages rappelés ci-dessus, il lui demande s'il n'estime pas équitable que des dispositions du même ordre interviennent pour les militaires retraités et d'envisager, à l'égard de ceux-ci, le maintien de la carte de circulation S. N. C. F. dont ils bénéficiaient lorsqu'ils étaient en activité ou, à défaut, un certain nombre de possibilités annuelles de voyage au même tarif.

Service national (octroi de permissions exceptionnelles aux jeunes agriculteurs pour travaux saisonniers).

25641. — 17 janvier 1976. — M. Boyer demande à M. le ministre de la défense s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable, à bien des points de vue, d'accorder, pour l'exécution de certains travaux saisonniers, des permissions exceptionnelles aux jeunes agriculteurs appelés sous les drapeaux sur production de leur part d'un certificat de la mutualité sociale agricole attestant de leur qualification professionnelle.

ECONOMIE ET FINANCES

Fonctionnaires (évaluation et indexation de la majoration de capital décès versée par enfant à charge).

25481. — 17 janvier 1976. — M. Duviillard rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le capital décès institué voici plus d'un quart de siècle en faveur des ayants cause des fonctionnaires décédés, même dans des circonstances indépendantes de leur service, est égal au montant du traitement de base indiciaire annuel du défunt au taux en vigueur au moment de sa mort. Il s'y ajoute, le cas échéant, une majoration pour orphelin à charge. Toutefois, cette dernière, contrairement au capital décès proprement dit, ne suit pas l'évolution générale des traitements de la fonction publique. Cette majoration, initialement fixée à 40 000 anciens francs par enfant à charge, a été, quelques années plus tard, portée à 75 000 anciens francs, il y a plus de vingt ans, et s'élève encore aujourd'hui, sauf erreur, à 750 F actuels par enfant à charge. Ce taux, lorsqu'il fut fixé correspondait approximativement à la moitié du traitement de base d'indice 100. A présent, ces 750 F représentent moins du troisième de l'indice 100 au 1^{er} janvier 1976. Ce dernier n'est d'ailleurs plus perçu par le fonctionnaire le moins bien rétribué, lequel touche en effet le traitement d'indice nouveau modifié 177 s'il n'a même pas un mois d'ancienneté. D'autre part, si la veuve d'un fonctionnaire a à sa charge un enfant du défunt, et à plus forte raison plusieurs, elle se trouve souvent, si les orphelins sont encore fort jeunes, très handicapée pour exercer une activité professionnelle. Ses difficultés pécuniaires sont donc considérablement plus graves encore que celles d'une veuve sans enfant. Il semblerait donc conforme à l'équité la plus élémentaire d'indexer, à compter du 1^{er} janvier 1976, la majoration pour enfant, en la fixant au minimum, pour chaque orphelin à charge, à la moitié de l'indice nouveau modifié 177. Même ainsi, les charges supportées par la veuve de fonctionnaire mère de famille seraient encore loin d'être compensées par rapport à celles incombant à la veuve sans enfant. Pour refuser cette amélioration de la majoration pour enfant, l'administration avait mis l'accent sur la pension indexée à jouissance immédiate versée depuis bientôt une quinzaine d'années à la veuve de tout fonctionnaire titulaire, même s'il meurt très jeune, pour une cause non imputable au service, et si sa titularisation était toute récente. Sans doute la V^e République a-t-elle pris, ce faisant, une mesure de justice sociale très intéressante et représentant un progrès extrêmement important. Cependant, ce n'a pas été l'occasion de tenir compte, dans une mesure suffisante, des différences considérables entre les situations matérielles des veuves avec enfants à charge, d'une part, sans enfant à charge, d'autre part. Si la mesure suggérée ci-dessus ne pouvait être retenue, tout au moins dans l'immédiat, le Gouvernement ne pourrait-il du moins en indiquer le

prix de revient probable, et en prévoir la réalisation par étapes successives. Au demeurant, la dépense supplémentaire prévisible serait sans doute minime, car il est notoire que dans la fonction publique, comme ailleurs, les familles nombreuses sont très minoritaires.

Construction (fiscalité applicable aux intérêts reçus par les sociétés d'économie mixte de construction de leurs accédants).

25486. — 17 janvier 1976. — **M. Bérard** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, sous certaines conditions, les sociétés d'économie mixte de construction sont autorisées à placer les opérations de ventes à terme en dehors du champ d'application de la T. V. A. Dans les cas où cette disposition trouve à s'appliquer, et une fois que les opérations de construction sont achevées, les recettes de la société d'économie mixte sont composées, dans une proportion importante, des intérêts reçus des accédants pour régler les intérêts contractés en leur lieu et place par celle-ci auprès des divers organismes de crédit. Du fait que la société d'économie mixte regroupe ainsi les besoins des accédants pour contracter, en leur lieu et place mais pas en leur nom, des emprunts globaux, le montant des intérêts payés aux prêteurs peut présenter de légers écarts avec celui des intérêts récupérés auprès des accédants. Il demande alors si, malgré l'existence de ces légers écarts, on peut considérer que la société d'économie mixte exerce un mandat pour le compte des accédants et de ce fait peut comptabiliser les intérêts perçus et les intérêts versés dans des comptes de tiers, ou si l'on doit considérer qu'elle fait une « affaire » impliquant l'enregistrement des intérêts perçus en produits et des intérêts versés en charges en attirant son attention sur le fait que, si la deuxième interprétation doit être retenue, le « chiffre d'affaires » de la société d'économie mixte risque, en certaines périodes, d'être constitué en presque totalité par des produits de cette nature, placés hors du champ d'application de la T. V. A. et provoquer, par le jeu du prorata de déduction financière, des régularisations de taxes importantes obligeant la société d'économie mixte à des restitutions qu'elle n'a plus la possibilité de récupérer auprès de ses usagers.

Artistes (fiscalité applicable aux sommes versées par des orchestres professionnels à un chef d'orchestre).

25488. — 17 janvier 1976. — **M. Plantier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un chef d'orchestre professionnel qui jouit d'une grande notoriété, met en relation des orchestres professionnels qui ont fait appel à ses services avec les organisateurs de bals. A titre de remerciements pour services rendus, il est fréquent que ces orchestres lui offrent un cadeau en nature ou en espérance ou lui proposent des échanges d'affaires. Il lui demande si ce chef d'orchestre est, pour cette raison, redevable de la patente ou de la taxe professionnelle et s'il peut être assujéti à la T. V. A. sur les sommes qu'il déclare et qui proviennent des orchestres professionnels qui l'ont ainsi récompensé. Il convient bien de noter que l'intervention du chef d'orchestre n'a pas pour incidence de faire augmenter le prix habituel demandé par l'orchestre.

Impôt sur le revenu (fiscalité applicable aux revenus d'un aviculteur abandonnant cette profession pour celle de lotisseur).

25490. — 17 janvier 1976. — **M. Ribadeau Dumas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** : qu'une personne physique exerçant la profession principale d'aviculteur a été amenée à vendre diverses parcelles de sa propriété et, de ce fait, est devenue lotisseur ; que la profession d'aviculteur faisant apparaître des déficits, ceux-ci, en vertu des dispositions de l'article 156-1 du code général des impôts (art. 12 de la loi de finances du 23 décembre 1964), ne peuvent être imputés sur le revenu global de l'intéressé, car le total des revenus nets dont dispose celui-ci, notamment en qualité de lotisseur, est supérieur à 40 000 F ; qu'en 1974, ce contribuable a cessé d'exercer sa profession agricole et que, de ce fait, en vertu des dispositions du code général des impôts, il est impossible en raison des bénéfices réalisés et qui n'ont pas encore été imposés, et demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : si, en raison de la cessation de l'exercice de la profession d'aviculteur et de l'impossibilité de récupérer ultérieurement les déficits de cette profession, cette personne peut obtenir sur l'année de la cessation la déduction de son revenu global des pertes réalisées dans son exploitation principale qui est bien celle d'aviculteur, ce qui paraîtrait normal puisque, en cas de cessation, les bénéfices non encore taxés sont imposés immédiatement.

Ministère de l'agriculture (alignement de la situation des corps des ingénieurs des travaux de ce ministère ou celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.)

25493. — 17 janvier 1976. — **M. Barberot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les disparités que l'on constate en matière de conditions d'avancement et de classe-

ment indiciaire entre les trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts, ingénieurs des travaux ruraux) et le corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Pour rétablir la parité, il serait nécessaire d'envisager les mesures suivantes : fin de carrière des ingénieurs divisionnaires à l'indice net 575, remplacement de la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur par un échelon afin de permettre à tous d'atteindre au minimum l'indice net 500 sans barrage ; augmentation de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire afin que, dans un premier temps, il soit porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications ont fait l'objet d'un avis favorable à la dernière réunion du conseil supérieur de la fonction publique. Elles sont justifiées en raison des modalités de recrutement et des responsabilités exercées par les ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il n'a pas l'intention de donner son accord aux propositions qui ont été faites dans ce sens par **M. le ministre de l'agriculture**.

Ministère de l'économie et des finances (affectation des agents de recouvrement des services extérieurs issus de concours externes).

25504. — 17 janvier 1976. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation faite en matière d'affectation aux agents de recouvrement de ses services extérieurs issus de concours externes. Une priorité ayant été donnée aux auxiliaires ou aides temporaires en fonctions à la date du concours sur les autres candidats « externes » il arrive que de jeunes célibataires bénéficient d'affectations dans leur département d'origine alors que des lauréats chargés de famille sont affectés à des centaines de kilomètres de leur résidence. S'agissant du cas particulier des agents dont les conjoints ne peuvent obtenir de mutations ni envisager de rapprochements pour d'impératifs motifs professionnels il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter ces séparations particulièrement pénibles ou pour le moins les limiter en nombre et dans le temps.

Urbanisme (exonération de T. V. A. sur les acquisitions d'immeubles par des sociétés d'économie mixte en vue de la résorption d'habitats insalubres).

25520. — 17 janvier 1976. — **M. Ralite** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que conformément à la circulaire du 27 août 1971 prise pour application de la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, il est prévu la possibilité pour les villes de confier la réalisation de ce type d'opération à des organismes spécialisés offrant toutes les garanties comme, par exemple, à des sociétés d'économie mixte. Or, alors que pour des opérations d'aménagement qui leur sont concédées par les collectivités locales au titre de l'article 78-1 du code de l'urbanisme et de l'habitation, les sociétés d'économie mixte bénéficient de toutes les prérogatives attachées à la déclaration d'utilité publique (en particulier en matière fiscale puisque les acquisitions soit amiables soit par voie d'expropriation sont exonérées de la T. V. A.) il en est différemment pour les opérations de résorption d'habitat insalubre entreprises par ces collectivités locales. En effet, les sociétés d'économie mixte sont redevables de la T. V. A. pour les acquisitions amiables ; en cas d'expropriation, la collectivité locale, seule bénéficiaire de la D. U. P., exproprie, mais la rétrocession indispensable des immeubles par la collectivité à la société d'économie mixte est, elle, frappée également de la T. V. A. C'est finalement la collectivité locale qui doit acquitter, en grande partie, en plus de sa participation au déficit de l'opération, ladite T. V. A. Dans ces conditions, **M. Ralite** demande à **M. le ministre des finances** quelles mesures il compte prendre afin que soient exonérées de la T. V. A. toutes les acquisitions d'immeubles réalisées par les sociétés d'économie mixte dans le cadre d'une mission de résorption d'habitat insalubre confiée par une collectivité locale.

Taxe professionnelle (assujettissement de bains-douches exploités en régie intéressée par une collectivité locale).

25521. — 17 janvier 1976. — **M. Ralite** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui préciser, dans le cadre de la loi du 29 juillet instituant la taxe professionnelle, si l'exploitation des bains-douches d'une collectivité locale en régie intéressée est ou non assujéti à cette taxe.

Impôt sur le revenu (nomenclature des dépenses admises au titre des déductions supplémentaires de certains contribuables).

25525. — 17 janvier 1976. — **M. Frédéric-Dupont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en plus de la déduction forfaitaire de 10 p. 100 prévue pour l'ensemble des salariés, certains de ceux-ci, notamment des artistes, des musiciens, des représentants de commerce, bénéficient de déductions supplémentaires de 20 à 30 p. 100 pour compenser les frais inhérents à leur activité

particulière. Le parlementaire susvisé signale à M. le ministre des finances que cette déduction supplémentaire est parfois contestée par l'inspecteur des impôts, sous prétexte que le salarié n'est pas en mesure de justifier ces dépenses supplémentaires. Comme aucun texte n'énumère les dépenses qui doivent entrer dans le cadre de la déduction forfaitaire de 10 p. 100 et de celles qui sont à couvrir à l'aide de la déduction supplémentaire accordée à certaines catégories de salariés, l'administration reste libre d'admettre ou de refuser arbitrairement les frais justificatifs de déductions supplémentaires. Le parlementaire susvisé demande en conséquence à M. le ministre des finances s'il compte prévoir une énumération aussi complète que possible des dépenses qui peuvent être admises au titre des déductions supplémentaires.

Impôt sur le revenu (alignement du régime fiscal des mères célibataires sur celui des veuves chargées de famille).

25528. — 17 janvier 1976. — M. Boyer attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que les mères célibataires ne disposent de d'un seul salaire pour élever leurs enfants et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que leur situation fiscale soit alignée sur celle des veuves chargées de famille.

Allocation de logement (plafond des loyers applicables aux cas d'accès à la propriété).

25529. — 17 janvier 1976. — M. Crepeau expose que la circulaire du ministère de l'économie et des finances n° B/5-D/58 du 13 août 1975 relative à l'application aux fonctionnaires et agents de l'Etat de la réforme de l'allocation de logement réalisée par les décrets n° 75-546 et 75-547 du 30 juin 1975 prévoit une augmentation de plafond des loyers et de la majoration forfaitaire de chauffage à compter du 1^{er} juillet 1975. Ces dispositions s'appliquent aux locations et aux opérations d'accès à la propriété postérieures au 1^{er} juillet 1975. Il demande à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une distinction soit faite entre les opérations d'accès à la propriété selon que la rente viagère est ou non indexée et que dans le premier cas l'augmentation des plafonds des loyers s'applique indifféremment aux opérations antérieures ou postérieures au 1^{er} juillet 1975.

Voyageurs, représentants, placiers (exonération de la taxe sur les véhicules à moteur loués en location-vente).

25533. — 17 janvier 1976. — M. Partrat expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de l'article 304, annexe 2 du code général des impôts, sont exonérés de la taxe sur les véhicules à moteur les véhicules appartenant aux V. R. P. titulaires d'une carte professionnelle d'identité délivrée, validée ou renouvelée depuis moins d'un an. Ces dispositions excluent du bénéfice de l'exemption le V. R. P. qui utilisent des véhicules loués en leasing. Il lui demande si, pour éviter toutes discriminations, il ne lui paraît pas souhaitable d'accorder à cette catégorie de véhicules le bénéfice de ladite exemption.

Veuves (droits à pension de réversion des femmes de fonctionnaires divorcés).

25554. — 17 janvier 1976. — M. Boscher demande à M. le ministre de l'économie et des finances quel sens et quels effets il entend donner, particulièrement en matière de réversion de pension, à l'article 241 de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 qui stipule formellement que les procédures de divorce, engagées avant le 1^{er} janvier 1976 et non jugées à cette date, seront poursuivies selon la loi ancienne et que « le jugement rendu après l'entrée en vigueur de la présente loi (c'est-à-dire la nouvelle) produit les effets prévus par la loi ancienne ». Il demande également si, par analogie, une femme ayant contracté mariage avec un fonctionnaire retraité, divorcé aux « torts réciproques », sous l'empire de la loi ancienne, conservera au moment où elle deviendra veuve et « ayant cause » de son mari décédé, à condition d'avoir été mariée au moins pendant quatre ans, les droits à pension de réversion exclusifs et totaux qu'elle possédait au moment et par son mariage tel qu'il en résultait des « droits acquis » par l'article L. 44 ancien du code des pensions civiles et militaires.

Taxe de publicité foncière (conditions de bénéfice du taux réduit pour les acquisitions de bois et forêts).

25556. — 17 janvier 1976. — M. Boulin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur un problème de taxe de publicité foncière appliquée en cas de mutation entre vifs à titre onéreux. Il lui rappelle que les lois dites Sérot et Monichon ont concédé des allègements fiscaux importants pour les bois et forêts : « Le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement est réduit à 2 p. 100 pour les acquisitions de propriété en nature de bois et forêts, à la condition : 1° que l'acte constatant

l'acquisition soit appuyé d'un certificat sans frais, délivré par le directeur départemental de l'agriculture, attestant que les bois et forêts acquis sont susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière ; 2° qu'il contienne, etc. » L'administration a précisé que le « certificat constatant que les bois est susceptible d'aménagement ou d'exploitation régulière n'est valable que dans le mois qui suit sa délivrance (décret du 28 juin 1930, article 4-I-4069, cf. Dictionnaire de l'enregistrement n° 4493). Il lui demande ce qu'il faut entendre par « délai de validité ». Le certificat doit-il appuyer un acte qui est signé dans le mois de sa délivrance. Le conservateur est-il en droit d'exiger que le certificat lui soit parvenu dans le mois de sa délivrance (même si elle est postérieure à l'acte). S'agissant de la première observation, la première interprétation qui est le plus communément admise est d'autant plus justifiée que la loi a modifié les délais de publicité foncière en les allongeant. En ce qui concerne la seconde observation, il est à remarquer que pour publier un acte, à la conservation foncière, il faut y joindre un extrait modèle 1, délivré par le cadastre, ayant moins de deux mois de validité. Or, malgré les obligations légales faites au D. D. A. de délivrer son certificat dans un même délai d'un mois de sa demande, il n'est pas exclu qu'il ne soit pas en mesure de le délivrer avant six mois ; résultat, quand on obtient le certificat de la D. D. A., l'extrait cadastral modèle 1 est périmé, et il faut parfois deux mois pour obtenir une validation : si l'on suivait la seconde hypothèse, au moment du dépôt à la conservation foncière, à son tour le certificat de la D. D. A. serait périmé, alors que l'acte a pu être signé dans le mois, si l'on suivait la seconde éventualité. On se trouve alors dans un cercle vicieux.

T. V. A. (conditions d'application de la législation sur les ventes de véhicules utilitaires à un négociant à l'issue d'un contrat de leasing).

25557. — 17 janvier 1976. — M. Hoffer rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de la législation en vigueur, les ventes de véhicules utilitaires d'occasion effectuées par un utilisateur à un négociant avant le terme de la troisième année suivant celle de l'acquisition par cet utilisateur sont soumises à la T. V. A. sur le prix de cession. En revanche, les ventes des mêmes biens effectuées par un utilisateur à un négociant après l'expiration de la troisième année suivant celle de l'acquisition sont exonérées de la T. V. A. Il lui demande comment s'interprètent les dispositions ci-dessus rappelées de la vente d'un véhicule utilitaire d'occasion effectuée par le locataire qui est devenu propriétaire du véhicule à l'issue du contrat de leasing, la vente étant supposée faite à un négociant. Il est, en effet, important de savoir, dans le cas précité, si le décompte des années doit s'effectuer depuis l'origine du leasing ou, au contraire, à compter de l'échéance du leasing, c'est-à-dire du rachat du véhicule par l'ancien locataire. A titre d'exemple, la vente en novembre 1975 d'un véhicule pris en leasing du 1^{er} janvier 1969 au 31 décembre 1974, doit-elle être soumise à la T. V. A., cette vente étant supposée faite à un négociant.

Impôt sur le revenu (mesures d'abattement progressif en faveur des cadres retraités).

25565. — 17 janvier 1976. — M. Seiflinger expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les cadres retraités ne peuvent le plus souvent prétendre à la déduction forfaitaire dont les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides bénéficient pour la détermination de leur revenu imposable, dans la mesure où le revenu net global des intéressés excède dans la plupart des cas le plafond défini annuellement par la loi de finances. Il lui demande si, pour tenir compte des frais et des dépenses incompressibles qui pèsent sur les personnes âgées, et qui sont inhérents à leur condition, il ne pourrait être envisagé un abattement progressif dont le taux varierait de 5 à 19 p. 100 par exemple et augmenterait avec l'âge du contribuable.

T. V. A. (fixation d'une base maximale annuelle imposable pour les bovidés de grande valeur).

25569. — 17 janvier 1976. — M. Naveau expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de l'article 204 bis du code général des impôts pour les équidés considérés comme animaux de grande valeur, la base maximale imposable à la T. V. A. est fixée chaque année forfaitairement par arrêté ministériel. Il lui demande si les mêmes mesures pourraient être appliquées aux bovidés de grande valeur, notamment les taureaux destinés à fournir la semence dans les centres d'insémination artificielle.

Impôt sur le revenu (exonération d'impôt pour le logement de fonction des receivers des P. T. T.).

25580. — 17 janvier 1976. — M. Voilquin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les receivers des P. T. T. sont, entre autres obligations professionnelles, tenus d'assurer sans inter-

ruption du lundi au samedi le service des appels urgents et de garder les fonds de l'Etat déposés dans leurs coffres, ce qui justifie l'attribution qui leur est faite d'un logement de fonction. Il lui demande s'il n'estime pas que, dans ces conditions, ledit logement ne devrait pas être considéré comme ne constituant pas un avantage en nature au regard de l'imposition fiscale.

Fiscalité immobilière (bien acquis en tontine achevé depuis moins de cinq ans).

25582. — 17 janvier 1976. — M. Noal rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que certaines conventions civiles prévoient en matière d'acquisitions en commun de mettre le bien acquis en tontine, à titre de pacte légitime au profit du survivant, sans que les héritiers et représentants des prédécédés puissent prétendre à aucun droit sur le dit bien ; au moyen de cette convention arrêtée à forfait, le survivant des acquéreurs demeure seul propriétaire incommutable du bien et les prédécédés sont considérés comme n'ayant jamais eu aucun droit. Il demande de bien vouloir lui confirmer que cette convention est taxable conformément aux dispositions du dictionnaire de l'enregistrement, § 3401, lui préciser le mode de taxation à appliquer lorsque le bien est achevé depuis moins de cinq ans et lui indiquer les formalités qu'il y a lieu d'accomplir pour parvenir au paiement des droits ou taxes.

Ministère de l'agriculture (alignement de la situation des corps des ingénieurs des travaux sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat).

25583. — 17 janvier 1976. — M. Schloesing appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la nécessité d'harmoniser la carrière des trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture, c'est-à-dire les ingénieurs des travaux agricoles, les ingénieurs des travaux des eaux et forêts et les ingénieurs des travaux ruraux, sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Il conviendrait à cet effet de permettre à chaque ingénieur de ces corps d'atteindre, sans barrage, au minimum l'indice net 500, de fixer à 575 l'indice net de fin de carrière des ingénieurs divisionnaires par rapport à l'effectif global de chaque corps. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, afin de satisfaire ces revendications qui sont justifiées, tant par le niveau de formation de ces ingénieurs que par leurs responsabilités, et conformes aux recommandations formulées par le conseil supérieur de la fonction publique.

Prix (application des multiplicateurs prévus par le décret du 31 décembre 1975 par les détaillants en confection).

25588. — 17 janvier 1976. — M. Bolo expose à M. le ministre de l'économie et des finances que des détaillants en confection ont adopté deux multiplicateurs principaux : 1,90 sur les prix H. T. pour la confection féminine ; 1,80 sur les prix H. T. pour la confection masculine. Or, le décret n° 75-64 du 31 octobre 1975 autorise, pour ce genre d'articles, les multiplicateurs suivants : 2,15 sur les prix H. T. pour la confection féminine ; 2,10 sur les prix H. T. pour la confection masculine. La direction du commerce intérieur et des prix a été consultée pour savoir si les articles en cause pouvaient être inscrits sur les catalogues de la manière suivante : costume X... prix conventionnel 478 F, notre prix 410 F. Elle a fait savoir que les commerçants en cause, utilisant ces multiplicateurs depuis un certain temps, ne pouvaient se référer au texte précité, lequel prévoit également que les commerçants ne peuvent appliquer une marge commerciale supérieure à celle pratiquée durant l'exercice précédent. Il apparaît profondément anormal que des détaillants qui acceptent le travail supplémentaire posé par cette méthode de vente ne puissent citer en référence les prix maxima autorisés par le ministre de l'économie et des finances en le comparant à ceux qu'ils pratiquent. M. Bolo demande à M. le ministre de l'économie et des finances de bien vouloir lui dire si les prix fixés par le décret du 31 décembre 1975 peuvent être cités par comparaison avec les prix réellement pratiqués, ce qui semblerait à la fois normal et souhaitable.

Impôt sur le revenu (imposition des indemnités perçues par les greffiers en chef des cours et tribunaux, à l'occasion de la cessation de leurs fonctions).

25591. — 17 janvier 1976. — M. Guéna rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 163 du code général des impôts prévoit l'étalement des revenus exceptionnels et différés sur les années antérieures non prescrites. En ce qui concerne le cas des indemnités perçues par les greffiers en chef des cours et tribunaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions libérales lors de leur fonctionnarisation, une partie de l'indemnité est payée en bons du Trésor, dont les intérêts sont payés d'avance sur trois ans. La possibilité de rattacher les intérêts en cause aux années normales de leur échéance (par exemple, pour les intérêts payés en 1975, aux années 1975-1976 et 77) serait équitable, compte tenu de

la diminution des ressources du retraité par rapport à sa période antérieure d'activité. Ce problème se pose également en ce qui concerne les indemnités de mise à la retraite pour la partie imposable des sommes perçues à ce titre. Il lui demande quelle est sa position à ce sujet.

Épargne (réforme de la législation concernant les plans d'épargne-logement).

25593. — 17 janvier 1976. — M. Pinte rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, par question n° 22305 publiée au *Journal officiel* des Débats de l'Assemblée nationale du 6 septembre 1975, il s'étonnait de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 16783 publiée au *Journal officiel*, débats A. N. du 8 février 1975. Près d'un an s'est donc écoulé depuis ce premier dépôt et la question en cause n'a toujours pas eu l'honneur d'une réponse. Il lui renouvelle les termes en souhaitant très vivement obtenir une réponse dans les meilleurs délais, il lui rappelle que les plans d'épargne-logement qui ont été souscrits pour quatre ans à partir du 1^{er} janvier 1970 arrivent actuellement à échéance. Les titulaires de certains de ces comptes ont demandé aux banques qui ont reçu leurs versements à bénéficier des prêts prévus dans leur contrat. Il semble que certains organismes bancaires constatant que leurs obligations seront pour eux sans profit en raison de l'encadrement du crédit et de la hausse des taux, ne refusent pas l'octroi des prêts mais refusent par contre les prêts complémentaires qu'ils accordaient libéralement il y a encore deux ans. Or, le montant maximum des souscriptions au plan d'épargne-logement est resté depuis 1970 fixé à 60 000 francs et celui des prêts à 100 000 F. Refuser les prêts complémentaires revient en fait à dépeupler les plans d'épargne-logement de leur intérêt puisque les souscripteurs ne peuvent avec les seuls prêts qui leur sont consentis acquitter l'intégralité du coût des logements qu'ils font construire. En effet, depuis 1970 la hausse du coût des logements peut être estimée à plus de 50 p. 100. Les prêts complémentaires lorsqu'ils sont accordés sont attribués à un taux qui, entre 1972 et 1975 est passé de 9 p. 100 à plus de 15 p. 100. Cependant, il est hors de doute que les plans d'épargne-logement présentent un très grand intérêt pour la collectivité nationale puisqu'ils constituent un élément anti-inflationniste important. Compte tenu des éléments qu'il vient de lui exposer, il demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il n'estime pas indispensable de modifier les conditions qui depuis cinq ans régissent l'épargne-logement. Il souhaiterait qu'en particulier le montant maximum des souscriptions soit relevé ainsi que le plafond des prêts qui peuvent être consentis. Pour compléter ces mesures il conviendrait de prendre des dispositions pour desserrer l'encadrement du crédit à la construction et provoquer ainsi une baisse du taux des prêts complémentaires.

Ministère de l'agriculture (alignement de la situation des corps des ingénieurs des travaux sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat).

25597. — 17 janvier 1976. — M. Leroy demande à M. le ministre de l'économie et des finances de l'informer des dispositions qui seront prises par son ministère pour harmoniser les conditions d'avancement et d'échelle hiérarchique des trois corps d'ingénieurs des travaux relevant de l'autorité du ministre de l'agriculture (I. T. A., I. T. R., I. T. E. F.). En effet, ils demandent à être rémunérés sur la base du corps d'ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Ces revendications s'imposent en raison même du recrutement et des responsabilités exercées.

Impôts locaux (allongement des délais de versement accordés aux contribuables de l'Essonne).

25603. — 17 janvier 1976. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des contribuables de nombreuses communes de l'Essonne à qui les services fiscaux réclament avec des délais extrêmement courts (de cinq à six semaines (entre date de réception et délais de pénalités) les impôts locaux au titre de l'année 1975. Du fait de ces délais anormalement réduits, un grand nombre de contribuables auront à régler dans le même temps impôts locaux et premier tiers provisionnel. Il est évident que nombreux seront les contribuables qui ne pourront acquitter des sommes aussi importantes dans les délais impartis. Il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre pour donner les instructions aux services fiscaux concernés, instructions nécessaires pour fixer, dès à présent, les délais de versement tels que l'année dernière, où ils avaient été établis correctement à dix semaines.

Impôts locaux (nécessité de donner aux collectivités locales des délais pour la modification du taux des abattements).

25604. — 17 janvier 1976. — M. Vizet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés que rencontrent les élus locaux pour apprécier correctement les consé-

quences pour chaque contribuable de l'application du nouveau système d'abattement pour charges de famille et à la base. C'est ainsi que les abattements fixés pour l'année 1975 se sont traduits dans certaines communes par un transfert que les élus n'avaient pas évalué correctement faute d'éléments précis. Des conseils municipaux sont donc amenés à corriger quelque peu le taux desdits abattements. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner aux collectivités locales intéressées les délais indispensables à la modification du taux des abattements.

Ministère de l'économie et des finances (renforcement des effectifs de la recette-perception de Chennevières-sur-Marne (Val-de-Marne)).

25605. — 17 janvier 1976. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'insuffisance des effectifs du personnel de la recette-perception de Chennevières-sur-Marne. Les communes dépendant de cette perception ont connu une croissance très rapide de leur population entraînant une augmentation plus que proportionnelle des tâches de recouvrement des impôts et de gestion des budgets des collectivités et établissements publics locaux. En outre les services doivent instruire un nombre considérable de demandes de délais émanant de familles qui ne peuvent faire face au poids croissant des impôts locaux. C'est ainsi que pour la seule commune de Chennevières-sur-Marne, où le montant de la taxe d'habitation a en moyenne doublé entre 1974 et 1975, près de 1 000 demandes de délais ont été enregistrées. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il entend prendre pour doter la recette-perception de Chennevières du personnel indispensable pour examiner sérieusement et rapidement les situations qui justifient ces demandes de délais et pour faire face à l'accroissement des tâches constaté ces dernières années.

Assurances (remboursement des sommes dues à la suite de résiliation des contrats).

25622. — 17 janvier 1976. — M. Ballanger appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème de l'application de l'article 5 bis de la loi du 13 juillet 1930 par les compagnies d'assurances. La correspondance qu'il a reçue d'un assuré qui a dû écrire vingt-cinq lettres pour que son droit soit reconnu et que la compagnie, à la suite de la résiliation du contrat, lui rembourse les sommes qui lui étaient dues, peut laisser penser que ce cas n'est pas exceptionnel. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il entend prendre pour que les dispositions de l'article 5 bis de la loi du 13 juillet 1930 soient strictement appliquées.

Fiscalité immobilière (disposition entre les valeurs locatives retenues pour la détermination de la valeur brute des propriétés bâties et les loyers réels).

25624. — 17 janvier 1976. — M. Harmelin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les règles de détermination de la valeur brute des propriétés bâties, posées par la loi du 2 février 1968 aboutissent parfois à effectuer des valeurs locatives très supérieures aux montants des loyers perçus par les propriétaires. Une telle situation a pour effet de pénaliser ceux des propriétaires qui, répondant à l'appel du Gouvernement, pratiquent des loyers modérés et acceptent de respecter les normes de hausse fixées par le Gouvernement. Il lui demande en conséquence quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à de telles situations.

Propriété (régime juridique et fiscal de servitudes créées à la suite d'une vente).

25629. — 17 janvier 1976. — M. Houter expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'une personne dite « venderesse » cédant une partie de sa propriété. Pour assurer l'accès des propriétés créées par la division, l'acte prévoit des servitudes réciproques. En conséquence, il lui demande quelle est la nature juridique de la création de ces servitudes: a) constituent-elles des dispositions dépendantes du contrat de vente; b) constituent-elles au contraire des dispositions indépendantes. Dans le cas où elles constituent des dispositions indépendantes, aucun prix n'étant prévu dans le contrat, quelles sont les formalités à effectuer sur cet acte sur le plan fiscal.

Questions écrites (défaut de réponse à une question).

25632. — 17 janvier 1976. — M. Naveau indique à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu des dispositions de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, les ministres disposent d'un délai maximum de trois mois pour répondre aux questions écrites. Or, sauf erreur de sa part, il lui signale qu'il n'a toujours pas répondu à sa question écrite n° 18817 publiée le 16 avril 1975 au *Journal officiel* n° 21, et appelée par sa question

n° 22210 du 30 août 1975 au *Journal officiel* n° 72. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les raisons pour lesquelles il n'a cru devoir répondre ni à la question, ni au rappel, les dispositions du règlement de l'Assemblée s'imposant dans la circonstance aux députés comme aux membres du Gouvernement.

Direction générale des impôts (augmentation des effectifs à la division administrative fiscale de Nord-Valenciennes).

25633. — 17 janvier 1976. — M. Naveau attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions de travail à la direction générale des impôts, se dégradant du fait de la disproportion croissante qui s'instaure entre le volume des tâches dévolues aux personnels et le nombre des agents. Considérant que la faiblesse des moyens mis à la disposition du personnel de ces administrations provoque un ralentissement dans le fonctionnement de ce service public, que le contrôle des travaux de la révision des évaluations foncières bâties et non bâties n'a pu être effectué dans des conditions normales et qu'il en résulte de nombreuses demandes de rectification par les contribuables, créant ainsi un contentieux énorme, il lui demande dans quels délais il pense prendre en considération le dossier revendicatif présenté en novembre 1975 par les organisations syndicales, notamment par la création d'urgence du nombre d'emplois que nécessite la bonne marche de la division administrative fiscale de Nord-Valenciennes.

Redevance de télévision (exemption au profit des foyers de personnes âgées).

25634. — 17 janvier 1976. — M. Dallat expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes des articles 15 et 16 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 modifiés par les articles 2 et 3 du décret n° 70-1270 du 23 décembre 1970, sont exemptés de la redevance annuelle pour droit d'usage de récepteurs de radiodiffusion et de télévision les postes détenus par les établissements recevant les bénéficiaires de l'aide sociale et les établissements hospitaliers ou de soins à condition qu'ils ne soient pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Il lui demande si, dans le cadre de la politique en faveur des personnes du troisième âge, il ne serait pas possible d'étendre cette exemption aux postes de radio et de télévision détenus par les foyers de personnes âgées, étant donné que ces foyers ne vivent que grâce aux cotisations de leurs adhérents qui sont de petits retraités, à modestes revenus pour le plus grand nombre, et que la redevance qu'ils sont contraints de payer grave lourdement leur très modeste budget.

Épargne (mise en place d'un système d'indexation à l'instar de la Grande-Bretagne).

25636. — 17 janvier 1976. — M. Connez expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la Grande-Bretagne a mis au point un système d'épargne indexée pour des sommes limitées à moins de 200 francs par mois versées régulièrement et placées dans les caisses pour une durée de 5 ans au minimum. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il n'estime pas devoir instituer dans notre pays un modèle identique qui permettrait d'éviter aux épargnants modestes d'être spoliés dans leurs économies par l'inflation.

Taxe de publicité foncière (modalités d'assujettissement des baux écrits tacitement reconduits).

25640. — 17 janvier 1976. — M. Longuevue attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur certaines difficultés que présente l'application de l'article 705 du code général des impôts, s'agissant de baux écrits tacitement reconduits. L'administration fiscale, en application de l'article 395, annexe III, du code général des impôts (article 4 du décret n° 63-653 en date du 6 juillet 1963) fait obligation au bailleur, le preneur étant admis, le cas échéant, à se substituer au bailleur défaillant, de déclarer spontanément tout bail écrit tacitement reconduit à compter de l'année qui suit celle de l'expiration du contrat primitif. Cette administration assimile les baux écrits tacitement reconduits aux baux verbaux et refuse le bénéfice du taux réduit à 0,60 p. 100 de la taxe de publicité foncière aux preneurs de tels baux non déclarés depuis au moins deux ans à la date de l'acquisition. En conséquence, il lui demande, d'une part, quels critères juridiques ont permis d'assimiler les baux écrits tacitement reconduits aux baux verbaux plutôt que de conclure à une catégorie particulière de baux susceptibles de se voir appliquer un mode de preuve propre quant à leur réalité et, d'autre part, quelles instructions il entend donner aux services extérieurs de la direction générale des impôts à l'effet de porter réellement à la connaissance des preneurs la possibilité qui leur est offerte de déposer les déclarations au lieu et place des bailleurs défaillants.

Fiscalité immobilière (régime applicable à une maison d'accueil utilisée pour des rencontres spirituelles).

25576. — 17 janvier 1976. — **M. Forens** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, pour obtenir le bénéfice des dispositions de l'article 710 du code général des impôts, il est stipulé que les immeubles ou fractions d'immeubles destinés à une exploitation à caractère commercial ou professionnel ne sont pas considérés comme affectés à l'habitation. Il lui demande si, au contraire et en conséquence de ce principe, on peut considérer comme affectée à l'habitation une maison d'accueil utilisée sans but lucratif pour des rencontres spirituelles et comportant un local avec coin cuisine et toilette destiné à héberger des gens de passage.

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et des professeurs techniques adjoints).

25578. — 17 janvier 1976. — **M. Kiffer** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il a l'intention de donner prochainement son accord aux projets de décrets qui lui ont été transmis par **M. le ministre de l'éducation** concernant les mesures suivantes : 1° alignement des obligations de service des professeurs techniques certifiés sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques, étant fait observer qu'étaient données les déclarations faites par lui-même le 5 novembre 1974 à l'Assemblée nationale, la publication du décret ne devait subir aucun retard ; 2° abaissement des obligations de services des professeurs techniques adjoints de lycées et mise à jour des textes actuellement en vigueur ; 3° augmentation du contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints au corps des professeurs certifiés ; 4° majoration de 40 points de l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées au titre de la promotion des enseignements technologiques longs.

EDUCATION

Education (amélioration de la situation des inspecteurs de l'enseignement technique).

25492. — 17 janvier 1976. — **M. Méhaignerie** expose à **M. le ministre de l'éducation** que la faiblesse numérique du corps des inspecteurs de l'enseignement technique ne permet pas aux intéressés d'assumer dans de bonnes conditions l'augmentation des tâches de plus en plus lourdes et complexes qui leur sont confiées. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour améliorer les conditions de travail, de rémunération et de déroulement de carrière des inspecteurs de l'enseignement technique, leur donnant les moyens de mieux remplir leur mission dont l'importance n'est pas à souligner dans la perspective d'une revalorisation de l'enseignement technique et du travail manuel.

Infirmières (statistiques concernant les infirmières relevant du ministère de l'éducation).

25497. — 17 janvier 1976. — **M. Chabrol** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il est possible de connaître le nombre des infirmières diplômées d'Etat qui étaient, au 1^{er} janvier 1960 et au 1^{er} janvier 1975, en activité dans les différents services ou établissements relevant de sa autorité.

Etablissements universitaires (statistiques concernant les postes budgétaires d'intendance universitaire et leur répartition).

25501. — 17 janvier 1976. — **M. Mexandeau** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui faire connaître : 1° académie par académie et à la date de la rentrée scolaire 1974-1975, en un seul tableau, le nombre de postes budgétaires d'intendants universitaires, d'attachés d'intendance et de secrétaires d'intendance et, en regard, le nombre de ces postes occupés par des auxiliaires (auxiliaires de bureau et délégués rectoraux) ; 2° le nombre de fonctionnaires nouveaux qui seront recrutés pour l'intendance universitaire pendant l'année scolaire 1975-1976 (concours interne, externe et liste d'aptitude de secrétaires d'intendance, concours externe d'attaché d'intendance), nombre qui devrait tenir compte des 1 165 postes créés dans le budget de 1976 et du total des postes occupés par des auxiliaires qui devraient également être mis au concours ; 3° les raisons, s'il en existe, qui font que tous les postes budgétaires créés ne sont pas mis régulièrement au concours.

Etablissements scolaires (modifications du règlement intérieur consécutives à l'abaissement de l'âge de la majorité civile et électorale).

25502. — 17 janvier 1976. — **M. Mexandeau** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelles ont été les répercussions dans les établissements du second degré de l'abaissement à dix-huit ans de

l'âge de la majorité civile et électorale. Il lui demande, en particulier, quelles mesures de libéralisation du règlement intérieur, envisagées à l'article 1^{er} de sa circulaire n° 74-325 du 13 septembre 1974, ont été effectivement prises par les établissements concernés. Il lui demande quelles conclusions peuvent être tirées du bilan qu'il n'a pas manqué de dresser comme de l'étude approfondie que la circulaire ci-dessus annonçait et quelle politique il entend suivre en ce domaine.

Etablissements scolaires (maintien du C. E. T. au 25, rue Saint-Hippolyte, à Paris (13^e)).

25513. — 17 janvier 1976. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'inquiétude des enseignants et des parents d'élèves du C. E. T., 25, rue Saint-Hippolyte, à Paris (13^e), quant à l'avenir de cet établissement. Ce C. E. T. qui groupe 250 élèves, 30 professeurs et 8 auxiliaires, assure les formations professionnelles des spécialités suivantes : prothésiste dentaire (seule section existant à Paris avec 25 p. 100 des élèves de Paris et 45 p. 100 de banlieue Sud), monteur installateur en télécommunications, qui fonctionne avec un recrutement couvrant aussi un secteur très étendu, mécanique-ajustage et tournage-fraisage qui s'harmonise très bien avec les deux autres sections. Certains problèmes de sécurité se trouvent posés en raison de la vétusté des locaux qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure sérieuse de rénovation depuis des décennies. Une décision administrative arrêtée à la prochaine rentrée le recrutement des élèves de première année pour la préparation du C. A. P. de mécanique et tend ainsi à la disparition totale de cet enseignement dans ce collège dans les trois années à venir, ce qui serait motivé par un « tarissement » du recrutement. Cette décision semble en totale contradiction avec l'ampleur des besoins non satisfaits en matière de formation professionnelle. La section de télécommunications du C. E. T. Saint-Hippolyte serait transférée au futur C. E. T. du Docteur Potain quand celui-ci sera construit. La menace de la disparition de ce C. E. T. apparaît donc comme sérieuse. Le C. E. T. Saint-Hippolyte rend pourtant d'incontestables services et joue un rôle irremplaçable dans le secteur Sud de Paris. Le terrain sur lequel il est situé appartenant à l'Etat, il serait d'autant plus facile de procéder aux travaux d'aménagement ou de reconstruction qui peuvent s'avérer indispensables. Le conseil d'administration du C. E. T. s'est prononcé à l'unanimité contre la disparition de celui-ci et pour sa reconstruction à son emplacement actuel. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher la fermeture du C. E. T., 25, rue Saint-Hippolyte et pour qu'il soit reconstruit à son emplacement actuel, si sa reconstruction s'avère indispensable.

Inspecteurs de l'éducation (reclassement indiciaire).

25532. — 7 janvier 1976. — **M. Bécam** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'intérêt qu'il y aurait à régulariser la situation des inspecteurs de l'éducation qui sont victimes d'un déclassement indiciaire. Il lui rappelle que, si à la fin de la guerre la majorité des inspecteurs était issue du corps des instituteurs, la proportion est maintenant inversée, le recrutement s'effectuant essentiellement au sein du corps des agrégés et des titulaires du C. A. P. E. S. En outre, leur fonctions ont été accrues, notamment dans le domaine de la formation continue. Il souhaite qu'il lui paraisse possible de faire aboutir favorablement des négociations qui avaient été entreprises courant 1972.

Enseignants (Application de la loi Roustan dans les départements méditerranéens).

25534. — 17 janvier 1976. — **M. Fanton** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème des personnels enseignants qui peuvent bénéficier de la loi Roustan, en lui signalant que ce problème a une acuité particulière dans les départements méditerranéens : Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault et Var. Il se permet de lui rappeler que la loi Roustan prévoit impérativement : 1° que 25 p. 100 des « postes vacants » doivent être réservés dans chaque département pour l'intégration des roustaniens et roustaniennes ; 2° que ces intégrations doivent être prononcées avant les intégrations (stagiarisations, titularisations) des normaux et des remplaçants remplissant les conditions requises par la loi. Sur cette base, il souhaite savoir la définition précise donnée par l'administration aux termes « postes vacants » et si ceux-ci concernent bien les vacances provoquées par les départs à la retraite, les décès, les congés de longue maladie, les mises en disponibilité pour maternité ou convenances personnelles, les créations de postes, etc. Il s'étonne par ailleurs que des intégrations soient refusées à des roustaniens, au motif qu'il n'existe pas de postes vacants, alors que des normaux ou des remplaçants sont stagiarisés ou titularisés dans ces mêmes postes, cette procédure prouvant de toute évidence qu'aucune priorité n'est donnée aux bénéficiaires de la loi Roustan. En soulignant les heureux effets à attendre des dispositions de la circulaire n° 75-113 du 1^{er} mars 1975 et de la circulaire n° 75-201 du 3 juin 1975 traitant de l'inscription

des bénéficiaires de la loi Roustan sur les listes des remplaçants permanents et assurant aux intéressés une intégration dans les cadres départementaux dans un délai de trois ans au maximum en leur donnant une priorité absolue pour l'inscription sur les listes, il lui demande de lui faire connaître si les inspections académiques ont pris toutes les mesures permettant d'appliquer les directives reçues à ce sujet : en faisant connaître à temps le contenu des circulaires aux intéressés, lesquels ne sont plus toujours en contact avec les établissements scolaires ; en leur donnant réellement la priorité absolue fixée par la circulaire du 3 juin 1975, qui ne prévoit aucune dérogation à cet égard. En l'informant que des informations reçues laissent à penser que cette priorité continue à ne pas être respectée, il souhaite que des précisions lui soient données sur les différents points ci-dessus évoqués.

Enseignants (indemnité spéciale d'un P. E. G. C. en congé de longue durée en qualité d'ancien combattant).

25546. — 17 janvier 1976. — M. Bustin demande à M. le ministre de l'éducation si un professeur d'enseignement général de collège bénéficiant d'un congé de longue durée en qualité d'ancien combattant au titre de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 et donc toujours titulaire de son poste peut continuer à percevoir l'indemnité spéciale des P. E. G. C. instituée pour compenser la perte de l'indemnité de logement que ces fonctionnaires percevaient auparavant.

Etablissements scolaires (absence d'installations sanitaires au C. E. S. de Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais)).

25548. — 17 janvier 1976. — M. Maurice Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes qui se posent au C. E. S. de Nœux-les-Mines. La cour de ce collège qui accueille deux cent quatre-vingts élèves est dépourvue de toute installation sanitaire, au mépris de toutes les règles d'hygiène et de propreté. Les jeunes élèves sont ainsi amenés à prendre des habitudes déplorable. Malgré les protestations des représentants des professeurs et des parents d'élèves qui soulignent ce manque depuis quelques années lors des réunions du conseil d'administration, l'installation indispensable des sanitaires ne peut être effectuée faute de crédits. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire et urgent, dans l'intérêt même des élèves, d'attribuer des crédits supplémentaires afin que ces travaux soient entrepris dans les meilleurs délais.

Examens, concours et diplômes (statistiques pour 1975 relatives aux C. A. P. E. S., C. A. P. E. T. et agrégation).

25551. — 17 janvier 1976. — M. Ralite demande à M. le ministre de l'éducation de lui faire connaître les résultats statistiques, pour la session 1975, des concours du C. A. P. E. S., du C. A. P. E. T. et de l'agrégation faisant apparaître la répartition par catégorie (étudiants, maîtres auxiliaires, élèves professeurs, P. E. G. C., A. E., instituteurs, M. I. S. E., divers élèves des E. N. S., etc. des candidats et candidates inscrits et admis.

Automobiles (interprétation de la législation réglementant la profession d'expert).

25553. — 17 janvier 1976. — M. Albert Bignon expose à M. le ministre de l'éducation que l'article 6 de la loi n° 72-1097 du 11 décembre 1972, portant réglementation de la profession d'expert en automobiles, pose la condition relative à trois ans d'activité, mais elle ne précise pas la date à laquelle il faut se placer pour apprécier la durée des trois années d'activité. On est donc en droit de considérer que c'est au jour où il fait sa demande que l'expert doit remplir cette condition. Il s'ensuit (la conclusion intervenant le 17 mai 1975) que les derniers experts à pouvoir bénéficier du régime transitoire sont ceux qui auront commencé à exercer les activités d'expert en automobiles au plus tard le 17 mai 1972. Les dispositions de la loi ne pouvant être appliquées dans un sens restrictif, il lui demande de bien vouloir lui confirmer la présente interprétation.

Enseignants (assimilation abusive des actions de limitation d'effectifs à des faits de grève).

25561. — 17 janvier 1976. — M. Antagnac demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer en vertu de quels textes il a été décidé que les actions de limitation d'effectifs pratiquées sur consignes syndicales par des enseignants, qui n'ont en aucun cas interrompu leur travail, devaient être assimilées à des faits de grève et donner lieu à une retenue salariale. Il lui demande, en outre, quelles instructions sont données à la suite de la décision du tribunal administratif de Poitiers du 10 décembre 1975, et quelles mesures il entend prendre pour assurer le remboursement des prélèvements déjà effectués.

Enseignants (retraite anticipée au taux plein pour les fonctionnaires ayant acquis outre-mer le maximum d'annuités).

25567. — 17 janvier 1976. — M. Labarrère rappelle à M. le ministre de l'éducation sa question écrite n° 17812 du 15 mars 1975 relative à la situation des fonctionnaires ayant acquis des bonifications dans les T. O. M., et notamment en Algérie et qui ont atteint le plafond d'annuités plusieurs années avant l'âge de la retraite. Il lui signale que la situation ainsi évoquée a entraîné de sa part une réponse parue au *Journal officiel* (débat A. N.), le 7 mai 1975, p. 2435), selon laquelle le problème évoqué devait faire l'objet d'une étude. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître où en est cette étude, et quels en sont les résultats.

Inspecteurs départementaux de l'éducation (revalorisation judiciaire).

25570. — 17 janvier 1976. — M. Naveau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des inspecteurs départementaux de l'éducation qui réclament, à juste titre, l'application des accords de 1973 aux termes desquels une nouvelle grille indiciaire leur avait été consentie à titre d'étape vers un reclassement définitif de leur fonction. Il lui demande dans quels délais il compte prendre toutes dispositions pour que les promesses soient tenues et que la situation de l'éducation cesse de se détériorer davantage.

Etablissements scolaires (nationalisation du C. E. G. de Beuzeville (Eure)).

25575. — 17 janvier 1976. — M. Claude Michel attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du C. E. G. de Beuzeville dans le département de l'Eure dont la nationalisation devait être l'objet d'un prochain décret. En effet, à une question écrite du 4 juin 1975, il avait été répondu, en date du 23 août dernier, que les C. E. G. de Beuzeville et de Corneilles seraient nationalisés. Si le C. E. G. de Corneilles n° 0270013 T l'a été par décret du 13 novembre 1975 (*Journal officiel* du 22 novembre 1975), aucune mesure n'est intervenue à ce jour pour celui de Beuzeville n° 027000 GK. Il lui demande dans quels délais interviendra cette nationalisation.

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et des professeurs techniques adjoints).

25577. — 17 janvier 1976. — M. Kiffer demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir faire connaître le résultat des négociations engagées avec le ministère de l'économie et des finances concernant les mesures suivantes : 1° alignement des obligations de service des professeurs techniques certifiés sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques étant fait observer qu'étant donné les déclarations faites par lui-même le 5 novembre 1974 à l'Assemblée nationale, la publication du décret ne devrait subir aucun retard ; 2° abaissement des obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mise à jour des textes actuellement en vigueur ; 3° augmentation du contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints au corps des professeurs certifiés ; 4° majoration de quarante points de l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées au titre de la promotion des enseignements technologiques longs.

Etablissements scolaires (reclassement des personnels techniques de laboratoire).

25598. — 17 janvier 1976. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires, régis par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire n° V-70-133 du 12 mars 1970. Chargés d'assister les personnels enseignants et de recherche dans leur tâche, les aides de laboratoire et garçons de laboratoire, en fonction de leur niveau de recrutement et de leur travail propre au sein des laboratoires scolaires, ne perçoivent pas le traitement qui devrait être le leur. Le reclassement est retardé tous les ans, la direction ne réunissant pas le comité technique paritaire central qui doit émettre un avis sur leurs propositions. Elles sont les suivantes : aide de laboratoire, classement dans le groupe 5 au lieu du groupe 3 ; garçon de laboratoire, classement dans le groupe 3 au lieu du groupe 1. En conséquence, il lui demande d'intervenir pour que le comité technique soit réuni rapidement afin de prendre en considération ce reclassement justifié.

Ecoles maternelles (ouverture d'une quatrième classe à Saint-Pourçain (Allier)).

25599. — 17 janvier 1976. — M. Villon expose à M. le ministre de l'éducation que la directrice de l'école maternelle de Saint-Pourçain (03), ayant été informée par l'administration académique que

L'ouverture d'une quatrième classe de l'école maternelle serait très probablement acceptée et qu'elle était classée avec un rang de priorité dans les prévisions de créations, a accepté les inscriptions de tous les enfants présentés par les parents mais que les promesses faites n'ayant pas été tenues étant donné le faible contingent de postes nouveaux attribués à l'administration départementale, la création de cette quatrième classe a été refusée de sorte que 140 enfants sont maintenant répartis, en trois classes pour trois maîtresses et dans des conditions d'hygiène et de sécurité anormales, sans parler des conditions pédagogiques. Il lui signale qu'un local scolaire pour une quatrième classe existe, il a déjà été visité par Mme l'inspectrice des écoles maternelles et la municipalité de Saint-Pourçain a la possibilité d'équiper ce local en matériel adéquat. Il lui demande s'il n'estime pas devoir très rapidement allouer au département de l'Allier une dotation supplémentaire permettant de mettre fin à la situation décrite et d'ouvrir rapidement une quatrième classe maternelle à Saint-Pourçain.

Etablissements scolaires (extension du lycée C. E. S. Blaise de Vignère à Saint-Pourçain (Allier)).

25600. — 17 janvier 1976. — M. Villon signale à M. le ministre de l'éducation que le lycée C. E. S. Blaise de Vignère à Saint-Pourçain (03), construit pour accueillir 600 élèves en accueille actuellement 804 dont 585 en premier cycle et 219 en second cycle, que 9 classes sur 14 ont plus de 30 élèves, que certaines classes fonctionnent dans des annexes situées dans les locaux d'une école primaire, ce qui nécessite pour les élèves et pour les enseignants des allées et venues entre les deux établissements. Il lui signale en outre que ledit établissement ne possède ni parloir ni salle de spectacles, ni locaux propres aux activités périscolaires, ni apprentis pour entreposer le matériel d'éducation physique et que les salles spécialisées d'histoire-géographie, de langues vivantes et de dessin sont insuffisantes en nombre sans parler de l'insuffisance des locaux réservés aux professeurs, à l'administration et de l'équipement insuffisant des salles de classe, etc. Il lui demande où en est l'étude d'un projet d'extension du lycée dont l'administration a dû être saisie en 1972 ou 1973 et s'il n'estime pas devoir inscrire ce projet parmi les réalisations les plus urgentes.

Orientation scolaire et professionnelle (financement du C. I. O. de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)).

25614. — 17 janvier 1976. — M. Gouhier rappelle à M. le ministre de l'éducation que le 15 octobre 1975, il lui retraçait l'histoire de la création du centre d'information et d'orientation actuellement hébergé dans les locaux municipaux 7, rue Pierre-Brossolette, à Noisy-le-Sec, et lui demandait quel était le délai de réalisation du nouveau centre. En date du 15 octobre 1975, la réponse était la suivante: « Le problème que pose la construction de locaux neufs destinés à accueillir le centre d'information et d'orientation de Noisy-le-Sec a été étudié en 1975, mais cette opération n'a pas été retenue; l'ordre de priorité dans lequel les constructions sont programmées est établi chaque année en tenant compte de l'avis des recteurs intéressés et des besoins de l'ensemble des académies. Il n'est pas possible de dire actuellement quand sera réalisée la construction du centre d'information et d'orientation de Noisy-le-Sec », (signale que le 16 décembre 1975, lors d'une séance du conseil général, monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis a fait savoir: « qu'il me semble en effet que le problème était en voie de règlement, c'est la raison pour laquelle j'ai dépêché un des fonctionnaires ici présent au D. C. A. E. et il vient de me confirmer que le financement du C. I. O. de Noisy-le-Sec était présent à l'ordre du jour de la C. A. R. du 19 décembre 1975 et que dans ces conditions tout permet de penser qu'il sera réellement financé en 1976 et l'on me dit qu'il sera le seul de la région pour 1976, c'est-à-dire que l'on ne peut pas espérer pour le moment le financement des autres C. I. O., s'étonne que deux réponses différentes puissent être données en si peu de temps d'intervalle, d'autant que la conférence administrative régionale du 19 décembre aurait confirmé le financement de ce C. I. O., demande à monsieur le ministre de bien vouloir lui préciser si le financement du C. I. O. de Noisy-le-Sec est bien prévu pour 1976.

Instituteurs (situation désavantagee des instituteurs de l'enseignement privé).

25627. — 17 janvier 1976. — M. Maujolan du Gasset expose à M. le ministre de l'éducation qu'il existe actuellement, dans l'enseignement, un corps de personnel défavorisé: les instituteurs. Ce personnel existe à la fois dans l'enseignement public et dans l'enseignement privé. Leur situation est réglée par les décrets n° 60-390 (art. 8), n° 64-217 (art. 10), n° 66-664, n° 66-865. En fait, dans l'enseignement public, ce corps est en voie d'extinction: un examen leur a permis de passer du corps d'instituteur à celui d'instituteur. Mais cette « passerelle » n'a pu s'appliquer aux instituteurs de l'enseignement privé. Au nombre de 8 000 environ en France, dont 550 en Loire-Atlantique, ce personnel souffre de conditions matérielles nettement désavantageuses. Désavantageuses au point de vue du nombre

d'échelons dans la carrière (11 dans la catégorie instituteur, alors qu'il n'y en a que 8 dans la catégorie instructeur). Désavantageuses quant au salaire; désavantageuses au point de vue de l'âge de la retraite à taux plein (soixante-cinq ans pour les instituteurs). Désavantageuses au point de vue de la sécurité de l'avenir et possibilité de promotion. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que cesse cette situation parfaitement anormale.

Etablissements scolaires (nationalisations du C. E. G. de Beuzeville (Eure)).

25637. — 17 janvier 1976. — M. Claude Michel attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du C. E. G. de Beuzeville dans le département de l'Eure. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le C. E. G. de Beuzeville sera l'objet d'un prochain décret de nationalisation. En effet, à une question écrite du 4 juin 1975, il avait été répondu, en date du 23 août dernier, que les C. E. G. de Beuzeville et de Cormelles seraient nationalisés. Si le C. E. G. de Cormelles, n° 027 0013 T a été nationalisé par décret du 13 novembre 1975 (Journal officiel du 22 novembre), il n'en est rien à ce jour en ce qui concerne le C. E. G. de Beuzeville n° 027 0006 K.

Etablissements scolaires (consultation du comité technique paritaire central sur le reclassement des personnels techniques de laboratoire).

25638. — 17 janvier 1976. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des aides de laboratoire et des garçons de laboratoire appartenant à la catégorie des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires, régis par le décret n° 63-385 du 16 avril 1963 et par la circulaire V 70-133 du 12 mars 1970. Depuis les accords Masselin sur les catégories C et D, les aides de laboratoire appartiennent au groupe 3 et les garçons de laboratoire au groupe 1. Les uns et les autres s'estiment déclassés: les aides, recrutés au niveau du B. E. P. C., devraient appartenir au groupe 5 et les garçons de laboratoire au groupe 3. Les organisations syndicales représentatives ont demandé ce reclassement auprès de la direction ministérielle compétente (D. A. G. A. S.) qui reconnaît le bien-fondé de la revendication, mais le comité technique paritaire central appelé à donner son avis sur le reclassement n'est toujours pas convoqué. Il lui demande dans quel délai, le plus rapproché possible, il compte réunir le comité technique paritaire central.

EQUIPEMENT

Fonctionnaires (aide à l'accès à la propriété des fonctionnaires logés à l'approche de la retraite).

25483. — 17 janvier 1976. — M. Jean-Claude Simon attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur le cas des fonctionnaires auxquels est attribué, pour les besoins du service ou par application de règles statutaires, un logement de fonction et qui ne peuvent obtenir ni prêt ni prime pour le logement personnel qu'ils désirent faire construire. Il lui demande s'il n'estime pas que la réglementation en la matière devrait être modifiée afin que les intéressés soient alignés sur le droit commun, d'une part, lorsque tous les fonctionnaires du même service ne bénéficient pas d'un logement de fonction, d'autre part, lorsque ces candidats à l'accès à la propriété d'un logement présentent leur dossier dix années avant la date prévue de leur départ à la retraite.

Sociétés coopératives de construction (interprétation de la circulaire n° 65-42 du 10 août 1965).

25487. — 17 janvier 1976. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'équipement que de nombreuses sociétés constituées en vue de l'attribution d'immeubles aux sociétaires en sociétés coopératives de construction se trouvent actuellement soit du fait de leur date de constitution (antérieure au 31 décembre 1972), soit du fait de leur nature (coopérative), exclues du bénéfice des dispositions protectrices des lois n° 71-679 du 16 juillet 1971 et n° 72-649 du 11 juillet 1972 se rapportant notamment au contrat de promotions immobilières. Or, celles-ci n'en ont pas moins donné mandat général à des promoteurs d'accomplir toutes opérations indispensables à la réalisation des opérations de construction par elles projetées. Ces mandats comportent des clauses de rémunération fréquemment libellées comme suit: « le mandataire sera rémunéré par des honoraires fixés forfaitairement à 5 p. 100 (par exemple) du prix de revient maximal des logements, caves et garages, toutes dépenses confondues tel qu'il est fixé aux paragraphes 13 et 14 de la circulaire n° 65-42 du 10 août 1965 ». Mais « le prix de revient maximal toutes dépenses confondues » suppose, pour être calculé, qu'on sache ce que les circulaires du ministère de la construction n° 65-42 du 10 août 1965 et celles auxquelles elles renvoient (n° 64-24 du 17 avril 1964 et n° 65-6 du 20 janvier 1965) ne précisent pas. Il lui demande en conséquence quelles réponses

appellent de sa part les questions suivantes : 1° les prix stipulés aux termes de la circulaire n° 65-42 du 10 août 1965, et notamment le prix maximum de 1 300 francs le mètre carré en région parisienne, sont-ils des prix hors T. V. A. ou T. V. A. en sus ; 2° la notion de dépense confondue telle qu'elle résulte de la circulaire n° 64-24 du 17 avril 1974 inclut-elle : les travaux de terrassement et de ventilation mécanique ; les honoraires d'architecte et de bureau d'études seulement ou tous autres honoraires n'ayant pas nécessairement le caractère d'honoraires techniques rémunérant des prestations liées directement à des opérations de construction. Et dans cette dernière hypothèse, le prix maximal toutes dépenses confondues, va-t-il jusqu'à inclure les honoraires de gestion, les honoraires de syndic, les honoraires de commercialisation et les frais financiers ; 3° enfin le prix maximal de 1 300 francs le mètre carré en région parisienne et de 1 000 francs le mètre carré en province se calcule-t-il honoraires, quels qu'ils soient, inclus ou non.

Sécurité routière (fréquents accidents sur le chemin départemental 196 à Beynat (Corrèze)).

25516. — 17 janvier 1976. — M. Pranchère expose à M. le ministre de l'équipement qu'un très grave accident de la circulation vient de se produire sur le chemin départemental 196 au lieu-dit Les Gradades, commune de Beynat (Corrèze). Deux jeunes tullistes y ont trouvé la mort. Des accidents se produisent fréquemment et chaque semaine à cet endroit. Il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires par la pose de glissières ou la rectification de ce tournant pour éviter de nouvelles tragédies.

Urbanisme (exonération de T. V. A. sur les acquisitions d'immeubles par des sociétés d'économie mixte en vue de la résorption d'îlots d'habitat insalubre).

25519. — 17 janvier 1976. — M. Ralite expose à M. le ministre de l'équipement que, conformément à la circulaire du 27 août 1971 prise pour l'application de la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, il est prévu la possibilité pour les villes de confier la réalisation de ce type d'opération à des organismes spécialisés offrant toutes les garanties comme, par exemple, à des sociétés d'économie mixte. Or, alors que pour des opérations d'aménagement qui leur sont concédées par les collectivités locales au titre de l'article 78-I du code de l'urbanisme et de l'habitation, les sociétés d'économie mixte bénéficient de toutes les prérogatives attachées à la déclaration d'utilité publique (en particulier en matière fiscale puisque les acquisitions soit amiables, soit par voie d'expropriation, sont exonérées de la T. V. A.) il en est différemment pour les opérations de résorption d'habitat insalubre entreprises par ces collectivités locales. En effet, les sociétés d'économie mixte sont redevables de la T. V. A. pour les acquisitions amiables ; en cas d'expropriation, la collectivité locale, seule bénéficiaire de la D. U. P., exproprie, mais la rétrocession indispensable des immeubles par la collectivité à la société d'économie mixte est, elle, frappée également de la T. V. A. C'est finalement la collectivité locale qui doit acquitter, en grande partie, en plus de sa participation au déficit de l'opération, ladite T. V. A. Dans ces conditions, M. Ralite demande à M. le ministre de l'équipement, quelles mesures il compte prendre afin que soient exonérées de la T. V. A. toutes les acquisitions d'immeubles réalisées par les sociétés d'économie mixte dans le cadre d'une mission de résorption d'habitat insalubre confiée par une collectivité locale.

Permis de conduire (compétence des commissions départementales).

25559. — 17 janvier 1976. — M. de Poupliquet demande à M. le ministre de l'équipement s'il considère comme normal, au moment où l'on parle de décentralisation et de régionalisation, de convoquer à Paris devant une commission nationale d'examen (conformément à l'arrêté du 7 juin 1960 modifié) pour l'examen de l'aptitude physique, des candidats au permis de conduire qui ont déjà été convoqués devant une commission départementale composée de façon semblable de fonctionnaires et de médecins. Il lui demande s'il considère comme normal de faire supporter des charges pécuniaires parfois très lourdes à des infirmes (lesdites convocations s'adressent en effet à cette catégorie de personnes). Il lui demande s'il ne serait pas utile de modifier les commissions départementales de façon à ce qu'elles soient compétentes pour juger des qualités physiques d'un candidat au permis de conduire.

Voirie (raccordement aux voiries nationales de l'échangeur Sud de Vienne).

25564. — 17 janvier 1976. — M. Mermaz demande à M. le ministre de l'équipement de bien vouloir lui indiquer les raisons pour lesquelles le raccordement aux voiries nationales de l'échangeur Sud

de Vienne n'a pas été inscrit au F. S. I. R. pour 1975, et quelles mesures ont été, en conséquence, prévues pour cet échangeur dans le cadre du plan de relance, afin de pouvoir assurer au mieux la sécurité des biens et des personnes, tant au niveau de la zone industrielle que dans tout le secteur Sud de Vienne.

H. L. M. (reclassement indiciaire des directeurs d'offices publics).

25572. — 17 janvier 1976. — M. Jean-Pierre Cot rappelle à M. le ministre de l'équipement qu'une certaine parité s'était établie en matière de classement indiciaire entre les directeurs d'offices publics d'H. L. M. et les secrétaires généraux de mairie. Par arrêté du 21 mai 1974 prenant effet au 1^{er} janvier 1974, le classement indiciaire des secrétaires généraux de mairie a été amélioré de près de 100 points pour certaines catégories, alors que le reclassement des directeurs d'offices publics d'H. L. M., qui est actuellement à l'étude, limiterait l'amélioration indiciaire à 20 points en début de carrière et 10 points à l'échelon terminal. Il lui demande s'il ne peut envisager d'accorder aux directeurs d'offices les avantages dont ont bénéficié leurs homologues des mairies.

Routes et autoroutes (mise en service de la chaussée province—Paris de l'outoroute A 4 entre le pont de Charenton et la porte de Bercy).

25606. — 17 janvier 1976. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur la nécessité de mettre en service dans les délais les plus brefs la chaussée province—Paris de l'outoroute A 4 entre le pont de Charenton et la porte de Bercy. Les travaux de construction de cette chaussée sont en effet maintenant terminés et le maintien de la circulation sur une seule chaussée limite la capacité de la voie, crée des conditions de sécurité insuffisantes (circulation en double sens) et entraîne des nuisances pour les riverains du fait de l'utilisation de la voie latérale qui borde le quartier des Carrières. Il lui demande en conséquence dans quel délai la totalité de ce tronçon de voie sera ouverte à la circulation.

INDUSTRIE

Pétrole (participation du C. N. E. X. O. aux recherches et à l'exploitation des gisements « off shore »).

25537. — 17 janvier 1976. — M. Labbé s'étonne auprès de M. le ministre de l'industrie et de la recherche de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 20974 (publiée au Journal officiel, Débats A. N. n° 60 du 26 juin 1975, p. 4756). Comme il tient à connaître sa position sur le problème exposé il lui en renouvelle les termes en lui demandant une réponse rapide. Il lui rappelle en conséquence sa question écrite n° 16847 à laquelle il a bien voulu répondre au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale du 23 avril 1975 (page 1966). Il résulte des alinéas 1, 2 et 3 de cette réponse que les participations de l'Etat à la recherche et à l'exploitation du pétrole « off shore » sont extrêmement diverses. Parmi les organismes qui y contribuent et qui sont cités figurent : le fonds de soutien aux hydrocarbures (F. S. H.), l'Institut français du pétrole (I. F. P.), le centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo) ; la Communauté économique européenne qui accorde un concours financier. Dans la question précitée, il lui demandait que lui soient fournis des éléments permettant de préciser l'importance de ces participations. Il souhaiterait obtenir à ce sujet les précisions suivantes qui ne figurent pas dans la réponse : 1° la nature et l'origine des participations de l'Etat ; subventions, crédits, personnels affectés, moyens matériels divers ; etc. attribués de manière directe ou indirecte à cet effort national ; 2° les charges de salaires des personnels et les charges de fonctionnement et d'investissement des moyens qui y sont affectés à temps plein ou partiel ; 3° la répartition et le mode d'attribution de ces participations. Il souhaiterait en particulier savoir s'il existe un « comité des programmes d'exploration et de participation ». Dans l'affirmative, il lui en demande la dénomination exacte, la nature, la composition, les compétences et les liaisons organiques qu'il a établies avec les organismes publics, parapublics et privés concernés. Le quatrième alinéa de la réponse précitée rappelle que le Cnexo dont la compétence dépasse le domaine purement pétrolier ne reste associé aux développements pétroliers que pour les travaux et les études d'accompagnement qui pourront avoir des retombées dans d'autres secteurs. Cette position exclut bien évidemment tout engagement des ressources propres de cet organisme dans des actions limitées à des recherches de contrat de recettes en concurrence avec une industrie spécialisée et structurée. Il lui demande de bien vouloir confirmer cette conception de la vocation du centre national pour l'exploitation des océans et souhaiterait savoir quelles mesures sont prises, et sont envisagées afin que le Cnexo ne devie pas de sa mission primitive en empiétant sur des activités normales du secteur privé comme cela a pu être le cas pour d'autres organismes du même type.

INTERIEUR

Français à l'étranger (surveillance exercée sur certains citoyens français en voyage collectif à l'étranger).

25499. — 17 janvier 1976. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que selon certaines informations recueillies par lui-même des citoyens français en voyage collectif à l'étranger sont parfois escortés par des policiers en civil. Il lui demande : 1° quelle autorité mandate ces derniers ; 2° dans quel but cette surveillance est exercée ; 3° s'il existe un accord entre le royaume des Pays-Bas et la République française qui autorise cette surveillance.

Droit de grève (incidents survenus à l'usine Furnon de Saint-Chamond (Loire)).

25506. — 17 janvier 1976. — **M. Mermaz** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, les faits suivants : à l'usine Furnon de Saint-Chamond, dans la Loire, une grève illimitée a été décidée par les travailleurs le 5 novembre. Ces travailleurs ont été victimes d'une agression armée le 29 novembre, à 4 h 40 du matin. Une plainte a été immédiatement déposée par les grévistes. Il lui demande de lui faire connaître : 1° les raisons pour lesquelles les services de police ont reçu l'ordre de se rendre sur les lieux seulement soixante heures après l'agression ; 2° où en est l'enquête menée pour faire toute la lumière sur cette affaire.

Sapeurs-pompiers

(horaires de travail des sapeurs-pompiers professionnels).

25563. — 17 janvier 1976. — **M. Mermaz** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il peut lui confirmer ses récentes déclarations faites à Bordeaux selon lesquelles l'engagement aurait été pris de réexaminer dans les six mois les horaires de travail des sapeurs-pompiers professionnels ainsi que l'a rapporté **M. le directeur national de la sécurité civile** lors de sa venue à Grenoble le 5 novembre dernier. Il l'invite à lui préciser de quels moyens nouveaux disposeront les collectivités et établissements publics chargés de la gestion d'un centre de secours important, doté de sapeurs-pompiers professionnels, pour satisfaire à la fois les légitimes revendications du personnel et les obligations résultant d'un service public compétent et efficace.

Communes (tableau des effectifs des personnels de bureau).

25574. — 17 janvier 1976. — **M. Delehedde** rapporte à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, les dispositions de l'arrêté du 10 juillet 1969 (*Journal officiel* du 25 juillet 1969) relatif à la titularisation de personnels communaux, et notamment son article 4, prévoyant que le tableau des effectifs pouvait être aménagé de façon que : 1° le nombre des emplois de commis représente au maximum le triple de celui des emplois d'agents de bureau n'effectuant pas des travaux dactylographiques. 2° Le nombre des emplois de sténodactylographes représente au maximum le triple de celui des agents de bureau dactylographes. Les emplois ainsi créés pouvaient être pourvus : 1° dans la limite du tiers, par voie de listes d'aptitude sur lesquelles pourront être inscrits, après avis de la commission administrative paritaire compétente, les sténodactylographes et les agents de bureau qui comptaient au 1^{er} janvier 1969 au moins quinze ans de services publics ; 2° pour le surplus, par voie d'examen professionnels ouverts aux sténodactylographes, aux agents de bureau, aux agents d'enquête et aux employés et surveillants de bibliothèques qui comptaient à la même date au moins huit ans de services publics. Il lui demande si cette réglementation est toujours en vigueur et, dans l'affirmative, si la date du 1^{er} juin 1969 stipulée par l'arrêté est immuable.

Saisies (abrogation de la loi autorisant les huissiers à pénétrer en leur absence chez des particuliers pour y procéder à des saisies).

25601. — 17 janvier 1976. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les faits suivants : le mardi 16 décembre 1975, un locataire de la tour Jean-Jaurès, à Choisy-le-Roi, trouve en rentrant chez lui un « papier bleu » déposé par un huissier l'informant que son mobilier était saisi. Or ce locataire a emménagé depuis quinze jours. Que s'est-il passé. L'huissier ne se fiant qu'au numéro de l'appartement ignore que l'ancien locataire, menacé, lui, de saisie, a quitté les lieux. Il ne prend pas la peine d'informer le gardien de sa démarche et pénètre chez le nouveau locataire. Ces faits démontrent le caractère dangereux de la loi autorisant les huissiers à pénétrer chez les particuliers en leur absence et pour ce cas précis, en toute illégalité. Cela constitue une violation de domicile et l'intéressé porte plainte. Cette grave atteinte aux libertés découlée des graves difficultés que connaissent de nombreuses familles des cités H. L. M. pour acquitter le montant de leur loyer. En conséquence, il lui demande quelles mesures

il compte prendre pour : 1° que soit abrogée la loi qui autorise à pénétrer chez les occupants en leur absence ; 2° qu'un terme soit mis à la pratique illégale des saisies, aux coupures de gaz et d'électricité, aux expulsions ; 3° que dans chaque commune des commissions sociales soient créées afin d'examiner la situation de chaque famille et de déterminer les possibilités d'aides à envisager ; 4° que des mesures d'urgence (allocation sociale de 750 francs aux chômeurs qui ne perçoivent que l'aide publique et à ceux qui ne touchent rien ; 750 francs aux personnes âgées et aux handicapés dont le revenu est inférieur à 1 450 francs par mois ; une prime de 300 francs par enfant aux familles à partir du premier enfant soient prises en faveur des familles qui ne peuvent plus faire face).

JUSTICE

Baux de locaux d'habitation (réglementation applicable aux locaux de catégorie 2-A 2-B en matière de loyer et de maintien dans les lieux).

25526. — 17 janvier 1976. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, que pour des locaux appartenant aux catégories 1/2 A la jurisprudence a décidé que la libération des loyers ne s'appliquerait pas et à d'autre part fixé le loyer applicable à la catégorie 2-A. Il lui demande si les locaux 2-A 2-B seront assimilés à la catégorie 2-B tant au point de vue du maintien dans les lieux qu'au point de vue du prix du loyer.

Alsace-Lorraine (frais de justice dans les procédures introduites devant les conseils de prud'hommes).

25545. — 17 janvier 1976. — **M. Muller** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, de bien vouloir lui préciser quels sont les textes et taux applicables en matière de liquidation des frais de justice dans les procédures introduites devant les conseils de prud'hommes des départements du Rhin et de la Moselle.

Veuves (droits à pension de réversion des femmes de fonctionnaires divorcées).

25555. — 17 janvier 1976. — **M. Boscher** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, sur l'application de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 concernant les droits à pension de réversion, au décès de son mari, d'une femme mariée à un fonctionnaire retraité divorcé d'un mariage précédent aux torts réciproques. Il lui demande quels seront ou que deviendront ces droits après application de ladite loi ; droits qui lui étaient acquis et assurés pour elle seule et en totalité après quatre années de mariage selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son mariage.

Baux commerciaux (charge des frais de remplacement d'une porte d'entrée de bar-restaurant).

25579. — 17 janvier 1976. — **M. Briane** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, le cas du propriétaire d'un local commercial (bar-restaurant) auquel le locataire demande de remplacer la porte d'entrée dont le fonctionnement est défectueux. L'installation de cette porte avait été faite par l'ancien locataire. Il lui demande de bien vouloir préciser quel est, du propriétaire ou du locataire, celui qui doit supporter les frais de remplacement de cette porte.

Veuves (droits à pension de réversion des veuves de fonctionnaires en cas de divorce).

25581. — 17 janvier 1976. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, si l'article 13 de la loi sur la réforme du divorce, modifiant l'article L. 44 du code des pensions civiles, et militaires de retraites, d'après lequel l'ancien conjoint séparé de corps ou divorcé, sauf s'il se remarie avant le décès de son ancien conjoint, a droit à la pension prévue soit au premier alinéa de l'article L. 38, soit à l'article L. 50, lorsque la séparation de corps ou le divorce n'a pas été prononcé « contre lui », s'appliquera aux personnes divorcées aux torts partagés et dont les divorces ont déjà été prononcés avant le 1^{er} janvier 1976. Il lui demande en outre s'il en est ainsi quand le conjoint décédé n'est pas remarié avant sa mort.

Tribunaux (désignation du tribunal de grande instance de Nantes comme tribunal spécialisé en matière économique et financière).

25587. — 17 janvier 1976. — **M. Bolo** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, que la loi du 6 août 1975 modifiant et complétant certaines dispositions du code de procédure pénale a institué des tribunaux spécialisés en matière économique et financière. Le nouvel article 704 dispose que « dans le ressort de chaque cour d'appel un ou plusieurs tribunaux de grande instance sont

compétents... pour l'instruction, et s'il s'agit de délits, le jugement des infractions rentrant dans les catégories mentionnées à l'article 705 ». Le législateur a laissé au ministère de la justice le soin de désigner les tribunaux de grande instance qui seront ainsi spécialisés. Le texte faisant état de « un ou plusieurs tribunaux de grande instance » par ressort de cour d'appel, il apparaît que le Parlement a voulu que ces juridictions soient établies dans les villes importantes, là où l'activité économique engendre un grand nombre d'infractions visées par l'article 705. Le décret d'application du 17 décembre 1975 a désigné ces juridictions et l'on constate que le tribunal de grande instance de Nantes ne figure pas sur la liste annexée à ce décret. Sauf dans le ressort de la Cour de Paris, là où deux tribunaux spécialisés (Paris et Nanterre) sont institués, chaque cour d'appel ne comportera qu'une seule de ces juridictions. La capitale régionale est, dans certains ressorts, désignée au lieu et place du chef-lieu de la cour (Clermont-Ferrand au lieu de Riom, Strasbourg au lieu de Colmar, Lille au lieu de Douai, Marseille au lieu d'Aix-en-Provence). Il eût été normal de penser que le tribunal de Nantes soit désigné à la place de Rennes si l'on tient compte de l'importance de la métropole Nantes-Saint-Nazaire. Il eût d'ailleurs été sans doute préférable puisque la loi le permet de désigner deux tribunaux : Rennes et Nantes, ces tribunaux devant être érigés dans des centres importants, qu'ils soient ou non des sièges de cour. Or Nantes est la capitale régionale des Pays de la Loire et son rattachement au tribunal économique et financier de Rennes aurait pour effet de faire juger les affaires nantaises dans la capitale d'une région différente. Avec Metz et Châlons-sur-Marne, Nantes est la seule capitale régionale qui n'ait pas son tribunal économique et financier. Avec Nice, elle est la seule ville importante qui en soit dépourvue. Il convient en outre d'observer que pour les cinq départements des Pays de la Loire, les juridictions spécialisées sont les suivantes : le tribunal de Poitiers (hors région) pour la Vendée ; le tribunal de Rennes (hors région) pour Nantes ; le tribunal du Mans pour le Maine-et-Loire, la Mayenne et la Sarthe. Autrement dit, les Pays de la Loire n'ont qu'un seul tribunal économique et financier alors que, compte tenu du ressort des cours d'appel, l'Aquitaine en a trois (Bordeaux, Pau et Agen), le Languedoc en a deux (Montpellier et Nîmes) ainsi que le Centre (Orléans et Bourges). La solution retenue est peu rationnelle et va à l'encontre des réalités géographiques et économiques. Elle risque d'accroître les désaccords entre Nantes et Rennes. Pour toutes ces raisons, il lui demande de bien vouloir réétudier ce problème afin de doter la ville de Nantes d'un tribunal spécialisé en matière économique et financière.

Logement (modalités de relogement des personnes évincées).

25626. — 17 janvier 1976. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, sur la situation tout à fait exceptionnelle qui résulte de la publication au *Journal officiel* du 4 janvier 1976 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation. Aux termes de l'article 2 de cette loi, un nouvel article 13 bis est inséré dans la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, ayant directement trait à l'objet même de la loi nouvelle, puisqu'il s'agit de déterminer les conditions auxquelles doit répondre le local « mis à la disposition des personnes évincées en application des articles 11 et 12 ». Or un journal du matin fit remarquer, à la suite de la publication de cette loi, que les dispositions contenues dans le deuxième paragraphe de l'article 13 bis nouveau ne correspondaient pas au vœu manifesté du Parlement, puisque dans la rédaction adoptée elle permettait, selon l'exemple choisi, de reloger un habitant du quatrième arrondissement de Paris non seulement dans le douzième arrondissement, limitrophe du premier cité, mais encore à plusieurs kilomètres de Paris, au fond d'une commune de banlieue limitrophe, elle, au douzième arrondissement. Il est si vrai que l'intention du législateur avait été de limiter le déplacement des personnes évincées de leur logement au strict minimum que le Gouvernement, par la voix de M. le secrétaire d'Etat au logement, réagit immédiatement, puisque ce dernier annonça (dans le même journal) qu'il déposerait à la prochaine session parlementaire un projet de loi ayant pour but de modifier le texte voté et ce dans le sens des débats parlementaires de décembre 1975. La question ne s'en pose pas moins pour le moment de l'application immédiate de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 par les juridictions qui viendraient à en être saisies et ce dans son texte actuel, tant qu'une modification ne sera pas intervenue. Des instructions seront-elles données aux parquets compétents pour qu'ils prennent des réquisitions tendant à ce qu'il soit provisoirement sursis à statuer, sinon, quelles dispositions seront adoptées pour éviter ce qui ne pourrait être finalement qu'un déni de justice.

Détention (élargissement des inculpés de « tentative de démolition de l'armée »).

25630. — 17 janvier 1976. — M. Darinot attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, sur la situation des inculpés encore détenus à la suite de ce que le Gouvernement a désigné sous

le nom de « tentative de démolition de l'armée » et notamment sur celle du dernier appelé, Michel Oger. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser la détention inadmissible de citoyens alors que les charges qui pèsent sur eux ne semblent pas clairement établies et que, de toute façon, elles n'ont apparemment aucun rapport avec la sévérité de la sanction.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications

(réduction des horaires des receveurs et receveurs-distributeurs).

25596. — 17 janvier 1976. — M. Leroy demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications quelles mesures il compte prendre pour permettre aux receveurs et receveurs-distributeurs d'effectuer une semaine de travail dont la durée n'excède pas celle des autres catégories de personnel. La notion de charge d'emploi a disparu d'elle-même du fait de l'engagement du Gouvernement lors du relevé de conclusions des 2, 3 et 4 juin 1968. En attendant l'application de ces mesures liées à l'octroi de nouveaux effectifs, il lui demande d'envisager de rémunérer ou de compenser les heures supplémentaires effectuées par les receveurs et receveurs-distributeurs.

Postes et télécommunications (rétablissement le samedi matin du guichet n° 602 mobile des P. et T. à Villeneuve-le-Roi [Val-de-Marne]).

25607. — 17 janvier 1976. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les problèmes posés à la commune de Villeneuve-le-Roi par la détérioration du service du guichet annexe des P. et T. La direction départementale des P. et T. du Val-de-Marne a décidé courant octobre, et sans préavis, la suppression du guichet annexe mobile stationné le samedi à Villeneuve-le-Roi. Elle alléguait qu'il ne correspondait pas aux besoins du public, mais ni les habitants, ni leurs élus n'ont été consultés d'où de nombreuses protestations dont le maire a rendu compte au directeur départemental des postes et à la direction régionale des postes. En conséquence, la direction départementale des P. T. T., prétextant cette fois d'impérieuses nécessités de service, a décidé de rétablir ce guichet annexe en modifiant arbitrairement le jour de stationnement du véhicule. Il lui demande : 1° s'il faut voir dans ces modifications une nouvelle illustration de la politique de pénurie et de restriction des effectifs dans les services publics ; 2° quelles mesures il compte prendre pour que la direction des P. T. T. prenne l'avis des élus et de la population avant de modifier les conditions du service postal ; 3° de rétablir ce guichet annexe mobile le samedi matin, jour où se tient le marché.

Postes (répercussion sur l'emploi en Dordogne de l'implantation de centres de tri automatisés dans la région Aquitaine).

25609. — 17 janvier 1976. — M. Dutard expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que l'implantation de centre de tri automatisé, décidée par l'administration des P. T. T., notamment dans la région Aquitaine aura de graves répercussions sur le centre de tri postal de Périgueux (Dordogne) venant ainsi aggraver la situation de l'emploi dans ce département. L'implantation d'un C. T. A. paquets à Bordeaux-Armagnac, dès le début de 1976 entraînera la suppression de sept emplois et dès le 1^{er} juin 1976 pour le seul centre de Périgueux-gare. L'entrée en service d'un C. T. A. lettres à Bordeaux-Bosc dès l'automne 1977 doit absorber 50 p. 100 du trafic « lettres » du centre de tri de Périgueux, ce qui se traduira par une nouvelle et implorante tranche de suppressions d'emplois, menaçant l'existence du centre de tri de Périgueux. L'implantation de tels centres ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la situation du personnel, comme ce fut le cas lors de la mécanisation et de l'automatisation des centres de chèques postaux et des centraux téléphoniques : licenciement d'un nombre important d'auxiliaires sans aucune garantie d'avenir, mutations d'office de titulaires dans la résidence, voire même hors résidence leur créant de nombreux inconvénients : adaptation à de nouvelles tâches, problèmes familiaux, de logements, de déplacements... ; tableau des mutations totalement bloqué pour de longues années ; les agents en attente de réintégration verront s'éloigner la possibilité de retrouver leur emploi ; les avantages acquis, notamment en matière d'horaires de travail et de droits syndicaux sont d'ores et déjà remis en cause. L'évolution des sciences et des techniques doit favoriser tout naturellement l'amélioration du sort du personnel et la qualité du service public, alors qu'elle se traduit en fait par une dégradation des conditions de travail et de vie des travailleurs et du service rendu aux usagers. Il est possible de préserver les intérêts des personnels et la bonne qualité du service public, sans s'opposer à une certaine modernisation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les répercussions de l'implantation de tels centres n'aggrave pas la situation déjà dramatique de l'emploi en Dordogne, pour que soient préservés les intérêts de tous les personnels et maintenue la bonne qualité du service public.

Receveurs et receveurs-distributeurs (réduction de la durée hebdomadaire de travail).

25623. — 17 janvier 1976. — M. Lucas rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que, selon le relevé de conclusions des réunions tenues avenue de Ségur les 2, 3 et 4 juin 1968, le ministre des P. T. T. s'est engagé à faire bénéficier les receveurs et receveurs-distributeurs de la durée hebdomadaire de travail applicable à l'ensemble du personnel. Or les réductions d'horaire successives ne s'accompagnent pas d'une attribution corrélative d'effectifs. Un barème de rendement établi en 1963 par l'administration, pour une durée hebdomadaire de travail de 46 h 30 dans les plus petits bureaux n'est pas encore respecté totalement. Comme la durée hebdomadaire du travail doit être ramenée à 41 heures à partir du 1^{er} janvier 1976, M. Lucas demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que cette réduction du temps de travail applicable au personnel ne se traduise une nouvelle fois par une nouvelle aggravation des conditions de vie des receveurs et receveurs-distributeurs.

Timbres-poste (émission d'un timbre à l'effigie d'Edouard Herriot).

25644. — 17 janvier 1976. — M. Hamel demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications s'il n'estime pas devoir programmer dès maintenant l'édition d'un timbre à l'effigie d'Edouard Herriot avant le vingtième anniversaire de sa mort, survenue le 26 mars 1957, afin que soit ainsi rendu un nouvel hommage de la République au maire de Lyon pendant un demi-siècle, au grand écrivain et à l'illustre orateur qui honora la tribune et les lettres françaises, au généreux humaniste, au démocrate profondément libéral, à l'homme d'Etat dont le patriotisme et le désintéressement méritent d'être rappelés à la mémoire des Français qui l'ont connu et célébré devant les nouvelles générations.

QUALITE DE LA VIE

(JEUNESSE ET SPORTS)

Education physique et sportive (situation de cette discipline au lycée de Thiais [Val-de-Marne]).

25602. — 17 janvier 1976. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) sur la situation faite à l'éducation physique et sportive au lycée de Thiais. Pour cette année, trois classes de « terminale » n'ont pas d'éducation physique et sportive; trois autres n'ont qu'une heure seulement. Le problème de l'épreuve d'éducation physique et sportive au baccalauréat se trouve donc posé pour les élèves fréquentant ces classes. Professeurs, parents et élèves sont inquiets devant cette situation. Par de nombreuses démarches, ils ont déjà attiré l'attention de la direction départementale de la jeunesse et des sports sur ce problème. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les élèves du lycée de Thiais qui se présentent au baccalauréat en juin 1976 puissent bénéficier d'un enseignement complet en éducation physique.

Ski nordique de fond (arrêté d'homologation du diplôme spécifique des moniteurs, entraîneurs et professeurs).

25611. — 17 janvier 1976. — M. Maisonnat signale à M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) que l'arrêté du 27 septembre 1973, créant un diplôme spécifique de moniteurs, entraîneurs et professeurs de ski nordique de fond et organisant la profession, a été annulé par un Conseil d'Etat le 25 juillet 1975 pour vice de forme. Or, l'existence d'un diplôme spécifique est tout à fait justifiée, compte tenu de l'originalité de la pratique du ski de fond, tant en ce qui concerne le matériel, la technique, la pédagogie, les motivations, le relief, l'environnement. Par ailleurs, l'existence d'un tel diplôme donne aux jeunes ruraux, surtout dans les régions de moyenne montagne, les possibilités d'acquérir une sérieuse formation professionnelle et un diplôme de qualité, et d'exercer une activité professionnelle qualifiée; ainsi, en deux ans, l'école nationale de Prémanon a formé près de 300 moniteurs et 37 professeurs. Enfin, dans les régions de moyenne montagne, le ski de fond apparaît être un moyen non négligeable au maintien de la population locale et à l'animation de ces zones. Pour toutes ces raisons, il apparaît urgent qu'un nouvel arrêté soit pris, après consultation du groupement national des moniteurs, entraîneurs et professeurs de ski nordique de fond, afin que le vide juridique résultant de l'annulation de l'arrêté du 27 septembre 1973 soit comblé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

SANTE

Assurance maladie (remboursement du ticket modérateur en fonction des ressources des assurés).

25484. — 17 janvier 1976. — M. Jean-Claude Simon demande à Mme le ministre de la santé si elle n'estime pas qu'en matière de remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques le ticket

modérateur devrait être accordé uniquement pour ceux des assurés dont les ressources sont particulièrement modestes au lieu de l'être simplement en fonction du montant des dépenses engagées.

Infirmiers et infirmières (disparités d'ancienneté consécutives au reclassement du 1^{er} juillet 1973).

25531. — 17 janvier 1976. — M. Bécam rappelle à Mme le ministre de la santé qu'à l'occasion d'un reclassement opéré le 1^{er} juillet 1973, les personnels infirmiers qui avaient à cette époque une ancienneté supérieure à dix-huit mois ont perdu un certain nombre de mois d'ancienneté, tandis que les personnes qui avaient une ancienneté inférieure à dix-huit mois conservaient l'intégralité de celle-ci. Il ressort de ces dispositions que des infirmiers et infirmières plus anciens se trouvent encore classés au huitième échelon, tandis que les personnes qui ont passé leur examen un peu plus tard se trouvent déjà au neuvième échelon. Il lui demande ce qu'elle entend faire pour corriger cette anomalie.

Médecine (nomination des cadres hospitalo-universitaires nécessaires en psychiatrie).

25535. — 17 janvier 1976. — M. Labbé demande à Mme le ministre de la santé quelles mesures elle compte prendre en accord avec M. le secrétaire d'Etat aux universités pour doter la psychiatrie française des cadres hospitalo-universitaires qui lui font défaut, en particulier depuis que cette discipline a été individualisée et séparée de la neurologie. Il apparaît en effet que, jusqu'à l'année 1968, alors que cette discipline ne figurait pas au programme des études médicales théoriques et que douze facultés seulement formaient des spécialistes, quatre-vingt-dix universitaires enseignaient la « neuro-psychiatrie ». Actuellement, l'enseignement de la psychologie médicale pendant le premier cycle, ceux de la psychiatrie générale et de la pédo-psychiatrie pendant le deuxième cycle sont devenus obligatoires pour tous les étudiants en médecine et vingt-cinq U. E. R. forment des psychiatres dont le nombre dépasse mille par an, soit près de la moitié du total des spécialistes formés dans les disciplines cliniques. Cependant, faute d'une dotation initiale en rapport avec les besoins évidents de la spécialité, les quarante professeurs ou agrégés ayant opté pour la psychiatrie en 1968 ne se sont augmentés que de trois ou quatre par an, en moyenne, atteignant aujourd'hui, pour trente-neuf U. E. R. de médecine, le chiffre de soixante-six (vingt-quatre de moins qu'en 1968), nettement inférieur au nombre des neurologues et représentant 3 p. 100 seulement du corps enseignant de médecine, alors que leurs charges sont écrasantes, dans une discipline qui concerne, selon les statistiques de l'O. M. S., 30 p. 100 de tous les malades. Face à cette situation, les enseignants hospitalo-universitaires de psychiatrie avaient de longue date averti leurs ministres de tutelle, puis les parlementaires et l'opinion, ainsi qu'en témoignent les discussions à l'Assemblée nationale des budgets de la santé pour 1975 et pour 1976. Ils avaient élaboré un plan d'urgence national de créations de maîtrises de conférences, remis dès 1973 à M. le ministre de la santé publique de l'époque qui avait commencé à l'appliquer. Par la suite, ce plan a été porté à la connaissance de Mme le ministre de la santé et de M. le secrétaire d'Etat aux universités, qui ont reconnu, par une circulaire conjointe, une véritable priorité au plan national pour la psychiatrie. Il lui demande s'il est bien exact que, malgré cette mesure, les ministres, saisis en 1975 des demandes faites par huit U. E. R. médicales en faveur de la psychiatrie, n'ont pu en satisfaire que quatre, tandis qu'un nombre égal de postes était soustrait à cette discipline par les curieuses initiatives de certaines U. E. R.; s'il est également vrai que, depuis 1972, le comité consultatif des universités propose chaque année comme enseignants associés, pour pallier au moins en partie la périlleuse insuffisance des effectifs, des médecins des hôpitaux psychiatriques dont la nomination, cependant, n'aurait jamais pu intervenir en raison d'obstacles administratifs liés à leur statut de « temps plein ». En 1974 et en 1975, les jurys hospitalo-universitaires ont suspendu leur participation à des recrutements qu'ils estimaient dérisoires et ils ont solennellement saisi les deux ministres de la situation désastreuse créée par l'insuffisance numérique des créations de postes dans une discipline dont l'importance sociale est primordiale. M. Claude Labbé demande à Mme le ministre de la santé si elle ne pense pas que l'essor prodigieux de la psychiatrie au cours des dernières années et la montée en flèche de la demande d'enseignement, de la part des praticiens aussi bien que des étudiants, exigent un effort exceptionnel. Si telle est son opinion, de quelle façon envisage-t-elle, en accord avec M. le secrétaire d'Etat aux universités, de combler le retard considérable de notre pays sur toutes les autres nations développées, dans cette branche essentielle de la médecine.

Médecins (situation statutaire des vacataires à la prévention médico-sociale des administrations de l'Etat).

25539. — 17 janvier 1976. — M. Macquet rappelle à Mme le ministre de la santé la réponse faite à sa question écrite n° 10220 (J. O., Débats A. N. du 30 juin 1974). Cette question avait trait à la

situation des médecins qui prêtent leur concours en qualité de vacataire à la prévention médico-sociale des administrations de l'Etat dans le cadre du décret n° 62-1151 du 20 novembre 1962. Dans la réponse, il était dit que la situation de ces personnels allait être soumise à l'examen d'un groupe de travail qui doit se réunir prochainement auprès de la direction générale de l'administration et de la fonction publique et qui sera notamment chargé d'examiner les problèmes évoqués dans la présente question. Il lui fait observer que plus d'un an et demi s'est écoulé depuis cette réponse et que la situation faite aux médecins en cause n'a pas été modifiée. Les intéressés ne bénéficient ni de congés payés, ni de contrat de travail, ni d'indemnités en cas d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident, ni du droit à l'information médicale continue. Il lui demande à quelles conclusions a abouti le groupe de travail dont fait état la réponse précitée.

*Masseurs-kinésithérapeutes
(prise en charge des frais de scolarité des étudiants).*

25552. — 17 janvier 1976. — **M. Kiffer** rappelle à **Mme le ministre de la santé** qu'aucune mesure n'a encore été prévue pour aider les étudiants en kinésithérapie à supporter des frais de scolarité qui sont, dans certains cas, très lourds. Il semble que, depuis plusieurs années, ce problème ait été mis à l'étude sans qu'aucune décision soit intervenue. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de cette catégorie d'étudiants et si elle n'envisage pas, notamment, dans l'immédiat, la prise en charge par l'Etat des frais de scolarité des étudiants en kinésithérapie, boursiers de l'Etat, et à moyen terme, l'établissement d'une convention entre le ministère de la santé et les écoles assurant cette formation.

*Obligation alimentaire (personne âgée
admise dans une maison de retraite à l'insu de ses enfants).*

25558. — 17 janvier 1976. — **M. Gau** expose à **Mme le ministre de la santé** que les frais de séjour d'une personne âgée dans une maison de retraite dépendant d'un hôpital public ont été mis partiellement à la charge des enfants de l'intéressée, alors que ceux-ci n'avaient pas été avisés de l'admission de leur père dans l'établissement et, qu'ayant été ainsi informés de cette situation, ils avaient, devant le juge d'instance, proposé à leur père de l'accueillir chez eux. Il lui demande s'il lui paraît normal de faire jouer en pareil cas les dispositions relatives à l'obligation alimentaire.

*Personnes âgées
(médecin préventive en zones rurales de montagne).*

25573. — 17 janvier 1976. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le problème de la médecine préventive des personnes âgées en milieu rural. Il constate avec intérêt que des études sont en cours pour la préparation du VII^e Plan, mais demande s'il n'y a pas lieu de prendre des mesures immédiates pour assurer ou maintenir cette prévention en milieu rural. En effet, les retraités agricoles continuent à verser les prestations agricoles, sauf s'ils bénéficient du fonds national de solidarité. Ils devraient donc continuer à bénéficier des mêmes avantages que les actifs en matière de prévention. Cette mesure se justifierait d'autant plus que la dégradation des services publics en milieu rural justifie un effort supplémentaire en matière de prévention. Il s'agit souvent de villages isolés avec un fort pourcentage de population âgée de soixante-cinq ans et plus. L'existence de transports collectifs adaptés et les intempéries viennent encore compliquer la situation. Il demande s'il n'y a pas lieu d'assurer sans plus attendre à ces personnes âgées la garantie d'une médecine privée, en posant peut-être dans un premier temps, le principe pour la zone de montagne où les difficultés auxquelles doivent faire face les personnes âgées sont accrues par l'altitude et les intempéries.

*Assurance-vieillesse (extension à tous retraités et veuves
des mesures nouvelles en matière de pensions).*

25610. — 17 janvier 1976. — **M. Dutard** rappelle à **Mme le ministre de la santé** les principales revendications des retraités du régime général de la sécurité sociale concernant l'extension à tous les retraités et veuves des mesures déjà décidées en fonction des diverses lois et décrets. Majoration forfaitaire aux retraités d'avant le 1^{er} janvier 1973 n'ayant pas bénéficié du calcul de la pension sur les meilleures années. Extension aux pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1975 du bénéfice de la loi du 31 décembre 1971. Les pensions liquidées sur la base de 120 trimestres, dont les titulaires avaient cotisé au-delà et qui ont en 5 p. 100 de majoration début 1972 peuvent être forfaitairement augmentées d'environ 11,6 p. 100. Les pensions liquidées en 1972 sur la base d'au moins 128 trimestres peuvent être majorées d'environ 10 p. 100. Les pensions liquidées en 1973 sur la base d'au moins 136 trimestres peuvent être majorées d'environ 5,3 p. 100. Les pensions liquidées en 1974 pour au moins

144 trimestres peuvent être majorées de 1,2 p. 100. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour satisfaire ces revendications qui mettront fin à des discriminations intolérables entre retraités.

*Médecins (mensualisation des médecins vacataires orthophonistes
et psychorééducateurs des centres médico-psycho-pédagogiques).*

25615. — 17 janvier 1976. — **M. Gouhier** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des médecins orthophonistes et psychorééducateurs, vacataires dans les centres médico-psycho-pédagogiques dont la mensualisation n'était pas prévue par la convention collective du 13 mars 1966, rappelle que le 2 mai 1974 l'avenant n° 65 à cette convention a été signé, qui prévoit la possibilité de mensualisation pour ces personnels à condition qu'ils aient la qualification, qu'ils exercent depuis cinq ans dans un établissement du champ d'application de la convention collective, signale que par exemple la demande de mensualisation a été faite par le directeur du C. M. P. P. de Noisy-le-Sec, 17, allée des Roses, pour les personnels qui y ont droit et que la D. D. A. S. S. de la Seine-Saint-Denis a refusé de prendre en compte cette demande sous prétexte que le ministère de la santé n'avait pas donné l'autorisation d'appliquer l'avenant n° 65 du 2 mai 1974 et lui demande si elle envisage de donner des instructions pour que soit appliqué l'avenant n° 65 du 2 mai 1974 et dans quel délai.

*Téléphone (mesures de réduction en faveur des aveugles
et grands invalides).*

25625. — 17 janvier 1976. — **M. Fenton** rappelle à **Mme le ministre de la santé** que l'article R. 13 du code des postes et télécommunications accordé aux aveugles de guerre une réduction sur le prix de l'abonnement téléphonique ainsi que sur les quarante premières communications mensuelles. Il semble que l'extension de ces mesures aux aveugles et grands invalides ait été naguère envisagée. Cependant, aucun résultat ne semble avoir encore été obtenu. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer ses intentions à ce sujet.

TRANSPORTS

*S. N. C. F. (mesures en vue d'assurer la sécurité
sur l'ensemble du réseau).*

25495. — 17 janvier 1976. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** à la suite du tragique déraillement de Chalon-sur-Saône, sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour renforcer le système de surveillance et de contrôle de l'état des voies ferrées. Il est certain que la S. N. C. F. assure, dans toutes les limites du possible, par des dispositifs de contrôle automatiques extrêmement fiables, la sécurité des voyageurs qu'elle transporte. Néanmoins, l'utilisation de longs rails, l'existence du « cancer de l'acier », maladie incurable de ce métal, la difficulté de contrôler en profondeur l'état des aiguillages impliquent un accroissement de la surveillance et des moyens mis au service de la recherche de dispositifs toujours plus sûrs. En conséquence, il lui demande de lui préciser quelle aide est apportée pour hâter l'application des dispositifs de contrôle et leur diffusion sur l'ensemble des voies du réseau S. N. C. F.

*Infirmières (statistiques concernant les infirmières
relevant du secrétariat d'Etat aux transports).*

25498. — 17 janvier 1976. — **M. Chabrol** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** s'il est possible de connaître le nombre exact des infirmières diplômées d'Etat qui étaient au 1^{er} janvier 1960 et au 1^{er} janvier 1975 employées par les différentes administrations et services médicaux et sociaux relevant de son autorité et leur répartition.

*Ports autonomes (représentation syndicale des dockers
au conseil d'administration du port autonome de Marseille).*

25512. — 17 janvier 1976. — **M. Cermolacce** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** que l'article 10 de la loi n° 65-491 du 29 juin 1965 sur les ports maritimes autonomes : chapitre II, administration du port maritime autonome, dispose « que les représentants du personnel de l'établissement public et des ouvriers du port sont choisis sur des listes établies par chacune des organisations syndicales les plus représentatives ». En application de la loi le choix des représentants des ouvriers du port devrait donc correspondre à celui que ces ouvriers expriment lors des élections professionnelles. Or depuis la mise en place des membres du conseil d'administration du port autonome de Marseille, décret du 10 février 1966, les ouvriers dockers sont représentés par le secrétaire du syndicat « indépendant » dont la représentativité est quasi nulle. En effet la récente élection des délégués dockers,

personnels intermittents, a donné les résultats ci-après : suffrages exprimés : 2260 ; liste présentée par le syndicat C. G. T. : 2163 ; liste présentée par le syndicat indépendant : 93 voix. Il souligne que l'élection : préparation scrutin, dépouillement, a été organisée et entièrement contrôlée par le bureau central de la main-d'œuvre et que ces résultats ne peuvent être discutés. Or malgré les protestations du syndicat C. G. T. et des parlementaires communistes exprimées depuis des années auprès du P. A. M. et du ministère de tutelle. C'est à nouveau le secrétaire d'un syndicat représentant 4,1 p. 100 des suffrages exprimés au cours de l'élection professionnelle susmentionnée qui serait maintenue comme membre du conseil d'administration. Cette décision lui paraît difficilement justifiable. Elle traduit le refus de reconnaître le vote des ouvriers dockers du port de Marseille pour la désignation de leurs délégués. Il lui demande en conséquence s'il n'entend pas respecter les règles élémentaires de la démocratie et en conséquence nommer le candidat présenté par le syndicat C. G. T. des ouvriers dockers au conseil d'administration du port autonome de Marseille.

S. N. C. F. (maintien des facilités actuelles accordées aux familles nombreuses).

25592. — 17 janvier 1976. — M. Magaud rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux transports qu'à l'occasion de la dernière discussion budgétaire devant le Parlement a été évoquée l'éventualité de la limitation, au niveau de la deuxième classe, des facilités accordées par la S. N. C. F. aux familles nombreuses voyageant en 1^{re} classe. Devant le Sénat, le 1^{er} décembre 1975, il a déclaré que ce problème avait été effectivement abordé mais qu'aucune décision n'avait été prise à ce sujet, la question devant trouver plus logiquement sa place dans le cadre de la politique globale de la famille que le Gouvernement mettait à l'étude et qui devait faire l'objet de propositions de sa part à la fin de 1975. Les informations parues dans la presse au sujet des mesures prises en faveur de la famille par le conseil des ministres du 31 décembre ne faisant pas état de dispositions particulières envisagées en matière de tarifs préférentiels pour le transport des familles nombreuses, il lui demande où en est le problème évoqué ci-dessus en appelant son attention sur la nécessité qui s'attache, au nom même de cette politique familiale sur laquelle le Gouvernement a mis l'accent, à ce que soient maintenues dans leur forme actuelle, les facilités de transport accordées aux familles nombreuses.

Industrie aérospatiale (échange de brevets entre la Société nationale aérospatiale et la Société des avions Marcel Dassault).

5608. — 17 janvier 1976. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux transports sur l'échange de brevets, entre la Société des avions Marcel Dassault et la Société nationale aérospatiale dont la presse fait état. La métallurgie des fibres de carbone mises au point par la Société nationale aérospatiale est en effet indispensable au développement de la nouvelle génération d'avions militaires de la Société Dassault. En revanche la Société nationale aérospatiale n'aurait pour l'instant aucune utilisation des procédés élaborés par la Société Dassault (fibres de Bore). Il lui demande en conséquence sur quelles bases s'est effectué cet échange et quelles mesures il entend prendre pour mettre fin au pillage de la Société nationale aérospatiale par la Société privée des avions Marcel Dassault.

S. N. C. F. (nuisances résultant de l'utilisation de haut-parleurs au centre de triage des gares de Pantin-Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)).

25616. — 17 janvier 1976. — M. Gouhier attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux transports sur la gêne que procure aux habitants de tout un quartier de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) la transmission par haut-parleur de jour comme de nuit des indications nécessaires au triage des wagons et à la formation des nombreux trains de marchandises au centre de tri des gares Pantin-Noisy, signale qu'à plusieurs reprises, soit individuellement soit collectivement, des Noisiens sont intervenus auprès de la direction de la S. N. C. F. pour que cesse cet état de fait nuisible à leur tranquillité, considère que la qualité de la vie dépend aussi de la disparition du plus grand nombre de nuisances et agressions de l'organisme, assure que toutes les mesures qui ont consisté à atténuer les bruits des haut-parleurs et à réorienter les pavillons des diffuseurs ne peuvent pas apporter de solution satisfaisantes ni aux employés ni aux riverains fortement gênés par ces bruits nocturnes, rappelle que des moyens techniques existent pour supprimer ces procédés de transmission et qu'ont été expérimentés avec satisfaction des appareils modernes de radio-téléphone qui tout en garantissant la sécurité aux usagers assurent, s'ils étaient utilisés, tranquillité aux riverains, demande avec insistance à M. le secrétaire d'Etat d'intervenir auprès de la direction de la S. N. C. F. pour que soient mises en pratique dans les délais les plus rapides les nouvelles techniques de transmission.

Retraite complémentaire (bénéfice de la loi du 29 décembre 1972 pour les anciens agents de la R. A. T. P.).

25558. — 17 janvier 1976. — M. Julie rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux transports que la loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 prévoit la généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés actuellement exclus du bénéfice de cette retraite. Il appelle son attention à cet égard sur la situation des anciens agents de la R. A. T. P. qui ont quitté leur service avant d'avoir accompli quinze années de service dans cette entreprise nationale. En ce qui concerne leur retraite vieillesse, leurs droits ont été garantis par le reversement au régime général de la sécurité sociale des cotisations versées à la R. A. T. P. mais ces agents ne peuvent bénéficier d'un avantage complémentaire de retraite. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées afin de rendre applicables à ces anciens agents de la R. A. T. P. les mesures prévues par la loi du 29 décembre 1972.

TRAVAIL

Sécurité sociale (participation des assurés à la désignation des administrateurs des caisses).

25485. — 17 janvier 1976. — M. Jean-Claude Simon expose à M. le ministre du travail que les administrateurs de la sécurité sociale étant nommés par certains organismes ne sont pas responsables de leurs actes devant les assurés et lui demande s'il n'estime pas souhaitable de modifier sur ce point la réglementation en vigueur afin que les assurés sociaux qui versent plus de 250 milliards de francs à la sécurité sociale puissent désigner leurs gestionnaires.

Emploi (difficultés d'embauche de certaines entreprises).

25489. — 17 janvier 1976. — M. Pujol attire l'attention de M. le ministre du travail sur un problème que rencontrent actuellement les entreprises, et dont l'exemple suivant est un cas typique : au mois d'août, un chef d'entreprise a fait part à l'Agence nationale pour l'emploi de son intention d'embaucher, dans un délai de quelques jours, trente jeunes filles ou femmes, sans qualification professionnelle spéciale. L'agence a adressé à l'entreprise une trentaine de candidates. Une seule a accepté l'emploi proposé, les autres justifiant leur refus en invoquant l'éloignement du lieu de travail et de domicile, ce qui pour certaines était parfaitement compréhensible. Devant ce résultat peu positif, l'A. N. P. E. et l'employeur ont décidé de faire appel à des candidates à la recherche d'un premier emploi. Six ouvrières ont été ainsi embauchées. Quelques autres ayant été recrutées par voie de presse, l'effectif atteint quinze personnes et quinze postes restaient disponibles à la mi-septembre. Depuis lors, l'A. N. P. E., malgré les demandes renouvelées de l'employeur, ne lui a plus adressé aucune candidature. Etant donné que le problème du placement des jeunes à la recherche du premier emploi semble une préoccupation prioritaire du Gouvernement et que la situation de l'emploi dans le département des Bouches-du-Rhône suscite une inquiétude grandissante, l'entreprise en cause avait décidé la création de trente emplois nouveaux pour remplir les obligations découlant d'un important marché qu'elle avait obtenu d'une administration. Si, faute de main-d'œuvre, elle ne peut faire face à son contrat, elle perdra la possibilité d'être retenue pour les prochains appels d'offre. C'est donc le sort d'une entreprise qui est en jeu, et dans le cas où elle disparaîtrait, la situation économique de la région, actuellement préoccupante ne pourrait en être aggravée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que ce genre de situation, déjà trop connu, ne se répande davantage.

Sécurité sociale (extension du bénéfice de la loi du 4 juillet 1975 aux maîtres et maîtresses d'internat privés de poste).

25505. — 17 janvier 1976. — M. Delehedde attire l'attention de M. le ministre du travail sur les conditions d'application de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation de la sécurité sociale. En ce qui concerne les jeunes gens à la recherche d'un premier emploi, sont exclus du champ d'application de la loi, par référence à l'article 91 bis du décret du 29 décembre 1975, les jeunes ayant exercé un travail à temps partiel pendant plus de trois mois au cours d'une même année. C'est en particulier le cas des maîtres et maîtresses d'internat qui, privés par la suite de poste, poursuivent exclusivement leurs études ; la suppression de leurs ressources oblige ces jeunes gens à adhérer à un régime d'assurance volontaire, adhésion qui ne peut être supportée que par leurs familles quand elles en ont la possibilité financière. Il lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires pour que les jeunes gens se trouvant dans le cas susvisé puissent bénéficier des dispositions de la loi.

Camping et caravanning (permis de construire pour l'aménagement du parc de loisirs de Tourisme et Travail à Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne)).

25510. — 17 janvier 1976. — **M. Gosnat** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur des faits portés à son attention par l'association *Tourisme et Travail*. Celle-ci rencontre, semble-t-il, de sérieux obstacles pour l'aménagement d'un parc de loisirs à Tournan-en-Brie, en Seine-et-Marne. Depuis le 4 novembre 1974, date du dépôt du dossier de demande de permis de construire, celui-ci a été refusé. L'association s'étonne de cette attitude de la part de l'administration, alors qu'elle est la première association de France de camping caravanning et qu'elle se propose d'édifier sur ce parc une aire de camping. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires pour délivrer le permis de construire.

Licenciements (Manufacture Gilfriche de Mussidan [Dordogne]).

25515. — 17 janvier 1976. — **M. Dutard** expose à **M. le ministre du travail** la situation extrêmement grave qui se trouve créée à la Manufacture de Mussidan (Gilfriche). Alors que la production et les expéditions n'ont en rien diminué et qu'il est demandé des heures de travail supplémentaires à certaines catégories de personnel, entre le 15 et le 23 décembre quinze travailleurs ont été licenciés. Le 23 décembre la direction de la manufacture a informé le comité d'entreprise qu'elle envisageait cinquante nouveaux licenciements. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin qu'il ne soit procédé à aucun licenciement dans cette entreprise.

Cheminots (retraites complémentaires de la Société nationale des chemins de fer français des ouvriers révoqués ou démissionnaires après moins de quinze ans de service).

25517. — 17 janvier 1976. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation, toujours en litige, des ouvriers S.N.C.F. qui ont été révoqués ou qui sont démissionnaires de la S.N.C.F. avec moins de 15 années d'affiliation; pour ces personnes, le temps passé au chemin de fer est repris en compte par le régime général de la sécurité sociale, lorsqu'ils font valoir leur droit à la retraite à l'âge de soixante ou soixante-cinq ans. Or, jusqu'à présent, les intéressés ne peuvent prétendre à une retraite complémentaire pour l'activité salariale qu'ils ont exercée à la S.N.C.F. Cette question étant toujours à l'arbitrage au ministère du travail. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction à ces ouvriers afin qu'ils puissent bénéficier de la retraite complémentaire S.N.C.F. (la C.I.P.S.).

Chômage (suppression des allocations à un cuisinier ayant suivi un stage de formation professionnelle accélérée).

25524. — 17 janvier 1976. — **M. Berthelot** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur des faits qui viennent d'être portés à sa connaissance. Il s'agit d'un jeune homme qui a suivi un stage de formation professionnelle accélérée comme cuisinier de collectivité. Etant sans emploi à la fin de ce stage, il s'est fait inscrire dans sa nouvelle qualification au bureau de la main-d'œuvre de son lieu de résidence, comme demandeur d'emploi. Les places qui lui ont été proposées étaient dans des restaurants qui n'étaient pas « de collectivité ». Ne correspondant pas à sa qualification, il ne les a donc pas acceptées. Le bureau de la main-d'œuvre lui a alors supprimé ses prestations sociales. En conséquence il lui demande comment il se fait que le refus d'un emploi pour proposition de salaire inférieur au tarif syndical est susceptible d'entraîner la suppression des prestations.

Allocation de chômage (prise en charge au titre du premier emploi des anciens étudiants).

25540. — 17 janvier 1976. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre du travail** qu'une jeune fille ayant terminé ses études et n'ayant pas d'emploi, s'est faite inscrire en septembre 1975 à l'Agence nationale pour l'emploi. Elle n'a trouvé aucun bénéfice puisqu'elle avait déjà la sécurité sociale comme étudiante et n'a pas trouvé d'emploi. Le parlementaire susvisé demande à **M. le ministre du travail** s'il estime équitable que cette jeune fille se voit refuser le chômage au titre du premier emploi parce qu'elle a travaillé pendant deux mois à raison de trois jours par semaine à la fin de l'année 1974 comme vendeuse dans un grand magasin au moment des fêtes alors qu'elle était payée à la journée et n'a reçu ni certificat d'embauche ni lettre de licenciement. Il lui demande en outre si une telle interprétation des règlements ne risque pas d'inciter les étudiants à refuser tout travail essentiellement temporaire et dans des conditions qui ne correspondent nullement à leur formation d'étudiant.

Départements d'outre-mer (extension des dispositions relatives à l'action sociale en faveur des exploitants agricoles).

25542. — 17 janvier 1976. — **M. Fontaine** demande à **M. le ministre du travail** de lui faire connaître dans quel délai il pense être en mesure de faire paraître les arrêtés fixant les modalités d'application des décrets n° 75-1191 et 75-1192 du 20 décembre 1975 étendant dans les départements d'outre-mer les dispositions relatives à l'action sociale en faveur des exploitants agricoles de ces départements.

Pensions de retraite civiles et militaires (régime d'assurance vieillesse des anciens militaires ayant quitté l'armée sans droit à pension).

25544. — 17 janvier 1976. — **M. Kiffer** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des anciens militaires ayant quitté l'armée sans droit à pension. Aux termes de l'article 2 du décret n° 50-133 du 20 janvier 1950, les bénéficiaires des régimes de retraite visés à l'article 1^{er} qui quittent l'administration, la collectivité locale ou l'établissement qui les emploie sans avoir droit à une pension d'invalidité ou de vieillesse à jouissance immédiate ou différée, sont rétablis dans leurs droits en ce qui concerne l'assurance vieillesse. Pour les militaires triennaires du code des pensions civiles et militaires de retraite, il est effectué chaque année, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, un versement forfaitaire pour l'ensemble d'entre eux ayant quitté l'armée sans droit à pension au cours de l'année civile précédente. Il semblerait donc que la totalité des services militaires effectués dans les conditions exposées ci-dessus, et quel que soit le lieu où ils ont été réalisés, doit être validée au titre du régime général de la sécurité sociale. Il lui demande si cette interprétation est exacte ou si, au contraire, ils peuvent tomber sous le coup de la loi du 10 juillet 1965 lorsque, pour partie, ces services ont été effectués au Maroc, et si, dans ce cas, la période considérée doit donner lieu à rachat de cotisations.

Assurance maladie (réforme des circuits financiers du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés non agricoles).

25566. — 17 janvier 1976. — **M. Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le problème de la réforme des circuits financiers du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés non agricoles. Il lui fait observer que l'organisation actuelle est telle que les cotisations sont encaissées par des « organismes conventionnés », mutuelles ou sociétés d'assurances qui doivent verser le montant dans des délais imposés réglementairement sur le compte unique ouvert au nom de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations. Ces délais, en pratique, sont rarement respectés et le placement de cette trésorerie en transit rapporte donc des intérêts substantiels à ces sociétés privées. Par ailleurs, dans le système actuel, ce sont les organismes conventionnés qui doivent assurer le contentieux pour le recouvrement des cotisations, en contrepartie, le montant des majorations de retard leur reste acquis. Or, d'une part cette fonction contentieuse est bien souvent négligée lorsqu'il s'agit de « clients » propres de ces sociétés et d'autre part, c'est une deuxième source de revenus qui échappe entièrement au régime des travailleurs non salariés au profit, une fois encore, des compagnies privées. De plus, ces organismes privés disposent pour rembourser les frais de maladie d'une avance légale qui correspond en fait à deux semaines de dépenses. Ceci leur constitue un volant de trésorerie appréciable car bien souvent ces organismes se font rembourser les frais par le régime alors que les assurés ne les ont pas encore perçus. Ce circuit financier compliqué, qui ne permet pas à la caisse nationale de connaître avec précision les sommes exactes versées par les assurés est responsable en partie des menaces de rupture de trésorerie qui ne sont endiguées que par des avances remboursables (avec intérêt) consenties parcimonieusement par le Trésor public. Le Cour des comptes a d'ailleurs dans son rapport annuel 1975 insisté sur la nécessité d'une réforme rapide des structures et du financement du régime maladie maternité des non-salariés non agricoles. En outre, la caisse nationale a adressé à tous les parlementaires un rapport détaillé sur l'urgence des réformes insistant sur la nécessité de mettre la trésorerie et toute la trésorerie à la disposition du régime. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour résoudre ces problèmes qui mettent en péril grave l'équilibre du régime maladie des travailleurs non salariés non agricoles au profit d'intérêts privés.

Hôtels et restaurants (durée du travail des salariés de l'hôtellerie).

25550. — 17 janvier 1976. — **M. Ville** rappelle à **M. le ministre du travail** que le 12 juillet 1975 il lui faisait part des difficultés rencontrées par les salariés de l'hôtellerie et de la restauration dans leurs négociations avec le patronat. Ces salariés restent toujours astreints au régime des équivalences en vertu du décret du

16 juin 1937 concernant la durée du travail dans ces professions. Dans sa réponse publiée au *Journal officiel* (Débats parlementaires du 10 septembre 1975), il indiquait qu'un groupe de travail s'était réuni pour étudier ce problème. A ce jour, rien encore de concret n'a été décidé. Le patronat ne veut pas supprimer les équivalences pour la totalité des salariés concernés. Dans le meilleur des cas, comme il en ressort des discussions, pour ceux qui bénéficieraient de l'accord, la suppression des équivalences n'interviendrait qu'en 1982. Cependant, ces mêmes salariés effectueraient toujours 45 heures de travail par semaine. Au moment où le Gouvernement met en avant le problème de la revalorisation du travail manuel, il lui demande s'il compte prendre des mesures immédiates pour mettre fin au scandale des équivalences.

Formation professionnelle et promotion sociale (contrôle de l'utilisation des crédits destinés à la formation des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales).

25560. — 17 janvier 1976. — **M. de Poulpique** rappelle à **M. le ministre du travail** que la loi n° 59-1481 du 28 décembre 1959 tend à favoriser la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales. L'article 2 de ce texte prévoit en particulier que l'Etat apporte une aide financière à la formation de ces travailleurs qui peut être assurée en particulier par des centres spécialisés directement rattachés aux organisations syndicales les plus représentatives. Des crédits sont inscrits annuellement à cet effet au budget du ministère du travail. Il est prévu que les organismes précités doivent établir des programmes préalables de stages ou sessions, précisant notamment les matières enseignées et la durée de la scolarité. Les mesures en cause seraient excellentes si les crédits inscrits au budget servaient effectivement à l'usage prévu. On peut cependant s'interroger sur l'utilisation de ces crédits et craindre qu'ils ne servent plus à l'action syndicale qui revêt souvent un caractère d'agitation nettement éloigné des préoccupations professionnelles qu'à la formation économique et sociale des syndicalistes. Il lui demande quels contrôles sont effectués par ses services afin de s'assurer que les crédits votés annuellement par le Parlement sont bien utilisés pour atteindre les buts fixés par la loi du 28 décembre 1959.

Assurance maladie (exonération de cotisations pour tous les retraités).

25571. — 17 janvier 1976. — **M. Louis Philibert** expose à **M. le ministre du travail** que les retraités de la fonction publique, du commerce et de l'artisanat continuent à verser des cotisations à la sécurité sociale alors que les retraités du régime général en sont exonérés et qu'il est demandé, principalement aux artisans, la presque totalité de l'avantage vieillesse qu'ils perçoivent. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'ensemble des retraités soient exonérés du versement de ces cotisations, et s'il envisage d'accepter la discussion et le vote de la proposition de loi n° 1706 déposée le 24 février 1975 sur le bureau de l'Assemblée nationale par le groupe du P. S. R. G., et qui permet de résoudre le problème ainsi évoqué.

S. N. C. F. (billets de congés payés à tarif réduit pour les chômeurs).

25585. — 17 janvier 1976. — **M. Maujoui** du Gasset expose à **M. le ministre du travail** que les salariés en chômage n'ont pas droit au tarif réduit des congés normaux. Il lui demande s'il n'y a pas là une anomalie en cette période de non-travail imposé par les circonstances économiques.

Anciens combattants d'A.F.N. (prorogation de la date limite pour le bénéfice des majorations de l'Etat sur les rentes mutualistes).

25589. — 17 janvier 1976. — **M. Albert Bignon** rappelle à **M. le ministre du travail** que le décret n° 72-483 du 15 juin 1972 a fixé les conditions dans lesquelles les rentes constituées au profit des membres participants des sociétés ou unions de sociétés mutualistes anciens militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord et titulaires du titre de reconnaissance de la nation donnent lieu à une majoration de l'Etat. L'article 3 du décret précité a prévu que les taux de majoration sont réduits de moitié pour les mutualistes qui adhéreront aux organismes concernés postérieurement au 1^{er} janvier 1977. Il lui demande si, en vue de préserver l'intégralité des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord, la date limite envisagée ci-dessus ne pourrait être reportée de cinq ans et fixée en conséquence au 1^{er} janvier 1982.

Agence nationale pour l'emploi (renforcement des moyens de l'agence locale de Rouen).

25595. — 17 janvier 1976. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'augmentation croissante du nombre de travailleurs sans emploi dans la région rouennaise. Cette situation ne permet plus à l'agence nationale pour l'emploi de Rouen d'assu-

mer ses principales fonctions : l'accueil des chômeurs, leur reclassement, leur information, la garantie de leurs droits. Pour compenser la pénurie des effectifs, la direction se contente de limiter le travail à l'inscription des chômeurs. Plus grave encore, un questionnaire compliqué est envoyé aux demandeurs d'emploi afin d'en diminuer le nombre d'une manière expéditive et, sans réponse de leur part, leur nom est automatiquement radié du fichier. Il lui demande que soit mis fin à cette opération contraire aux intérêts des chômeurs et que soient donnés à l'agence nationale pour l'emploi les moyens d'instruire les demandes d'emploi et de formation en dotant les services de l'agence de locaux convenables adaptés à leurs besoins et en y affectant des agents supplémentaires.

Assurance vieillesse (revendication en matière de sécurité sociale des retraités de l'industrie du bâtiment et des travaux publics).

25612. — 17 janvier 1976. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les revendications formulées par les retraités de l'industrie privée et en particulier ceux du bâtiment et des travaux publics. Outre les revendications générales portant sur l'augmentation des retraites et pensions et leur indexation sur le coût de la vie, elle lui demande les mesures qu'il entend prendre pour satisfaire les revendications suivantes formulées par l'assemblée générale des retraités du bâtiment de la Haute-Vienne ayant trait à : l'attribution de majorations forfaitaires aux retraités dont la pension a été liquidée avant le 1^{er} janvier 1975 ; la majoration des rentes attribuées avant le 1^{er} juillet 1974 ; la prise en compte de bonifications pour enfants à toutes les travailleuses mères de familles ; le paiement mensuel à terme à échoir des retraites, pensions, allocations ; l'attribution d'une allocation décès égale à un trimestre avec un minimum égal au S.M.I.C. ; l'augmentation du niveau des retraites complémentaires par le réexamen du financement des régimes permettant à ceux-ci, au moyen d'une meilleure répartition patronale, de faire face aux impératifs d'évolution des retraites, en liaison avec celle du coût de la vie, et l'abaissement de l'âge de la retraite à tous les travailleurs ; l'égalité des droits en matière de vieillesse pour tous les travailleurs immigrés quels que soient les pays d'origine et de résidence ; la gratuité des soins pour les retraités et pensionnés ; la revalorisation des prestations remboursées en matière de lunettes, de prothèse et d'orthopédie, remboursés sur les prix fixés par les praticiens ; la prise en charge pour les régimes de sécurité sociale des placements en hospices ou maisons de retraite des personnes âgées ou invalides ; l'attribution d'une prime de vacances égale à 50 p. 100 d'un mois de retraite C.N.R.O. ; que soient attribués des points gratuits entre soixante et soixante-cinq ans aux personnes mises en retraite par anticipation, inaptes, invalides, prisonniers de guerre ; la gratuité des transports privés et publics.

Industrie du ciment (maintien de l'emploi et de la production à l'usine des ciments français de Cruas (Ardèche)).

25619. — 17 janvier 1976. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation qui est faite aux travailleurs de l'usine des ciments français à Cruas (07350). La direction des ciments français a décidé d'arrêter sa production de ciment gris et de ne conserver que celle des ciments blancs encore que celle-ci soit momentanément suspendue. La raison invoquée par la direction est le manque de rentabilité de l'usine. Cette situation entraîne le chômage partiel pour l'ensemble des 130 travailleurs, chômage qui atteint plus de 20 heures par semaine. Le conseil général, les conseils municipaux de Cruas et de Meysses ont demandé le maintien en activité de l'usine soulignant : 1° qu'en dix ans, près de 200 emplois ont été perdus dans la commune de Cruas ; 2° que des investissements en vue de moderniser la production pourraient avoir lieu sans nécessité d'arrêter l'usine. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° envisager la poursuite de la production de ciment gris à l'usine de Cruas ; 2° en tout état de cause que le pouvoir d'achat des travailleurs soit maintenu.

Assurance vieillesse (prise en compte pour la retraite d'une salariée du temps consacré à soigner ses parents).

25628. — 17 janvier 1976. — **M. Maujoui** du Gasset expose à **M. le ministre du travail** que Mlle L. avait soigné ses vieux parents durant sept années. Ensuite, elle a pris un emploi de salariée ; et à ce titre, a cotisé à la sécurité sociale. Licenciée pour motif économique, il va lui manquer, pour une retraite normale, des points de cotisation. Dans quelle mesure ne serait-il pas possible de faire entrer en ligne de compte, pour la retraite, les années passées à soigner ses vieux parents.

Espaces verts (mise à la disposition du public d'une partie du jardin du ministère du travail).

25642. — 17 janvier 1976. — **M. Frédéric Dupont** demande à **M. le ministre du travail** dont le ministère dispose d'un jardin de 3 000 mètres carrés s'il n'estime pas possible de mettre à la dispo-

sition du public une partie de ce jardin ou tout au moins de remplacer les murs par des grilles permettant aux passants de profiter de la vue sur ce jardin dans des conditions conformes à la politique de défense de l'environnement.

UNIVERSITES

Médecine (nomination des cadres hospitalo-universitaires nécessaires en psychiatrie).

25534. — 17 janvier 1976. — M. Labbé demande à Mme le secrétaire d'Etat aux universités quelles mesures elle compte prendre en accord avec Mme le ministre de la santé pour doter la psychiatrie française des cadres hospitalo-universitaires qui lui font défaut, en particulier depuis que cette discipline a été individualisée et séparée de la neurologie. Il apparaît en effet que, jusqu'à l'année 1968, alors que cette discipline ne figurait pas au programme des études médicales théoriques et que 12 facultés seulement formaient des spécialistes, 90 universitaires enseignaient la « neuro-psychiatrie ». Actuellement, l'enseignement de la psychologie médicale pendant le premier cycle, ceux de la psychiatrie générale et de la pédo-psychiatrie pendant le deuxième cycle sont devenus obligatoires pour tous les étudiants en médecine et 25 U. E. R. forment des psychiatres dont le nombre dépasse 1 000 par an, soit près de la moitié du total des spécialistes formés dans les disciplines cliniques. Cependant, faute d'une dotation initiale en rapport avec les besoins évidents de la spécialité, les 40 professeurs ou agrégés ayant opté pour la psychiatrie en 1968 ne se sont augmentés que de 3 ou 4 par an, en moyenne, atteignant aujourd'hui, pour 39 U. E. R. de médecine, le chiffre de 66 (24 de moins qu'en 1968), nettement inférieur au nombre des neurologues et représentant 3 p. 100 seulement du corps enseignant de médecine, alors que leurs charges sont écrasantes, dans une discipline qui concerne, selon les statistiques de l'O. M. S., 30 p. 100 de tous les malades. Face à cette situation, les enseignants hospitalo-universitaires de psychiatrie avaient de longue date alerté leurs ministres de tutelle, puis les parlementaires et l'opinion, ainsi qu'en témoignent les discussions à l'Assemblée nationale des budgets de la santé pour 1975 et pour 1976. Ils avaient élaboré un plan d'urgence national de créations de maîtrises de conférences, remis dès 1973 à M. le ministre de la santé publique de l'époque qui avait commencé à l'appliquer. Par la suite, ce plan a été porté à la connaissance de Mme le ministre de la santé et de M. le secrétaire d'Etat aux universités, qui ont reconnu, par une circulaire conjointe, une véritable priorité au plan national pour la psychiatrie. Il lui demande s'il est bien exact que, malgré cette mesure, les ministres, saisis en 1975 des demandes faites par 8 U. E. R. médicales en faveur de la psychiatrie, n'ont pu en satisfaire que 4, tandis qu'un nombre égal de postes était soustrait à cette discipline par les curieuses initiatives de certaines U. E. R. ; s'il est également vrai que, depuis 1972, le comité consultatif des universités propose chaque année comme enseignants associés, pour pallier au moins en partie la périlleuse insuffisance des effectifs, des médecins des hôpitaux psychiatriques dont la nomination, cependant, n'aurait jamais pu intervenir en raison d'obstacles administratifs liés à leur statut de « temps plein ». En 1974 et en 1975, les jurys hospitalo-universitaires ont suspendu leur participation à des recrutements qu'ils estimaient dérisoires et ils ont solennellement saisi les deux ministres de la situation désastreuse créée par l'insuffisance numérique des créations de postes dans une discipline dont l'importance sociale est primordiale. Il lui demande s'il ne pense pas que l'essor prodigieux de la psychiatrie au cours des dernières années et la montée en flèche de la demande d'enseignement, de la part des praticiens aussi bien que des étudiants, exigent un effort exceptionnel. Si telle est son opinion, de quelle façon envisage-t-il, en accord avec Mme le ministre de la santé, de combler le retard considérable de notre pays sur toutes les autres nations développées, dans cette branche essentielle de la médecine.

Examens, concours et diplômes (rétablissement pas la direction de l'Acucés du diplôme supérieur d'enseignement technique).

25594. — 17 janvier 1976. — M. Deplettri expose à Mme le secrétaire d'Etat aux universités que la direction de l'Acucés a décidé, sans consulter ses auditeurs, de supprimer purement et simplement le D. E. S. T. (diplôme supérieur d'enseignement technique) et de le remplacer par un D. U. T. (diplôme universitaire de technologie). Or, le D. U. T. ne sanctionne qu'un enseignement technique délivré dans le cadre d'une scolarité normale, alors que le D. E. S. T. sanctionne un complément de formation technique à un passé professionnel. Aussi, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour que la direction de l'Acucés revienne sur sa position et maintienne le diplôme supérieur d'enseignement technique.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE

Archives de France

(statut et rémunérations des gardiens et magasiniers).

24641. — 5 décembre 1975. — M. Ralite attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la situation des gardiens et magasiniers des Archives de France qui les a amenés à faire grève récemment. Les salaires et les statuts des personnels relevant pour la plupart des catégories C et D nécessitent de toute évidence d'être revus. Aujourd'hui un jeune gardien touche un salaire mensuel de 1 650 francs et un magasinier partant en retraite après vingt-cinq ans de travail percevra 2 230 francs. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les revendications des personnels des Archives de France, à savoir : 1° l'obtention du statut de magasinier spécialisé selon l'élaboration qui en a été faite lors de la séance du comité technique paritaire du 10 avril 1975 ; 2° l'obtention d'une prime de sujétion spéciale pour le personnel gardien et magasinier.

Réponse. — 1° La structure et le classement indiciaire du corps du personnel de surveillance et de service de la direction des Archives de France est conforme aux recommandations qui ont été faites pour ce type de fonction par la commission qui a été chargée en 1968 d'examiner les conditions dans lesquelles la situation des fonctionnaires des catégories C et D pouvait faire l'objet d'une réforme. A cette occasion, les magasiniers ont bénéficié de la fusion des anciennes échelles de rémunération ES 1 et ES 2 dans le nouveau groupe III. Par ailleurs, aux deux grades d'encadrement qui existaient précédemment, chef magasinier et chef magasinier principal, classés respectivement dans les échelles ES 2 et ES 3 ont été substitués les grades de chef magasinier de 2^e catégorie et chef magasinier de 1^{re} catégorie classés respectivement dans les groupes IV et V. En définitive, les intéressés ont ainsi bénéficié, d'une part, d'un glissement catégoriel spécifique et, d'autre part, de la revalorisation générale des indices accordés aux fonctionnaires des catégories C et D. Ces deux mesures ont produit leur plein effet à partir du 1^{er} janvier 1974. Enfin, à la suite du relevé des conclusions des négociations salariales pour l'année 1975 qui ont eu lieu avec les syndicats de fonctionnaires, il a été décidé de créer des emplois classés dans le groupe II dans les corps qui ne comportent pas déjà un grade classé dans ce groupe. Tel est le cas des gardiens des Archives de France actuellement classés dans le groupe I et qui seront dotés désormais d'une structure à deux niveaux classés dans les groupes I et II. Cette mesure va dans le sens d'une amélioration de la situation des gardiens. Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre n'a pas été saisi de propositions tendant à instituer un corps de magasinier spécialisé. Ces propositions ne pourront être examinées qu'avec le souci de ne pas remettre en cause les équilibres généraux établis à la suite de la réforme des catégories C et D ; 2° en ce qui concerne l'attribution d'une prime de sujétion spéciale au personnel gardien et magasinier, les services du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) étudient avec ceux du secrétaire d'Etat à la culture cette question.

PORTE-PAROLE

Radiodiffusion et télévision nationales (choix de la définition pour la 1^{re} chaîne couleur de télévision).

23738. — 31 octobre 1975. — M. Mayoud attire l'attention de M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement) sur les problèmes posés par la transformation de la 1^{re} chaîne T.V. en programme couleur. Le projet, indiscutable dans son principe, de transformation de la première chaîne en chaîne couleur pose des problèmes techniques, financiers et politiques. Du point de vue technique la procédure envisagée, dite de « duplication » de la première chaîne, aboutit à la création d'une quatrième chaîne U.H.F. couleur qui obère pour l'avenir la création d'une véritable quatrième chaîne publique ou privée. En outre, il convient de rappeler que l'existence de deux systèmes de lignage augmentent considérablement le coût des récepteurs et en diminuent la fiabilité. Il semble donc que la solution du passage pur et simple au système 625 lignes soit techniquement la plus aisée. Du point de vue financier, cette solution semble préférable. L'équipement du réseau pour le passage d'une première chaîne noir et blanc à la couleur peut être estimé à environ 700 millions de francs. La transformation des 500 000 postes ne pouvant utiliser que la première chaîne, 819 lignes coûterait 70 millions de francs. Le rapport de 1 à 10 ne peut laisser indifférents les responsables économiques et financiers du Gouvernement. La solution de l'unicité en

625 lignes présente donc des avantages techniques et financiers évidents auxquels s'ajoute un intérêt politique non négligeable. L'existence de 500 000 vieux postes essentiellement situés dans les régions de province où la réception deuxième et troisième chaîne n'est pas encore entièrement réalisée pose une fois de plus la question de l'égalité de tous les citoyens face au service public. Le système techniquement lourd, onéreux, que se propose de mettre en place T.D.F. favorisera une fois de plus la région parisienne et les grandes métropoles, les régions plus reculées restant exclues du bénéfice de la première chaîne couleur. A l'heure où les pouvoirs publics prônent le maintien sur place des populations rurales, afin d'assurer l'équilibre sociologique et écologique de ces régions, une telle manière de procéder paraît illogique. Aussi, lui est-il demandé s'il n'envisage pas d'étudier très rapidement la solution proposée ci-dessus afin de permettre aux organismes dont il assure la tutelle d'éviter une nouvelle erreur technique et financière.

Réponse. — Le choix adopté par le Gouvernement pour la coloration de la première chaîne par « duplication » est présenté par M. Mayoud comme « une nouvelle erreur technique et financière ». On peut affirmer au contraire que ce choix trouve sa justification sur le plan technique et sur le plan financier, autant que sur le plan politique.

1. Justification sur le plan technique.

La décision de construire un réseau 625 lignes pour diffuser les programmes T. F. 1 en couleur, réseau qui peut à peu se substituer au VHF actuellement utilisé, permettra dans un avenir relativement proche : d'uniformiser les normes de balayage en abandonnant la définition 819 lignes ; de réorganiser le plan de fréquences en ondes métriques dans le but de rendre à l'administration des P. et T. la bande de fréquences 162-174 Mhz attribuée par tous les autres pays aux services mobiles (radiotéléphone) et de redéfinir dans le reste de cette bande des canaux utilisables pour une service de télévision en 625 lignes. Il n'est donc pas possible d'affirmer que, techniquement, cette nouvelle chaîne « obère l'avenir pour la création d'une véritable 4^e chaîne couleur », ni qu'elle conduise au maintien de 2 systèmes de lignage.

2. Justification sur le plan financier.

Le coût de construction du réseau de duplication estimé à 576 000 075 F hors taxes ne représente en réalité pour Télédiffusion de France qu'un supplément de charges d'investissement de 331 millions de francs puisque l'établissement public de diffusion aurait eu, en tout état de cause à sa charge, le renouvellement de l'actuel premier réseau. Dans la solution de conversion immédiate, Télédiffusion de France aurait eu à supporter, en plus du renouvellement de l'actuel premier réseau, s'élevant rappelons-le à 245 millions de francs, la construction d'un réseau complémentaire permettant de couvrir les zones où la réception serait devenue impossible du fait des perturbations introduites par les nouveaux signaux. Le coût de ce réseau complémentaire a été estimé à 197 millions de francs et aurait conduit à un montant d'investissement de 442 millions de francs. Par ailleurs, la conversion immédiate aurait nécessité l'indemnisation des téléspectateurs possédant des postes ne pouvant pas recevoir le signal 625 lignes en VHF, dont le nombre, d'après les estimations concordantes du Scart et des services de Télédiffusion de France, serait en réalité proche (en 1975-1976) de : 609 000 postes non transformables et 1 300 000 de postes adaptables. Le coût de cette indemnisation a été estimé à 525 millions de francs 1975. On peut donc dire que la conversion immédiate aurait coûté 722 millions de francs (442 millions de francs + 525 millions de francs — 245 millions de francs) de charges supplémentaires soit plus du double de celles occasionnées par la duplication. Enfin, l'abandon d'un système bistandard permettrait d'obtenir à terme l'abaissement du prix des récepteurs.

3. Justification sur le plan politique.

La conversion immédiate aurait conduit à priver brutalement pendant une assez longue période environ 2 millions de téléspectateurs : d'une part les détenteurs de postes anciens, d'autre part, les habitants de certaines zones, notamment frontalières ou montagneuses, où la réception aurait été fortement perturbée. La solution de la duplication, en évitant de léser certaines populations de notre pays, me semble garantir mieux que toute autre, l'égalité de tous les citoyens devant le service public.

AFFAIRES ETRANGERES

Traités et conventions (ratification par la France de la convention sur le commerce international des espèces sauvages de flore et de faune).

24452. — 29 novembre 1975. — Mme Thome-Patenôtre rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que la France a participé à l'élaboration de la convention sur le commerce international des espèces sauvages de flore et de faune menacées d'extinction

qui a été signée à Washington en mars 1975. A ce jour, quinze pays ont ratifié cette convention qui est déjà entrée en vigueur. Elle lui demande de bien vouloir lui préciser si la France entend ratifier cette convention, dans quel délai, et les raisons pour lesquelles la ratification se trouve ainsi retardée.

Réponse. — La procédure visant à demander au Parlement l'autorisation de ratifier la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a été entreprise en vue de permettre au Parlement de se prononcer sur le projet de loi d'autorisation de ratification au cours de sa session de printemps en 1976. Afin d'éviter des difficultés d'application, la convention devrait entrer en vigueur simultanément à l'égard de tous les Etats membres de la Communauté économique européenne. Il en résulte une concertation nécessaire qui ne manque pas d'allonger les délais de la procédure de ratification.

AGRICULTURE

Exploitants agricoles (prix de la betterave).

23004. — 8 octobre 1975. — M. Hage attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la procédure employée pour la fixation du prix du sucre de betterave applicable à partir du 1^{er} octobre 1975. M. le directeur général de la concurrence et des prix a fixé ce prix uniquement avec les fabricants de sucre. Or, de ce prix découlera directement le prix de la betterave à sucre pour la campagne 1975-1976. Cela revient donc à fixer le prix de la betterave sans tenir compte de l'avis des planteurs. Le prix du sucre ainsi fixé donnera au mieux pour la betterave, un prix de 137 francs la tonne. Compte tenu du faible rendement par hectare obtenu cette année à la suite des mauvaises conditions météorologiques cela paraît très insuffisant pour assurer une rémunération correcte des petits et moyens producteurs. En conséquence, il lui demande : 1^o en vertu de quelles dispositions réglementaires une telle procédure a-t-elle pu être suivie ; 2^o s'il n'estime pas nécessaire : a) de prendre des mesures pour que le prix de la betterave et du sucre soit fixé en tenant compte de l'avis et des intérêts de l'ensemble des professions concernées ; b) de reviser le prix de la betterave ainsi fixé pour qu'il garantisse aux petits et moyens producteurs une rémunération correcte de leur travail.

Réponse. — Les prix du sucre et de la betterave ne résultent pas d'une décision nationale mais de règlements communautaires qui fixent une grille de prix pour le sucre (un prix d'intervention garantissant une recette minimale, un prix indicatif, un prix de seuil), et pour la betterave au prix minimal correspondant au prix d'intervention du sucre. Cet éventail de prix a été relevé de 16 p. 100 pour la campagne actuellement en cours. La réglementation communautaire prévoit, en outre, que lorsque le prix de marché du sucre dépasse le prix d'intervention, les accords interprofessionnels doivent régler les conditions de répartition du supplément de prix entre le fabricant et les planteurs. La direction générale de la concurrence et des prix n'est pas intervenue à proprement parler pour fixer le prix effectif du sucre, mais, dans le cadre de la lutte contre l'inflation, elle s'est préoccupée de l'incidence possible d'une hausse du prix du sucre sur le prix des produits incorporant du sucre qui restent soumis à une réglementation nationale. Sur ce point, mon collègue de l'économie et des finances pourra, si la question lui est posée, donner toutes précisions sur la procédure suivie en ce domaine. En tout état de cause, le prix du sucre retenu dans le cadre de cette procédure (185 francs le quintal), c'est-à-dire un prix supérieur au prix indicatif, me paraît acceptable eu égard aux données actuelles de ce marché, en tenant compte de la faiblesse de la production de sucre, due aux mauvais rendements constatés, notamment dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ce prix de 185 francs correspond, suivant les accords interprofessionnels en vigueur, à un prix de 137,21 francs la tonne de betterave de qualité type, étant entendu que ces prix ne concernent que les quantités de sucre écoulées sur le marché français, et qui représentent les deux tiers environ des tonnages commercialisés. La valorisation réelle des sucres produits en fonction des différents débouchés offerts, et par conséquent, le prix effectif de la betterave, ne pourront donc être réellement connus qu'en fin de campagne, compte tenu des prix obtenus sur les marchés communautaire et mondial.

Lait et produits laitiers (orientation de la politique communautaire en matière de commerce extérieur).

23466. — 23 octobre 1975. — M. Charles Dignot demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour maintenir le revenu des producteurs de lait alors que les stocks de poudre de lait sont en hausse dans la Communauté, que la consommation de beurre et que les exportations de produits laitiers diminuent. Il s'élève contre les avantages accordés à la Nouvelle-Zélande alors que la Grande-Bretagne fait partie du Marché commun et

dénonce les mesures protectionnistes aux U. S. A., au Canada et en Suisse. Il signale enfin que les importations de matières grasses végétales n'ont jamais été ralenties par la Communauté malgré toutes les demandes des agriculteurs. Il aimerait donc savoir quelle sera la politique préconisée par la France à Bruxelles pour éviter des difficultés qui seraient très sérieuses pour les éleveurs.

Réponse. — Les stocks de lait écrémé dans la Communauté sont effectivement préoccupants. Le ministre de l'Agriculture n'a pas manqué d'intervenir au conseil des ministres des communautés économiques européennes pour que des dispositions soient prises d'urgence pour assainir le marché. Il a été ainsi décidé : de suspendre les achats de lait écrémé en poudre aux pays tiers dans le cadre du trafic de perfectionnement actif ; de réduire le prix de cession de la poudre de lait écrémé aux pays en voie de développement tout en assouplissant les conditions de vente à ces pays. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que l'accroissement de l'aide alimentaire se heurte à certaines difficultés, notamment au niveau des structures d'accueil des bénéficiaires ; d'écouler le lait écrémé en poudre, entré en stock public avant le 1^{er} avril 1974, d'une part, à l'exportation sous forme d'aliments composés pour animaux et, d'autre part, sur le marché intérieur communautaire, notamment pour l'alimentation des porcs et volaille. La commission se propose d'ailleurs de rendre obligatoire l'introduction de lait écrémé en poudre dans les aliments pour porcs et volaille. La consommation du beurre a effectivement stagné en 1975. C'est pourquoi, une campagne de publicité télévisée a été entreprise à l'automne en vue de relancer la demande. Le trafic de perfectionnement actif sera supprimé au début de l'an prochain afin de favoriser l'emploi du beurre communautaire par les industries alimentaires exportatrices. Les exportations de produits laitiers sont généralement en baisse. A noter, cependant, l'augmentation des exportations de beurre vers la Grande-Bretagne en dépit des avantages regrettables accordés aux exportateurs de produits laitiers néo-zélandais. Cette situation n'est pas spéciale à la France ; tous les pays de la Communauté en sont affectés. Le marasme international qui a conduit à une réduction des échanges a été accentué par les mesures restrictives prises par les pays cités par l'honorable parlementaire. Les services commerciaux français à l'étranger ont reçu pour instructions de faciliter les initiatives de nos exportateurs de produits laitiers, mais dans un tel domaine, le dynamisme des opérateurs est évidemment déterminant. Ces derniers peuvent d'autre part être assurés de l'appui de la délégation française pour obtenir les restitutions nécessaires. Une nette reprise paraît cependant subordonnée au rétablissement de la situation économique mondiale. S'agissant des importations de matières grasses végétales, la délégation française à Bruxelles est intervenue à plusieurs reprises pour obtenir leur réduction mais en vain. Enfin, l'honorable parlementaire n'est pas sans savoir que dans ces circonstances les pouvoirs publics français ont été amenés à prendre des mesures pour améliorer le revenu des éleveurs. Il est notamment rappelé qu'une prime de 160 francs par vache a été accordée aux éleveurs pour les quinze premières vaches qu'ils détiennent. Par ailleurs, une aide de deux centimes par litre de lait collecté a été donnée aux laiteries collectant du lait en montagne afin qu'elles soient en mesure de payer à la production un prix satisfaisant. Enfin, tout un ensemble d'actions ont été entreprises en liaison avec les intéressés afin qu'ils produisent dans les meilleures conditions de gestion un lait sain et un lait riche, matière première indispensable aux laiteries pour que leurs produits soient compétitifs sur le marché international.

Exploitants agricoles (prix de la betterave).

24061. — 14 novembre 1975. — M. Hage attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur le fait qu'à deux semaines de la fin de la récolte de betteraves les planteurs ignorent encore à quel prix sera payée leur récolte. C'est à juste titre que les 20 000 betteraviers du Nord et du Pas-de-Calais sont inquiets. Les deux dernières récoltes ont connu des rendements nettement inférieurs aux moyennes habituelles : en 1974, 36,6 tonnes à l'hectare avec 15,665" de richesse saccharine ; en 1975, 36 tonnes à l'hectare avec 15,4" au lieu de 50 tonnes et plus de 16" dans les campagnes antérieures. De la sorte, la production a baissé au cours des cinq dernières années de 28 p. 100. En janvier dernier, à Bruxelles, une augmentation était consentie de 15 p. 100, portant ainsi à 128 francs la tonne de betteraves. Un tel prix ne correspond pas, vu les faibles rendements, aux coûts de production qui ont augmenté de nouveau de 29,9 p. 100 en 1975. De ce fait, les responsables syndicaux estiment que le prix de la tonne de betteraves ne devrait pas être inférieur à 150 francs. C'est pourquoi, rappelant sa question écrite du 2 octobre 1975, il insiste à nouveau pour que : 1° le prix de la betterave à sucre soit fixé au plus tôt en tenant compte de l'avis des professionnels concernés, des faibles rendements constatés ces deux dernières années et de l'augmentation des coûts de production ; 2° ces prix garantissant aux petits et moyens producteurs une rémunération correcte de leur travail.

Réponse. — Il est rappelé qu'au titre de la campagne 1974-1975, le prix minimal des betteraves était de 109,80 francs par tonne, que ce prix a été porté pour la campagne 1975-1976 à 128,15 francs par tonne, soit une augmentation de 16,5 p. 100. Quant au prix effectif qui était de 122 francs au titre de la campagne 1974-1975 (niveau de prix proche du prix de seuil, compte tenu de la tension des approvisionnements et des cours mondiaux très élevés à cette époque), il a été porté, pour 1975-1976, à 137,21 francs en ce qui concerne, tout au moins, les betteraves destinées à la production de sucres affectés à la consommation intérieure, soit les deux tiers de la production. Quant aux betteraves destinées aux sucres d'exportation, leur prix ne peut être encore exactement connu. En tout état de cause, un prix moyen sera établi et tous les producteurs de betteraves percevront la même rémunération. Même si l'on peut contester que sur l'ensemble du territoire les coûts de production aient augmenté dans la proportion indiquée, il est vrai que la récolte betteravière a été, dans l'ensemble, mauvaise, et que la région Nord-Pas-de-Calais a été particulièrement atteinte. La délégation française à Bruxelles s'emploiera à ce que, pour la campagne 1976-1977, la grille des prix communautaires soit fixée de telle sorte que le prix de la betterave reste suffisamment encourageant pour les producteurs.

Lait et produits laitiers (décisions du conseil des ministres de l'Agriculture européenne en matière de prix du lait.)

24489. — 3 décembre 1975. — M. Bisson appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur les graves difficultés que connaissent depuis dix-huit mois les producteurs de lait du pays d'Auge. Beaucoup d'entre eux sont au bord de la catastrophe. Or, c'est le moment que choisissent les entreprises laitières pour ne pas appliquer les décisions de Bruxelles concernant le prix du lait, à savoir l'augmentation de 4,48 p. 100 applicable au 15 septembre 1975, invoquant la mauvaise conjoncture économique nationale, européenne, voire mondiale, de même que la déplorable gestion de la commission européenne concernant la poudre de lait. Les producteurs, tout en reconnaissant les difficultés de certaines entreprises, ne veulent pas faire les frais des erreurs commises à Bruxelles et ne veulent pas cautionner le manque de dynamisme commercial de quelques-unes. Pour remédier à cette situation, il lui demande que toutes les mesures soient prises en vue de l'application immédiate des décisions du conseil des ministres de l'Agriculture européenne concernant l'augmentation du prix du lait au mois de septembre. Il convient d'ailleurs d'observer que, si les déclarations officielles font état du fait que les agriculteurs verraient leur revenu augmenter de 13 p. 100 en 1975, il constate actuellement que la commission des comptes de la nation, dans son dernier rapport, fait état d'une diminution de revenu de l'ordre de 0,9 p. 100 par agriculteur. Les producteurs de lait ne peuvent indéfiniment accepter une telle dégradation de leur revenu. C'est pourquoi il souhaite que soient prises de toute urgence les mesures qui s'imposent afin que les décisions en matière de prix du lait soient appliquées par toutes les entreprises laitières.

Réponse. — L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que le prix indicatif du lait fixé par le conseil des ministres de la C. E. E. n'est pas garanti individuellement à chaque producteur ; c'est le prix que l'on tend à assurer en moyenne à l'ensemble des producteurs compte tenu des débouchés intérieurs et extérieurs. La hausse de 4,48 p. 100 appliquée au 15 septembre a eu pour seule conséquence directe une augmentation du prix d'intervention du beurre. Le prix réellement payé par les laiteries à leurs fournisseurs de lait est fonction de leur dynamisme commercial et de l'état du marché des produits laitiers. Le Gouvernement ne s'est pas désintéressé pour autant de la situation des producteurs de lait ; il s'est efforcé d'améliorer leur revenu soit par des aides directes (primes à la vache, aide au ramassage du lait en montagne, aide aux actions techniques), soit en intervenant auprès de la C. E. E. pour élargir les débouchés sur le marché communautaire (aides à différentes catégories de consommateurs et d'utilisateurs) et sur le marché mondial (aides aux exportations commerciales et vers le tiers monde).

ANCIENS COMBATTANTS

Anciens combattants d'Algérie (publication des listes des unités combattantes.)

24182. — 20 novembre 1975. — M. Maisonnat signale à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les anciens combattants d'Algérie attendent avec impatience la publication des listes des unités combattantes. Celle-ci est à l'heure actuelle retardée du fait du manque d'effectifs des services historiques de l'armée. Il lui demande donc de prendre les mesures nécessaires afin que les services historiques de l'armée disposent d'un personnel suffisant, leur permettant d'achever la publication de toutes les listes d'unités combattantes au plus tard fin 1976.

Réponse. — Le ministre de la défense a fait paraître au Bulletin officiel de son département en date du 15 décembre 1975 une pre-

mière liste d'unités et il a prévu que, d'ici à la fin de l'année 1976, le travail sera mené à bien concernant la très grande majorité des unités d'infanterie. En ce qui concerne l'armée de l'air, la liste des unités constituées d'infanterie de l'air sera publiée à la fin du premier trimestre de 1976 et celle des unités aériennes le sera à la fin du second trimestre de la même année.

Anciens combattants (mesures en faveur des militaires qui, lors des opérations en Algérie, ont combattu à partir de bases situées en territoire marocain ou tunisien).

24316. — 22 novembre 1975. — M. Daillet attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur le cas des militaires du contingent qui, lors des opérations en Algérie, ont combattu sur le territoire algérien à partir de bases situées en territoire marocain ou tunisien. A l'heure actuelle, ces anciens combattants ne peuvent prétendre au titre de reconnaissance de la nation ni aux avantages qui s'y rattachent en raison du fait que les périodes reconnues comme pouvant donner accès à ce titre n'ont pas été définies pour les unités ayant opéré à partir des territoires marocain ou tunisien. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette lacune et s'il n'envisage pas de définir une période opérationnelle analogue à celle qui a été prévue pour le territoire algérien, c'est-à-dire la période 1952-1962.

Réponse. — L'article 2 du décret n° 68-294 du 28 mars 1968 fixant les conditions d'attribution du titre de reconnaissance de la nation prescrit que le postulant doit avoir servi pendant au moins quatre-vingt-dix jours consécutifs dans une unité stationnée en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, durant la période: du 31 octobre 1954 au 3 juillet 1962 pour les opérations d'Algérie; du 1^{er} juin 1953 au 2 mars 1956 pour celles du Maroc, et du 1^{er} janvier 1952 au 20 mars 1956 pour celles de Tunisie. Le critère ainsi retenu pour l'attribution du titre n'est pas l'appartenance à une unité combattante, mais seulement la présence continue sur un territoire où se sont déroulées des opérations militaires, au cours d'une période déterminée. Celle-ci ne saurait s'étendre au-delà de la date d'accession à l'indépendance de chacun des territoires concernés. Ainsi que le fait remarquer l'honorable parlementaire, des militaires stationnés au Maroc ou en Tunisie ont pu participer, après l'indépendance de ces pays, à des opérations sur le territoire algérien. Dans ces conditions c'est la notion de combat qui permettra d'apprécier la situation de ces militaires au regard de leur vocation à la carte du combattant.

Anciens combattants (circulaire d'application permettant l'attribution des titres précédemment frappés de forclusion).

24562. — 3 décembre 1975. — M. Sauzedde demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants à quelle date il pense publier la circulaire d'application du décret n° 75-725 du 6 août 1975. Cette circulaire est indispensable pour instruire les nombreuses demandes en instance tendant à obtenir l'un des titres précédemment frappés de forclusion et qui font l'objet du décret susvisé.

Réponse. — L'instruction d'application du décret n° 75-725 du 6 août 1975 portant suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sera prochainement publiée. Toutefois, des instructions ont été données en temps opportun afin que soient reçues les demandes de l'espèce.

Anciens combattants d'Algérie (publication des listes des unités combattantes).

25086. — 20 décembre 1975. — M. Niles attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les problèmes qui restent posés aux anciens combattants d'Afrique du Nord. La loi n° 1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, de 1952 à 1962, aura bientôt un an d'existence. A ce jour, trois mille cinq cents cartes de combattants ont été délivrées et uniquement aux blessés au combat et aux anciens prisonniers. Les autres ne peuvent malheureusement obtenir cette carte car aucune liste n'a encore été publiée au bulletin officiel du ministère de la défense. De plus, les conditions d'attribution nécessitent d'être revues; notamment le paramètre de rattrapage doit être appliqué, non pas à titre individuel mais au niveau de l'unité. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les services historiques des armées disposent du personnel permettant d'achever la publication de toutes les listes d'unités combattantes au plus tard fin 1976.

Réponse. — Le ministre de la défense a fait paraître au bulletin officiel de son département en date du 15 décembre 1975 une première liste d'unités et il a prévu que, d'ici à la fin de l'année 1976, le travail sera mené à bien concernant la très grande majorité des unités d'infanterie. En ce qui concerne l'armée de l'air, la liste des

unités constituées d'infanterie de l'air sera publiée à la fin du premier trimestre de 1976 et celle des unités aériennes le sera à la fin du second trimestre de la même année.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerçants et artisans (ventes directes).

23165. — 15 octobre 1975. — M. Partrat attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les conditions de concurrence déloyale qui sont faites aux commerçants des petites communes par les ventes directes de producteurs de fruits et légumes, producteurs qui ne sont soumis à aucune charge fiscale et sociale liée à ces activités de ventes directes. A cet égard, il lui demande de lui préciser la réglementation qui s'applique à de telles ventes directes de fruits et légumes sur la voie publique en dehors des lieux et places autorisés par la municipalité d'une commune pour la vente ambulante ou pour la vente sur les marchés forains.

Réponse. — Les agriculteurs qui n'effectuent pas d'opérations de vente au sens de l'article 632 du code du commerce peuvent écouler leur propre production sans être considérés comme exerçant une activité commerciale. Ils ne sont pas pour autant dispensés d'observer les réglementations régissant l'exercice d'activités sur la voie publique ou dans les lieux publics. Ils doivent en outre respecter les règles garantissant la salubrité des denrées offertes et la fidélité de leur débit. Il appartient aux autorités chargées de la police de faire respecter ces réglementations. Il convient au surplus d'observer que la majorité des ventes effectuées le long des voies publiques ne sont pas des ventes effectuées par des agriculteurs, mais par des revendeurs qui, pour écouler plus facilement leurs produits, qualifient leur activité d'une façon mensongère de ventes directes aux consommateurs. Des ventes pratiquées dans ces conditions doivent être considérées comme illicites. Elles exposent les contrevenants à des poursuites pénales. Il appartient dès lors à tout intéressé d'en aviser les autorités. Les associations de consommateurs et les syndicats de commerçants, comme ceux des agriculteurs ont, en outre, dans ce dernier cas, la possibilité de porter plainte et de se constituer partie civile.

Commerçants et artisans (ventes directes).

23718 — 30 octobre 1975. — M. Liget fait part à M. le ministre du commerce et de l'artisanat de la situation très défavorable de certains commerçants soumis à une véritable concurrence illégale par suite de la non-application des dispositions réglementant « les ventes directes », notamment du décret n° 74-429 du 15 mai 1974. Sans mésestimer l'intérêt pour un industriel de faire procéder à des ventes exceptionnelles pour permettre l'écoulement accéléré des stocks de marchandises, il lui semble cependant anormal et contraire à la réglementation que des ventes soient autorisées tous les mois à un même industriel à l'usine. Un tel procédé occasionne un préjudice économique certain pour les commerçants et crée une véritable injustice dans la mesure où le « vendeur » devient commerçant sans être soumis aux obligations tant administratives que fiscales qui pèsent sur les commerçants. De plus, les commerçants se trouvent généralement dans l'impossibilité de faire sanctionner les infractions pourtant caractérisées. Il lui demande donc quelles mesures complémentaires il envisage de prendre pour permettre une véritable application de la réglementation, éventuellement de la mise en application de sanctions en cas d'infractions.

Réponse. — Les conditions d'application du décret du 15 mai 1974 relatif aux ventes directes aux consommateurs ont fait l'objet d'une circulaire d'application en date du 4 avril 1975 publiée au Journal officiel du 18 avril 1975. En vertu de l'article 6 du décret, les préfets ont la possibilité de limiter les périodes pendant lesquelles les ventes directes peuvent être effectuées. Enfin, il est rappelé qu'il appartient à toute personne intéressée qui constate l'existence d'une infraction de la signaler aux autorités compétentes pour dresser procès-verbal et engager des poursuites. Il paraît intéressant à cet égard d'indiquer que certains syndicats de commerçants ont obtenu des jugements de tribunaux de police portant condamnation de contrevenants et allocation de dommages et intérêts.

Aide spéciale compensatrice (dérogation aux règles limitatives d'attribution en faveur d'un artisan de nationalité yougoslave).

24874. — 13 décembre 1975. — M. Albert Eignon rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que les dispositions de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés s'appliquent aux étrangers sous réserve de la signature de conventions internationales de réciprocité. Il lui expose à ce propos qu'un artisan ayant conservé la nationalité yougoslave mais qui réside en France depuis 1929 et qui exerce son activité dans la même ville depuis 1945 n'a pu obtenir le bénéfice de l'aide spéciale compensatrice qu'il avait sollicité au motif que la Yougoslavie ne figure pas parmi les Etats ayant signé ces accords de réciprocité. Il lui demande s'il

n'estime pas opportun et équitable d'envisager des dérogations à cette règle en faveur des commerçants et artisans n'ayant pas la nationalité française mais dont le long séjour en France et l'activité qu'ils y ont menée pendant de nombreuses années sont de nature à leur ouvrir le droit à cette aide.

Réponse. — Il n'existe pas entre la France et la Yougoslavie de convention stipulant l'application réciproque aux nationaux des deux Etats des régimes sociaux en vigueur dans chacun d'eux. Une modification de la loi du 13 juillet 1972 serait donc nécessaire pour faire bénéficier unilatéralement un ressortissant yougoslave des dispositions qu'elle prévoit. Toutefois, si l'intéressé a fait preuve de dévouement à l'égard de la France ou lui a rendu des services exceptionnels, il pourra bénéficier des dispositions prévues par la circulaire n° 52 S. S. du 20 juin 1966 précisant les droits de certains étrangers en matière sociale.

CULTURE

Protection des sites (ravalement du mur du ministère de la défense, place du Palais-Bourbon).

23622. — 29 octobre 1975. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le secrétaire d'Etat à la culture l'état d'abandon dans lequel se trouve le mur du ministère situé rue de l'Université, dans la partie comprise entre la place du Palais-Bourbon et le boulevard Saint-Germain. Il lui demande quand le ravalement en sera effectué.

Réponse. — Une enquête a été lancée au sujet du mur de clôture situé le long de la rue de l'Université afin de déterminer avec précision l'importance des travaux qui devraient être exécutés et le coût de cette opération. Dès qu'il aura réuni les renseignements nécessaires, le secrétariat d'Etat à la culture ne manquera pas de faire connaître à l'honorable parlementaire la décision qui pourra être prise.

DEFENSE

Armement (indemnisation des ingénieurs classés « personnel navigant »).

23520. — 24 octobre 1975. — M. Riquin expose à M. le ministre de la défense que des textes réglementaires pris en application de l'article 35 de la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967, destinée à remplacer les décrets n° 49-950 du 13 juillet 1949 et n° 50-50 du 13 janvier 1950, devraient permettre d'appliquer aux ingénieurs de l'armement et aux ingénieurs des études et techniques d'armement qui sont ou seront classés « personnel navigant » les mesures d'indemnisation qui étaient auparavant accordées aux seuls ingénieurs des branches Air ou Génie maritime. Il lui demande de bien vouloir lui préciser à quelle date paraîtront lesdits décrets attendus par les intéressés depuis si longtemps.

Réponse. — Les décrets pour l'application de l'article 35 de la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 relative aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, ayant pour objet, l'un de préciser les conditions de classement de ces ingénieurs dans le personnel navigant, l'autre de déterminer les règles d'attribution des indemnités liées à la pratique normale et effective de la navigation aérienne, sont en discussion. Leur publication pourrait intervenir dans les prochains mois.

Cures thermales (suppression de la clause d'interruption de deux ans après trois cures annuelles pour les invalides de guerre pensionnés pour maladie).

23735. — 31 octobre 1975. — M. Duvillard appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la discrimination anormale applicable en matière de cure thermale aux anciens combattants bénéficiaires des soins gratuits dans le cadre de l'article L. 115 du code des pensions militaires d'invalidité. En effet, après trois cures annuelles une interruption de deux ans est imposée aux invalides de guerre pensionnés pour maladie mais non pour blessure, et cela quel que soit leur état de santé et l'avis de leurs médecins. Faire ainsi « deux poids deux mesures » paraît d'autant moins justifié que les assurés sociaux civils ne se voient opposer aucune restriction de cette nature. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de mettre un terme à de telles discriminations en prenant désormais pour seul critère d'appréciation l'état de santé des bénéficiaires des soins gratuits et l'avis de leurs médecins, que la pension soit motivée par une blessure de guerre ou bien par une maladie contractée en service.

Réponse. — La nouvelle réglementation en matière de thermalisme militaire, qui entrera en application pour la saison 1976, ne prévoit plus le principe systématique de l'interruption de la crénothérapie pendant deux ans après trois cures consécutives. L'abandon des dispositions précédemment appliquées répond ainsi aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Carte du combattant (publication de toutes les listes d'unités combattantes en Afrique du Nord ouvrant droit à son attribution).

24014. — 13 novembre 1975. — M. Longueue expose à M. le ministre de la défense que, si un certain nombre de cartes de combattant ont été délivrées aux personnes ayant été blessées lors des combats qui se sont déroulés en Afrique du Nord de 1932 à 1962, en revanche, à ce jour, aucune liste d'unités combattantes permettant d'attribuer la carte de combattant à d'autres personnes que les blessés au combat n'a été publiée. Il lui demande de lui faire connaître les raisons de ce retard et de lui indiquer si les services historiques des armées disposent du personnel nécessaire leur permettant d'achever la publication de toutes les listes d'unités combattantes à la fin de l'année 1976, soit deux ans après le vote de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant précisément vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord de 1952 à 1962. Il lui demande également s'il ne compte pas, en accord avec ses collègues concernés du Gouvernement, prendre très prochainement les mesures nécessaires afin que les titulaires de la carte de combattant ainsi délivrée puissent, dans les mêmes conditions et dans les mêmes délais de temps que ceux qui ont été laissés aux anciens combattants des conflits antérieurs, se constituer, au même titre qu'eux, une retraite mutualiste avec participation de l'Etat et de bénéficiaire, lorsqu'ils sont fonctionnaires ou assimilés, du droit à la campagne double.

Réponse. — Le ministre de la défense a donné des instructions pour que le dépouillement des journaux de marche des unités permettant d'établir les listes des unités combattantes d'Afrique du Nord soit accéléré au maximum et il a pris à cet effet des dispositions pour augmenter les effectifs du service historique des armées. Une première liste sera prochainement publiée, mais l'établissement des listes d'unités combattantes représente un travail long et minutieux dont la date d'aboutissement ne peut être préjugée à ce jour. Tous les intéressés peuvent d'ores et déjà se constituer une retraite mutualiste avec majoration de l'Etat conformément aux dispositions de la loi n° 71-1061 du 29 décembre 1971. Pour cela la carte du combattant n'est pas exigée. Il suffit d'être titulaire du diplôme de reconnaissance de la nation instituée par la loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967. L'instruction du 5 mai 1968 (Journal officiel du 9 juin 1968) émanant du ministre des anciens combattants et victimes de guerre, donne toutes précisions utiles sur les modalités d'obtention de ce diplôme. La loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 a donné vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, sans reconnaître pour ces opérations le droit à la campagne double.

Gendarmerie (déclarations d'un général de gendarmerie à un organe de presse à propos du maintien de l'ordre et de circulation routière).

24260. — 21 novembre 1975. — M. Pranchère appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur l'interview d'un général de gendarmerie publiée par un quotidien clermontois le 7 novembre 1975 ainsi que sur la surprise et l'inquiétude provoquées par les termes de cette interview parmi la population de la région Auvergne. En effet, ce général affirme en premier lieu que les groupes d'intervention de la gendarmerie, basés à Villacoublay, sont dotés d'un gaz nouveau permettant, en cas de prise d'otages, de neutraliser et d'endormir les gangsters avant qu'ils puissent esquiver le moindre geste, et notamment faire usage de leurs armes. Ces propos ont fait l'objet, le lendemain, d'un démenti de la part de la direction nationale de la gendarmerie. Par ailleurs, ce général, passant des malfaiteurs aux usagers de la route a déclaré : « Sur la route, je ferai la chasse à d'autres gens dangereux. Pour les conducteurs qui se soucient de la limitation de vitesse comme de leurs dents de lait, plus de bienveillance, de la répression ! » Il préconise encore pour ces usagers, comme cela se pratique aux Etats-Unis, le retrait sur-le-champ du permis de conduire, de la voiture et le paiement d'une confortable amende. Il lui demande donc : 1° les suites qu'il entend donner à cette interview, dont une partie a dû être démentie le lendemain, les propos tenus par ce général au sujet d'un gaz aux effets instantanés paraissant dénoter un manque d'esprit de responsabilité difficilement compatible avec ses fonctions ; 2° si cette déclaration qui assimile en fait les contrevenants aux gangsters et fait passer la répression avant la prévention est conforme à la politique du Gouvernement en matière de sécurité routière ; 3° s'il est dans les intentions de celui-ci de généraliser et d'aggraver les sanctions administratives prises à l'encontre des usagers de la route avant toute décision des tribunaux, les pouvoirs des préfets ayant priorité sur l'autorité judiciaire.

Réponse. — 1° Les déclarations dont la publication est évoquée par l'honorable parlementaire ont été démenties, car elles ne correspondaient pas à la réalité des propos tenus ; 2° les résultats obtenus par notre pays en matière de sécurité routière depuis 1973

sont dus, pour l'essentiel, aux décisions prises en matière de port obligatoire de la ceinture et de limitation des vitesses. Le Gouvernement est déterminé à faire respecter strictement ces mesures auxquelles il attache une valeur fondamentale. Les contrôles et les actions préventives doivent y contribuer parallèlement ; des instructions ont été données à cette fin aux unités de gendarmerie ; 3° les modalités de suspension et de retrait du permis de conduire ainsi que les pouvoirs respectifs des autorités administratives et judiciaires dans ce domaine sont fixés par la loi. La législation la plus récente à cet égard est la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975.

Commissaires de l'air

(prise en compte de deux années d'études lors de leur retraite).

24344. — 26 novembre 1975. — M. Gabriel demande à M. le ministre de la défense s'il envisage d'accorder aux commissaires de l'air, au moment de leur retraite, le bénéfice de deux années d'études ainsi qu'il a été accordé aux commissaires de la marine.

Réponse. — Le Gouvernement, lors de l'examen par le Sénat du projet de loi modifiant le statut général des militaires (*Journal officiel*, Débats parlementaires, du 8 octobre 1975, p. 2817 et 2818), a pris l'engagement d'étendre par décret aux commissaires de l'air le bénéfice de la bonification de deux années d'ancienneté de service pour études préliminaires déjà accordée aux commissaires de la marine. Les dispositions de l'article R. 10 du code des pensions civiles et militaires de retraite doivent être complétées en ce sens par un texte qui est élaboré dans le cadre de la réforme des statuts particuliers du corps du commissariat de l'air actuellement en préparation.

Ministère de la défense (révocations des techniciens d'études et de fabrication des établissements de l'Etat).

24476. — 29 novembre 1975. — M. Villon attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le mécontentement qui se développe parmi les techniciens d'études et de fabrication dans les établissements de l'Etat. Ce mécontentement est dû : 1° à l'absence de réelles négociations entre le ministre et les organisations syndicales représentatives ; 2° au contenu négatif des propositions faites par le ministre, qui visent : a) à supprimer l'indexation sur les salaires ouvriers de leurs indemnités et à la remplacer par une indexation « fonction publique » évoluant trois fois moins vite qu'actuellement ; b) à refuser toute amélioration indiciaire et de déroulement de carrière à 70 p. 100 des T. E. F. en place ; c) à maintenir des mesures prises en octobre 1974 se traduisant par un manque à gagner de 25 à 80 francs mensuels, suite à la réduction d'horaire d'octobre 1973 appliquée à tous les fonctionnaires ; d) à refuser la reconnaissance du niveau D. U. T., B. T. S. de ces personnels en leur offrant pour seul débouché un corps de catégorie A ouvert sur concours et dont le nombre de postes budgétaires prévus reste très insuffisant, en regard des 4 500 T. E. F. et agents sur contrat possédant ce niveau. Il lui fait remarquer que l'ensemble des organisations représentatives des T. E. F. : C. G. T., C. F. D. T., F. O., association marine rejettent ces propositions et demandent le maintien absolu des références ouvrières des indemnités, une amélioration du statut de T. E. F. sans remise en cause des avantages acquis, la prise en compte du projet qui n'a fait l'objet d'aucune négociation sérieuse entre l'administration centrale et les organisations syndicales, la titularisation de milliers d'agents sur contrat homologues des T. E. F. Il lui signale que le conseil supérieur de la fonction publique du 26 juin 1975 a, lui aussi, rejeté ces propositions. Il lui demande s'il n'estime pas devoir revoir la situation des T. E. F. et engager des négociations avec leurs organisations syndicales avec la volonté de tenir compte de leur situation et de l'utilité et de l'efficacité de leur fonction.

Réponse. — Ainsi qu'il a été indiqué dans la réponse à la question écrite n° 21371 posée précédemment par l'honorable parlementaire, le comité technique paritaire de la défense a, le 10 juillet 1975, émis un avis favorable aux projets de textes qui lui étaient soumis afin de réaliser la réforme du statut des techniciens d'études et de fabrications par création d'un corps de débouché en catégorie A. Ces projets ont été examinés le 23 décembre 1975 par le conseil supérieur de la fonction publique, qui les a également approuvés.

Armes nucléaires (recalage des sous-marins nucléaires français en liaison avec les satellites « Transit »).

24506. — 3 décembre 1975. — M. Darinet expose à M. le ministre de la défense le problème du recalage des sous-marins nucléaires français (S. N. L. E.) dont on sait que le mode le plus précis de ce recalage semble être lié au système des « Transit » de la N. A. S. A. Dans ces conditions, il lui semble, dans la mesure où le point d'impact des missiles des S. N. L. E. est pour l'essentiel fonction de la connaissance précise de leur position, s'il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter et de s'interroger sur les répercussions éventuelles d'une cessation d'émission des satellites « Transit » sur la précision des missiles, et il demande au ministre ce que le Gouvernement a prévu dans ce cas.

Réponse. — Le système de navigation des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (S. N. L. E.) fait appel à des sources de recalage redondantes, qui garantissent l'aptitude permanente du S. N. L. E. à remplir avec une totale exactitude ses missions.

Ministère de la défense (disparités dans l'attribution de l'indemnité temporaire aux personnels en service à la base de Diego-Suarez « Madagascar »).

24667. — 6 décembre 1975. — M. de Poulpique rappelle à M. le ministre de la défense qu'une indemnité temporaire vient d'être allouée, pour compter du 1^{er} septembre 1973, aux personnels relevant de son ministère en service à Diego-Suarez ou qui ont été en service à Diego-Suarez à cette date. Il lui fait observer que les règles d'attribution de cette indemnité ne sont pas les mêmes, selon qu'elles s'appliquent aux personnels militaires et aux fonctionnaires civils d'une part et aux personnels ouvriers d'autre part. Alors que, pour les premiers les prestations familiales sont comprises dans les éléments de la rémunération sur la base desquels l'indemnité est accordée, le taux de cette indemnité est égal à 7 p. 100 du salaire horaire de chaque ouvrier, sans tenir compte des prestations familiales. Il lui demande les raisons ayant pu motiver cette regrettable disparité en souhaitant que des dispositions y mettent fin, dispositions devant s'appliquer naturellement aux ouvriers ayant déjà perçu l'indemnité en cause. Il lui signale par ailleurs que, pendant les congés de fin de séjour outre-mer, les ouvriers perçoivent leur traitement au titre du régime de Diego-Suarez. Or, le paiement de l'indemnité n'a pas été effectué pendant le temps de ces congés (dans un cas qui lui a été signalé, du 1^{er} janvier 1974 au 14 janvier 1975). Il lui demande également que des mesures soient prises afin que cette anomalie soit réparée.

Réponse. — L'indemnité temporaire aux personnels civils et militaires en service à Madagascar est attribuée pour tenir compte de la situation économique et des conditions de vie locales. Pour les personnels ouvriers, l'indemnité créée est calculée en fonction de la rémunération salariale proprement dite, à l'exclusion des avantages familiaux. Cette particularité est justifiée si l'on considère l'ensemble des avantages dont bénéficient les intéressés par rapport à leurs camarades affectés en métropole. Pour le calcul des rémunérations versées durant les congés pris en métropole, cette indemnité ne peut être prise en compte puisque les bénéficiaires ne sont plus alors, par définition, soumis à la situation économique et aux conditions d'isolement qui en sont le fondement.

ECONOMIE ET FINANCES

Epargne-logement (bénéfice des prêts étendu à l'acquisition de garages constituant des dépendances de logements acquis antérieurement).

18701. — 11 avril 1975. — M. d'Allières attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés que rencontrent certains titulaires de compte ou livret d'épargne-logement désirant utiliser leurs avoirs alors qu'un effort de publicité important a été déployé dans son département pour inciter le public à souscrire à ces formules d'épargne. Ainsi, une veuve salariée, mère de quatre enfants mineurs, a dû acheter en décembre 1972, après la mort de son mari, un appartement dans un immeuble en copropriété, finançant l'acquisition par des fonds familiaux, le compte d'épargne-logement de son père transféré à son profit et un emprunt ordinaire souscrit par elle. Elle n'a pu, dans le même temps, acquérir un garage en sous-sol que le promoteur a mis à sa disposition en attendant qu'elle dispose de la somme nécessaire. Dans ce but, elle a souscrit auprès de sa banque un compte d'épargne logement maintenant suffisant pour obtenir un prêt et acheter ce garage. Or, la banque lui refuse le prêt au motif que, si les prêts de cette nature peuvent servir effectivement à financer les acquisitions de garages, lorsque celles-ci ont lieu en même temps que celles des appartements dont ils constituent une dépendance, ils ne peuvent être accordés pour financer l'acquisition postérieure isolée d'un garage, même s'il est certain, comme au cas particulier, que celui-ci constituera une dépendance indiscutable de l'appartement acquis en 1972. Il demande à M. le ministre des finances si une telle interprétation est fondée. Dans l'affirmative, ne pourrait-elle pas être assouplie comme l'a d'ailleurs été dans ce domaine la réglementation fiscale, afin de faire bénéficier des prêts d'épargne-logement les acquéreurs de garages constituant des dépendances de logements d'habitation acquis antérieurement.

Réponse. — La réglementation du régime de l'épargne-logement pose en principe qu'il ne peut être accordé qu'un seul prêt pour le financement d'une même opération. Par opération, il faut entendre l'acquisition, la construction ou encore la réalisation de travaux d'extension, de réparation ou d'amélioration d'un même logement. Cette règle ne fait cependant pas obstacle à l'accroissement au même emprunteur, successivement, de plusieurs prêts d'épargne-logement à la condition qu'ils soient destinés au financement d'opérations

ayant un objet différent et que l'encours des capitaux prêtés ne dépasse à aucun moment le montant maximum de 100 000 francs actuellement applicable. C'est ainsi qu'il est possible de consentir un prêt destiné au financement de l'extension d'un logement dont l'acquisition ou la construction a déjà fait l'objet d'un précédent prêt. Dans le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, l'acquisition ou la construction d'un garage, en tant qu'elles constituent l'extension d'un logement existant, sont susceptibles d'ouvrir droit au bénéfice d'un prêt d'épargne-logement.

Ex-O. R. T. F. (reclassement des personnes du service de la redevance).

20909. — 21 juin 1975. — **M. Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que, depuis le démantèlement de l'O. R. T. F., les personnels du service de la redevance attendent que se concrétisent les conditions de leur intégration dans la fonction publique. Ils demandent que soient examinées les revendications suivantes: 1° pour la reconstitution des carrières des agents O. R. T. F. dans le cadre du Trésor public, que soient pris en compte les carrières et avantages acquis dans le cadre de l'O. R. T. F.; 2° que le personnel ait un droit de regard réel dans les commissions administratives paritaires; 3° l'augmentation des salaires qui sont bloqués depuis le 1^{er} janvier; 4° des négociations sur les conditions de la retraite; 5° la titularisation des auxiliaires; 6° le respect des libertés syndicales. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces revendications soient examinées et que satisfaction soit donnée à cette catégorie de travailleurs.

Réponse. — Le décret n° 74-1107 du 26 décembre 1974 fixant les conditions d'application de l'article 29 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision a prévu un certain nombre de dispositions destinées à assurer aux fonctionnaires et agents statutaires du service de la redevance un reclassement équitable au sein des services extérieurs du Trésor. Il est ainsi spécifié à l'article 3 du décret susvisé que la carrière des intéressés sera reconstituée dans chaque corps d'intégration compte tenu de la nature, de la durée et de la qualité des services accomplis à l'O. R. T. F. sur la base de l'avancement moyen dont bénéficient les fonctionnaires des services extérieurs du Trésor. Ces reconstitutions de carrière qui ont été soumises à l'avis des commissions administratives paritaires des services extérieurs du Trésor vont être incessamment notifiées aux intéressés. A cette occasion, la procédure prévue à l'article 8 du décret du 26 décembre 1974 a été observée et chaque commission a entendu, à titre consultatif, les représentants des organisations syndicales des personnels du service de la redevance désignés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (porte-parole du Gouvernement) sur proposition de ces organisations syndicales. La situation pécuniaire des intéressés sera régularisée à la date de leur intégration au sein des services extérieurs du Trésor, soit au 1^{er} janvier 1975. Quant aux agents non statutaires employés dans les centres de redevance, ils ont été repris en qualité d'aides temporaires; ils pourront, dès qu'ils compteront quatre ans de service à temps complet, être titularisés, en vertu du décret n° 65-528 du 29 juin 1965, dans le corps des agents de bureau. S'agissant enfin du respect des libertés syndicales, les organisations syndicales constituées auprès du service de la redevance bénéficient des mêmes droits que les syndicats des services extérieurs du Trésor. Ainsi il a été décidé de leur attribuer un contingent spécial de dispenses de service, conformément aux directives de l'instruction du Premier ministre du 14 septembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique.

Anciens combattants et anciens prisonniers de guerre (attribution de l'allocation spéciale de retraite aux membres du clergé catholique).

22289. — 6 septembre 1975. — **M. Paul Rivière** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que certains anciens combattants et anciens prisonniers de guerre peuvent bénéficier à ce titre, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à soixante-cinq ans. Par ailleurs, les personnes n'étant pas affiliées à une caisse de retraite vieillesse peuvent solliciter, à compter de l'âge de soixante-cinq ans, ou de soixante ans en cas d'invalidité au travail, une allocation spéciale de vieillesse à laquelle peut s'ajouter éventuellement l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Parmi ces personnes figurent notamment les membres du clergé catholique. Il appelle au sujet de ces derniers son attention sur le refus apporté à la demande de ceux d'entre eux, anciens combattants ou anciens prisonniers de guerre, souhaitant bénéficier à ce titre et par anticipation de ladite allocation de vieillesse. Il lui demande s'il n'estime pas inéquitable que les intéressés se voient refuser un droit basé sur les années de mobilisation ou de captivité et souhaite que des dispositions soient envisagées rapidement pour mettre fin à cette anomalie.

Réponse. — L'allocation spéciale et l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité étant non contributives, c'est-à-dire versées sans aucune contrepartie provenant de cotisations des intéressés, elles ne constituent pas un régime de retraite et les dispositions de la loi du 21 novembre 1973 relative à la retraite anticipée pour les anciens combattants et anciens prisonniers de guerre ne peuvent leur être appliquées. Cependant les personnes dont les ressources ne dépassent pas le plafond réglementaire peuvent solliciter le versement de ces allocations dès l'âge de soixante ans, ainsi que le remarque l'honorable parlementaire, en cas d'invalidité au travail; les conditions requises pour la reconnaissance de cette inaptitude ont été considérablement assouplies et la situation des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre est examinée, dans le cadre de cette procédure, avec compréhension.

Assurances (protection des épargnants contre les ogissements d'un groupe financier spécialisé dans l'assurance).

22649. — 27 septembre 1975. — **M. Roux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un important groupe financier spécialisé dans l'assurance vient de faire part à ses actionnaires des difficultés qu'il a rencontrées à la suite d'opérations immobilières désastreuses et cela pour justifier une offre publique d'échange contre des actions d'un autre groupe d'assurance. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour rechercher les responsabilités dans cette affaire afin de protéger les épargnants.

Réponse. — La société financière à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire a été assignée à titre subsidiaire en raison de la défaillance de sociétés ayant bénéficié de concours financiers accordés par sa filiale spécialisée dans les financements immobiliers. Elle a été ainsi contrainte à céder l'essentiel des participations qui constituaient son portefeuille. L'offre publique d'échange à laquelle il a été procédé a concerné une deuxième société financière qui, de même que la première, n'exerce directement aucune activité d'assurance. La responsabilité des sociétés défaillantes a été évoquée sur le plan pénal. En revanche, aucune opération délictueuse n'a été alléguée à l'encontre des organes de direction et de contrôle de la société en cause. Il appartient donc à ses actionnaires de se prononcer sur d'éventuelles fautes de gestion ou défauts de vigilance.

Industrie du bois (augmentation des prix autorisée pour les fabricants de sièges de la Somme).

23915. — 7 novembre 1975. — **M. Charles Bignon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation catastrophique que connaissent les fabricants de sièges de la Somme. La dernière augmentation de prix qui leur a été accordée par le contrôle des prix date de novembre 1974 pour un taux symbolique de 3,50 p. 100 qui dédommage faiblement des augmentations déjà subies antérieurement. Depuis cette date, les intéressés ont eu à déplorer une forte chute du chiffre d'affaires qui n'entraîne pas, bien au contraire, la chute des frais généraux mais annule et au-delà, la marge bénéficiaire. Il y a plus grave encore car les salaires sur recommandations de l'organisation professionnelle de ces fabricants ont subi des hausses importantes, conséquence de la progression du S. M. I. C. Le 1^{er} février 1975, les fabricants de sièges de la Somme ont augmenté les salaires ouvriers de 5,88 p. 100. Le 1^{er} septembre intervient une nouvelle augmentation de salaire de 5,04 p. 100. Le 1^{er} octobre, une nouvelle majoration de 4,68 p. 100 est appliquée. Sans contrepartie, en ce qui concerne la majoration des marges bénéficiaires, l'augmentation des salaires entre février et octobre 1975 a été au total de 16,25 p. 100. Il ne pouvait en être autrement puisque le S. M. I. C., dont l'augmentation résulte de décisions des pouvoirs publics, a dans le même temps augmenté de 17,71 p. 100. Les bénéfices ont été annulés par la chute du chiffre d'affaires et la réduction des heures de travail. Les charges ont augmenté (matériel roulant de plus de 30 p. 100, patente de 18 à 20 p. 100 dans la profession, carburant, aussi bien carburant routier que carburant destiné au chauffage). Les industriels concernés, depuis un an et par tous les moyens, ont fait tourner leurs usines sans commandes suffisantes pour maintenir le personnel et avec la volonté d'éviter le chômage. Le bois, qui est le matériel de base, a vu son prix doubler au cours des deux dernières années. Les stocks sont trop lourds, ce qui entraîne des frais financiers insupportables. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une telle situation ne peut se prolonger et s'il ne juge pas indispensable que des décisions soient prises par le service des prix afin de rétablir un juste équilibre, tenant compte de l'accroissement des charges. A défaut de décision rapide de cet ordre, les industriels concernés devraient cesser leur activité avec les conséquences qu'une telle décision implique en matière d'emploi.

Réponse. — La part importante de la main-d'œuvre manuelle dans les fabrications de sièges palliés et l'incidence corrélative des charges salariales dans les coûts de revient expliquent, dans une certaine mesure, la situation particulière des chaisiers de la vallée de la Somme. Il est également à souligner que les diminutions, d'ordre conjoncturel, enregistrées sur les chiffres d'affaires des

entreprises de fabrication de sièges de ce département au cours des premiers mois de 1975 n'ont pas permis à celles-ci de compenser, ainsi que les années précédentes, les majorations supportées sur les taux de salaires horaires et notamment sur ceux de la main-d'œuvre à domicile spécialisée dans les travaux de paillage. Depuis le mois de septembre dernier, deux nouveaux facteurs sont toutefois intervenus dans le sens d'une amélioration des conditions d'activité de l'industrie locale du siège. Il s'agit en premier lieu d'une reprise assez nette des commandes qui a suscité un relèvement des horaires hebdomadaires de travail à un niveau plus satisfaisant (quarante-deux à quarante-cinq heures pour certaines entreprises) et, par voie de conséquence, une progression marquée des chiffres d'affaires mensuels. En second lieu, de la forte baisse des prix du hêtre, lors des récentes adjudications générales de bois sur pied, laquelle devrait avoir une influence positive sur les coûts de production si l'on observe que le hêtre est l'essence principalement utilisée dans les fabrications de sièges. Il est enfin à considérer qu'en raison de la structure particulière de l'industrie du siège dans le département de la Somme, la plus grande partie des entreprises de la branche a conservé, en application des dispositions de l'arrêté n° 72-6-P du 14 mars 1972 et du fait qu'elles occupent moins de vingt salariés, la possibilité d'établir librement les prix de vente des articles qu'elles fabriquent. Compte tenu des préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire au sujet des difficultés rencontrées par certains industriels, les représentants du syndicat des fabricants de sièges de la Somme ont été invités à communiquer à la direction générale de la concurrence et des prix tous éléments d'appréciation susceptibles de permettre un examen rapide de la situation des quelques entreprises dont les prix de production demeurent soumis aux dispositions de la réglementation en vigueur.

EDUCATION

Orientation scolaire (travaux du groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation).

17256. — 1^{er} mars 1975. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation de lui indiquer pour quels motifs le groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation, envisagé pour le premier trimestre de l'année scolaire, n'a pas encore repris ses travaux. L'ouverture de ces discussions avait été annoncée au S. N. E. S. le 8 octobre, puis confirmée par M. le ministre de l'éducation à cette organisation le 23 décembre. Un vif mécontentement est créé par les carences de la formation des élèves conseillers d'orientation qui n'est pas sanctionnée par un titre universitaire et par les aspects inadmissibles du concours de recrutement et de l'année de stage des conseillers d'orientation. Il lui demande de lui préciser la date, sans doute prochaine, à laquelle ces discussions commenceront.

Réponse. — Le réexamen de la formation des conseillers d'orientation doit tenir compte des observations relevées lors de l'application des nouvelles procédures d'orientation, observations qui doivent nécessairement porter sur une durée suffisante. Il doit également s'inscrire dans le processus de modernisation du système éducatif. Il concerne enfin à la fois le secrétariat d'Etat aux universités et le ministère de l'éducation. La constitution du groupe de travail prévu est subordonnée à la prise en considération de ces éléments; elle reste prévue dans les projets du ministre de l'éducation.

Orientation scolaire (travaux du groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation).

17378. — 1^{er} mars 1975. — M. Robert Fabre demande à M. le ministre de l'éducation pour quels motifs le groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation, envisagé pour le premier trimestre de l'année scolaire, n'a pas encore repris ses travaux. L'ouverture de ces discussions avait été annoncée au S. N. E. S. le 8 octobre, puis confirmée par M. le ministre de l'éducation à cette organisation le 23 décembre. Un vif mécontentement est créé par les carences de la formation des élèves conseillers d'orientation qui n'est pas sanctionnée par un titre universitaire et par les aspects inadmissibles du concours de recrutement et de l'année de stage des conseillers d'orientation. Il lui demande de lui préciser la date, sans doute prochaine, à laquelle ces discussions commenceront.

Réponse. — Le réexamen de la formation des conseillers d'orientation doit tenir compte des observations relevées lors de l'application des nouvelles procédures d'orientation, observations qui doivent nécessairement porter sur une durée suffisante. Il doit également s'inscrire dans le processus de modernisation du système éducatif. Il concerne enfin à la fois le secrétariat d'Etat aux universités et le ministère de l'éducation. La constitution du groupe de travail prévu est subordonnée à la prise en considération de ces éléments; elle reste prévue dans les projets du ministre de l'éducation.

Ecoles maternelles et primaires (choix du Gouvernement en matière de regroupements pédagogiques ruraux).

17570. — (Question orale du 8 mars 1975, renvoyée au rôle des questions écrites le 2 octobre 1975.) — M. Charles Bignon demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir préciser la politique qu'il entend suivre envers les regroupements pédagogiques ruraux. Le maintien de l'école au village, la possibilité de la disparition de l'école unique remplacée par une école regroupée maintenue sur place, la possibilité d'une préscolarisation sont conditionnés par ces regroupements. Il faut pour cela que la volonté du Gouvernement se traduise clairement et que les moyens nécessaires soient mis en place en accord avec les représentants des collectivités locales, des enseignants et des familles.

Réponse. — La politique aux niveaux maternel et primaire qu'entend suivre Mme le secrétaire d'Etat à l'éducation est précise: partout où cela s'avère possible, le regroupement pédagogique par niveau sera la solution privilégiée. Ce choix permet le maintien de l'école au village. Cette école spécialisée par niveaux (maternel, C. P., C. E., C. M.) permet d'offrir une pédagogie mieux adaptée et plus bénéfique sur le plan scolaire aux enfants ruraux. La volonté du Gouvernement s'est déjà traduite ces trois dernières années par un effort croissant de constructions de classes maternelles et enfantines. La progression depuis 1973 de classes maternelles en milieu rural est passée de 23,38 p. 100 à 24,57 p. 100 en 1974-1975 et dépasse 25 p. 100 en 1975-1976. Parmi ces classes maternelles en 1973-1974 on dénombrait 334 classes inter-communales, en 1974-1975, 484 et en 1975-1976, 635 classes. Sur le plan des constructions neuves par rapport aux classes inscrites au budget et financées par l'Etat 34,35 p. 100 sur 1630 classes accordées ont été construites en milieu rural en 1973-1974. Ce chiffre est passé en 1974-1975 à 31,4 p. 100 sur 1820 classes et à 31,70 p. 100 sur 2290 classes en 1975-1976. Ce total ne tient pas compte des 1 100 classes maternelles accordées au titre du plan de soutien à l'économie dont une grande part a été réservée au milieu rural et aux 250 classes rénovées. Sur le plan des transports en 1973-1974 à titre exceptionnel une subvention de 550 000 francs avait été accordée pour permettre le lancement de certaines opérations. Cette subvention est passée à 1 500 000 francs en 1974-1975 et en 1975-1976 une grande partie des transports pourront être subventionnés puisque six millions sont disponibles. La progression des investissements accordés et les subventions de transport traduisent la volonté du Gouvernement de développer l'extension de l'accueil en milieu scolaire au niveau rural.

Orientation scolaire (travaux du groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation).

17659. — 8 mars 1975. — M. Gilbert Faure demande à M. le ministre de l'éducation pour quels motifs le groupe de travail ministériel sur la formation des conseillers d'orientation, envisagé pour le premier trimestre de l'année scolaire, n'a pas encore repris ses travaux. L'ouverture de ces discussions avait été annoncée au S. N. E. S. le 8 octobre, puis confirmée par le ministre de l'éducation à cette organisation le 23 décembre. Un vif mécontentement est créé par les carences de la formation des élèves-conseillers d'orientation qui n'est pas sanctionnée par un titre universitaire et par les aspects inadmissibles du concours de recrutement et de l'année de stage des conseillers d'orientation. Il lui demande s'il peut lui préciser la date, sans doute prochaine, à laquelle ces discussions commenceront.

Réponse. — Le réexamen de la formation des conseillers d'orientation doit tenir compte des observations relevées lors de l'application des nouvelles procédures d'orientation, observations qui doivent nécessairement porter sur une durée suffisante; il doit également s'inscrire dans le processus de modernisation du système éducatif. Il concerne enfin à la fois le secrétariat d'Etat aux universités et le ministère de l'éducation. La constitution du groupe de travail prévu est subordonnée à la prise en considération de ces éléments; elle reste prévue dans les projets du ministre de l'éducation.

Etablissements scolaires (manque de professeurs et de personnels au C. E. T. Eugène-Ronceroz à Bezons (Val-d'Oise)).

23280. — 16 octobre 1975. — M. Montdargent alerte M. le ministre de l'éducation et proteste contre le manque de professeurs et personnels au collège d'enseignement technique Eugène-Ronceroz, à Bezons (Val-d'Oise), à savoir: deux professeurs de dessin, un professeur de dessin d'art, un professeur de mécanique, un chef de cuisine et plusieurs auxiliaires. Il demande à M. le ministre quelles mesures urgentes il compte prendre pour assurer une scolarité normale dans ce collège et donc décider des nominations nécessaires.

Réponse. — En ce qui concerne le personnel administratif et de service, l'administration centrale notifie aux recteurs un contingent global qui est calculé en fonction des moyens autorisés par la loi de finances et du nombre de collèges ou lycées nationalisés dans chaque académie. Ainsi, dès la rentrée 1975, le recteur de l'académie

de Versailles a-t-il implanté au C. E. T. Eugène-Roncuyer à Bezons (Val-d'Oise), les emplois qu'il a estimé nécessaires au bon fonctionnement de cet établissement dans le cadre des moyens dont il disposait. Tous les postes de personnel de l'administration, de l'intendance et de service sont actuellement pourvus, le chef cuisinier ayant pris ses fonctions le 10 décembre 1975. Par ailleurs, bien que les heures d'enseignement correspondant à deux postes de professeur technique d'enseignement professionnel (un poste de modelage et un de fonderie), non pourvus par des titulaires, aient dû être réparties en heures supplémentaires entre les professeurs en fonctions en raison du manque de candidatures valables dans ces deux spécialités, le C. E. T. de Bezons fonctionne dans des conditions satisfaisantes depuis le 1^{er} octobre 1975.

Ministère de l'éducation (titularisation des auxiliaires du corps des agents techniques de bureau).

23285. — 16 octobre 1975. — **M. Dupuy** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que lors des élections pour les commissions administratives paritaires du corps des agents techniques de bureau du ministère de l'éducation, qui ont eu lieu le 6 mai 1975, 2 910 personnes ont été inscrites sur la liste des électeurs, ce qui, en application du code électoral de la fonction publique, représente la totalité des agents de ce corps titulaires ou stagiaires, en activité, en disponibilité ou en position de détachement. Or, à la date du 15 septembre 1974, ce corps comprenait pour ce département ministériel 4 633 postes budgétaires régulièrement ouverts. On peut déduire de la comparaison de ces deux chiffres qu'en mai 1975, 1 743 emplois de ce grade étaient occupés par des employés auxiliaires (37,5 p. 100 de son effectif), tous pourvus de la qualification nécessaire, car il est impossible d'exercer des fonctions de dactylographe ou d'enregistreur de données en informatique sans en posséder la qualification de base. Il semble cependant que les textes statutaires permettant soit la promotion d'agents de bureau titulaires dans le grade d'agent technique de bureau, soit à défaut la titularisation par examen dans ces emplois d'auxiliaires en remplissant les fonctions aient été conçus, sous la pression syndicale, afin de rendre ces promotions et ces titularisations systématiques, régulières et rapides. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1^o comment il explique l'existence d'un « volant » de 37,5 p. 100 d'auxiliaires dans un corps où les avancements et titularisations au choix, par examen et certificat d'aptitude sont systématiquement possibles et où les auxiliaires en cause remplissent effectivement les fonctions exigées par les statuts ; 2^o quelles dispositions il compte prendre, en particulier quelles instructions fermes il compte donner à MM. les recteurs d'académie, responsables de la gestion de cette catégorie, afin qu'il soit rapidement mis fin à cette situation et pour que soient titularisés les auxiliaires recrutés sur les postes créés au 15 septembre 1975 (353) et ceux qui le seront sur les postes créés en 1976 (1 012).

Réponse. — Il est signalé que le décret n° 71-341 du 29 avril 1971 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents techniques de bureau a prévu, en son article 4, que les agents techniques de bureau sont recrutés dans l'ordre suivant : 1^o le choix parmi les fonctionnaires de l'Etat titulaires de l'un des certificats de capacité dont la liste est établie par arrêté du ministre chargé de la fonction publique ; 2^o parmi les agents de l'Etat âgés de moins de cinquante ans ayant satisfait à un examen d'aptitude ; 3^o parmi les candidats, âgés de dix-sept ans au moins et de quarante ans au plus, qui ont satisfait aux épreuves du même examen d'aptitude. Les épreuves du certificat de capacité ont été organisées en 1972 en vue de procéder à la nomination au choix des fonctionnaires de l'Etat dans le corps des agents techniques de bureau. Ces premières nominations au titre de l'article 4-1^{er} alinéa se sont donc déroulées au cours de cette même année. L'examen d'aptitude a été ensuite organisé en vue de nommer, au titre de l'article 4 — 2^o et 3^o alinéa, les agents non titulaires établis au titre de ces deuxième et troisième alinéas de l'article 4 ont une validité de trois ans. Le décalage qui est apparu cette année entre les effectifs budgétaires et les agents titulaires en fonctions, est la conséquence de ce processus de nomination. De récents sondages font apparaître qu'à la suite de la nomination d'agents figurant sur la liste d'aptitude, au grade d'agent technique de bureau, 15 p. 100 des emplois sont encore pourvus par des auxiliaires. Il est précisé en outre que la plupart des auxiliaires occupant ces emplois n'ont pas encore acquis la qualification leur permettant de postuler pour une inscription sur la liste d'aptitude. Des instructions complémentaires vont être communiquées à messieurs les recteurs dans le but d'accélérer le processus de nomination des auxiliaires sur les listes d'aptitude au corps des agents techniques de bureau.

Ecoles maternelles et primaires (postes budgétaires pour la Seine-et-Marne).

23603. — 29 octobre 1975. — **M. Bordo** informe **M. le ministre de l'éducation** que des instituteurs et institutrices du département remplissant les conditions pour être délégués stagiaires ne peuvent

l'être en raison de l'insuffisance du nombre de postes budgétaires mis à la disposition de l'inspecteur d'académie de Seine-et-Marne. Or les besoins en postes sont loin d'être satisfaits. Ainsi, à Varennes-sur-Seine, où une classe maternelle serait nécessaire — et ceci pour ne citer qu'un exemple. Il lui demande de lui faire connaître les raisons pour lesquelles : 1^o il n'attribue pas au département les postes permettant de répondre aux besoins chiffrés par les organismes paritaires et qui ont été satisfaits dans des proportions inférieures à 50 p. 100 ; 2^o il n'a pas transformé en poste budgétaire un seul des quelque 200 postes supplémentaires qui fonctionnent dans le département. Ces mesures seraient de nature à permettre de prononcer les délégués de stagiaires.

Réponse. — Les attributions d'emplois consenties au département de Seine-et-Marne ont été calculées en fonction de l'augmentation prévue des effectifs scolaires et ce dans la limite des moyens ouverts au budget. Ainsi 145 postes budgétaires ont été créés en Seine-et-Marne pour l'enseignement primaire (55 pour l'enseignement élémentaire et 90 pour l'enseignement préélémentaire). Les besoins chiffrés par les organismes paritaires représentent des besoins maxima dont les critères d'évaluation ne sont pas pris en compte par le budget. En matière de préscolarisation, l'action du ministère s'exerce dans deux directions : d'une part, l'allègement des effectifs dans les classes surchargées, d'autre part, l'amélioration des taux de scolarisation. L'effort nécessaire à la poursuite de ces actions est d'un coût important. Il devra être échelonné dans le temps. La situation des instituteurs en regard aux problèmes de stagiarisation a fait l'objet d'un examen attentif. Le département de Seine-et-Marne n'a pas échappé à l'étude menée par les services ministériels. Compte tenu du nombre de transformations ouvertes au budget, l'objectif était de stagiariser en priorité les normaliens sortants et les remplaçants les plus anciens. Or, la majorité des normaliens de Seine-et-Marne ont reçu une affectation lors du mouvement sur un poste budgétaire (sauf quelques maîtres, pour lesquels une solution favorable devrait intervenir prochainement). Pour ces raisons, il n'a pas été procédé dans ce département à des transformations de traitements de remplaçants en postes budgétaires.

Ecoles maternelles et primaires (normes d'attribution des décharges de services des directeurs et directrices).

23604. — 29 octobre 1975. — **M. Bordo** informe **M. le ministre de l'éducation** que les directeurs et directrices d'écoles élémentaires et maternelles travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles compte tenu qu'ils sont nombreux à ne bénéficier d'aucune décharge de service. Il lui demande quelles mesures il compte mettre en place pour que, dès la rentrée 1976, des décharges soient attribuées à partir de normes différentes de celles actuellement en vigueur.

Réponse. — Le problème du service des directeurs et directrices d'écoles maternelles et primaires et l'une des constantes préoccupations du ministre de l'éducation. Une étude approfondie de cette question a été entreprise en consultation avec les représentants des personnes intéressées.

Ecoles maternelles (construction de locaux et création de postes pour l'enseignement préscolaire dans le Rhône).

23704. — 30 octobre 1975. — **M. Houel** fait part à **M. le ministre de l'éducation** de la situation des classes maternelles dans le département du Rhône. Selon une étude sérieuse faite par les représentants du personnel du comité technique paritaire, ceux-ci n'ayant pu obtenir les documents officiels de l'administration départementale fondée sur les effectifs réels (et non sur les « élèves présents », critère sur lequel s'appuie l'étude de l'inspection académique du Rhône, alors que les mauvaises conditions de fonctionnement des écoles maternelles font que nombreux sont les parents qui hésitent à envoyer leurs enfants toute la journée à l'école), qui ajoutent aux élèves présents ceux inscrits mais qui, pour quelque raison que ce soit n'ont pu encore fréquenter l'école, 238 ouvertures de postes sont nécessaires en classes maternelles si l'on s'en tient uniquement au chiffre de 15 élèves par classe, officiellement reconnu comme étant le maximum tolérable. Or, l'administration ne propose que 19 ouvertures, alors qu'elle a au préalable « économisé » 14 postes par la compression du nombre de classes élémentaires malgré la stabilité des effectifs. D'autre part, l'enquête ci-dessus mentionnée fait apparaître la possibilité de création immédiate d'au moins 97 postes, puisque des locaux ou des aménagements provisoires de locaux existent. Il lui demande si le Gouvernement entend débloquer les crédits nécessaires pour la construction des écoles maternelles indispensables dans le Rhône ou l'aménagement de locaux de manière à les rendre aptes à l'accueil pour donner à l'enseignement préscolaire toute la place qui lui revient.

Réponse. — La situation de l'enseignement préélémentaire dans le département du Rhône retient l'attention des services du ministère de l'éducation. Compte tenu de l'évolution des effectifs déterminée par le service des statistiques du rectorat de Lyon et du recensement de classe surchargées, 20 postes d'instituteurs ont

été mis à ce titre à la disposition des autorités académiques lors de la préparation de la rentrée scolaire 1975. Par la suite, 10 nouveaux postes ont été accordés au Rhône dans le cadre du collectif budgétaire voté pour l'enseignement prélémentaire. Par ailleurs, à la suite de l'accord conclu le 12 septembre 1975 avec le syndicat national des instituteurs, la répartition des disponibilités budgétaires a permis d'attribuer à ce département 13 postes supplémentaires. Mais l'abaissement à 35 du nombre de présents par classe maternelle ne pourra être réalisé que progressivement, les efforts déjà consentis en vue de l'allègement des effectifs dans les classes encore surchargées devant être poursuivis en priorité. C'est ainsi que dans le département du Rhône le nombre moyen d'élèves par classe maternelle a pu être ramené de 40,8 pour l'année scolaire 1972-1973 à 39,7 en 1973-1974 et à 38,5 en 1974-1975. Les dotations nouvelles doivent permettre d'accroître l'amélioration ainsi constatée. En ce qui concerne l'aménagement et la construction de locaux, la volonté du Gouvernement d'accroître l'effort déjà entrepris pour la scolarisation des enfants d'âge préscolaire s'est encore manifestée à l'occasion du plan de soutien à l'économie, puisque la totalité des crédits alloués à ce titre pour le premier degré dans la région Rhône-Alpes a été affectée à la construction de classes maternelles. Cependant dans le cadre des mesures de déconcentration, il revient aux préfets de région de répartir la dotation financière mise à leur disposition, entre les différents départements de leur région, puis aux préfets de département d'arrêter chaque année la liste des opérations du premier degré pouvant être subventionnées. Il appartient donc à l'honorable parlementaire de saisir le préfet du Rhône de l'intérêt qu'il porte à la réalisation d'équipements pour le préscolaire dans le département du Rhône.

Etablissements scolaires (insuffisance des salles de travaux pratiques au lycée Maurice-Ravel, Paris (20^e)).

23710. — 30 octobre 1975. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'état déplorable des salles de travaux pratiques au lycée Maurice-Ravel, Paris (20^e). Ceux-ci ont un équipement déficient (fuites de gaz et d'eau, mauvaise installation électrique qui concerne d'ailleurs tout le lycée). D'autre part, leur nombre est insuffisant. Il manque une salle de travaux pratiques en sciences physiques, absolument nécessaire, compte tenu du nombre des classes dures de l'établissement. Il est par ailleurs impossible d'enseigner la chimie en salle de technologie, l'équipement nécessaire n'existant pas. Enfin, il manque toujours un poste d'aide de laboratoire pour la technologie. La section syndicale du syndicat national des enseignants du 2^e degré qui signale cette situation désastreuse insiste sur le fait que des projets de réalisation de ces salles ont été élaborés, mais que les difficultés proviennent de l'administration. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures indispensables au bon fonctionnement du lycée en demandant à l'administration de prendre en considération les projets proposés et en attribuant les crédits pour les mettre en œuvre.

Réponse. — Dans le domaine des emplois, en application des mesures générales de déconcentration administrative, les recteurs ont la charge de l'organisation du service dans les établissements de leur académie. Ils reçoivent à cet effet un contingent global d'emplois et procèdent eux-mêmes à leur implantation après avoir défini les priorités entre les divers établissements. Ainsi, le recteur de l'académie de Paris a implanté au lycée Maurice-Ravel les emplois permettant le bon fonctionnement de cet établissement dans le cadre de ses disponibilités; il ne pourra aller au-delà de cet effort au cours de l'exercice budgétaire 1975. D'autre part, en application des mesures de déconcentration, c'est aux recteurs d'académie qu'il appartient d'examiner, et éventuellement de satisfaire, les demandes de complément d'équipement en matériel des établissements de second degré de leur ressort, dans la limite des moyens budgétaires dont ils sont dotés annuellement à cet effet. Selon les informations recueillies auprès du recteur de Paris, le lycée Maurice-Ravel a bénéficié, ces derniers temps, d'attributions de matériel scientifique pour une valeur de l'ordre de 6 900 francs; ce qui correspond aux conclusions d'une étude sur les besoins essentiels de cet établissement. Enfin, en ce qui concerne les problèmes d'équipement, le lycée Maurice-Ravel est un établissement ancien dont la rénovation est en cours et fait l'objet de travaux importants mais nécessairement échelonnés dans le temps. De plus, dans le cadre du plan de développement de l'économie, une somme de 500 000 francs a été affectée au ravalement des façades et à la réfection des corniches de cet établissement.

Enseignement technique (suppression de la fonction de professeur correspondant auprès des lycées et des C. E. S.).

23802. — 4 novembre 1975. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la suppression de la fonction de professeur correspondant auprès des lycées et des C. E. S. qui, jusqu'à présent, permettait d'informer les parents et les élèves des possibilités offertes pour leur formation par les établissements

publics d'enseignement technique. Une telle décision va à l'encontre des sollicitations du Gouvernement de favoriser le travail manuel. A un moment où le nombre des jeunes gens sans emploi ne cesse d'augmenter, d'une part, et où le choix des élèves devient de plus en plus complexe et difficile, ne pense-t-il pas que cette mesure est contraire aux exigences de la politique de l'emploi et au réel besoin d'information des parents et des élèves

Réponse. — Au cours des deux premières années de la mise en œuvre des nouvelles procédures d'orientation, des observations faites dans les départements où elles étaient appliquées ont montré les difficultés que présentait l'exercice de la fonction de professeur correspondant. L'accent a été mis notamment sur les difficultés que rencontraient ces professeurs pour être informés, en dehors de leur propre domaine de compétence, sur les caractéristiques des différentes sections ou spécialités professionnelles existant notamment dans les C. E. T., et sur leurs exigences pédagogiques. Si pour ces raisons les professeurs correspondants n'ont pas été reconduits dans leur fonction, il faut cependant noter que ceux-ci ne constituaient qu'un élément du dispositif d'information. Actuellement, ce dispositif se développe pour répondre aux besoins croissants d'information scolaire et professionnelle exprimés par les familles. Il permet en effet de maintenir et d'augmenter le nombre et la qualité des informations données aux jeunes, notamment en ce qui concerne leur formation dans les établissements publics d'enseignement technique. Les mesures prises à cette fin viennent renforcer celles qui étaient préconisées par les dispositions de la circulaire du 8 juin 1971 : ce texte recommandait en effet l'établissement d'un programme et d'un calendrier annuels des actions d'information par une équipe d'animation faisant appel à tous les concours possibles, notamment à des personnalités extérieures à l'établissement scolaire, aux chefs des établissements d'accueil (en particulier des établissements d'enseignement technique) ou leurs représentants. Par ailleurs, l'O. N. I. S. E. P. assure l'élaboration et la diffusion gratuite de documents nationaux qui constituent le support individuel d'une première information scolaire et professionnelle. Des brochures ont ainsi été réalisées pour les niveaux du cours moyen deuxième année, de la cinquième, de la troisième, de la seconde, de la classe terminale. Pour compléter leur information, les familles peuvent faire appel aux centres d'information et d'orientation qui sont ouverts à tout public et ont notamment pour mission de donner à leurs visiteurs l'information qu'ils recherchent pour résoudre leurs problèmes d'orientation.

Etablissements universitaires (convention type du centre expérimental de formation des maîtres de Grenoble).

23894. — 6 novembre 1975. — **M. Maisonnat** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'après une longue réflexion approfondie sur la formation des maîtres et plusieurs réunions de concertation avec le ministre de l'éducation et le secrétariat d'Etat aux universités un accord semblait s'être dégagé entre les différentes parties intéressées sur un projet de création de centre expérimental de formation des maîtres dans le cadre de l'U. E. R. formation des enseignants du second degré de l'université scientifique et médicale de Grenoble. Ce projet, particulièrement intéressant, était axé sur deux idées maîtresses suivantes : 1^o la vocation d'un tel centre est la formation de tous les maîtres de l'enseignement du deuxième degré en cinq années après le baccalauréat (c'est le cas actuellement pour les professeurs certifiés). Cette vocation s'inscrit dans la perspective de l'unification progressive du niveau de la formation de tous les maîtres de l'éducation, c'est-à-dire y compris ceux de l'enseignement primaire, en tenant compte, bien sûr, des diversifications nécessaires ; 2^o la nécessité d'améliorer la formation scientifique et pédagogique en prévoyant une corrélation de ces deux aspects complémentaires de la formation initiale et une ouverture sur le monde extérieur par l'organisation de stages dans l'industrie ou l'agriculture ou le socio-éducatif ou l'administration. Or le projet de convention type proposé à l'université après ces discussions par le ministre dénature totalement les propositions examinées en commun et a été jugé dans ces conditions, par le conseil d'université, comme inacceptable et inamendable. On n'y retrouve aucune des idées directrices ni sur la vocation du centre ni sur les aspects techniques du projet proposé par l'U. E. R. de formation des enseignants du second degré. Compte tenu de la compétence que reconnaît la loi d'orientation universitaire à l'enseignement supérieur en matière de formation des maîtres et de l'intérêt du projet présenté par l'U. E. R. de formation des maîtres du second degré de l'université scientifique et médicale de Grenoble, il lui demande de proposer à cette université un autre projet de convention type respectant les conclusions issues des différentes réunions.

Réponse. — L'étude du dispositif de formation des maîtres appelés à enseigner dans les établissements scolaires qui relèvent du ministère de l'éducation appelle de toute nécessité une réflexion approfondie. S'agissant d'un problème de cette importance, elle ne saurait conduire à des solutions hâtives ni être infléchie dans ses objectifs et ses modalités par des initiatives particulières qui engageraient l'avenir. A cet égard, le fait, pour certains projets,

d'avoir recueilli un accord local ne saurait entraîner une adhésion automatique de la part du ministre de l'éducation. Agissant en cette matière en total accord avec le secrétariat d'Etat aux universités, le ministre de l'éducation est soucieux de tirer les enseignements d'actions expérimentales limitées, menées en collaboration avec des universités dans des conditions parfaitement déterminées afin d'en suivre attentivement la conduite. Le ministre de l'éducation et le secrétaire d'Etat aux universités ont donc signé une convention avec chacune des trois universités qui en ont accepté les termes, pour une formation préprofessionnelle des étudiants candidats à la fonction enseignante. Il n'entre pas dans leurs intentions d'élargir cette expérience à d'autres universités en dehors du cadre ainsi mis au point, la diversité des universités déjà engagées dans l'expérience offrant d'ailleurs un champ suffisamment représentatif.

Education (agents techniques de bureau : titularisation des auxiliaires).

23876. — 6 novembre 1975. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la titularisation des agents techniques de bureau (ex-dactylographes) du ministère de l'éducation et des services attachés. Lors des élections pour les commissions administratives paritaires du corps des agents techniques de bureau du ministère de l'éducation, qui ont eu lieu le 6 mai 1975, 2910 personnes ont été inscrites sur la liste des électeurs ce qui, en application du code électoral de la fonction publique, représente la totalité des agents de ce corps, titulaires ou stagiaires en activité, en disponibilité ou en position de détachement. Or, à la date du 15 septembre 1974, ce corps comprenait, pour ce département ministériel, 4653 postes budgétaires régulièrement ouverts. On peut déduire de la comparaison de ces deux chiffres qu'en mai 1975, 1743 emplois de ce grade étaient occupés par des employés auxiliaires (37,5 p. 100 de son effectif), tous pourvus de la qualification nécessaire, car il est impossible d'exercer les fonctions de dactylographe ou d'enregistreur de données en informatique sans en posséder la qualification de base. Il semble cependant que les textes statutaires permettant, soit la promotion d'agents de bureau titulaires dans le grade d'agent technique de bureau, soit, à défaut, la titularisation par examen dans ces emplois d'auxiliaires en remplissant les fonctions aient été conçus — sous la pression syndicale — afin de rendre ces promotions et ces titularisations systématiques, régulières et rapides. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° comment il explique l'existence d'un « volant » de 37,5 p. 100 d'auxiliaires dans un corps où les avancements et titularisations au choix, par examen et certificat d'aptitude, sont systématiquement possibles et où les auxiliaires en cause remplissent effectivement les fonctions exigées par les statuts ; 2° quelles dispositions il compte prendre, en particulier quelles instructions fermes il compte donner à MM. les recteurs d'académie responsables de la gestion de cette catégorie, afin qu'il soit rapidement mis fin à cette situation et pour que soient titularisés les auxiliaires recrutés sur les postes créés au 15 septembre 1975 (353) et ceux qui le seront sur les postes créés en 1976 (1 012).

Réponse. — Il est signalé que le décret n° 71-341 du 29 avril 1971 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents techniques de bureau a prévu, en son article 4, que les agents techniques de bureau sont recrutés dans l'ordre suivant : 1° au choix parmi les fonctionnaires de l'Etat titulaires de l'un des certificats de capacité dont la liste est établie par arrêté du ministre chargé de la fonction publique ; 2° parmi les agents de l'Etat âgés de moins de cinquante ans ayant satisfait à un examen d'aptitude ; 3° parmi les candidats, âgés de dix-sept ans au moins et de quarante ans au plus, qui ont satisfait aux épreuves du même examen d'aptitude. Les épreuves du certificat de capacité ont été organisées en 1972 en vue de procéder à la nomination au choix des fonctionnaires de l'Etat dans le corps des agents techniques de bureau. Ces premières nominations au titre de l'article 4 (1^{er} alinéa) se sont donc déroulées au cours de cette même année. L'examen d'aptitude a été ensuite organisé en vue de nommer, au titre de l'article 4 (2^e et 3^e alinéa), les agents non titulaires de l'Etat figurant sur une liste d'aptitude. Les listes d'aptitude établies au titre de ces 2^e et 3^e alinéas de l'article 4 ont une validité de trois ans. Le décalage qui est apparu cette année entre les effectifs budgétaires et les agents titulaires en fonctions est la conséquence de ce processus de nomination. Des récents sondages font apparaître qu'à la suite de la nomination d'agents figurant sur la liste d'aptitude, au grade d'agent technique de bureau, 15 p. 100 des emplois sont encore pourvus par des auxiliaires. Il est précisé en outre que la plupart des auxiliaires occupant ces emplois n'ont pas encore acquis la qualification leur permettant de postuler pour une inscription sur la liste d'aptitude. Des instructions complémentaires vont être communiquées à MM. les recteurs dans le but d'accélérer le processus de nomination des auxiliaires sur les listes d'aptitude au corps des agents techniques de bureau.

Handicapés (bénéfice d'une prime pour les employeurs qui les accueillent dans le cadre de stages d'entreprises).

23996. — 13 novembre 1975. — **M. Laurissergues** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des élèves des sections de l'éducation spécialisée des C.E.S. La loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 stipule que le stage en entreprise des élèves des classes préparatoires à l'apprentissage permet aux employeurs qui accueillent ces enfants l'obtention d'une prime. Les modalités d'application sont précisées par la circulaire n° 75-291 parue au B.O.E.N. du 11 septembre 1975 et il apparaît que les élèves des sections de l'éducation spécialisée en stage n'ouvrent droit à aucune subvention de l'entreprise d'accueil. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de craindre un refus généralisé de la part des employeurs de prendre dans leurs ateliers les élèves des C.E.S. qui, compte tenu de leur handicap intellectuel, ont encore plus besoin que leurs camarades de la formation dans l'entreprise et s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour éviter que les déficients intellectuels légers ne soient victimes de discrimination.

Réponse. — La loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat ne prévoit pas l'attribution d'une prime aux chefs d'entreprise recevant en stage des élèves des sections d'éducation spécialisée. Ceux-ci effectuent ce stage en entreprise à la fin de leur formation professionnelle lorsqu'ils sont aptes à exercer le métier enseigné. Il s'agit, en revanche, pour les élèves de C.P.P.N. et de C.P.A. de stages de sensibilisation au monde du travail, effectués en cours de scolarité pendant lesquels ils représentent une charge pour l'entreprise d'accueil. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu, dans le cas considéré, à octroi de la prime prévue par la loi du 27 décembre 1973 précitée.

Ecoles maternelles (effectifs excessifs des classes maternelles de l'école de Saint-Christol-lès-Alès (Gard)).

24050. — 14 novembre 1975. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'éducation** les problèmes rencontrés pour le bon fonctionnement des maternelles par l'existence de classes à effectifs surchargés. C'est ainsi qu'à Saint-Christol-lès-Alès (Gard), alors qu'une classe neuve reste inoccupée, 161 élèves sont répartis sur trois classes, soit une moyenne de 54 élèves par classe. Même en tenant compte de l'assiduité moins grande dans ces petites classes, il y a là des conditions qui rendent impossible l'exercice de toute pédagogie sérieuse. Cette situation est très dommageable eu égard à l'importance de la maternelle dans le développement ultérieur de l'enfance. Parents d'élèves, enseignants, autorités municipales réclament, à juste titre, un quatrième poste pour occuper les locaux que la municipalité a fait construire malgré l'absence de crédits du ministère de l'éducation en raison des besoins grandissants en matière scolaire de cette commune. Il lui demande de prendre les mesures pour faire suite à ces légitimes revendications.

Réponse. — L'école maternelle de Saint-Christol-lès-Alès comportait à la rentrée de septembre 1975 trois classes pour un effectif global de 161 élèves inscrits. Aussi figurait-elle alors sur la liste des écoles maternelles du département du Gard où l'ouverture d'une nouvelle classe apparaissait souhaitable, en fonction des moyens mis à la disposition des autorités académiques dans le cadre du budget de l'éducation. Par suite du démenagement d'un certain nombre de familles, l'effectif de cette école se trouve ramené à 148 élèves inscrits. Par ailleurs, les moyennes des présents pendant les mois d'octobre et de novembre s'établissent respectivement à 30,5 et 31,5 pour la classe dite « des grands », à 33,5 et 34 pour celle « des moyens » et à 32 et 30 pour celle « des petits », les moyennes pour le mois de décembre devant être du même ordre. Dans ces conditions, l'ouverture d'une quatrième classe ne s'impose pas pour le moment.

Enseignants (traitement des professeurs de l'académie de Versailles nommés avec retard).

24096. — 15 novembre 1975. — **M. Claude Weber** expose à **M. le ministre de l'éducation** que de nombreux professeurs, dépendant du rectorat de Versailles, ont été nommés, cette année, lors de la dernière rentrée scolaire, avec des retards allant d'une à quatre semaines. La responsabilité en incombe, paraît-il, à une machine électronique et à ses défaillances. Mais certains professeurs, qui ne sont nullement responsables du retard et qui ont gagné leur poste au reçu de la nomination, ne sont payés que depuis ce jour de prise de poste. Il y a là une injustice certaine. En conséquence, il lui demande quelles mesures seront prises afin que les personnels concernés touchent un traitement calculé à partir de la rentrée scolaire officielle.

Réponse. — Il est exact que des difficultés techniques ont entraîné quelques retards dans la nomination de certains maîtres auxiliaires de l'académie de Versailles lors de la dernière rentrée scolaire. Les questions relatives au paiement des traitements de ces personnels ont été résolues de la façon la plus équitable possible en tenant

compte des règles de la comptabilité publique mais également du problème qu'a posé la prise de service différée de certains des intéressés.

S. N. C. F. (délivrance de plein droit des cartes d'abonnement aux élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

24173. — 20 novembre 1975. — *Mme Constans* attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation* sur les conditions de la délivrance de l'abonnement scolaire sur les lignes de la S. N. C. F. aux élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans le département de la Haute-Vienne, plusieurs élèves ont eu du mal à se faire délivrer une carte S. N. C. F. d'abonnement scolaire à la rentrée 1975; l'argument qui leur a été donné étant qu'il existait des classes de première dans le lycée dont ils fréquentaient une classe de seconde l'année précédente. Or, si cela est exact, en revanche toutes les sections n'existent pas dans ce lycée et les élèves ayant opté (après autorisation du conseil de classe de seconde) pour une section qui ne fonctionne pas dans leur lycée d'origine, se voyaient donc obligés de changer d'établissement et de se rendre dans un lycée de Limoges. Il a fallu plusieurs semaines de démarches pour obtenir la délivrance de la carte d'abonnement. Elle lui demande donc s'il n'envisage pas de donner à son administration des instructions pour que dans de tels cas cette délivrance soit de plein droit.

Réponse. — Un élève du second cycle a effectivement droit à la carte d'abonnement S. N. C. F. à tarif réduit aux conditions suivantes: satisfaire aux exigences de distance minimale fixée par le décret n° 69-520 du 31 mai 1969; avoir été autorisé par le conseil de classe à choisir une section et des options n'existant dans aucun lycée ou collège plus proche que celui pour lequel il demande une carte S. N. C. F. Le ministre de l'éducation renouvellera ses recommandations aux inspecteurs d'académie afin qu'il soit fait une stricte application du principe précité et que ne se reproduisent pas des retards analogues à celui que cite l'honorable parlementaire.

Transports scolaires (aide de l'Etat pour les transports dans les régions de montagne).

24180. — 20 novembre 1975. — *M. Maisonnat* expose à *M. le ministre de l'éducation* les difficultés rencontrées par les familles des régions de montagne dont les enfants sont internes dans des établissements scolaires parfois fort éloignés. Chaque fin de semaine, ces élèves doivent rejoindre leur domicile, ce qui est par ailleurs très souhaitable pour retrouver pendant quelques heures le climat familial. Mais ces déplacements sont fort onéreux et sont à la charge totale des intéressés. Il peut ainsi citer le cas d'une famille résidant dans une petite commune de l'Oisans et dont deux enfants sont internes à Grenoble. Chaque semaine, le coût du transport s'élève à 61,60 francs, soit pour un mois environ 250 francs qui s'ajoutent ainsi aux autres frais de scolarité. L'année prochaine, ce ne sont plus deux mais cinq enfants qui seront dans cette situation et le débours mensuel, dans les conditions actuelles, sera de 375 francs. Les familles résidant en localité de montagne se trouvent ainsi pénalisées. Il lui demande, en conséquence, si au moins, pendant la période de scolarité obligatoire, ces transports ne peuvent pas bénéficier de l'aide de l'Etat dans les mêmes conditions que les transports de ramassages scolaires quotidiens.

Réponse. — Il n'est pas envisagé actuellement de modifier la réglementation en vigueur qui limite l'attribution des subventions de transport servies par l'Etat aux élèves externes et demi-pensionnaires effectuant quotidiennement des trajets de plus de 3 km en zone rurale ou de 5 km en agglomération urbaine, pour se rendre de leur domicile à l'établissement scolaire d'accueil. En effet, l'extension de ces aides au transport des élèves internes qui ne pourrait être qu'une mesure de portée générale entraînerait pour l'Etat des charges considérables qui risqueraient de compromettre la réalisation de la gratuité du transport poursuivie au profit des enfants remplissant les conditions réglementaires existantes d'ouverture du droit à subvention.

Elèves (application des dispositions législatives en matière d'assurance scolaire obligatoire).

24352. — 26 novembre 1975. — *M. Palewski* rappelle à *M. le ministre de l'éducation* que la loi du 10 août 1943 et le décret du 10 juin 1944 ont posé le principe de l'assurance scolaire obligatoire. Cependant faute des règlements nécessaires à son application la loi n'est pas encore entrée en vigueur. Il lui demande la raison de cette situation anormale. Compte-t-il faire le nécessaire pour rendre enfin applicables des dispositions votées depuis plus de trente-deux ans et qui prennent toute leur dimension avec l'évolution actuelle du système éducatif.

Réponse. — Si, actuellement, aucune obligation ne s'impose en matière d'assurance scolaire en l'absence des règlements nécessaires à l'application de la loi du 10 août 1943, la plupart des

élèves sont cependant assurés. Les instructions données à plusieurs reprises aux chefs d'établissements scolaires les invitent en effet à appeler l'attention des familles sur les risques auxquels sont exposés les élèves et à leur conseiller vivement de souscrire une police d'assurance. Par ailleurs, des études ont été entreprises en vue d'une modification de la législation des accidents scolaires de nature à améliorer la situation des élèves. A cette occasion, le problème de l'assurance scolaire obligatoire sera réexaminé compte tenu du régime retenu en ce qui concerne l'obligation de réparer mise à la charge de l'Etat.

Instituteurs (cumul de l'indemnité de logement et de l'allocation de logement).

24369. — 26 novembre 1975. — *M. Besson* attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation* sur le problème des indemnités de logement dues par les collectivités locales au personnel enseignant du premier degré. Compte tenu des dispositions applicables en matière d'allocation logement, il lui demande de bien vouloir lui préciser si les droits ouverts en matière d'indemnités de logement et d'allocation de logement sont bien effectivement cumulables.

Réponse. — Aux termes de la circulaire 110 SS du 10 septembre 1962 (titre I^{er}, chap. II, section 1, § 5 E) l'allocation logement peut effectivement être cumulée avec l'indemnité de logement due, par les collectivités locales, aux instituteurs et ce dans la limite du « loyer plafond ». Cette réglementation est toujours en vigueur (circulaire n° S. 451 du 21 décembre 1972). Toutefois, il faut observer que si certains textes font état, comme limite, du loyer réel, il faut entendre par cette expression le loyer principal, effectivement payé, celui-ci ne pouvant être supérieur au loyer plafond tel qu'il est fixé par l'arrêté interministériel du 29 juin 1972.

Transports scolaires (extension de l'aide de l'Etat).

24376. — 26 novembre 1975. — *M. Lebon* expose à *M. le ministre de l'éducation* que le décret n° 69-520 du 31 mai 1969 exclut du bénéfice des subventions de l'Etat pour les transports scolaires, les enfants qui suivent un enseignement pré-scolaire; il impose une franchise de trois kilomètres en zone rurale et de cinq kilomètres en agglomération urbaine du domicile de l'enfant à l'établissement fréquenté. Les frais de transports scolaires pèsent lourdement sur le budget des familles ou sur celui des collectivités locales. Il lui demande s'il envisage une prochaine modification du décret du 31 mai 1969 en abolissant les restrictions précitées.

Réponse. — Il est exact que le décret n° 69-520 du 31 mai 1969, qui fixe le régime de financement des transports scolaires, écarte, en principe, les élèves de l'enseignement pré-élémentaire du droit aux subventions servies par le ministère de l'éducation. L'extension pure et simple à ces élèves du bénéfice de l'aide de l'Etat ne peut être actuellement envisagée car une telle mesure remettrait en cause, par ses incidences financières, l'objectif prioritaire que le Gouvernement s'est fixé en matière de transport scolaire. Cet objectif est d'alléger progressivement les charges des familles — jusqu'à la gratuité — pour le transport des élèves ouvrant droit à subvention dans les conditions réglementaires actuelles. Toutefois, un effort très important a déjà été accompli en ouvrant une aide exceptionnelle à des transports d'élèves effectués dans le cadre d'expériences de préscolarisation en milieu rural: un total d'un million et demi de francs de subventions a été attribué à ce titre au cours de l'année scolaire 1974-1975; il est prévu de porter en 1976 ces aides exceptionnelles à 6 millions de francs environ. En ce qui concerne la définition des distances minimales ouvrant droit à l'attribution de subventions au titre des transports scolaires, il ne peut être envisagé, pour l'instant, de modifier les dispositions en vigueur compte tenu de l'action prioritaire que l'on vient d'évoquer et de l'effort budgétaire qu'elle implique.

Education spécialisée (insuffisance en personnel des instituts médico-éducatifs).

24483. — 29 novembre 1975. — *M. Canacos* attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation* sur l'insuffisance en personnel spécialisé des instituts médico-éducatifs et sur les conséquences graves que cela entraîne pour les enfants. C'est ainsi qu'au centre éducatif Henri-Wallon de Sarcelles pour 120 enfants admis à ce centre, on ne compte que quatre postes pourvus dont un seul enseignant spécialisé. Une telle insuffisance en personnel constitue un véritable préjudice pour les enfants qui sont privés des moyens effectifs qui permettraient une réadaptation rapide, un développement de leurs facultés physiques et intellectuelles. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette carence manifeste du système socio-éducatif.

Réponse. — L'association gestionnaire de l'institut médico-éducatif Henri-Wallon n'a pas, jusqu'à ce jour, donné suite aux instructions ministérielles du 30 novembre 1971 lui demandant d'apporter certaines modifications à son projet de protocole d'accord du

24 septembre 1971. Ce n'est qu'après signature du protocole que l'inspecteur d'académie de Pontoise examinera la possibilité, en fonction de la dotation globale qui lui est attribuée pour satisfaire les besoins de l'éducation spécialisée dans son département, d'ouvrir les classes publiques dans l'institut médico-éducatif concerné. Il est fait observer à l'honorable parlementaire que le retard apporté à la signature de cette convention n'est pas imputable à l'administration et que l'existence d'un protocole d'accord entre l'association gestionnaire et le ministère de l'éducation est la condition nécessaire au maintien dans cet établissement des quatre membres de l'enseignement public qui y sont actuellement affectés.

Etablissements scolaires (insuffisance des dotations en postes budgétaires de personnel de secrétariat et d'agents de service dans les C. E. S. nouvellement nationalisés).

24504. — 3 décembre 1975. — M. Naveau expose à M. le ministre de l'éducation que si la nationalisation d'un certain nombre de C. E. S. municipaux a été effective à compter de la rentrée scolaire 1975-1976, les conditions de cette transformation laissent beaucoup à désirer, notamment en ce qui concerne la dotation en postes budgétaires de personnels de secrétariat et d'agents de service. La plupart des établissements nationalisés nouvellement n'ont été dotés qu'à 60 p. 100 de leurs besoins réels, selon les normes définies par les services du ministère de l'éducation. Il en résulte un état des locaux assez défectueux et les intendances et secrétariats ne peuvent assurer convenablement le service qui leur est demandé. Au moment où la crise de l'emploi sévit partout en France, il lui demande s'il ne serait pas plus judicieux de faire un effort d'embauche tout particulier dans le domaine de la fonction publique, et notamment dans celui de son ministère en créant des emplois nécessaires au bon fonctionnement de ces établissements.

Réponse. — Chaque année sont inscrites au budget des mesures permettant de doter en emplois de personnels administratifs et de service d'une part les établissements nationalisés ou étatisés, d'autre part les nouveaux établissements et, enfin, de renforcer la dotation des établissements déjà à la charge de l'Etat. Ainsi, la loi de finances pour 1975 autorisait au chapitre budgétaire 31-07 la création de 4 226 emplois pour les nationalisations ou étatisations et 600 emplois pour les autres actions, auxquels s'ajoutaient 600 emplois au chapitre budgétaire 36-36. Pour 1976, le projet de loi de finances prévoit au chapitre budgétaire 31-07 la création de 9 140 emplois dont 4 980 ouverts au 1^{er} janvier 1976, pour les nationalisations ou étatisations, et 525 emplois pour les autres actions auxquels s'ajoutent 1 700 emplois au chapitre budgétaire 36-36. Ces mesures démontrent l'effort budgétaire réalisé pour les établissements scolaires. De plus, il convient d'observer que pour assurer la bonne marche des établissements, messieurs les recteurs sont invités en permanence, compte tenu de l'évolution

des effectifs scolarisés et des caractéristiques pédagogiques des établissements, à procéder à des transferts d'emplois au profit des établissements qui subissent des difficultés exceptionnelles de personnel.

*Enseignement supérieur
(publication du statut de l'administration universitaire).*

24552. — 3 décembre 1975. — M. Senés demande à M. le ministre de l'éducation de lui indiquer l'état actuel de la procédure de publication du statut de l'administration universitaire, sur lequel le conseil supérieur de la fonction publique a été consulté au cours d'une de ses sessions. Il appelle son attention sur l'inquiétude des intéressés qui s'étonnent à la fois du retard apporté à la publication de ce statut et à la mise en cause éventuelle de certaines dispositions fondamentales concernant les modalités de reclassement des agents de catégorie A.

Réponse. — Le ministre de l'éducation n'est pas en mesure d'apporter, sur ce sujet, à l'honorable parlementaire, de nouveaux éléments d'information. En effet, le projet de statut de l'administration universitaire est toujours en cours d'examen à la fonction publique et au ministère de l'économie et des finances.

*Orientation scolaire
(statistiques concernant l'O. N. I. S. E. P. dans le Haut-Rhin).*

24700. — 10 décembre 1975. — M. Gissinger demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui faire connaître année par année et depuis le début de la création de l'O. N. I. S. E. P. : 1^o le nombre de personnes affecté à ce service sur les plans : national, régional et départemental en ce qui concerne le Haut-Rhin ; 2^o les crédits mis à la disposition de l'O. N. I. S. E. P. également sur le plan national, régional et départemental s'agissant toujours du département du Haut-Rhin.

Réponse. — Le tableau ci-joint récapitule depuis 1970, année de la création de l'O. N. I. S. E. P. : d'une part, les dotations budgétaires (personnel et fonctionnement) mises à la disposition de l'ensemble de l'office par le ministère de l'éducation ainsi que l'effectif du personnel rémunéré sur ces crédits (niveau national) ; d'autre part, les dotations budgétaires (personnel et fonctionnement) attribuées par le ministère de l'éducation à la délégation régionale de l'O. N. I. S. E. P. de Strasbourg ainsi que l'effectif du personnel affecté à cette délégation (niveau régional). Il n'y a pas lieu de fournir ces mêmes indications pour le département du Haut-Rhin car il n'existe pas de décentralisation de l'office sur le plan départemental, le décret n^o 70-239 du 19 mars 1970 relatif à l'organisation administrative et financière de l'O. N. I. S. E. P. prévoyant la création d'une délégation régionale au niveau de l'académie mais aucun relais à l'échelon du département.

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Années 1970 à 1975.

MOYENS MIS A LA DISPOSITION de l'office.	1970		1971		1972	
	Crédits budgétaires.	Effectif personnel.	Crédits budgétaires.	Effectif personnel.	Crédits budgétaires.	Effectif personnel.
Niveau national.....	11 831 010	368	21 379 836	456	24 412 307	475
Niveau régional (délégation O. N. I. S. E. P. Strasbourg)....	264 295	10	335 851	12	344 859	12
MOYENS MIS A LA DISPOSITION de l'office.	1973		1974		1975	
	Crédits budgétaires.	Effectif personnel.	Crédits budgétaires.	Effectif personnel.	Crédits budgétaires.	Effectif personnel.
Niveau national.....	28 651 232	505	32 508 012	536	38 556 612	548
Niveau régional (délégation O. N. I. S. E. P. Strasbourg)....	416 073	12	523 081	12	588 417	12

Transports scolaires (participation financière de l'Etat ou ramassage scolaire en zone de montagne).

24701. — 10 décembre 1975. — M. Fourneyron expose à M. le ministre de l'éducation que dans les zones de montagne de nombreuses familles sont obligées, compte tenu des distances, de placer leurs enfants en internat. Il lui demande si, pour alléger la charge financière souvent importante qui incombe aux parents d'élèves concernés, une participation financière de l'Etat au ramassage scolaire hebdomadaire ne pourrait être envisagée à l'instar de ce qui a été mis en œuvre pour le ramassage scolaire journalier.

Réponse. — Il n'est pas envisagé actuellement de modifier la réglementation en vigueur qui limite l'attribution des subventions de transport scolarisées par l'Etat aux élèves externes et demi-pensionnaires effectuant quotidiennement des trajets de plus de 3 km en zone rurale ou de 5 km en agglomération urbaine, pour se rendre de leur domicile à l'établissement scolaire d'accueil. En effet, l'extension de ces aides au transport des élèves internes, qui ne pourrait être qu'une mesure de portée générale, entraînerait pour l'Etat des charges considérables qui risqueraient de compromettre la réalisation de la gratuité du transport poursuivie au profit des enfants remplissant les conditions réglementaires existantes d'ou-

verture du droit à subvention. Toutefois, une aide importante peut être apportée à ces élèves par l'attribution de parts supplémentaires de bourses; une telle mesure est expressément envisagée au profit des enfants d'agriculteurs issus des zones de rénovation rurale ou des zones de montagne.

*Ministère de l'éducation
(régularité de la mise en place des vigiles).*

24901. — 13 décembre 1975. — **M. Fiszbín**, constatant qu'une circulaire du 14 octobre 1975 de la direction de l'administration générale du ministère de l'éducation instaure un système de contrôle des entrées à l'administration centrale de ce ministère, que cette même circulaire prévoit le contrôle permanent des entrées des agents travaillant dans cette administration centrale, que des vigiles sont en place depuis plusieurs mois aux portes de cette administration, que le comité technique paritaire de ce ministère n'a pas été consulté, malgré la demande de plusieurs de ses membres, sur le contenu de la circulaire du 14 octobre 1975, demande à **M. le ministre de l'éducation**, d'une part, s'il compte recevoir rapidement une délégation des représentants syndicaux de personnel de l'administration centrale qui lui en ont fait la demande, forts de l'appui de plus de 800 agents, et s'il envisage, comme ceux-ci le réclament, l'abrogation de cette circulaire, la disparition des vigiles, la libre circulation des travailleurs sur leur lieu de travail, ainsi que la réunion du comité technique paritaire sur ces problèmes. D'autre part, s'il n'estime pas que la circulaire, qui porte sur l'organisation et le fonctionnement de son administration, entre de plein droit dans le champ des compétences du comité technique paritaire, définies par l'article 46 du décret n° 57-307 du 14 février 1959. Sur quels crédits budgétaires sont payés les vigiles en place dans son administration centrale et quel est leur statut. De même, s'il ne pense pas que les crédits consacrés à la mise en place du système de contrôle ne pourraient pas trouver un emploi plus conforme aux besoins, en étant affectés à l'amélioration des conditions de travail du personnel de l'administration centrale, voire à la création de postes. Enfin, comment conçoit-il la participation des agents de son administration au fonctionnement de celle-ci.

Réponse. — Il appartient au ministre de l'éducation responsable de l'organisation de ses services de définir les conditions dans lesquelles le public doit être accueilli et la sécurité des personnes assurée. Des instructions ont donc été données, à cet effet, non par circulaire mais par note de service adressée aux directeurs. Ces mesures d'ordre interne ne relèvent pas de la compétence du comité technique paritaire. Sur leur demande, les représentants des organisations syndicales des personnels de l'administration sont et seront toujours reçus par le directeur de l'administration générale.

EQUIPEMENT

Voies navigables (réalisation de la liaison Rhône—Rhin).

22748. — 3 octobre 1975. — **M. Soustelle** demande à **M. le ministre de l'équipement** si la réalisation de la nouvelle liaison par eau entre l'Escaut et le Rhin, qui renforce de façon massive le réseau de navigation intérieur du Benelux, ne lui paraît pas conférer encore plus d'urgence à la mise en œuvre de la liaison Rhône—Rhin, faute de laquelle l'Est et le Sud-Est de la France risquent de se trouver à l'écart des zones de forte activité industrielle de l'Europe.

Réponse. — En améliorant sensiblement la navigation fluviale entre le port d'Anvers et la vallée du Rhin, la nouvelle liaison Escaut—Rhin intéresse au premier chef le grand port belge. Elle réduit d'environ quarante kilomètres le trajet entre l'Escaut et le Rhin et le nombre d'écluses est ramené de quatre à deux. En outre, la voie a été conçue pour la navigation de convois poussés de 9 000 tonnes, alors que sur l'ancien trajet il fallait se limiter à un tonnage bien inférieur et accepter de désassembler les convois dans certains passages délicats. Enfin, la séparation des flux des navigations maritime et fluviale améliorera la sécurité de la navigation. Il est donc certain que cette infrastructure moderne va apporter des avantages importants à la flotte rhénane et renforcer la compétitivité du port d'Anvers. Son intérêt pour l'économie française est actuellement beaucoup plus limité puisqu'elle ne concerne que les transports fluviaux en provenance ou à destination de la vallée de la Moselle et de l'Alsace. On doit cependant noter que la flotte française rhénane, qui fréquente déjà le port d'Anvers, verra ses conditions d'exploitation améliorées. La liaison Escaut—Rhin constitue en tout cas une raison supplémentaire pour raccorder le canal Dunkerque—Valenciennes au réseau belge à grand gabarit, dans la perspective de favoriser les échanges économiques entre le Nord de la France et la vallée du Rhin. Par contre, il ne semble pas que cette nouvelle liaison soit de nature à modifier sensiblement l'appréciation de l'intérêt économique de la voie d'eau à grand gabarit entre le Rhin et la Saône. L'aménagement de la liaison Escaut—Rhin est en effet la conséquence de l'existence de flux de trafic particulièrement intenses; il s'agit donc d'un investisse-

ment d'accompagnement. Au contraire, la réalisation de la liaison Rhin—Rhône doit être analysée comme un investissement structurant, ayant vocation à créer de nouvelles conditions favorables au développement économique des régions traversées. Les déclarations du Président de la République en faveur de la liaison Rhin—Rhône montrent clairement que, comme l'honorable parlementaire, il estime que la réalisation de la liaison Rhin—Rhône présente le plus grand intérêt pour le développement de l'Est et le Sud de la France.

Permis de construire (réalisation des travaux nécessaires à l'obtention du certificat de conformité pour la résidence d'Estienne-d'Orves, à Palaiseau [Essonne]).

23755. — 1^{er} novembre 1975. — **M. Vizet** tient à attirer l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le fait qu'à Palaiseau, département de l'Essonne, la société civile immobilière d'Estienne-d'Orves, dont le gérant est M. Pataca, 7, square Henri-Duparc, Paris (15^e), a obtenu un permis de construire pour la réalisation de 59 pavillons. Le certificat de conformité de cette résidence a été refusé par les services de l'équipement pour de multiples malfaçons constatées dans la réalisation des V. R. D. Depuis trois années, alors qu'à la Sovac, par acte notarié, est déclarée solidaire de la société civile immobilière d'Estienne-d'Orves en cas de défaillance de celle-ci, aucun des travaux de mise en conformité n'a été exécuté, causant ainsi un grave préjudice pour les intérêts des copropriétaires. Ceux-ci, de ce fait, ne peuvent régulariser leur situation vis-à-vis du comptoir des entrepreneurs, de divers organismes de financement et de l'administration. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour que les responsables de cette situation soient tenus d'exécuter les travaux nécessaires à l'obtention du certificat de conformité afin de garantir les droits des copropriétaires de la résidence d'Estienne-d'Orves, à Palaiseau.

Réponse. — La société civile immobilière d'Estienne-d'Orves a obtenu le 22 janvier 1969 un permis de construire en vue de l'édition de 59 pavillons sur un terrain sis à Palaiseau, rue de Limon. Ce permis a été modifié par arrêté du 30 décembre 1969. Le récolement des travaux a été effectué le 28 juin 1974 par un agent de l'équipement, en présence d'un représentant de l'inspection départementale des services d'incendie et de secours et d'un représentant de la mairie. Au cours de cette visite, il a été constaté qu, si le permis de construire avait été correctement exécuté, les voiries étaient détériorées par endroits en raison de leur infrastructure insuffisante et que les travaux d'assainissement ne correspondaient pas aux normes des réseaux communaux. De plus, des réserves ont été formulées quant à l'emplacement des bouches d'incendie. Bien que la voirie de ce groupe soit, en principe, destinée à demeurer propriété privée, le constructeur a été invité à prendre contact avec les services techniques municipaux en vue de déterminer les travaux nécessaires à une adaptation aux normes communales, ce qu'il a fait. Depuis lors aucun travail n'a été entrepris. Le certificat de conformité ne peut être délivré tant que les travaux demandés n'auront pas été réalisés. Quant à la banque Sovac, elle a donné une garantie de bonne fin et ne peut être mise en cause que par une action civile des acheteurs, qui ne semble pas avoir été intentée. L'administration n'a, en la matière, aucun moyen de se substituer aux intéressés.

Construction (accord des souscripteurs à la levée de la garantie bancaire suivant la déclaration d'achèvement des travaux).

24424. — 27 novembre 1975. — **M. Cabanel** expose à **M. le ministre de l'équipement** qu'une société civile immobilière s'étant trouvée dans l'incapacité de terminer les travaux de construction d'un immeuble d'habitation en copropriété, les souscripteurs se sont constitués en association de défense et ont demandé à la mairie que soit refusée la déclaration d'achèvement des travaux, ce qui a eu pour effet de maintenir la garantie présentée par l'établissement bancaire qui assure le financement de l'opération. Il lui demande s'il n'estime pas que le dépôt en mairie de la D. A. T. ne devrait entraîner la levée de la garantie bancaire que si elle était accompagnée de l'accord de tous les souscripteurs.

Réponse. — La situation de la société civile immobilière évoquée par l'honorable parlementaire doit être examinée dans deux hypothèses, selon la date de sa création. 1^o Si cette société a été constituée après le 30 décembre 1972, les dispositions de l'article 12 de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction lui imposaient soit de conclure un contrat de promotion immobilière, soit de confier la mission de promoteur à son représentant légal ou statutaire au moyen d'un écrit (tenant lieu de contrat de promotion immobilière). L'engagement de bonne exécution de sa mission par le promoteur immobilier ou le titulaire de l'écrit susvisé consiste à prendre à sa charge les sommes excédant le prix convenu qui seraient nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Cet engagement est garanti par l'intervention d'un organisme financier sous forme soit de caution, soit d'ouverture

de crédit, conformément à l'article 9 du décret n° 72-1238 du 29 décembre 1972, à moins que la garantie ne résulte de la réalisation des conditions fixées par l'article 11 de ce décret qui concernent les sociétés dont tous les associés ont souscrit des parts donnant vocation à l'attribution de plus de deux logements ou de deux locaux d'autre nature. Aux termes de l'article 14 de ce même décret, la garantie prévue à l'article 9 « prend fin à l'achèvement de la mission du promoteur tel que cet achèvement est défini à l'article 1831-4 du code de droit civil », qui précise que « la mission du promoteur ne s'achève à la livraison de l'ouvrage que si les comptes de construction ont été définitivement arrêtés entre le maître de l'ouvrage et le promoteur, le tout sans préjudice aux actions en responsabilité qui peuvent appartenir au maître de l'ouvrage contre le promoteur ». Il s'ensuit que la garantie dure non pas seulement jusqu'à l'achèvement de l'immeuble, mais jusqu'à ce que les comptes de l'opération aient été arrêtés. Le dépôt de la déclaration d'achèvement de l'immeuble ne peut, en conséquence, emporter par lui-même extinction des obligations du garant. A propos de cette déclaration prévue par l'article R. 460-1 du code de l'urbanisme, et qui est faite par le constructeur, il convient de préciser qu'elle ne peut être refusée par l'administration qui, par contre, peut refuser la délivrance du certificat de conformité. Il est évident que la garantie financière instituée par ces dispositions ne saurait être mise en jeu si le maître de l'ouvrage, c'est-à-dire la société civile immobilière, n'a pas été en mesure de payer le prix convenu pour la réalisation de l'immeuble. En effet, le financement de la construction n'incombe ni au promoteur ni au garant, mais à la société, donc aux associés. 2° Dans l'hypothèse où la société aurait été créée avant le 31 décembre 1972, et si la demande de permis de construire avait été déposée avant le 8 mars 1975, date de publication du décret n° 75-126 du 5 mars 1975 portant application des nouvelles dispositions aux sociétés constituées avant le 31 décembre 1972, la loi et le décret précités ne seraient pas applicables. Dans ce cas, les obligations du garant, notamment quant à leur durée, seraient régies par les dispositions du contrat par lequel il s'est engagé. Si ce contrat stipule que la garantie prend fin lors du dépôt de la déclaration d'achèvement des travaux, cette clause s'impose aux parties.

Z. U. P. et Z. A. D. (modification de l'article 11 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 relative au droit de préemption).

24817. — 11 décembre 1975. — M. de la Vergillière expose à M. le ministre de l'équipement qu'aux termes de l'article 11 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 modifiée, relative au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, les collectivités et organismes titulaires du droit de préemption sont tenus, à l'expiration de la période d'exercice de cette faculté, de rétrocéder aux anciens propriétaires qui en font la demande ou à leurs ayants cause les biens immobiliers acquis par préemption, lorsque, antérieurement à cette demande, ces biens n'ont été ni aliénés ni affectés à des fins d'intérêt général, ni compris dans une zone d'aménagement concerté ou dans le périmètre d'une opération de rénovation urbaine. Il résulte de ces dispositions que dans le cas où la collectivité ou l'organisme intéressé se trouve propriétaire de biens immobiliers acquis par préemption exercée dans un but uniquement antis spéculatif en vue de s'assurer la maîtrise du marché foncier, sans que pour autant une utilisation à des fins d'urbanisme ou d'intérêt général ait pu être envisagée, ladite collectivité ne peut librement en disposer pour les revendre à des tiers à juste prix, c'est-à-dire au prix de préemption, éventuellement révisé dans les conditions prévues à l'article 11 précité. Les inconvénients de cette situation sont manifestes tant en ce qui concerne les charges financières supportées par la collectivité préemptrice (charges dont le cumul peut aboutir à créer des gênes de trésorerie considérables et inutiles), que pour ce qui est des intérêts agricoles lorsque les biens préemptés ont vocation à être cultivés, l'usage ou le mode d'exploitation qui en est alors fait par la collectivité ou l'organisme propriétaire n'étant pas forcément le meilleur. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour remédier à cet état de choses et s'il lui paraît en particulier qu'une modification de la loi du 26 juillet 1962 accordant à l'ancien propriétaire des biens immobiliers préemptés, à ses ayants cause universels ou à titre universel, la faculté de renoncer par écrit, ou implicitement, à l'expiration d'un délai donné, à son droit de rétrocession, préalablement à toute demande, permettrait à la collectivité ou à l'organisme ayant préempté de disposer valablement des biens ainsi acquis, en faveur de tiers.

Réponse. — Les inconvénients qui peuvent résulter pour les communes de la rédaction actuelle de l'article L. 212-7 du code de l'urbanisme n'ont pas échappé au Gouvernement. En effet, dans le silence actuel des textes, le droit dit « de rétrocession », qui permet au propriétaire d'un immeuble acquis par exercice du droit de préemption de récupérer son bien sous certaines conditions, peut être exercé pendant trente ans à compter de l'expiration de la période d'exercice du droit de préemption. Dans

le cadre d'un projet de loi, qui sera soumis au Parlement au cours de la session de printemps, il est prévu de ramener ce délai à trois ans. Sans attendre l'intervention de cette modification législative, il est d'ailleurs toujours possible au titulaire du droit de préemption de demander à l'ancien propriétaire ou à ses ayants cause une renonciation écrite à leur droit de demander la rétrocession. Dès lors que cette renonciation est obtenue, le titulaire du droit de préemption peut disposer librement du bien acquis.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Electricité (évaluation des besoins en électricité d'origine nucléaire en 1985 et en 1990).

20817. — 19 juin 1975. — M. Schloesing demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche, qui n'a pas répondu sur ce point, évoqué lors du récent débat sur la politique de l'énergie, quels seraient nos besoins en électricité d'origine nucléaire en 1985 et en 1990 dans les diverses hypothèses où la chaleur des centrales serait utilisée tant pour le chauffage domestique que pour les besoins industriels.

Réponse. — Comme cela a été confirmé lors du débat parlementaire sur l'énergie, le Gouvernement n'a pris aucun engagement en matière d'équipement électronucléaire au-delà de 1977, afin d'associer les collectivités intéressées au développement de cette politique. Une commission de l'énergie a été créée afin d'examiner l'ensemble de ces problèmes. Par ailleurs, les travaux du VII^e Plan vont se poursuivre au cours des prochains mois. Dans ces conditions, il est prématuré de chiffrer dès maintenant les perspectives de consommation d'électricité d'origine nucléaire, au-delà de 1982-1983. Le ministre de l'industrie et de la recherche attache un grand intérêt à l'utilisation éventuelle de la chaleur d'origine nucléaire. Un rapport d'ensemble a été préparé sous l'égide du délégué général à l'énergie. Un groupe de travail où seront confrontés les différents points de vue sur cette question a par ailleurs été créé. D'ores et déjà, les membres de ce groupe auront à répondre à des questions essentielles d'ordre technique, mais aussi de caractère économique, voire juridique. La mise en place de grands réseaux de distribution d'eau chaude s'accompagnerait nécessairement de mesures réglementaires importantes rendant indispensable une concertation très large avec les représentants des collectivités locales, concernés au premier chef. Cette nouvelle utilisation de l'énergie conditionnera d'ailleurs l'implantation des futures centrales dans la mesure où elles devront être rapprochées des grandes centrales de consommation. Des prévisions précises ne sont pas encore disponibles pour l'horizon 1985-1990, mais les études envisagées devraient permettre d'avancer assez rapidement dans cette voie : le Gouvernement favorise les échanges de vues à ce sujet entre les techniciens français et leurs collègues étrangers ayant une expérience en ce domaine. La délégation générale à la recherche scientifique et technique a pris notamment, l'initiative d'une large concertation avec les services suédois compétents, en matière de recherche et de développement technique, pour l'économie et la récupération de l'énergie. Le Gouvernement a pleinement conscience de l'importance de cette question, et veille à ce que les travaux permettant d'y répondre se déroulent sans retard.

Electricité (coût du transport et de la distribution d'un kilowatt/heure pour chacun des modes de production).

20818. — 19 juin 1975. — M. Schloesing demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche quels sont, à l'heure actuelle, les coûts moyens respectifs du transport et de la distribution d'un kilowatt/heure, pour chacun des modes de production de l'électricité. Ces coûts sont-ils susceptibles d'évoluer avec la poursuite du programme électronucléaire et, dans l'affirmative, quelles sont les prévisions à cet égard.

Réponse. — Le coût de distribution n'est pas influencé par l'importance ou la nature de la centrale. En effet, les dépenses correspondantes à cette centrale sont situées en amont du centre de distribution à partir desquelles les lignes transportent l'énergie vers les lieux de consommation. Par contre, le coût de transport comprend les frais de répartition d'énergie par interconnexion et les frais de transport d'électricité de la sortie des centrales jusqu'au réseau de grand transport. C'est la raison pour laquelle, on peut s'interroger à juste titre sur les avantages respectifs des systèmes de production morcelés ou concentrés. Mais on voit bien qu'il s'agit d'un problème partiel puisque le coût du transport est sans commune mesure avec le prix de revient du kilowatt heure à l'entrée du réseau de distribution. Un système morcelé sera constitué de centrales de petite taille en assez grand nombre, dont les raccordements auront une capacité de transports plus faibles mais seront éventuellement plus courts ; un système concentré comprendra un plus faible nombre de centrales, dont les raccordements auront une capacité de transport plus importante mais seront généralement plus longs. Le choix ne peut donc relever

que d'une étude économique globale du système de production-transport afin d'obtenir la meilleure fiabilité du système au moindre coût pour les utilisateurs. Ces études sont très complexes en raison du nombre de combinaisons possibles entre les moyens de production et de transport. Mais on peut toutefois se livrer à quelques observations simples éclairant le problème : l'augmentation du nombre de centrales en diminuant leur taille entraînera une augmentation sensible des investissements et par conséquent du coût du kilowatt heure produit ; l'augmentation concomitante du nombre de raccordements induit également des surcoûts qui réduisent partiellement le gain attendu de la réduction de longueur et de capacité des lignes d'évacuation d'énergie. Enfin, les effets de taille sont beaucoup plus importants au niveau de la production — notamment nucléaire — que les gains à attendre d'une légère diminution de la section des lignes et donc de la grosseur des pylônes. Le même choix s'est présenté dans le passé lorsqu'il s'est agi d'augmenter la puissance unitaire des centrales thermiques classiques en passant du palier 125 Mw à 250 Mw puis 600 Mw. L'accroissement de la taille des centrales n'a pas entraîné d'augmentation du coût du kilowatt heure transporté qui diminue au contraire d'environ 4,5 p. 100 par an à francs constants. En effet, l'évolution des capacités de transport des lignes avec la tension permet de réduire considérablement les pertes en lignes. Au total, l'adaptation permanente de la taille des centrales et de la capacité des réseaux de transport permet donc de faire bénéficier le consommateur de tous les effets de tailles simultanément, même si l'éloignement des grosses centrales semble en atténuer légèrement l'effet.

Matières radioactives (interdiction des transports par la route).

20820. — 19 juin 1975. — M. Schloesing demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche s'il a l'intention d'interdire les transports de matières radioactives par la route et quels sont les motifs de sa décision à cet égard.

Réponse. — Les transports des produits radioactifs sont effectués en application des prescriptions réglementaires très strictes dictées par le secrétariat d'Etat aux transports, conformément aux recommandations de l'agence internationale de l'énergie atomique. Ces recommandations sont appliquées à l'échelle mondiale avec de très faibles variations ; leur efficacité est démontrée par le fait qu'il n'y a jamais eu dans le monde entier aucun accident de transport de matières radioactives ayant entraîné une irradiation ou une contamination dangereuse pour le public ou pour le personnel chargé du transport. La sûreté de ces transports repose sur la résistance des contenants et des divers types d'emballages, elle ne dépend pas du mode de transport, par route. Il est exact que le secrétariat d'Etat aux transports et le ministère de la qualité de la vie souhaitent, tout en reconnaissant la sûreté des transports effectués par route, que les châteaux contenant des combustibles irradiés soient transportés dans toute la mesure du possible par voie ferrée, mais cela essentiellement en raison de leur poids et de l'encombrement qu'ils provoqueraient sur les routes. Chaque fois que cela sera possible, le transport par voie ferrée, même par voie d'eau, doit être choisi. Dans cet esprit le raccordement à la voie ferrée du centre de la Hague est en cours d'étude et la réalisation de cet embranchement permettrait de s'orienter vers des châteaux de grande capacité.

Barrages (réalisation du barrage de l'Estéron).

22034. — 23 août 1975. — M. Barel demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche si, compte tenu des problèmes nouveaux qui se posent à propos des ressources énergétiques du pays — pétrole et nucléaire — il n'envisage pas de reconsidérer les possibilités de ressources hydrauliques et dans ce cadre, la réalisation du barrage de l'Estéron dans les Alpes-Maritimes. Il semblerait, d'après ses informations, qu'en définitive, la rentabilité de cet ouvrage serait supérieure au taux prévu dans le VI^e Plan pour de telles réalisations. Il ajoute que le barrage de l'Estéron pourrait être source d'énergie nouvelle, mais qu'aussi, selon les études et les vœux de l'assemblée départementale, il permettrait de prévoir l'alimentation en eau potable de la ville de Nice et des villes côtières de l'Ouest du département qui risquent d'en manquer dans les toutes prochaines années en raison de l'évolution démographique très sensible de cette région, et du tarissement progressif du dispositif d'alimentation actuel en eau. De ce fait, il devrait être possible de prévoir le financement de ce barrage, non seulement par l'E. D. F. qui en serait le maître d'œuvre, mais également par les différents ministères et collectivités locales concernés en rapport avec le service rendu.

Réponse. — La construction du barrage de l'Estéron permettrait à la fois de produire une certaine quantité d'électricité et d'augmenter les ressources en eau potable de la région niçoise ; il s'agit donc d'un ouvrage à but multiple. Cependant, la production électrique relativement faible de ce barrage ne permet pas d'envisager son financement intégral par E. D. F. L'exécution de cet ouvrage

ne pourra donc intervenir que dans la mesure où le montant des investissements sera partagé entre les différentes parties intéressées. Il appartient aux collectivités locales et aux autorités départementales et régionales compétentes d'étudier les besoins en eau potable de la région de Nice et les moyens de les satisfaire, en liaison avec le comité de bassin ; comme le souligne l'honorable parlementaire, un plan de financement pourrait alors être élaboré en accord avec E. D. F.

Prix (limitation de l'incidence transport vers la province sur le prix de certains biens de consommation courante).

22791. — 3 octobre 1975. — M. Médecin demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche de lui faire connaître pour quelle raison l'incidence transport vers la province grève-telle lourdement le prix de certains biens de consommation courante tels que les automobiles à destination de la province ou l'ensemble des produits consommés par la Corse. A titre d'exemple, une voiture fabriquée à Sochaux est vendue au prix de catalogue à Paris, tandis qu'un habitant de la Côte d'Azur, du Pays Basque ou de la Corse devra payer un prix de transport s'élevant parfois au double d'un poste autoradio de très haute qualité. En revanche lorsqu'un kilo de sucre fabriqué à Marseille ou à Lille et est dirigé vers le centre de la France son prix de vente est identique sur l'ensemble du territoire national. Il le prie d'étudier s'il ne serait pas possible de demander aux services commerciaux des grandes entreprises d'uniformiser leur prix de vente en tenant compte, bien entendu, d'une péréquation pour les frais de transport.

Réponse. — L'honorable parlementaire émet le vœu que le prix de certains produits, et notamment les automobiles, soit rendu similaire dans toutes les régions françaises, par une péréquation des frais de transport. Une telle solution a été souhaitée par le Gouvernement. Elle est employée actuellement par tous les constructeurs français de voitures particulières, ainsi que par certains importateurs.

Industrie du meuble (difficultés de l'entreprise D. F. Simat de Saint-Pierre-des-Corps [Indre-et-Loire]).

22831. — 3 octobre 1975. — M. Gau appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur les difficultés que rencontre l'entreprise D. F. Simat (Saint-Pierre-des-Corps, Indre-et-Loire), une des premières entreprises françaises d'ameublement employant 637 salariés. En 1973, 80 p. 100 des actions de la société sont cédés au groupe Singer qui entreprend une restructuration de l'entreprise en annonçant le licenciement de 60 à 100 ouvriers, en transportant le siège et les services à Puteaux et en transformant les conditions de fabrication (dégradation de la qualité de la fabrication, recherche de l'augmentation du chiffre d'affaires immédiat sans prévision de marché de longue durée, etc.). En décembre 1974, l'horaire est ramené à 40 heures avec perte de salaire en conséquence, ce qui déclenche une protestation énergique du personnel. Aussi, la direction accorde le retour à 43 heures et demie jusqu'en 1975 et une garantie de 40 heures minimum à partir de cette date. Trois mois plus tard, l'horaire est ramené à 32 heures et les difficultés financières s'aggravent. En juillet 1975, la production est arrêtée pour sept semaines, les stocks s'accroissent, les réductions de salaires sont étendues aux cadres, techniciens et administratifs et la direction licencie 60 personnes à Saint-Pierre-des-Corps et près de 25 à Puteaux. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour maintenir en activité une entreprise essentielle à l'équilibre économique et social du département et pour que, dans le cadre du plan de redressement, les travailleurs licenciés puissent retrouver un emploi sur place.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Siderurgie (aide communautaire en vue d'une reprise de l'activité dans le bassin de Briey [Meurthe-et-Moselle]).

22853. — 3 octobre 1975. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'industrie et de la recherche que l'arrondissement de Briey, dans le département de Meurthe-et-Moselle, connaît du fait du monolithisme industriel et de la crise économique particulièrement grave une récession très importante : le nombre d'emplois qui y ont été supprimés depuis dix ans est très élevé, un déclin démographique s'est amorcé et certaines communes ont perdu plus de 10 p. 100 de leur population depuis le précédent recensement. Il lui demande si, compte tenu du caractère essentiellement sidérurgique et minier de l'industrialisation dans l'arrondissement de Briey, il ne serait pas opportun pour le Gouvernement français de solliciter le concours de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de transmettre aux instances européennes habilitées un dossier substantiel qui permette de dégager les crédits nécessaires à une reprise de l'activité industrielle et à sa diversification.

Réponse. — Le poids relatif de l'industrie minière et métallurgique dans l'arrondissement de Briey est en effet très important et un rééquilibre est nécessaire. C'est un soul constant des pouvoirs

publics, et en particulier de la D. A. T. A. R. et du commissariat à l'industrialisation de la région. L'honorable parlementaire sait que la totalité de l'arrondissement est classé depuis de nombreuses années en zone prioritaire de conversion; les entreprises qui s'y implantent peuvent prétendre à des aides financières. De même, ainsi que le prévoient expressément des dispositions du traité C. E. C. A., elles peuvent bénéficier de prêts accordés dans le cadre communautaire d'aide à la conversion des zones sidérurgiques et minières. La C. E. C. A. est parfaitement informée de la situation de l'arrondissement de Briey et les contacts avec l'administration française sont très fréquents. Le souci de l'honorable parlementaire est donc bien partagé par les pouvoirs publics.

Industrie textile (aide aux petites et moyennes entreprises en difficulté).

23453. — 22 octobre 1975. — **M. Beucler** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** s'il ne prévoit pas, dans le cadre du plan de soutien de l'économie, une aide pour les petites et moyennes entreprises, et notamment pour les industries textiles, dont les difficultés sont essentiellement dues à la conjoncture et non pas à une mauvaise gestion ou à un manque de dynamisme.

Réponse. — L'aide apportée, dans le cadre du plan de soutien de l'économie, aux petites et moyennes entreprises textiles en difficulté résulte des dispositions prises depuis le début de l'année en faveur des petites et moyennes industries, quel que soit le secteur d'activité considéré, et qui sont traduites par l'octroi d'une tranche d'un montant de 300 millions de francs accordée au groupement interprofessionnel de la petite et moyenne entreprise dans le cadre de l'emprunt groupé de 5 milliards de francs émis en avril dernier. Les instructions qui ont été adressées aux présidents des établissements spécialisés appelés à distribuer les prêts à des conditions privilégiées provenant aussi bien de cette enveloppe de 5 milliards que de l'enveloppe de 7 milliards destinée au financement des extensions de capacités de production des entreprises exportatrices, ont précisé que ces régimes spéciaux de financement devaient être très largement ouverts aux petites et moyennes entreprises. Dans le cadre du programme de développement de l'économie française adopté le 4 septembre dernier, et indépendamment des mesures générales d'encouragement à l'investissement productif et au rétablissement de la trésorerie des entreprises, un certain nombre de mesures spécifiques ont été prévues pour faciliter l'accès des moyennes industries aux procédures de garantie et de financement à l'exportation. En ce qui concerne plus spécialement les entreprises textiles, outre les dispositions générales qui viennent d'être rappelées, le ministre de l'industrie et de la recherche a demandé au comité interprofessionnel de rénovation des structures industrielles et commerciales du textile d'étudier comment aménager ses modalités d'intervention pour aider les entreprises saines, notamment celles de moyenne dimension, à franchir une passe difficile.

Emploi (licenciements de travailleurs de la société I. S. A., à Ivry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

23534. — 24 octobre 1975. — **M. Gosnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation de l'emploi dans la société I. S. A., 15, avenue Jean-Jaurès, à Ivry-sur-Seine. En effet, cette société vient de décider la suppression de trente emplois et des réductions d'horaires en invoquant des difficultés financières et la nécessité d'un plan de redressement de l'entreprise. Or, il apparaît que ces mesures sont injustifiables pour trois raisons essentielles: 1° la société I. S. A. dépend du groupe Creusot-Loire (42 p. 100 des actions) et du groupe Roussel-Uclaf (38 p. 100 des actions), dont les résultats n'ont cessé d'augmenter durant ces dernières années. De plus, la direction de cette société a envisagé d'augmenter le capital en élargissant le nombre des actionnaires. Ainsi le C. E. A. aurait accepté de participer pour 10 p. 100 dans le capital et une autre société nationale pour 20 p. 100; 2° la société I. S. A. bénéficie de prêts accordés par l'Etat pour maintenir l'activité de l'instrumentation française. Un prêt à long terme et à intérêts réduits vient d'ailleurs de lui être accordé. De surcroît, l'Etat s'est engagé à poursuivre son aide pour les études entreprises par cette société et ce pour une durée de trois ans; 3° la société I. S. A. supprime des emplois et procède à une réduction d'horaires mais continue de donner des travaux en sous-traitance. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces licenciements ne soient pas prononcés.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Gaz (desserte de la Haute-Loire dans le cadre du programme de désenclavement et d'industrialisation de la région Auvergne).

23637. — 29 octobre 1975. — **M. Jean-Claude Simon** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui préciser quelles dispositions pratiques il envisage de prendre

dans le cadre du désenclavement et de l'industrialisation de la région Auvergne pour que le département de la Haute-Loire puisse recevoir le gaz.

Réponse. — Les services de Gaz de France étudient actuellement la possibilité d'alimenter en gaz naturel la ville du Puy et la moyenne industrie de la vallée de la Loire, à partir de l'agglomération stéphanoise. Ce raccordement semble techniquement réalisable mais sa rentabilité est fonction du marché potentiel de la zone traversée. Il est donc nécessaire d'attendre le résultat des études entreprises par le service national pour décider si cette opération présente un intérêt pour la région du Puy. En effet, pour que le raccordement d'une localité à un réseau de transport de gaz soit source de développement économique, il faut que, compte tenu des charges inhérentes à l'établissement de la conduite d'amenée du gaz, le coût de cette énergie, une fois rendue, demeure cependant intéressant pour les usagers domestiques et industriels.

Commerçants et artisans (inquiétudes des syndicats des commerçants non sédentaires des Hautes-Pyrénées au sujet de la fermeture de postes de gaz carburant).

23659. — 29 octobre 1975. — **M. Abadie** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la fermeture des postes de gaz carburant et les conséquences que cette mesure implique. Les divers syndicats des commerçants non sédentaires des Hautes-Pyrénées expriment leur vive inquiétude au sujet de cette décision et demandent à toutes les instances économiques d'intervenir pour éviter cette situation qui causera un préjudice grave aux commerçants précités. La suppression de tels postes dans une période économique difficile aggraverait les difficultés pour une part importante dans les frais généraux (obligation d'effectuer des investissements pour reconverter tout le matériel). Pour ces raisons, il ne paraît pas concevable pour le syndicat départemental des commerçants non sédentaires des Hautes-Pyrénées qu'une telle décision ait pu être arrêtée d'autant qu'elle semblerait aller, par le fait même, à l'encontre de la mise en place du plan national d'économie d'énergie.

Réponse. — L'utilisation du gaz naturel comme carburant pour véhicules automobiles est un phénomène local, consécutif à la découverte des gisements du Sud-Ouest de la France. Les contraintes techniques d'adaptation des véhicules et les servitudes d'exploitation inhérentes à l'utilisation du gaz ont cependant provoqué une désaffection constante de la clientèle concernée, et l'on a constaté au cours des dix dernières années une baisse régulière des ventes de carburant gazeux, alors que dans le même temps la consommation des carburants liquides augmentait de 80 p. 100. Le ministre de l'industrie et de la recherche a demandé à ses services d'examiner la situation des exploitants de postes de compression de gaz carburant au regard des réglementations dont ils ont la charge notamment en ce qui concerne la législation sur les établissements classés. Compte tenu du fait qu'un certain nombre d'usagers souhaitent amortir les équipements installés sur leurs véhicules, le ministre de l'industrie et de la recherche ne voit aucun inconvénient à ce que les postes de distribution de gaz carburant soient maintenus dans la mesure où leurs exploitants présentent les garanties de compétence suffisantes et satisfont aux règles de sécurité.

Carburant (maintien des pompes à essence des localités rurales).

23671. — 29 octobre 1975. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur le fait que les sociétés pétrolières procèdent à la suppression des pompes à essence dans de nombreuses localités rurales. Il souligne les conséquences regrettables qui en résultent pour la population, au moment où le Gouvernement insiste sur l'impérieuse nécessité de réaliser des économies de carburants et affirme sa volonté de maintenir dans les communes rurales les services existants. Il lui demande d'indiquer: 1° s'il n'est pas que l'approvisionnement en carburant des populations rurales constitue un véritable service d'intérêt public destiné à éviter que les agriculteurs, les artisans, les gardes-malades soient contraints de parcourir de longues distances pour rejoindre la pompe à essence la plus proche; 2° s'il n'y a pas lieu d'exiger des sociétés pétrolières soit qu'elles maintiennent les postes de distribution situés dans les localités rurales, soit qu'elles cèdent gratuitement et obligatoirement à la collectivité locale du lieu d'implantation l'installation dont la suppression est envisagée.

Réponse. — Les stations-service qui assurent la distribution des carburants sur le territoire national sont des établissements commerciaux, et la législation ne permet pas aux pouvoirs publics d'en imposer ou d'en interdire la fermeture. Il convient de noter que la réglementation française en matière de stations-service distribuant le carburant tend à préserver, voire augmenter l'équipement en points de vente des communes rurales alors que les fournisseurs de ces stations à faible débit pourraient souhaiter les voir disparaître en raison des charges qu'elles leur imposent. Le ministre de l'industrie et de la recherche a en outre invité les sociétés de distribution et leurs organisations professionnelles à éviter tout

démontage de point de vente qui aurait pour effet d'obliger les usagers à se déplacer sur une trop grande distance pour s'approvisionner en carburant.

Emploi (garanties d'emploi pour les travailleuses de l'usine de Cuisery [Saône-et-Loire] de la Société Obsession).

23896. — 6 novembre 1975. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation des 275 travailleurs qu'emploie la Société Obsession, implantée à Cuisery (Saône-et-Loire), Crémieux (Isère) et Villeurbanne (Rhône). La direction ayant déposé son bilan le 1^{er} octobre 1975, la liquidation des biens a été prononcée par le tribunal de Lyon, mesure qui s'accompagne du licenciement immédiat de tout le personnel. Or, l'usine de Cuisery en particulier, récente puisqu'elle existe depuis neuf ans, moderne, bien conçue, peut redémarrer dans les meilleures conditions. Face à ce gaspillage aux conséquences extrêmement graves, inquiets quant à leur devenir, les soixante-cinq travailleurs de Cuisery (main-d'œuvre essentiellement féminine), occupent l'usine pour conserver l'outil de travail et défendre ainsi leur emploi, pour percevoir les salaires encore dus (depuis deux mois les ouvrières n'ont perçu que deux acomptes sur les congés payés et les salaires). A un moment où le chômage croît d'inquiétante façon, où les familles sont aux prises avec des difficultés de plus en plus grandes, il lui demande s'il envisage de prendre rapidement les mesures qui s'imposent pour que soient satisfaites les revendications plus que légitimes des travailleuses d'Obsession en garantissant leur emploi.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Energie nucléaire

(situation du C. E. N. de Cadarache [Bouches-du-Rhône].)

23948. — 7 novembre 1975. — **M. Lazzarino** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation du C. E. N. de Cadarache. Ce centre est directement concerné par la politique de l'électronucléaire puisqu'il est avant tout consacré à l'étude et au développement des réacteurs. Au plan national, il constitue une pièce maîtresse de notre potentiel. Au plan régional, il contribue de façon décisive à l'activité régionale et assure l'emploi directement ou indirectement à plus de 5 000 personnes. Il s'agit donc d'un potentiel dont il convient d'assurer la restauration, ou tout au moins la sauvegarde. Or, le réacteur Pégase ferme à la fin de 1975. Cette décision intervient après l'abandon de tout programme national sur les réacteurs à haute température. L'accélérateur Van de Graaff ferme en juillet 1976, faute de crédits de recherche. Le Gouvernement doit réexaminer la question. Le secteur des rapides est en stagnation. De nombreuses incertitudes planent sur les études présentes et à venir. Il est urgent de mettre sur pied un programme national d'études sur la filière rapide. Dans l'hypothèse où le prototype européen Tolomak d'étude de la fusion serait installé en France, Cadarache aurait toute chance d'être choisi pour son implantation. Le choix se portera sur le pays qui affirmera sa volonté de développer la recherche dans le domaine de la fusion. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer le plein emploi de 2 200 agents C. E. A. et des 1 100 agents des entreprises extérieures : pour réajuster les budgets bloqués et dévorés par l'inflation, au point que de nombreuses activités sont condamnées à court terme ; pour assurer la mise au point de la filière rapide en France, alors même qu'un département d'étude des réacteurs à H₂O vient d'être créé à Cadarache.

Réponse. — Le C. E. A. a estimé devoir arrêter la pile Pégase et ensuite l'accélérateur Van de Graaff pour des raisons techniques car les moyens de la recherche doivent, pour rester utiles, évoluer très vite. Le centre de Cadarache est le seul qui bénéficie de la construction de deux réacteurs. La chaufferie avancée prototype doit bientôt entrer en service ; elle marque une étape dans le domaine des petites centrales et peut servir à des essais technologiques pour les réacteurs à eau sous pression, notamment pour leurs éléments combustibles. Par ailleurs, la réalisation de Phébus, réacteur qui doit servir aux études de sûreté, se poursuit. Le C. E. A. a décidé la création d'un département des réacteurs à eau qui doit lui permettre de jouer un rôle important dans les problèmes liés à la conception et à la réalisation des réacteurs à eau pressurisée sur lesquels repose le programme national de production d'électricité d'origine nucléaire. Cadarache sera doté à cette occasion d'installations expérimentales nouvelles. Le centre d'études nucléaires de Cadarache a été, dès sa fondation, spécialisé dans les recherches sur les réacteurs nucléaires et ses travaux ont permis à la France d'occuper la première place dans ce domaine. Le Gouvernement entend doubler ce succès technique incontestable par une égale réussite commerciale sur le plan international. De plus, le plan de soutien à l'économie va permettre au C. E. A. d'accélérer l'extension des moyens d'essai dont dispose le centre de Cadarache ; lorsqu'on les considère dans l'ensemble,

les décisions prises vont permettre un accroissement du potentiel du centre de Cadarache et un élargissement de sa vocation de centre d'étude des chaudières nucléaires.

Pétrole (projets d'investissements des sociétés pétrolières en France).

23957. — 8 novembre 1975. — **M. Gissinger** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que la presse économique vient de faire état de ce que la société Esso renonce à certains projets d'investissement en France. Il lui demande si cette information est exacte et si une décision similaire est susceptible d'être prise par d'autres sociétés pétrolières. Il souhaite savoir si des mesures sont prévues, en conséquence, pour éviter un ralentissement des investissements, lequel se traduirait par une diminution des créations d'emplois qui pouvaient en être espérées.

Réponse. — Après avoir envisagé au début de l'année 1975 la construction d'une unité de fabrication d'huiles spéciales sur le site de la raffinerie de Port-Jérôme, la société Esso a estimé nécessaire de reviser son projet en se basant sur les considérations suivantes : 1^o La récession économique européenne s'avérant plus longue et plus profonde que prévu, les estimations des besoins d'huiles à long terme ont dû être révisées en baisse. 2^o L'évolution récente des consommations pétrolières se traduit par une modification profonde de la structure des débouchés du raffinage ; forte diminution de la demande de produits lourds (fuel-oils) mais maintien de la demande de produits légers (essence et super-carburant) ainsi que de gas-oil. Cette évolution vers un allègement des débouchés se trouve confirmée à long terme tant au niveau national, par les objectifs de consommations énergétiques proposés à l'horizon 1985 par le conseil central de planification qu'au niveau européen par les hypothèses de travail du comité de l'énergie. Elle conduit à une révision des priorités et du calendrier de réalisation des investissements du secteur du raffinage. Alors même que la capacité de distillation du raffinage français restera durablement excédentaire, un effort important devra être accompli pour adapter les structures du raffinage : mise en place de nouvelles unités de conversion des coupes lourdes et développement des investissements favorisant les économies d'énergie. Dans cette conjoncture les compagnies ont décidé d'effectuer certains réajustements au sein de leurs programmes d'investissements et s'interrogent sur l'opportunité de réaliser des projets qui ne sont pas indispensables au regard des besoins immédiats du marché, alors que les modalités de financement des investissements à caractère prioritaire ne sont pas encore arrêtées.

Départements d'outre-mer (publication des décrets d'application de la loi portant nationalisation de l'électricité dans ces départements).

23998. — 13 novembre 1975. — **M. Sablé** rappelle à l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que la loi n° 75-622 du 11 juillet 1975 portant nationalisation de l'électricité dans les départements d'outre-mer prévoit, dans son article 2, que les mesures qu'imposerait son adaptation seraient prises par décrets en Conseil d'Etat. A certains égards, la loi a déjà reçu un commencement d'exécution, mais d'autres dispositions, notamment celles concernant la dévolution des biens et la situation des personnels de l'ancienne S. P. D. E. M. ne peuvent avoir, d'effet qu'en application des décrets dont la parution est impatiemment attendue. Il lui demande dans quel délai sera remplie cette formalité substantielle.

Réponse. — Le décret portant transfert à Electricité de France d'entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité dans les départements d'outre-mer a été signé le 31 octobre 1975 et publié au *Journal officiel* du 6 novembre 1975. A la date du transfert, figurant dans ce décret, à savoir le 1^{er} juin 1975 pour quatre entreprises concernées et le 1^{er} janvier 1976 pour la cinquième, le personnel des entreprises est intégré dans le personnel d'Electricité de France, conformément à l'article 5 de la loi n° 75-622 du 11 juillet 1975 ; les modalités de cette intégration font actuellement l'objet d'études concertées de la part des différents départements ministériels intéressés et seront prochainement soumises pour avis à la commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières. Quant aux décrets prévus à l'article 2 de la loi du 11 juillet 1975 pour adapter à la situation particulière des départements d'outre-mer à la loi du 8 avril 1946, décrets qui ne concernent en rien la situation des personnels des entreprises transférées, ils ont été examinés le 18 novembre 1975 par le conseil supérieur de l'électricité et du gaz et le Conseil d'Etat en sera saisi incessamment.

Licenciements collectifs (sursis aux licenciements prévus par l'entreprise Dovum de Vitry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

24043. — 14 novembre 1975. — **M. Gosnal** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que l'entreprise Dovum, 19, quai Jules-Guesde, à Vitry-sur-Seine, a l'intention de licencier collecti-

vement 68 salariés pour raisons économiques bien que cette société soit une filiale de Saint-Gobain dont les bénéfices déclarés augmentent d'année en année. En outre, cette entreprise envisage le transfert de ses activités à Bruyères-sur-Oise pour les magasins et à Villeneuve-la-Garenne, siège social de la société, pour les services commerciaux et administratifs et chercherait un acquéreur pour sa propriété de Vitry. Dans ces conditions, les licenciements sont inacceptables et apparaissent comme un simple prétexte qui cache mal les raisons économiques avancées par la direction. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces licenciements ne soient pas prononcés.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Mineurs (médailleurs du travail des Charbonnages de France).

24103. — 15 novembre 1975. — M. Legrand attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur la demande justifiée d'amélioration de la gratification accordée aux médaillés du travail des Charbonnages de France. Le métier de mineur est particulièrement pénible, malsain et dangereux. Bien des mineurs victimes d'accidents graves ou atteints de maladies professionnelles ne peuvent atteindre les trente ans de services. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'étendre les dispositions en vigueur à Electricité et Gaz de France et aux Charbonnages de France.

Réponse. — Un nouveau régime visant à unifier, pour l'ensemble des agents des houillères de bassin, les règles d'attribution des médailles d'honneur du travail ainsi que les gratifications afférentes à chaque échelon a été institué le 1^{er} novembre 1975 par Charbonnages de France; les décisions en ce domaine relèvent de la compétence des établissements. Les règles d'attribution pour les quatre échelons de la médaille d'honneur du travail sont désormais celles définies par les textes réglementaires et les gratifications ont été fixées aux valeurs suivantes: 200 francs pour la médaille d'argent (vingt-cinq années de services), 250 francs pour la médaille de vermeil (trente-cinq années de services), 300 francs pour la médaille d'or (quarante-trois années de services) et 350 francs pour la grande médaille d'or (quarante-huit années de services). Ainsi le montant des indemnités accordées jusqu'alors aux agents des houillères de bassin vient d'être sensiblement relevé.

INTERIEUR

Criminalité (mesures en vue de lutter contre le développement actuel de la violence).

22163. — 30 août 1975. — M. Gissinger appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur l'accroissement, particulièrement inquiétant dans notre pays, de la criminalité, du banditisme et, d'une façon générale, de la violence sous ses différentes formes. La prolifération de ces actes criminels met à juste titre en émoi la population honnête, qui en constate douloureusement l'étendue et la diversité: hold-up, dont certains avec prises d'otages, incendies criminels de dépôts d'essence ou d'hôtels (le troisième en quinze jours dans un hôtel de Sausheim), rapt d'enfants, attaques à main armée, suivies parfois d'assassinat de personnes âgées, etc. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures urgentes et particulières pour mettre fin à ce terrorisme grandissant en assurant de façon plus complète la protection des personnes et des biens et, sur le plan de la répression, en instituant par exemple des tribunaux spéciaux bénéficiant d'une procédure rapide et pouvant prononcer des peines exemplaires allant jusqu'à la peine de mort.

Réponse. — 1^o Les dernières statistiques élaborées par la police judiciaire sur la criminalité et la délinquance sont inquiétantes à plusieurs titres. En dix ans le nombre des crimes et délits s'est accru de 156 p. 100, le nombre des cambriolages augmentant, notamment de 250 p. 100. La délinquance économique et financière a cru également dans des proportions comparables. De 1963 à 1973, il y a eu 26 fois plus de vols avec usage d'armes et 7 fois plus d'agressions sur la voie publique et de vols avec violence. De 1973 à 1974, la progression de la grande criminalité a atteint près de 16 p. 100, celle de la criminalité moyenne près de 12 p. 100 tandis que les actes de terrorisme ont augmenté dans le même temps de 25 p. 100. En 1973, trois affaires de prise d'otages avaient été recensées. En 1974, 56 affaires de prise d'otages ont concerné 78 personnes. Cette criminalité est essentiellement concentrée sur Paris et les départements de la couronne ainsi que dans les départements du Nord, du Rhône, des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes, qui fournissent à eux seuls près de 60 p. 100 de la criminalité française. 2^o Il convient cependant d'observer que la situation française, pour préoccupante qu'elle soit, est dans l'ensemble plus favorable que celle que l'on rencontre dans d'autres pays. En prenant pour référence le taux de criminalité pour 1 000 habitants, on constate notamment qu'il est en France infé-

rieur à celui enregistré par exemple en Suède, au Danemark, en Autriche ou aux Etats-Unis. Ce phénomène se vérifie encore lorsque l'on compare les principales grandes villes du monde entre elles. Il n'en reste pas moins que, devant certains risques qui sont désormais quotidiens, les Français aspirent à une plus grande sécurité des personnes. 3^o Le Gouvernement, ainsi qu'il l'a fait connaître à maintes reprises, est résolu à poursuivre la lutte engagée contre la délinquance et les formes nouvelles de la criminalité, tant au niveau de la prévention que de la répression. Afin de prévenir la criminalité, d'importantes opérations de sécurité sont régulièrement menées dans les grandes villes de France, voire à l'échelon d'un département, comme cela a été le cas récemment dans l'Oise, pour effectuer des contrôles inopinés. Au cours, par exemple, des opérations « Tranquillité vacances » menées du 1^{er} juillet au 15 septembre 1975, 250 000 immeubles ont été visités, 9 000 véhicules volés ont été retrouvés, 11 300 personnes ont été arrêtées et 2 500 individus ont été écroués. La présence des services de police tend, d'autre part, à être de plus en plus renforcée par l'extension progressive de l'atolage et par la multiplication des patrouilles légères sur motocyclettes et des brigades de surveillance nocturne. De nouveaux centres d'accueils sont mis en place pour la jeunesse tandis que des campagnes d'information et de protection des personnes âgées sont organisées dans toute la France. Enfin des accords ont été passés ou sont en cours de négociation avec les professions les plus exposées à l'insécurité afin de les associer à l'effort collectif de prévention. La poursuite de la lutte contre la criminalité implique un renforcement des moyens en personnel et en matériel. On peut cependant remarquer que des résultats positifs ont déjà été atteints dans ce domaine. Globalement, la progression du nombre total des crimes et délits qui, depuis dix ans, était de l'ordre de 10 p. 100, s'est ralentie en 1974 pour atteindre un taux de croissance de 3,6 p. 100 seulement. Il en est de même pour la progression annuelle de la grande criminalité qui, après avoir connu un taux moyen de 25 p. 100 par année, s'est limitée au taux de 15 p. 100 en 1974. Par ailleurs de nombreuses arrestations ont été effectuées dans des affaires retentissantes, telles que celles de Nice ou de l'avenue de Breteuil. 4^o Les méthodes employées ont donc déjà prouvé leur efficacité, notamment au niveau de la grande criminalité, dont elles ont interrompu la progression. De son côté, le garde des sceaux, ministre de la justice, vient de rappeler aux chefs de cour et aux chefs de parquets généraux la nécessité de requérir et de prononcer des peines sévères contre les malfaiteurs. Il ne fait pas de doute en effet que la rigueur des sanctions qui seront prononcées par les juridictions de droit commun sera de nature à éviter la cristallisation de la criminalité sans qu'il soit nécessaire d'envisager, comme le propose l'honorable parlementaire, la création de tribunaux spéciaux bénéficiant d'une procédure accélérée.

Sécurité routières (mesures en vue d'assurer la sécurité sur les chemins départementaux et ex-routes nationales du canton de Montsalvy [Cantal]).

22329. — 10 septembre 1975. — M. Pranchère attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur l'état des accotements des chemins départementaux et des ex-routes nationales dans l'ensemble du canton de Montsalvy. Les ronces et les fourrés qui y prolifèrent ne permettent pas aux usagers de voir les panneaux de signalisation, réduisent considérablement la visibilité et sont responsables de nombreux accidents matériels (non comptabilisés puisqu'ils font généralement l'objet d'un constat amiable) et, très récemment (le 4 août dernier), d'un très grave accident corporel qui a mis en danger la vie d'un enfant de douze ans et qui risque de lui laisser de graves séquelles. Cet accident a particulièrement ému la population, au point qu'en entrepreneur de transport, chargé de deux ramassages scolaires dans le canton, envisage une grève le jour de la rentrée scolaire. Les parents d'élèves sont prêts à soutenir son action pour exiger que la sécurité de leurs enfants se rendant matin et soir au C. E. G. nationalisé de Montsalvy soit assurée. Le nombre d'agents (une dizaine seulement) et le matériel vétuste (une faucheuse S.M.A. datant de treize ans, et pour laquelle il n'est plus possible de se procurer des pièces de rechange) ne permettent pas au conducteur des T. P. E. de Montsalvy de faire procéder en temps utile au fauchage des accotements, qui s'étendent sur 187 kilomètres de chemins départementaux et d'ex-routes nationales et représentent une superficie de près de 600 hectares, d'autant plus que les tâches d'entretien des chaussées, qui sont également dévolues à ses agents prennent la plus grande partie de leurs temps. Il lui demande s'il n'envisage pas de créer des emplois nouveaux et de fournir au service des ponts et chaussées un matériel adapté (épaveuses) permettant d'effectuer ce travail de fauchage en temps voulu et permettant également d'être utilisé en cas de besoin par les maires des petites communes du canton qui, faute de moyens financiers, ne peuvent s'attacher les services d'un cantonnier communal et, à plus forte raison, ne peuvent s'équiper d'un matériel adéquat pour l'entretien des voies communales. En raison de la proximité de la rentrée scolaire, il souhaite que les moyens nécessaires soient mis en œuvre en priorité sur les chemins utilisés par les cars

de ramassage scolaire (C.D. ou C.V.) pour que ces circuits présentent toutes les garanties de sécurité pour les élèves transportés quotidiennement.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire concerne plus spécialement les conditions d'entretien des chemins départementaux 128 et 28, qui desservent le hameau de Trémouille, sur le territoire de la commune de Leucamp, et qui sont situés, pour leur gestion, dans le secteur confié au centre d'exploitation d'Aurillac. Compte tenu de la priorité accordée aux voies qui supportent une circulation importante et à celles qui nécessitent la réalisation de travaux de revêtement, les accotements des C.D. 128 et 28 n'ont pu être dégagés qu'en fin de campagne, c'est-à-dire entre le 1^{er} et le 13 septembre. Les moyens en matériel mis à la disposition du centre d'exploitation de Montsalvy pour le fauchage des dépendances des voies publiques sont effectivement vétustes et en mauvais état. Aussi, devant l'intérêt présenté par son renouvellement, il est actuellement proposé au conseil général de prévoir, au titre du budget de 1976, l'acquisition d'un tracteur et d'une épaveuse. L'achat de ce matériel neuf permettra aux autorités locales d'envisager un nouveau découpage des secteurs confiés aux centres d'Aurillac et de Montsalvy afin d'harmoniser au mieux l'intervention des services d'entretien. Il paraît difficile, néanmoins, d'établir un lien de causalité entre le manque d'entretien des bas-côtés du C.D. 28 ainsi que la mauvaise visibilité sur cette voie et l'accident survenu le 7 août dernier à un enfant de douze ans. Il a en effet pu être établi que ce dernier avait été renversé par une voiture arrivant en sens inverse alors qu'il circulait à bicyclette au milieu de la chaussée.

Crimes et délits (inquiétude de la population de la Dordogne devant la montée de la violence).

22769. — 3 octobre 1975. — **M. Dufard** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur l'inquiétude qui se développe parmi la population du département de la Dordogne devant la multiplication des vols, agressions de personnes seules et notamment des personnes âgées, cambriolages de résidences secondaires et autres méfaits. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la police dispose des moyens en hommes et en matériel nécessaires à l'accomplissement de ce qui devrait être son unique mission : la protection des biens et des personnes.

Réponse. — L'étude des statistiques de criminalité et délinquance fait ressortir que le département de la Dordogne, avec un taux de criminalité de 18,04 p. 100, occupe le 77^e rang sur le plan national alors que sur le plan démographique il occupe le 52^e rang. Le nombre de vols avec violence commis contre des personnes seules ou âgées a été de sept en 1974. Dans le domaine de la criminalité moyenne, qui comprend notamment les cambriolages, l'augmentation d'une année sur l'autre n'est que de 0,02 p. 100. Ces chiffres montrent que ce département ne connaît pas un climat d'insécurité aussi inquiétant que le pense l'honorable parlementaire. Des instructions ont été données pour que les services de police ainsi que ceux de la gendarmerie renforcent la surveillance des résidences secondaires et des établissements industriels et commerciaux et mettent en place un dispositif susceptible de protéger plus efficacement les personnes et les biens et, plus particulièrement, les personnes âgées. La mise en place de ce dispositif spécifique au département de la Dordogne s'insère dans le contexte national de lutte contre la criminalité et la délinquance. J'ai précisé que cet objectif prioritaire devait être recherché et obtenu au plan national, non seulement par la voie de la répression, mais aussi par l'adaptation constante des méthodes de police à l'évolution de la criminalité dans le cadre d'une politique générale de prévention. Le renforcement des effectifs et l'adoption de méthodes nouvelles de police ont déjà permis de constater, au cours de l'année passée, une régression de certaines catégories d'infractions. Les premiers résultats ne peuvent qu'encourager la poursuite des efforts budgétaires déjà accomplis et le développement de la politique de prévention mise en œuvre.

Régions

(utilisation des ressources de la région Provence-Côte d'Azur).

22816. — 3 octobre 1975. — **M. Pujol**, devant l'intention du conseil régional de Provence-Côte d'Azur d'exposer dans les foires de la région un stand d'information sur lequel figure la propagande de la majorité politique de cet établissement public, demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, si cette utilisation des ressources de la région ne lui paraît pas en opposition avec la vocation de l'assemblée régionale dont les recettes doivent être exclusivement consacrées à la promotion de la région.

Réponse. — La réalisation d'un stand d'information sur la région relève des actions de relations publiques que toute région peut normalement entreprendre. Le conseil régional décide souverainement en la matière, sous réserve bien entendu que l'opération

prévue s'inscrive dans le cadre de la mission de l'établissement public régional, qui, conformément à l'article 4 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, est de contribuer au développement économique et social de la région. Au cas particulier, il ne semble pas qu'il y ait lieu de considérer que les limites ainsi imparties aux actions de relations publiques de l'établissement public régional aient été sérieusement transgressées dans l'opération réalisée par la région Provence-Côte d'Azur à l'occasion de la foire internationale de Marseille. En effet, le stand de la région comportait un certain nombre de panneaux qui visaient à faire connaître au public les institutions régionales, les divers aspects de la région ainsi que ses problèmes. Cependant, on doit regretter la présence de panneaux comportant des éléments de propagande politique, ce qui ne correspond pas à la vocation de l'institution régionale.

Police (personnel [régime des retraites]).

23375. — 18 octobre 1975. — **M. Dhinnin** signale à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, l'apparente incohérence qui existe dans le régime de retraite de certains fonctionnaires de son département. C'est ainsi que des inspecteurs de police principaux mis à la retraite avant le statut de 1953 à l'indice 340 ont obtenu, par ce statut, un indice personnel qui a assis le calcul de leur retraite sur l'indice 355. En 1960, ils ont été reclassés officiers de police adjoints de 2^e classe, 6^e échelon ; en 1963, ils ont été assimilés à la 1^{re} classe, 1^{er} échelon, et, en 1971, ont été classés au niveau des inspecteurs de 7^e classe, ce qui leur accorde une pension basée sur l'indice majoré 414. En revanche, des inspecteurs principaux hors classe mis à la retraite en 1959 à l'indice 340 comme leurs collègues susvisés n'ont été reclassés en 1971 qu'en qualité d'inspecteur de 6^e classe, leur retraite n'est donc calculée que sur l'indice 400 majoré. Enfin, des inspecteurs reclassés officiers de police adjoints de 2^e classe en 1960 ont pu rapidement être nommés à la 1^{re} classe et ont été nommés inspecteurs en 1970-1971 pour pouvoir partir à l'échelon exceptionnel. Leur retraite est calculée sur l'indice majoré 440. Il lui demande pourquoi à durée de service égale et à avancement identique, des fonctionnaires du même corps peuvent voir leur pension assise sur des bases aussi différentes et s'il ne lui apparaît pas nécessaire de porter remède à ces inégalités.

Réponse. — La question posée vise les agents du corps des inspecteurs de police d'Etat, devenu le corps des inspecteurs de police de sûreté nationale le 1^{er} avril 1953, puis celui des officiers de police adjoints le 1^{er} janvier 1960 et, enfin, celui des inspecteurs de police de la police nationale le 1^{er} janvier 1972. L'honorable parlementaire demande pourquoi à durée de service égale et à avancement identique, des fonctionnaires du même corps voient leur pension assise sur des bases différentes. Cette question est fondée sur le fait que des inspecteurs principaux bénéficiant de l'indice net 340 mais admis à faire valoir leurs droits à la retraite soit avant le 31 mars 1953, soit entre le 1^{er} avril 1953 et le 31 décembre 1959, ne bénéficient pas d'une pension calculée sur la même base. Pour comprendre la disparité dont il est fait état, il convient d'en préciser l'origine. Celle-ci se situe à la mise en application du statut de 1953. En effet, les agents admis à la retraite avant le 1^{er} avril 1953 (donc sous l'empire de l'arrêté du 13 octobre 1948), en qualité d'inspecteurs principaux de classe exceptionnelle (indice net 340), ont été placés par le décret n° 54-1016 du 14 octobre 1954, à l'indice net 355 (indice personnel et provisoire) sous l'appellation d'inspecteur principal de la sûreté nationale, classe provisoire, 3^e échelon. Ces inspecteurs principaux de classe exceptionnelle se trouvaient déjà, avant le statut du 1^{er} avril 1953, au sommet de leur corps. Il avait donc été décidé, pour sauvegarder les avantages acquis, de leur accorder à titre exceptionnel et provisoire, c'est-à-dire en fait jusqu'à leur sortie des cadres, un avantage indiciaire en leur attribuant l'indice net 355. Cet avantage a été reconduit dans les statuts ultérieurs. Par contre, les inspecteurs principaux de sûreté nationale de 2^e échelon — grade créé le 1^{er} avril 1953 — bénéficiaient de l'indice net 340 à partir de cette date. Ils n'avaient pas vocation bien entendu aux échelons affectés d'un indice personnel et provisoire dont il vient d'être parlé. Ainsi donc, lorsqu'un inspecteur principal de sûreté nationale de 2^e échelon est parti en retraite entre le 1^{er} avril 1953 et le 31 décembre 1959, il avait une appellation semblable quant au grade, mais les indices différaient de quinze points, cette différence indiciaire provenant des conditions différentes d'accès à ce grade. Sous l'empire des statuts ultérieurs, cette différence indiciaire a toujours été maintenue à titre personnel quand bien même il s'est trouvé que ces agents soient reclassés dans le même échelon de la même classe. C'est pourquoi, lorsque le 1^{er} janvier 1972, le décret du 15 août 1972 a créé le corps des inspecteurs, les premiers ont vu leur pension péréquée sur le 7^e échelon du corps des inspecteurs et les seconds sur le 6^e échelon de ce même corps. Bien qu'ayant, en principe, la même ancienneté et ayant eu un avancement apparemment identique en raison de l'appellation des grades, ces fonctionnaires ont en fait accompli des carrières différentes, ce qui explique qu'ils ne bénéficient pas

du même indice de fin de carrière. Cet état de chose ne peut être modifié sous peine, non de porter remède à une inégalité apparente, mais d'en créer une réelle au préjudice de ces anciens inspecteurs principaux du statut de 1948.

Maires et adjoints (prise en compte pour le régime complémentaire de retraite des périodes de mandat pendant lesquelles ils n'ont pas perçu leur indemnité de fonctions).

24601 (4 décembre 1975) et **25032** (19 décembre 1975). — **M. Jacques Blanc** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'en application du titre IV du livre I^{er} de l'administration communale concernant l'affiliation des maires et adjoints au régime complémentaire des agents non titulaires des collectivités publiques, seuls peuvent être validés les services accomplis avant le 1^{er} janvier 1973 pour lesquels les élus intéressés ont effectivement perçu une indemnité de fonctions. Il lui souligne que certains maires et adjoints ayant renoncé partiellement ou en totalité à leur indemnité de fonction dans le seul but d'alléger les finances communales ne peuvent, en conséquence, obtenir la validation de leurs années de mandat, ni avant, ni après le 1^{er} janvier 1973. Il demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable de prendre des mesures pour mettre un terme à cette situation qui pénalise injustement les élus ayant fait preuve de générosité à l'égard de leur commune.

Réponse. — La situation des maires et adjoints ayant volontairement renoncé au bénéfice de leur indemnité de fonctions et qui de ce fait ne sont pas admis au régime de retraite institué par la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972, a fait l'objet d'une étude attentive de la part du ministère de l'intérieur en liaison avec les autres administrations concernées. Cette étude n'a pu cependant aboutir à un résultat favorable aux élus intéressés. Selon une règle, commune à tous les régimes de retraite, les droits à pension ne peuvent être acquis qu'autant qu'ils sont calculés sur des rémunérations effectivement versées et toute dérogation à cette règle aurait entraîné de graves perturbations dans le fonctionnement de l'organisme auquel sont affiliés les maires et adjoints, l'I. R. C. A. N. T. E. C. De cette règle, il résulte donc que les maires et adjoints qui n'ont renoncé que partiellement à l'indemnité de fonctions et ceux qui la perçoivent depuis le 1^{er} janvier 1973 bénéficient des mesures prévues par la loi ci-dessus visée.

JUSTICE

Sociétés anonymes (comptabilisation des traites échues et non réglées à la clôture d'un exercice)

22917. — 4 octobre 1975. — **M. Valbrun** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, dans le cas d'un bilan établi par une société anonyme et soumis à l'examen du commissaire aux comptes, si les traites échues et non réglées à la date de clôture d'un exercice, domiciliées dans une banque, doivent être inscrites au crédit du compte de trésorerie correspondant sans attendre l'avis de débit de la banque ; au contraire, figurer au compte « effets à payer » jusqu'à règlement définitif. Et quelle devrait être la position à adopter par le commissaire aux comptes dans la seconde hypothèse. S'agit-il notamment d'une anomalie grave à mentionner dans son rapport général.

Réponse. — A la différence des chèques, les traites constatent une créance dont le paiement est reporté jusqu'à un terme donné. Il arrive que, du fait du porteur, ce terme soit reculé de telle sorte que le tiré n'a pas à débiter, à l'échéance prévue, le compte du tireur. C'est en effet seulement au moment où le paiement est effectué que le tireur se trouve débiteur du tiré. Cette analyse juridique conduit à considérer que les effets échus non encore payés doivent normalement continuer à figurer au compte effets à payer. Il appartiendrait aux tribunaux, éventuellement saisis, d'apprécier dans quelle mesure la pratique consistant à créditer le compte de banque dès l'échéance est de nature à nuire à la régularité et à la sincérité des comptes. En tout état de cause, il est souhaitable, pour que l'information soit exacte, que l'entreprise soit à même d'isoler dans ses inscriptions comptables les effets échus non encore payés, ou non encore reçus, des effets à payer ou à recevoir non encore échus et des effets échus payés ou reçus.

Code pénal (poursuites intentées depuis 1973 sur le fondement de l'article R. 38 [§ 9] concernant l'exposition d'affiches contraires à la décence).

23931. — 7 novembre 1975. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, s'il est en mesure de faire connaître le nombre de poursuites qui ont été intentées en 1973, 1974 et 1975 au titre de l'article R. 38 (§ 9) du code pénal et les raisons qui expliquent le chiffre ainsi donné.

Réponse. — La contravention prévue et réprimée par l'article R. 38 (§ 9) du code pénal appartient à une catégorie de contravention pour laquelle le ministère de la justice ne dispose que d'éléments

statistiques globaux sans référence à la nature de chacune des infractions entrant dans cette catégorie. Le garde des sceaux est cependant en mesure de préciser à l'honorable parlementaire que la majorité des affiches ou images pouvant être considérées comme contraires à la décence qui sont exposées sur la voie publique ou dans les lieux publics, sont des publicités en faveur de films cinématographiques qui n'ont pas obtenu le visa prévu à l'article 6 du décret n° 61-62 du 18 janvier 1961 et dont le défaut est sanctionné par l'article 4 du décret n° 61-63 du 18 janvier 1961. Dès lors, les responsables de ces affichages et de ces expositions sont poursuivis en application des décrets précités, sous la qualification de défaut de visa de matériel publicitaire qui emporte des peines plus élevées (400 à 2 000 francs d'amende) que les peines prévues par l'article R. 38 (§ 9) du code pénal (160 à 600 francs d'amende). Les condamnations prononcées sur la base de ces textes ne font pas, elles non plus, l'objet d'un recensement spécifique. L'engagement récemment pris par les professionnels du cinéma de ne pas faire de publicité par écrit ou image en faveur des films licencieux, dont la projection ne sera désormais admise que dans certaines salles spécialisées, devrait entraîner une réduction sensible du nombre des affichages contraires à la décence et, par voie de conséquence, des poursuites auxquelles ils pourraient donner lieu. Cet engagement d'ailleurs, ainsi qu'en a pris acte récemment le conseil des ministres, et dans la mesure où il a été homologué par le centre national du cinéma, constitue pour ces professionnels une règle dont la violation pourrait entraîner — indépendamment des sanctions pénales évoquées — des mesures administratives pouvant aller jusqu'à la fermeture de la salle.

Société anonyme (régime applicable aux intérêts des sommes empruntées par son président pour être mises à la disposition de la société).

24332. — 26 novembre 1975. — **M. Valbrun** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, si le cas exposé dans la réponse faite par le ministre de l'économie et des finances à **M. Bourgeois** (*Journal officiel, Débats A.N.*, n° 15713, du 23 août 1975, p. 5737) entre dans le cadre des conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Réponse. — La convention dont il est fait état dans la question posée par **M. Bourgeois** à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'analyse en un contrat de prêt à intérêts consenti à la société anonyme par son président, bien que la rémunération des capitaux mis à la disposition de l'entreprise ne soit pas versée directement à ce dernier. Sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, elle ne paraît pouvoir être rangée parmi les conventions exclues par l'article 102 de la procédure prévue aux articles 101 et 103 à 105 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (cf. réponse à la question écrite n° 14764 posée par **M. Liot** (*Journal officiel, Débats Sénat*, 20 août 1974, p. 1084).

Famille (réévaluation du bien de famille au sens de la loi du 12 mars 1953).

24385. — 26 novembre 1975. — **M. Houteer** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, sur la nécessité de reconsidérer la loi du 12 mars 1953 relative à la législation familiale. En effet, une législation protectrice de la famille est constituée par la notion de biens de famille concernant l'habitation d'un ménage modeste. La constitution d'un bien de famille est conditionnée par la valeur du bien non supérieure à 50 000 francs. Or, ce chiffre, fixé par une loi du 12 mars 1953, ne correspond plus aux données économiques actuelles. Ne pourrait-il pas être réévalué, ce qui permettrait à de nombreuses familles de situation modeste d'utiliser cette législation pour protéger la maison familiale et, par voie de conséquence, la famille.

Réponse. — La loi du 12 juillet 1909 fait produire à la constitution du bien de famille insaisissable deux effets principaux, l'un de nature successorale, l'autre relatif à la saisie. Sur le plan successoral, il est prévu qu'après la mort du propriétaire, le bien peut être maintenu en état d'indivision entre certains de ses successibles ou attribué préférentiellement à l'un de ceux-ci, afin d'éviter qu'il ne soit vendu à une personne étrangère à la famille. Sur le plan de la saisie, la constitution du bien en bien de famille insaisissable introduit une exception au principe formulé par l'article 2092 du code civil selon lequel « quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir ». Si, comme semble le penser l'auteur de la présente question écrite, la limitation actuelle du montant du capital constitutif du bien de famille est réellement un frein à l'utilisation de cette institution juridique, il pourrait effectivement être envisagé d'étudier la possibilité d'élever le chiffre de 50 000 francs fixé par la loi du 12 mars 1953. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler qu'une telle réforme, si elle se révélait efficace, n'irait pas sans inconvénient, notamment au détriment de ceux-là même qui la souhaitent. Comme toute mesure dont la conséquence est de restreindre le droit de gage général des créan-

ciers sur le patrimoine de leurs débiteurs, elle aurait pour résultat de limiter les possibilités d'endettement des propriétaires de biens de famille. Or, il n'est pas sûr qu'il soit opportun de suivre cette voie à une époque où, contrairement à ce qui se passait en 1909, le besoin de crédit est devenu une donnée importante de la vie économique. La chancellerie se propose d'examiner le problème de façon approfondie dans le cadre plus général où il s'inscrit, celui de la détermination des biens saisissables et de ceux qui doivent échapper à la poursuite des créanciers. Cette question est elle-même liée à la réforme des voies d'exécution qui sera entreprise dès le début de l'année 1976.

Sociétés commerciales (modalités de reconstitution de l'actif).

24414. — 27 novembre 1975. — M. Lauriol expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, qu'aux termes de l'article 241-2^e alinéa de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, les sociétés commerciales dont l'actif net est devenu inférieur au quart du capital social et qui ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à leur dissolution anticipée sont tenues au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire leur capital si dans ce délai l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social. Il lui demande, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, si la réévaluation libre du fonds de commerce d'une société qui augmente ainsi d'autant la valeur comptable de son actif net, doit être considérée comme une reconstitution dudit actif aux termes de l'article visé.

Réponse. — Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, il résulte des travaux préparatoires de la loi du 24 juillet 1966 modifiée par la loi du 6 janvier 1969 que la prise en considération des valeurs réévaluées pour déterminer si l'actif net est au moins égal au quart du capital n'est pas interdite dans la mesure où la nouvelle évaluation correspond à une majoration certaine et durable des éléments d'actifs réévalués et, d'une façon générale, respecte les règles de sincérité du bilan. Quant à la question, discutée en doctrine, de savoir si l'écart de réévaluation ainsi dégagé peut être affecté comptablement à la compensation des pertes, il faut observer que cette opération influe directement sur la détermination du bénéfice distribuable qui s'en trouvera augmenté. En l'état actuel du droit, cette compensation ne serait donc pas conforme à la jurisprudence qui, en application de la règle de prudence, considère que les sommes correspondant à des plus-values non réalisées ne sont pas distribuables.

Emploi (cessation d'activité de l'entreprise de menuiserie Sam à Uzerche [Corrèze]).

24474. — 29 novembre 1975. — M. Pranchère attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, sur le fait que l'entreprise de menuiserie Sam, à Uzerche (Corrèze), vient de cesser son activité invoquant l'absence de décision judiciaire sur des litiges qui l'opposent au propriétaire des bâtiments. La mise en chômage de 44 salariés intervient donc du fait que la société Sam considère que la sécurité du travail est mise en cause par le délabrement des toitures que le bailleur refuse de faire réparer. L'inspection du travail a donné l'autorisation du licenciement qui est présenté comme devant avoir un caractère provisoire. La direction de l'entreprise indique qu'elle ne reprendra son activité que lorsque les instances judiciaires saisies, en l'occurrence la cour d'appel de Limoges, auront jugé au fond. Compte tenu des implications sociales de cette affaire dont la gravité ne saurait échapper, il lui demande s'il n'entend pas examiner les possibilités existantes en vue de faire accélérer la procédure en cours.

Réponse. — La société citée par l'auteur de la question a effectivement relevé appel le 26 mai 1975 d'un jugement rendu par le tribunal de grande instance le 15 précédent, et a fait inscrire l'affaire au rôle de la cour d'appel le 20 juin dernier. Toutefois, elle n'a déposé ses conclusions que le 17 décembre. Le magistrat chargé de la mise en état de l'affaire a normalement donné un délai de réponse à l'adversaire. Ce n'est en effet qu'après l'échange des conclusions qu'une date pourra être fixée pour entendre les plaidoiries des deux parties.

Conditions de travail (statistiques sur les infractions relevées par les inspecteurs du travail et les sanctions infligées aux contrevenants).

24508. — 3 décembre 1975. — M. Forni signale à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que les statistiques du ministère du travail font apparaître qu'un écart important existe entre le nombre d'infractions relevées par les services de l'inspection du travail et celui des condamnations prononcées par les tribunaux. C'est ainsi qu'en 1972 sur 16 414 infractions relevées par procès-verbal, 12 427 ont donné lieu à des poursuites, 4 107 ont été sanctionnées par des peines inférieures au

minimum prévu par le code. Au cours d'une table ronde sur les pénalités en droit du travail organisée le 30 mai 1974 par la *Revue pratique de droit social*, un directeur régional du travail remarquait que « bien souvent le tribunal n'accorde aucune confiance, ne prête foi au document de l'inspecteur du travail, ce qui sera très grave dans l'utilisation de la nouvelle procédure de référé permettant d'arrêter une activité dangereuse ou d'arrêter l'utilisation d'une machine dangereuse ». Il lui demande si les chiffres et la déclaration précitée ne lui paraissent pas témoigner de l'insuffisance de l'attention portée par les magistrats à la prévention des accidents du travail, et confirmer dans une grande mesure les accusations souvent portées de justice de classe.

Réponse. — Le garde des sceaux croit devoir tout d'abord observer que les 16 414 infractions relevées en 1972 visent l'ensemble des procès-verbaux dressés pour infractions aux dispositions du code du travail et non les seules infractions se trouvant à l'origine d'accidents du travail. Par ailleurs, la différence existant, au cours d'une même année, entre le nombre des infractions relevées et celui des condamnations prononcées est, en pratique, indépendamment des pouvoirs du parquet en ce qui concerne l'exercice des poursuites et des décisions de non-lieu susceptibles d'être rendues pour insuffisances de charges, par le délai qui s'écoule entre la constatation de l'infraction et la date à laquelle son auteur est cité à comparaître devant la juridiction de jugement. Si l'on s'en tient aux infractions à la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, il est permis de constater qu'au cours de l'année 1972, plus des trois cinquièmes des condamnations intervenues à ce titre étaient égales ou supérieures au minimum légal et il doit être rappelé qu'en cette matière, des instructions de vigilance et de fermeté sont périodiquement données aux parquets. Il faut également souligner que les procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail n'ont pas valeur de simples renseignements mais font foi jusqu'à preuve contraire et que les tribunaux leur accordent la plus entière confiance. Enfin, la nouvelle procédure de référé à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire demeure l'un des moyens de prévention privilégiés en matière de lutte contre les accidents du travail et elle se révèle déjà, en pratique, particulièrement dissuasive.

Avocat (déontologie professionnelle).

24848. — 12 décembre 1975. — M. Valenet demande à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice : 1° s'il n'estime pas incompatible avec son devoir de réserve et de neutralité le fait pour un bâtonnier d'apparaître à la tribune d'une réunion qui s'est tenue il y a quelques semaines à la porte de Vervailles, à l'invitation du parti communiste et d'y faire un discours sur la défense des libertés individuelles ; 2° si une récente procédure disciplinaire exercée contre un avocat de la Seine-Saint-Denis d'opinion politique différente, instruite et rapportée par ledit bâtonnier et au cours de laquelle il apparaît que les droits de la défense ont été bafoués à travers quinze vices de procédure recensés, n'est pas la meilleure justification de la nécessité de constituer un ordre national des avocats, jugeant en toute sérénité, à l'abri des directives politiques.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle la réponse suivante : 1° Dans l'exercice de ses fonctions l'avocat est tenu, par son serment, à une obligation de dignité, conscience, indépendance et humanité dans le respect des tribunaux, des autorités publiques et des règles de son ordre. En revanche, en dehors de ses fonctions, il peut exercer librement des activités de son choix, et notamment des activités politiques, sous réserve que, conformément aux dispositions de l'article 23 du décret n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat, les déclarations ou les publications faites par lui, à l'occasion de ces activités extérieures, ne soient pas contraires aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique. Dans cette mesure, aucune disposition réglementaire ou déontologique n'interdit, à un avocat d'assister à une réunion politique et d'y prendre la parole ; 2° Il serait utile que l'honorable parlementaire veuille bien faire connaître par lettre le cas précis qui l'a amené à formuler la seconde partie de sa question. Les services de la chancellerie seront alors en mesure de procéder à une enquête et d'examiner la suite que cette affaire pourra comporter. Il peut être observé, toutefois que la poursuite de la répression des infractions disciplinaires concernant les avocats sont exercées par le conseil de l'ordre siègeant comme conseil de discipline. La décision peut, au surplus, être déferée par l'intéressé ou par le procureur général devant la cour d'appel, aux termes des articles 119 et suivants du décret n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat. Un tel recours permet, notamment, de vérifier si des irrégularités ont été commises au cours de l'instruction du dossier disciplinaire. Il ne semble pas, en tout état de cause, que l'institution d'une représentation nationale des avocats permette de remédier aux difficultés éventuelles signalées par l'honorable parlementaire en matière disciplinaire. Le contrôle des cours d'appel et, le cas échéant, de la cour de cassation, paraît le meilleur moyen d'éviter tout risque d'arbitraire en ce domaine.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes et télécommunications
(revendications des personnels féminins).

24576. — 3 décembre 1975. — Mme Moreau attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les revendications des femmes employées de son administration formulées par le syndicat C. G. T. Il s'agit : 1° de la réduction du temps de travail ; 2° le droit à la retraite à cinquante-cinq ans avec le rétablissement des avantages supprimés en 1967 ; 3° l'allongement à dix-huit semaines du congé de maternité ; 4° le maintien des primes en cas de maladie ou maternité ; 5° le congé équivalent au post-natal en cas d'adoption ; 6° des positions de travail moins pénibles pour les femmes enceintes ; 7° la construction de crèches et de garderies dans tous les grands centres ; 8° la participation des P. T. T. au financement des crèches locales ou interentreprises ; 9° la fixation de l'indemnité de garde d'enfant au prix moyen d'une journée de crèche ; 10° la déduction des frais de garde du revenu soumis à l'impôt ; 11° la création d'une indemnité de garde pour les heures extras laïques ; 12° l'attribution d'un contingent horaire pour préparer les concours ; 13° la prise en compte pour l'ancienneté du temps de disponibilité pour élever les enfants ; 14° qu'aucune baisse de note ne soit établie après un congé de maternité. Et dans le cadre de l'année de la femme : trois heures consécutives sur le temps de travail pour celles qui désirent assister aux réunions syndicales organisées à cette occasion ; un jour de congé exceptionnel ; une indemnité exceptionnelle de 150 francs. En conséquence elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces légitimes revendications.

Réponse. — D'une manière générale, les questions 1°, 2°, 3°, 5°, 9°, 11° et 13° ci-dessus ainsi que celles posées dans le cadre de l'année de la femme dépassant la compétence de l'administration des postes et télécommunications et relèvent par conséquent soit du ministère de l'économie et des finances, soit du secrétariat d'Etat à la fonction publique, soit conjointement de ces deux départements ministériels. Les autres questions appellent les précisions ci-après : 4° Ce ne sont que les indemnités attachées à l'exercice effectif de la fonction y ouvrant droit (exemple : prime pour usage dans le service d'une langue étrangère) ou attribuées en considération de l'activité des bénéficiaires (exemple : prime de rendement) qui ne sont pas servies pendant les périodes d'absence pour congé de maladie et lorsque celles-ci sont, dans le cas général, d'au moins trente jours ; il en est de même pour les agents en congé de maternité mais seulement en ce qui concerne les indemnités dont l'ouverture du droit est subordonnée à l'exercice effectif d'une fonction. Toutes les autres indemnités sont maintenues intégralement en cas de congé de maladie à plein traitement ou de congé de maternité ; en cas de congé de maladie à demi-traitement, elles sont réduites de moitié comme le traitement. 6° Les chefs d'établissements sont naturellement amenés à tenir compte des cas particuliers sans qu'il soit possible de prévoir des dispositions précises dans ce domaine, en raison même de la diversité des situations évoquées. 7° Au sujet de la construction de crèches et de garderies dans tous les grands centres, il importe de souligner que la création et le fonctionnement de tels établissements dans les grands centres sont d'abord de la responsabilité des collectivités locales. Lorsque certaines conditions se trouvent réunies (très forte concentration d'agents des P. T. T. provoquée par une opération de restructuration, inexistence de crèches municipales, absence de gardiennes agréées) l'administration des postes et télécommunications n'hésite cependant pas à engager une action propre. 8° Dans la mesure où les problèmes posés aux agents féminins pour la garde de leurs enfants ne sont pas résolus au plan général, l'administration s'efforce d'y suppléer en raison même de leur impact social. Les P. T. T. réservent en particulier des places dans les crèches publiques ou privées en contrepartie d'une participation financière à leur construction, calculée au prorata du nombre de places réservées. Il faut reconnaître toutefois que ce mode d'intervention rencontre des difficultés du fait même de l'insuffisance du nombre d'établissements de l'espèce. Mais l'administration a entrepris par ailleurs une action en vue de développer le nombre de gardiennes agréées susceptibles de recevoir les jeunes enfants des agents féminins des P. T. T. 12° Des facilités de service pour la préparation des concours et examens sont accordés dans la limite d'une journée par quinzaine tant au personnel féminin que masculin sous les conditions suivantes : ne pas dépasser l'âge de vingt-cinq ans le 31 mai de l'année durant laquelle s'achèvent les facilités, remplir les conditions de candidature aux concours ou examens faisant l'objet de facilités, l'année où celles-ci se terminent ; être inscrit à l'un des cours de préparation aux concours et examens d'accès à des emplois des P. T. T. et suivre ces cours avec assiduité. 14° Les dispositions réglementaires en vigueur enjoignent aux notables de procéder avec le maximum de bienveillance à la notation annuelle des fonctionnaires féminins placés en congé de maternité.

Téléphone (mise à l'automatique des groupements de Châteauponsac et Bellac [Haute-Vienne]).

24768. — 10 décembre 1975. — M. Rigout demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications quelles dispositions il compte prendre pour la mise à l'automatique du groupement téléphonique de Châteauponsac et terminer celui de Bellac.

Réponse. — La mise en automatique du groupement de Bellac sera terminée en 1976. Le calendrier des dernières opérations est le suivant, secteur par secteur :

Mars 1976 : Le Dorat ;
Avril 1976 : Mézières-sur-Issoire ;
Juin 1976 : Bussière-Poitevine ;
Juillet 1976 : Magnac-Laval ;
Octobre 1976 : Lussac-les-Eglises.

L'actuel groupement de Châteauponsac sera automatisé en 1977 à la suite de la mise en service, en mars 1977, du centre à autonomie d'acheminement de Bessines. Le calendrier des opérations est le suivant, secteur par secteur :

Mars 1977 : Bessines ;
Juin 1977 : Arnac-la-Poste ;
Septembre 1977 : Saint-Sulpice-les-Feuilles ;
Dernier trimestre 1977 : Châteauponsac.

Téléphone (saturation du secteur d'Aixe-sur-Vienne [Haute-Vienne]).

24769. — 10 décembre 1975. — M. Rigout demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications quelles mesures il entend prendre afin de désencombrer le réseau du secteur d'Aixe-sur-Vienne, banlieue de Limoges, où les installations de téléphone ne peuvent plus être, de ce fait, satisfaites.

Réponse. — Afin de réduire le délai de désaturation, il a été décidé de mettre en place à Aixe-sur-Vienne un autocommutateur sur remorque, qui permettra de satisfaire dès le mois de juin 1976 la majeure partie des demandes en instance. Les autres recevront satisfaction progressivement au fur et à mesure de l'achèvement des travaux d'extension du réseau urbain.

Postes et télécommunications (cadres supérieurs des télécommunications : sauvegarde des niveaux fonctionnels des carrières).

24822. — 11 décembre 1975. — M. Chandernagor appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur l'inquiétude qui s'est emparée des cadres supérieurs administratifs et techniques des télécommunications, à la suite de la mise à l'étude d'un décret modifiant le statut particulier du corps des P. A. S. S. E. Il lui fait observer que les intéressés ont souhaité que des négociations s'ouvrent au plus tôt afin d'assurer une sauvegarde des niveaux fonctionnels prévus à l'article 6 du décret du 25 août 1958. Ils ont également estimé que l'inspection principale aux télécommunications devait faire l'objet d'un corps unique. Enfin, il souligne qu'une organisation cohérente du corps des P. A. S. S. E. suppose la déflation du corps des effectifs, l'arrêt immédiat du recrutement sur titre et une interpénétration avec le corps des administrateurs et ingénieurs. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ces demandes.

Réponse. — La réforme du statut particulier du corps des personnels administratifs supérieurs des services extérieurs des postes et télécommunications, qui doit aboutir début 1976, est la conclusion des études réalisées suite à la position prise dès 1971 par le ministère de l'économie et des finances, qui avait estimé qu'une remise en ordre de ces personnels ne pouvait résulter que d'une diminution des effectifs. Ce ministère subordonnait d'ailleurs l'avancement des inspecteurs principaux au grade de directeur départemental adjoint — bloqué depuis cette date — à une déflation du corps de l'inspection principale. C'est ainsi que cette déflation, commencée dès 1975 et qui doit s'étaler sur une période de six ans, aura pour effet de faire assurer à l'avenir par des inspecteurs certaines fonctions confiées jusqu'à présent à des inspecteurs principaux adjoints, revalorisant ainsi les tâches des inspecteurs dont le niveau de recrutement est élevé. Corrélativement à la déflation, une restructuration du corps des personnels administratifs supérieurs des services extérieurs des postes et télécommunications a conduit, d'une part, à la suppression du grade d'inspecteur principal adjoint, en maintenant le niveau fonctionnel prévu à l'article 6 du décret du 25 août 1958, et, d'autre part, à la modification de la structure de ce corps, la pyramide des emplois devant se composer à terme de deux tiers d'inspecteurs principaux et d'un tiers de directeurs départementaux adjoints. Le relevé de propositions du 5 novembre 1974 prévoyant la séparation en deux catégories selon les fonctions et la spécialité (technique et administrative) et le maintien des possibilités pour les personnels en question d'être affectés soit à la poste, soit aux télécommunications, il ne peut être envisagé actuellement de créer

un corps unique de personnels administratifs supérieurs des télécommunications. Par ailleurs, en ce qui concerne les inspecteurs recrutés sur titres qui ont vocation à accéder au corps des personnels administratifs supérieurs des services extérieurs, la procédure exceptionnelle de leur recrutement a été considérée comme un palliatif à la pénurie des effectifs de cadres supérieurs techniques, alors que l'accroissement des investissements mis à la disposition des télécommunications devait aller de pair avec un accroissement du nombre de cadres techniques. Ce recrutement qui arrivera à son terme début 1977 s'est d'ailleurs révélé satisfaisant. Enfin, l'agissant de l'interpénétration avec le corps des administrateurs et le corps des ingénieurs, prévue par le relevé de propositions, des études sont en cours afin d'examiner les conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer le passage dans les corps d'accueil, et notamment pour tenter d'augmenter sensiblement le nombre des promus.

Fonctionnaires divorcés (rapprochement du lieu de résidence par rapport aux enfants confiés à la garde de l'ex-conjoint).

24911. — 16 décembre 1975. — M. Marette attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur le cas des fonctionnaires divorcés ayant un droit de visite sur les enfants issus du mariage dissout et qui, du fait de la décision unilatérale de leur conjoint de se fixer dans une autre ville de France, ne peuvent exercer leur droit de visite que très occasionnellement lors des vacances, alors qu'ils souhaiteraient pouvoir être mutés dans la même ville que leur ex-épouse afin de pouvoir voir leur enfant un dimanche sur deux et plus régulièrement lors des petites vacances scolaires. Cette situation est celle de nombreux maris dont les épouses ont obtenu la garde des enfants. Or, si jusqu'à présent le rapprochement d'époux permet aux fonctionnaires des P. T. T. d'obtenir une priorité dans les mutations, le rapprochement du lieu de résidence d'un fonctionnaire, par rapport à ses enfants confiés à la garde d'un conjoint divorcé, n'est pas pris en considération par l'administration et par les commissions paritaires appelées à donner leur avis sur les fiches de vœux de mutation. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour essayer d'humaniser, sur ce point, les règles de la fonction publique.

Réponse. — La loi du 30 décembre 1921, dite « loi Roustan », modifiée par la loi du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale, s'applique aux fonctionnaires unis par le mariage. Toute modification ou extension de ce texte relève de la compétence du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique. La situation signalée est certes d'intérêt, mais la mise en place d'une nouvelle priorité qui permettrait à un fonctionnaire de se rapprocher du lieu de résidence de ses enfants confiés à la garde de son ex-conjoint entraînerait un ralentissement du rythme des mutations des autres agents inscrits normalement au tableau des vœux de mutation et parmi lesquels certains pourraient sans doute invoquer des considérations personnelles ou des problèmes familiaux tout aussi intéressants. Des demandes d'extension d'une telle priorité ne manqueraient pas de se manifester, ce qui, en définitive, conduirait à en annuler les effets.

Postes et télécommunications (remise en ordre des indemnités de résidence).

24985. — 18 décembre 1975. — M. Laurisergues attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur le problème de l'indemnité de résidence. Sous la pression syndicale, des fusions de taux de plusieurs zones de salaires ont abouti à ce qu'actuellement ne subsistent que trois groupes d'indemnité de résidence, dont l'écart en pourcentage est limité à 3,50 p. 100. Mais, à l'intérieur de ces groupes, en fonction d'une stérilisation de principe imposée par le ministère des finances, persiste la photographie d'une situation existant en 1945. Les évolutions démographiques et économiques sont totalement ignorées dans ce classement. Il en résulte des aberrations qui placent des zones urbaines importantes dans le troisième groupe de taux de l'indemnité de résidence service aux fonctionnaires et assimilés. Or, il importerait de mieux répondre à la situation réelle du coût de la vie sur l'ensemble du territoire et d'instituer une véritable rémunération nationale de la fonction publique supprimant toute différenciation résidentielle. En tout état de cause, la persistance des incohérences actuelles apparaît impossible et même nuisible. Pour toutes ces raisons, il lui demande quelles mesures de remise en ordre, d'assainissement et d'équilibre il compte prendre pour mettre un terme aux errements présents.

Réponse. — La rémunération des fonctionnaires des P. T. T. est déterminée suivant les dispositions qui sont applicables à l'ensemble des personnels relevant de la fonction publique. Le classement des communes dans les différentes zones d'abattement et la fixation des taux applicables dans chacune de ces zones n'en ont pas moins été modifiés à plusieurs reprises depuis 1945 pour tenir compte de l'évolution naturelle de la démographie. En particulier, l'atténuation des écarts existant entre les différentes zones de salaires se poursuit

régulièrement, en concertation avec les organisations de personnel (on est passé de 25 p. 100 à 3,5 p. 100 de 1945 à 1975), si bien que les mesures ainsi prises participent à l'adaptation souhaitée des méthodes de calcul des rémunérations des fonctionnaires de l'Etat à l'évolution économique générale.

Syndicats professionnels (participation de la fédération nationale des cadres C.G.C. des P.T.T. aux négociations organisées au secrétariat d'Etat).

25118. — 20 décembre 1975. — M. Soustelle expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que la Fédération nationale des cadres (C.G.C.) des P.T.T. a été exclue des négociations qui se sont tenues au secrétariat d'Etat entre le 23 octobre et le 5 novembre 1974; que cette fédération est actuellement la seule organisation syndicale écartée de la table ronde consacrée à l'examen des conséquences de la modernisation des services des P.T.T., bien que ce problème intéresse au premier chef les cadres de cette administration; qu'enfin cette fédération est la deuxième organisation dans l'ordre de représentation au niveau du collège des cadres et au premier rang en ce qui concerne l'inspection principale. Il demande à M. le secrétaire d'Etat quelles mesures il envisage de prendre pour que cette organisation soit invitée, conformément à la démocratie syndicale, à prendre part aux négociations présentes et à venir au sein de son département ministériel.

Réponse. — La table ronde qui s'est tenue au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications du 30 octobre au 15 décembre 1975 a eu pour mission d'examiner les conséquences de la modernisation des services de la poste et des télécommunications sur les conditions de travail, la formation, les mutations et l'avancement des fonctionnaires appartenant aux catégories B, C et D, c'est-à-dire essentiellement des personnels d'exécution. C'est la raison pour laquelle la fédération nationale des cadres C. G. C. des P. T. T. n'a pas été invitée à participer aux travaux de cette table ronde. Mais ceci ne signifie nullement que sa représentativité parmi le personnel d'encadrement soit contestée et elle est associée à toute action de concertation sur les problèmes intéressant ses mandats.

Téléphone (variations du taux de la taxe de raccordement).

25122. — 20 décembre 1975. — M. Jean-Pierre Cof attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les iniquités résultant des variations du taux de la taxe de raccordement au téléphone. De nombreux usagers ayant demandé à être raccordés il y a deux ans, lorsque cette taxe était d'un montant de 600 francs ont dû régler la taxe au taux excessif de 1 100 francs et voient aujourd'hui ce taux ramené à 800 francs. Il demande quelles mesures sont envisagées pour remédier à cette inégalité devant le service public.

Réponse. — L'inscription d'une demande formulée par un candidat abonné au téléphone n'entraîne aucun engagement pour l'intéressé auquel, contrairement à la pratique générale en matière de commande de biens non immédiatement disponibles, il n'est demandé aucun acompte et qui peut ainsi se raviser à son gré. L'engagement liant le client et le service des télécommunications ne prenant effet que le jour de la mise en service du poste d'abonné, c'est la taxe en vigueur à cette date qui est normalement perçue. Cette règle s'applique lors de chaque changement de tarif et en particulier depuis le 11 décembre 1975, date à laquelle les frais forfaitaires d'accès au réseau ont été ramenés à 800 francs. Tel avait été également le cas, le 1^{er} mai 1972, lorsque la taxe de raccordement avait été ramenée de 600 francs à 500 francs.

Téléphone (mesure en faveur des usagers qui ont acquitté la taxe de raccordement avant qu'elle ne soit diminuée.)

25328. — 3 janvier 1976. — M. Barbarot attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur le fait qu'un certain nombre d'usagers du téléphone, ayant fait une demande pour obtenir leur installation téléphonique avant l'augmentation de la taxe de raccordement, qui était fixée alors à 500 francs et qui a été portée à 1 100 francs au 1^{er} janvier 1975, ont obtenu cette installation en 1975 et ont été contraints de payer la taxe au prix de 1 100 francs. Présentement, cette taxe est ramenée à 800 francs. Il lui demande si des mesures ne pourraient être prises en faveur de ces personnes, qui ont eu la malchance d'obtenir leur installation alors que la taxe était au prix fort et s'il ne serait pas possible de prévoir le remboursement du supplément payé en 1975.

Réponse. — L'inscription d'une demande formulée par un candidat abonné au téléphone n'entraîne aucun engagement pour l'intéressé auquel, contrairement à la pratique générale en matière de commande de biens non immédiatement disponibles, il n'est demandé aucun acompte et qui peut ainsi se raviser à son gré. L'engagement liant le client et le service des télécommunications ne prenant effet

que le jour de la mise en service du puste d'abonné, c'est la taxe en vigueur à cette date qui est normalement perçue. Cette règle s'applique lors de chaque changement de tarif et en particulier depuis le 11 décembre 1975, date à laquelle les frais forfaitaires d'accès au réseau ont été ramenée à 800 francs. Tel avait été également le cas, le 1^{er} mai 1972, lorsque la taxe de raccordement avait été ramenée de 600 francs à 500 francs.

QUALITE DE LA VIE

Hôtels et restaurants (restaurant d'entreprise du théâtre de l'Opéra ouvert au public).

18454. — 4 avril 1975. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de la qualité de la vie que depuis quelques jours le théâtre de l'Opéra a cessé d'être exclusivement un théâtre pour devenir également un restaurant. C'est ainsi que l'on voit affiché depuis trois jours en bordure du théâtre de l'Opéra : « Restaurant d'entreprise de l'Opéra, ouvert au public, service chaud de 11 heures à 20 heures sans interruption ! Prix fixe 10 francs. » Il lui demande si ce restaurant d'entreprise supporte les mêmes charges que le commerce privé de ce quartier. Il lui demande en outre le montant du loyer qu'il paye à l'Etat. Il lui demande enfin si les locaux de l'Opéra sont destinés à devenir un restaurant faisant concurrence au commerce régulier, qui lui, paye des impôts et un loyer. Le conseiller susvisé demande en conséquence à M. le ministre les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser cette provocation au commerce privé.

Réponse. — Une enquête a été effectuée par la section des débits de boissons et des restaurants de la direction de la police économique et de la répression des fraudes dans le restaurant du théâtre de l'Opéra, rue Auber, à Paris (2^e). Cette enquête a révélé que le comité d'entreprise de la Réunion des théâtres lyriques nationaux a concédé la responsabilité du restaurant d'entreprise de l'Opéra. Au terme du contrat de concession, daté du 9 octobre 1974 le concessionnaire responsable s'est engagé à servir des repas au personnel de l'Opéra pour 8 F (menu unique: boisson et service compris), moyennant quoi il est autorisé à recevoir des clients de l'extérieur pour un prix librement fixé. En contrepartie de cet engagement, le concessionnaire n'est astreint à verser aucune redevance ni location pendant la durée du contrat (trois ans minimum). A l'intérieur de l'établissement la publicité des prix est assurée conformément à la réglementation en vigueur. Cent cinquante à deux cents repas seraient servis par jour et les trois cinquièmes de ceux-ci seraient pris par les employés du théâtre qui disposent de tickets-restaurant fournis par leur comité d'entreprise. Le concessionnaire est assujéti à la patente et imposé au forfait. On peut donc dire qu'exception faite du loyer, les charges qu'il supporte sont celles de tout exploitant de restaurant.

Pollution (protection de l'étang de Thau contre la pollution industrielle néfaste à la pêche et à la conchyliculture).

23175. — 15 octobre 1975. — M. Arraut attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur le fait que la pollution de l'étang de Thau met en cause non seulement l'emploi de quatre mille personnes vivant de la pêche et de la conchyliculture, mais aussi une zone touristique particulièrement riche. Il lui demande: 1^o quelles mesures il entend prendre pour protéger l'étang de Thau, comment il entend imposer aux industriels de faire cesser la pollution chimique dont ils sont responsables; 2^o quel rôle jouent les eaux du canal du Midi dans la pollution de l'étang de Thau et quelles sont les industries et les collectivités qui contribuent à la pollution de ce canal entre le Rhône et Sète.

Réponse. — L'honorable parlementaire semble considérer que la pollution chimique est la principale responsable des problèmes de pollution de l'étang de Thau. Il importe de rappeler à cet endroit que les principaux problèmes de pollution de cette zone sont liés aux rejets d'effluents urbains en provenance des communes situées sur le bassin versant de cet étang. De plus, une partie importante de la charge organique du bassin de Thau, qui est à l'origine des phénomènes d'eutrophisation particulièrement aigus hors de l'été de 1975 (qui fut particulièrement chaud) provient des résidus de détrocage liés aux activités conchylicoles elles-mêmes. Deux actions importantes sont actuellement engagées pour lutter contre ces pollutions. La première, qui fait l'objet de subventions importantes du fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement, permettra de doter l'ensemble des communes riveraines de l'étang de dispositifs d'assainissement spécialement adaptés aux problèmes de points de charge et aux problèmes bactériens. La seconde permettra, au terme d'une étude engagée par l'institut scientifique et technique des pêches maritimes sur des crédits du ministère de la qualité de la vie, de mettre en place un système de collecte et de destruction des résidus de la conchyliculture de l'étang. En ce qui concerne enfin les problèmes de pollution chimique et d'apports de pollutions par le canal du Midi, il importe de rappeler que les distilleries vinicoles,

qui constituent les principales sources de pollution de cette région, viennent de signer un contrat de branche avec le ministère de la qualité de la vie qui leur permettra de se doter dans les meilleurs délais des ouvrages d'épuration nécessaires. Il faut enfin souligner que les industries situées dans la partie Est du bassin de Thau et à Frontignan ne rejettent pas d'effluents chimiques directement dans l'étang. Un projet d'assainissement de Frontignan est d'ailleurs actuellement à l'étude. Il conduira à rejeter les effluents de cette zone en mer, après traitement à Frontignan même ou à Sète.

Environnement (décrets d'application de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux).

23883. — 6 novembre 1975. — M. Canacos demande à M. le ministre de la qualité de la vie quels seront les délais de parution du décret d'application de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux. En effet, devant la prolifération inquiétante des dépôts de déchets dans nos campagnes, déchets provenant d'entreprises parisiennes et de zones industrielles limitrophes, les maires des communes concernées se sont adressés à M. le préfet qui attend la parution des décrets pour intervenir. En conséquence, il lui demande quand paraîtront ces décrets.

Réponse. — La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux nécessite l'élaboration de nombreux décrets d'application. Tous ne pourront pas être pris simultanément et c'est pourquoi des priorités ont été dégagées. Le projet de décret relatif à l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets est le plus avancé, puisqu'il vient d'être soumis à l'examen du Conseil d'Etat. Ont été déjà élaborés et font actuellement l'objet de discussions interministérielles, d'une part, le décret relatif aux obligations des communes en matière d'élimination des déchets des ménages, d'autre part celui concernant, en application de l'article 8 de la loi, les catégories de déchets pour lesquelles le producteur devra fournir à l'administration des informations et l'éliminateur obtenir l'agrément de ses installations. Ces textes devront en conséquence être publiés au début de l'année 1976 et répandraient aux préoccupations des maires dont l'honorable parlementaire se fait l'interprète. A une échéance moins rapprochée, de l'ordre d'un an, une réglementation devra être élaborée, conformément aux titres II, IV et VII, qui fixe les conditions générales et les procédures d'intervention de la puissance publique en ce qui concerne la diffusion des produits générateurs de déchets, la récupération des matériaux associés à certaines fabrications et la réutilisation des rejets thermiques industriels. Cette réglementation servira de cadre à des applications ponctuelles, produit par produit, ou cas par cas, qui s'échelonnent forcément dans le temps. Parallèlement seront instituées des taxes parafiscales qui financeront les interventions de l'agence.

Vacances scolaires (rentrée scolaire au plus tôt le 15 septembre en vue de favoriser l'étalement des congés annuels).

24080. — 15 novembre 1975. — M. Besson attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur les aspects du problème posé par un nécessaire étalement des vacances. Des professions au sein desquelles le droit aux vacances en est à ses débuts, comme l'agriculture, ne peuvent supporter une cessation d'activité en juin, juillet, août et, de ce fait, septembre est souvent le seul mois où des congés sont compatibles avec les exigences du travail agricole. Il lui demande si, par souci d'équité, un minimum de deux semaines pleines de vacances ne devrait pas être assuré en septembre à tous les enfants d'âge scolaire, ce qui impliquerait de ne plus prévoir de rentrée avant le 15 septembre.

Réponse. — La question du calendrier scolaire est effectivement un problème dont l'importance n'échappe pas au Gouvernement. Elle fait partie d'une stratégie complète de l'aménagement du temps qui se dégage à partir des études menées au cours des dernières années et qui peut maintenant être mise en œuvre par étapes progressives. A cette fin, une directive du Premier ministre, du 7 mai 1975, a fourni le cadre de la préparation des décisions qui seront soumises au Gouvernement par un groupe interministériel d'aménagement du temps. Ce groupe interministériel, placé sous l'autorité d'un magistrat de la Cour des comptes, M. Bertrand Labrusse, doit remettre très prochainement un rapport qui contiendra des mesures concrètes, susceptibles d'être adoptées, notamment en matière de calendrier scolaire.

Pollution (conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur la Méditerranée).

24142. — 19 novembre 1975. — M. Barel, après le refus, le 30 octobre 1975, par la commission des lois de la proposition de résolution n° 1878 tendant à la création d'une commission d'en-

quête parlementaire sur la pollution dans la Manche, arguant que toutes les conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur la Méditerranée n'avaient pas été tirées, demande à M. le ministre de la qualité de la vie : 1° quelles sont les conclusions déjà tirées ; 2° quels sont les points sur lesquels il reste encore à tirer des conclusions ; 3° quelles sont les décisions actuellement étudiées.

Réponse. — Il n'appartient pas au ministre de la qualité de la vie de commenter les raisons qui ont conduit la commission des lois de l'Assemblée nationale à rejeter la proposition de résolution n° 1978 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pollution dans la Manche. Quant aux conclusions de la commission d'enquête parlementaire constituée le 27 juin 1974 sur la pollution du littoral méditerranéen, elles vont pour une grande part dans le sens de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de lutte contre la pollution marine. On peut notamment citer les points suivants : 1. Rejets industriels et leurs effets chimiques : la révision de la loi de 1917 sur les établissements classés est en cours. Le renforcement des effectifs des services des établissements classés doit être réalisé dès 1976 ; le programme de réduction de la pollution par le mercure lancé dès 1972 se poursuit et a déjà permis de diminuer de moitié les rejets au milieu naturel. Dans certaines zones sensibles (par exemple à Fos) l'implantation de cellules d'électrolyse au mercure a été interdite ; un programme général d'étude sur le mercure en Méditerranée est d'autre part entrepris par le ministère de la qualité de la Vie, en liaison avec l'I. S. T. P. M. et le B. R. G. M. 2. Implantation des centrales nucléaires : un effort d'information tant des élus que de l'ensemble de la population a eu lieu au cours de cette année. En ce qui concerne les centrales littorales, un programme général de recherches a été défini par le ministère de la qualité de la vie ; ce programme, largement diffusé auprès des instances régionales et départementales, permet de dresser la liste des études indispensables à entreprendre lors de l'implantation d'une centrale thermique ; de nombreuses études ont dores et déjà été entreprises par des laboratoires indépendants d'E. D. F. (C. N. E. X. O. et I. S. T. P. M.). 3. Les rejets urbains et leurs effets bactériologiques et viraux : l'information des collectivités locales et des services techniques de l'Etat sur les problèmes d'épuration littorale s'est poursuivie. La circulaire interministérielle fixant les règles relatives à l'assainissement du littoral est en cours de contre-seing ; les textes spécifiques du ministère de la santé, publiés portant sur les ouvrages d'assainissement sont en cours de révision en ce sens ; d'autre part, des mesures sont à l'étude pour harmoniser et renforcer l'efficacité des politiques de préservation de la mer des agences financières de bassin ; enfin, le retard constaté en matière d'épuration sur le littoral méditerranéen fera l'objet de mesures spécifiques dans le cadre du VII^e Plan. Il est à noter qu'une nouvelle série d'opérations « rivages propres » ont été lancées en janvier 1975 sur le littoral méditerranéen. 4. Rejets d'hydrocarbures en mer : le ministère de la qualité de la vie a entrepris dès le début de 1975 des mesures visant à renforcer le rôle joué par les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage de manière à améliorer la constatation et la répression des infractions aux conventions internationales. 5. Pollutions indirectes et problèmes généraux : saleté des plages : la loi sur les « déchets » a été adoptée par le Parlement au cours de la dernière session parlementaire ; police des eaux et actions administratives : des mesures sont à l'étude pour renforcer l'efficacité des actions de lutte contre la pollution marine en promouvant une meilleure répartition des actions administratives, notamment en matière de police des rejets et de police de la qualité du milieu ; actions internationales : le ministère de la qualité de la vie a pris une part active aux négociations entreprises à Barcelone, puis à Genève sous l'égide du P. N. U. E. pour aboutir à la signature d'une convention cadre sur la Méditerranée. Une telle convention constituerait une action régionale spécifique correspondant aux vœux émis par la commission d'enquête. Par ailleurs, les contacts poursuivis ces derniers mois avec nos partenaires monégasques et italiens vont permettre prochainement d'élargir et de renforcer dans le cadre d'un accord international la coopération lancée au niveau local par le projet Ramoge. D'autres mesures sectorielles (salubrité des campings, hygiène des zones de baignades, réglementation relative aux produits) sont en cours de préparation.

JEUNESSE ET SPORTS

Education physique et sportive (création de postes supplémentaires pour la rentrée de 1975).

22147. — 30 août 1975. — M. Hage fait observer à M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) que, au concours du professorat d'éducation physique et sportive de 1975, sur 2 472 candidats se présentant après quatre années au moins d'études spécialisées postérieures au baccalauréat, 1 283 ont été reconnus aptes par les jurys à la fonction de professeur d'éducation physique et sportive. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports a

décidé de n'en recruter que 575, et refuse de prendre en considération une liste complémentaire de 200 établie par les jurys. Des centaines d'étudiants hautement qualifiés, formés par l'Etat et privés de possibilités de reconversion au terme de quatre années d'études spécialisées, se trouvent ainsi condamnés au chômage alors qu'il manque 9 000 enseignants pour assurer le minimum hebdomadaire de trois heures (étape vers les cinq heures) pour tous les élèves du second degré. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire de dégager de nombreux postes supplémentaires pour la rentrée de 1975 afin de développer l'éducation physique et sportive dans le second degré et, conformément aux déclarations gouvernementales, lutter contre le développement du chômage des jeunes, notamment dans la fonction publique.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) rappelle à l'honorable parlementaire que le C. A. P. E. S. d'éducation physique et sportive comme celui des autres disciplines, est un concours et non pas un examen où il suffit d'obtenir la moyenne pour être déclaré apte par le jury. Le nombre de postes mis au concours, est fonction, d'une part, des mouvements affectant les fonctionnaires du corps (mises à la retraite, détachements, réintégrations) d'autre part, des créations de postes autorisés par le Parlement. En 1975, 575 postes de professeurs ont été mis au concours alors que le nombre de postes nouveaux ouverts au budget de 1975, n'était que de 330. C'est dire que l'administration s'est efforcée d'offrir aux étudiants en éducation physique et sportive le maximum de postes compatible avec les autorisations budgétaires. Pour l'avenir, la création par arrêté du 11 avril 1975, d'un diplôme universitaire d'études générales en éducation physique et sportive ouvrira aux étudiants en éducation physique des débouchés nouveaux, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

SANTE

Pharmacie (renforcement de l'effectif du service de permanence de nuit et de jours fériés de la pharmacie centrale de l'assistance publique de Paris).

22097. — 23 août 1975. — M. Barbet expose à Mme le ministre de la santé que le maire de Nanterre ayant dû se rendre à la pharmacie centrale de l'assistance publique de Paris pour se procurer d'urgence un médicament pour un traitement de groupe dans une colonie de vacances, l'a informé que les permanences de nuit et de jours fériés n'étaient assurées que par une personne qui doit accueillir, servir et répondre aux appels téléphoniques, ce qui implique des délais d'attente plus ou moins longs mais qui peuvent avoir de graves répercussions dans les cas d'extrême urgence. Il lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour que l'effectif du service de permanences de nuit et de jour fériés de la pharmacie centrale de l'assistance publique de Paris soit renforcé.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la pharmacie centrale des hôpitaux de l'assistance publique est, pour l'essentiel chargée d'assurer la distribution des médicaments aux seuls hôpitaux relevant de cette administration. Ce n'est que dans des cas exceptionnels (urgence ou absence de tout autre source de distribution) qu'elle peut, sous certaines conditions, être amenée à effectuer des cessions de médicaments au bénéfice d'autres établissements hospitaliers ou, beaucoup plus rarement, à des particuliers. Grâce aux dispositions adoptées pour la distribution des médicaments, les établissements hospitaliers de l'assistance publique ne sont amenés à recourir que très occasionnellement aux services de la pharmacie centrale hors heures de fonctionnement normal de celle-ci. C'est en tenant compte de cette situation que les permanences de nuit et des jours fériés de cet établissement ont été organisées. Le système mis en place qui ne prévoit effectivement que la présence d'un seul interne en pharmacie, assisté le samedi matin, d'un magasinier et d'une standardiste, a d'ailleurs, jusqu'ici, toujours fonctionné sans incident. Il reste, qu'en cas de nécessité, l'interne de garde peut faire appel, à tout instant, à d'autres agents de l'établissement (personnel pharmaceutique ou non) et notamment aux agents logés sur place dans ce but. Dans le cas précis évoqué, bien qu'il ne soit pas certain que les conditions exceptionnelles justifiant la délivrance de produits pharmaceutiques à un demandeur autre qu'un établissement hospitalier aient été remplies, l'interne en pharmacie de garde ce jour-là (un samedi à 19 heures) s'est cependant employé à satisfaire la demande présentée dans des délais qui se sont avérés, après enquête, ne pas avoir été supérieurs à plus d'une dizaine de minutes.

Médicaments (renforcement du contrôle dans leur fabrication et leur vente et meilleure information du public).

23240. — 15 octobre 1975. — M. Alain Bonnet demande à Mme le ministre de la santé de lui indiquer les mesures qu'elle compte prendre pour éviter le renouvellement de drames tels que l'empoisonnement aux sels de plomb d'un nouveau-né, victime des

effets nocifs d'un pseudo-médicament, théoriquement à usage arboricole exclusif. Cette affaire illustre de façon tragique l'existence d'un trafic parallèle de médicaments, mal contrôlés, ainsi que la persistance d'une mauvaise information du public, qui se soigne lui-même sans connaître trop souvent les conséquences réelles des médicaments qu'il utilise sans prescription médicale. Il lui demande donc si elle n'entend pas renforcer le contrôle de la fabrication, de la distribution et de la vente des produits. Par ailleurs, ne pense-t-elle pas qu'il serait temps, comme on le fait pour la lutte contre l'abus de tabac, de lancer une grande campagne d'information sur l'usage des médicaments et sur les dangers extrêmement graves de leur utilisation sans prescription médicale.

Réponse. — La question soulevée par l'honorable parlementaire se présente sous deux aspects, celui de l'exercice illégal de la pharmacie et celui de l'automédication. En ce qui concerne les produits médicamenteux, non autorisés et non contrôlés, diffusés par le truchement d'un trafic plus ou moins clandestin, leurs fabricants font l'objet de plaintes en justice chaque fois qu'une preuve peut être apportée par mes services. Cependant, il est à souligner que les fabricants de ces produits recidivent le plus souvent, malgré les condamnations dont ils font l'objet et qu'il est malaisé de faire cesser leurs agissements illicites, en raison des bénéfices réalisés, qui ne sont pas négligeables et du fait que l'opinion se montre assez souvent réceptive à la propagande pratiquée de bouche à oreille sur les médicaments parallèles. Pour ce qui est de l'utilisation de nombreux médicaments sans prescription médicale, il apparaît en effet nécessaire que l'ensemble des organismes, institutions et services qui concourent à l'éducation sanitaire, entreprennent une campagne de mise en garde du public contre une automédication inconsidérée. Mon administration s'efforce, par ailleurs, de classer, parmi les médicaments qui ne peuvent être délivrés que sur ordonnance médicale, tous les produits qui renferment des substances dont l'emploi thérapeutique doit être surveillé.

Assurance maladie

(publication du décret sur l'hospitalisation à domicile).

23694. — 30 octobre 1975. — **M. Legrand** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir lui faire connaître les raisons du retard à la publication du décret sur l'hospitalisation à domicile.

Réponse. — Une expérience d'hospitalisation à domicile a été engagée par les organismes de sécurité sociale sur la base d'une convention type établie par la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Les résultats de cette expérience ne seront connus que dans quelques mois. Il a paru préférable au ministre de la santé que les textes réglementaires concernant l'hospitalisation à domicile soient élaborés à l'issue de cette période expérimentale qui permettra de faire le point des conditions de fonctionnement de cette forme d'hospitalisation.

Laboratoires d'analyses (conditions d'exercice des fonctions de directeurs et de directeurs adjoints des laboratoires d'analyses de biologie médicale).

23911. — 6 novembre 1975. — **M. Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé**, compte tenu de l'article L. 761-1 de la loi 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints : 1° quelle sera la formation spécialisée requise pour être autorisé à exercer les fonctions ci-dessus ; 2° s'il ne semble pas nécessaire à **Mme le ministre de la santé** que figure parmi les qualifications nécessaires pour l'exercice des fonctions de directeur et directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale, le titre d'ancien interne en pharmacie ou d'ancien interne en médecine des hôpitaux de villes sièges de C.H.U., dans la mesure où il atteste d'un stage hospitalier que nos partenaires européens jugent indispensable ; 3° quelles sont les conditions transitoires envisagées par **Mme le ministre de la santé** pour les internes en pharmacie et les internes en médecine des hôpitaux de villes sièges de C.H.U., en fonctions avant la date de promulgation de la loi, et qui exercent la biologie médicale au même titre que les biologistes privés installés en hâte avant cette date.

Réponse. — Le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 relatif aux directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale (*Journal officiel* du 3 janvier 1976) détermine dans ses articles 1° à 16 la nature et les modalités de la formation spécialisée exigée des directeurs et directeurs adjoints qui ne se trouvaient pas encore en fonctions lors de l'entrée en vigueur de la loi du 11 juillet 1975. 1° Les dispositions retenues tiennent compte de l'organisation actuelle de l'enseignement de la biologie en France et s'inspirent des principes qui avaient été exposés par le Gouvernement lors des débats parlementaires. Il est ainsi prévu que la formation spécialisée comporte quatre certificats d'études spéciales choisis sur une liste de cinq spécialités biologiques. 2° L'article 3 du décret dispense cependant de ces certificats — dans la limite de deux — les internes en médecine ou en pharmacie des centres hospitaliers

régionaux faisant partie des centres hospitaliers et universitaires ainsi que certaines catégories d'assistants ou adjoints de biologie, dès lors que les intéressés justifient d'un temps de fonction suffisant (fixé à quatre semestres par certificat) dans la spécialité considérée. 3° En outre des dispositions particulières sont prévues en faveur de certaines catégories de personnes qui avaient entrepris une formation spécialisée avant l'intervention de la nouvelle loi. Il s'agit notamment des internes et assistants qui exercent ces fonctions dans un laboratoire hospitalier depuis deux semestres au moins avant l'entrée en vigueur du décret. Il ne sera exigé d'eux — jusqu'au 31 décembre 1977 — que trois certificats et même deux ou un seul s'ils remplissent les conditions pour obtenir les dispenses prévues par l'article 3. 4° Un groupe de travail sera prochainement constitué sous l'égide du ministère de la santé et du secrétariat d'Etat aux universités pour étudier les modalités d'une réforme de la formation des directeurs de laboratoire. Il est apparu opportun d'attendre les conclusions de cette étude pour déterminer, s'il y a lieu, de nouvelles orientations.

Hôpitaux (investissements nécessaires aux hôpitaux parisiens en vue d'assurer les secours d'urgence).

23940. — 7 novembre 1975. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les conséquences extrêmement dramatiques du sous-équipement des hôpitaux parisiens. La mort récente d'un jeune enfant victime, de nuit, d'un grave accident et n'ayant pu être admis rapidement dans un hôpital neuf d'entre eux ayant refusé de l'accepter soit qu'ils n'aient pas été équipés pour le traiter, soit qu'ils n'aient pas disposé des équipes spécialisées (nécessaires), met tristement cette question à l'ordre du jour. Ne pense-t-elle pas qu'il est urgent d'effectuer les investissements nécessaires pour permettre un fonctionnement rapide et efficace des secours d'urgence, faute de quoi on risque quotidiennement de voir se reproduire des cas semblables qui sont inadmissibles. Il lui demande donc de lui faire connaître d'urgence les dispositions qu'elle compte prendre pour mettre un terme à cette situation et donner aux services publics de santé, les moyens les plus adéquats de remplir leur mission.

Réponse. — Le ministre de la santé fait observer à l'honorable parlementaire que le drame évoqué ressortit non à une insuffisance générale de l'équipement des soins d'urgence des hôpitaux parisiens, mais à la limitation de certains services de pointe tels les services de cardiologie équipés pour des interventions vasculaires avec circulation extra-corporelle. La rareté de tels cas en urgence nocturne, deux à trois par an, n'avait pas jusqu'ici justifié la désignation systématique d'un service de garde de cardiologie d'urgence. Les éléments réunis par l'enquête en cours au sein de l'Assistance publique de Paris permettront d'étudier les possibilités d'une telle permanence. Mais, plus que les incidences de rentabilité, les problèmes de formation, de mise en place et d'utilisation d'équipes de seize personnes entraînées, chirurgiens cardiothoraciques, radiologues, angiographistes, pompistes,panseuses et de matériel très particulier, freineront certainement pendant quelque temps encore l'extension de tels services dont aucun pays au monde ne peut sans doute s'enorgueillir d'avoir la disposition permanente.

Laboratoires d'analyses (représentation des biologistes privés à la commission nationale permanente de biologie médicale).

24030. — 14 novembre 1975. — **M. Bisson** rappelle à **Mme le ministre de la santé** que l'article L. 759 du code de la santé publique tel qu'il résulte de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints, prévoit la création d'une commission nationale permanente de biologie médicale dont la composition et les attributions sont fixées par décret. Au cours des débats qui ont eu lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat, **Mme le ministre de la santé** avait pris l'engagement au nom du Gouvernement que les biologistes seraient très largement et équitablement représentés au sein de cette commission (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 16 avril 1975, pp. 1656 et 1657, et *Journal officiel*, Débats Sénat, du 24 juin 1975, pp. 1885 et 1886). Or, malgré ces engagements qui intéressent essentiellement les biologistes privés, la représentation de ceux-ci serait très faible puisqu'il serait envisagé une représentation de trois membres sur une commission de trente membres. Si tel devait être le cas, la représentation des biologistes privés serait anormalement faible et hors de proportion avec leur nombre et leur rôle. **M. Bisson** demande à **Mme le ministre de la santé** si les indications qui lui ont été données sont exactes. Dans l'affirmative, il souhaiterait qu'elle tienne compte des remarques qui précèdent afin que la commission nationale permanente de biologie médicale prévue à l'article L. 759 du code de la santé publique comporte une représentation plus conforme à la réalité des organismes représentatifs des biologistes privés.

Réponse. — La récente publication du décret n° 75-1024 du 5 novembre 1975 fixant la composition et les attributions de la commission nationale permanente de biologie médicale ainsi que celle de l'arrêté

portant nomination de ses membres permet de constater que les dispositions de ces textes assurent aux biologistes une représentation largement majoritaire. En effet, sur les trente-deux membres composant la commission, onze seulement représentent l'administration et les organismes de sécurité sociale, tandis que vingt et un sièges ont été attribués à des biologistes, pour la plupart directeurs ou directeurs adjoints de laboratoire. Le secteur privé de la biologie est représenté par cinq membres titulaires et cinq membres suppléants nommés au titre des syndicats de biologistes privés, ainsi que par quatre membres titulaires et par quatre membres suppléants nommés au titre des personnalités compétentes. A ce chiffre, il convient d'ajouter les directeurs de laboratoires privés nommés au titre de la représentation des divers ordres professionnels. Il est apparu nécessaire cependant, compte tenu de la nature des attributions confiées à la commission, d'éviter tout clivage entre les secteurs privé et public, ce qui a conduit à prévoir également dans la commission une représentation des biologistes du secteur public. Il apparaît ainsi que les engagements pris devant le Parlement ont été scrupuleusement respectés et qu'il a été tenu le plus grand compte des préoccupations exprimées par les professionnels intéressés.

Infirmières (validation pour la retraite des années passées par les infirmières dans les écoles privées).

24297. — 22 novembre 1975. — **M. Barel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les problèmes posés aux infirmières dont le diplôme a été délivré par une école privée. Actuellement, les années passées par elles dans l'école ne sont pas validées pour la retraite, alors que c'est envisagé pour les assistantes sociales et sages-femmes ayant suivi des cours dans une école publique. (Instruction générale à l'usage des collectivités locales mise au point par la caisse nationale de retraites). Or, le nombre des écoles publiques d'infirmières est limité et l'était encore plus au moment de la promulgation des textes. En 1960 il n'y en avait qu'à Paris, Marseille, Nîmes et Lyon. En conséquence, toutes les infirmières diplômées d'Etat, issues des écoles non publiques, ne pouvaient obtenir la validation de leurs années d'études. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que cette injustice soit réparée.

Réponse. — Le régime de retraite des agents des collectivités locales a toujours précisé que, seuls pouvaient être admis à validation les services de non titulaire accomplis dans les cadres permanents des administrations publiques, services extérieurs en dépendant, et établissements publics de l'Etat ou des collectivités locales ne présentant pas un caractère industriel ou commercial. En outre, les services validés doivent réunir certaines conditions relatives au mode d'emploi et de rémunération des agents, permettant de justifier que les services ont été rendus de telle manière qu'ils auraient dû normalement être effectués par des personnels titulaires. Les ministères intéressés qui ont autorisé la validation des années d'école des infirmières, des assistantes sociales et des sages-femmes en les assimilant à une période de stage dès lors que lesdites études ont été effectuées dans une école publique, ont déjà consenti une interprétation libérale des règles en vigueur en matière de validation. La même assimilation ne peut être admise en ce qui concerne les années d'école accomplies dans des établissements privés. Par ailleurs, il convient de préciser qu'en 1960 le nombre des écoles publiques d'infirmières était supérieur à celui des écoles privées. A cette date, en effet, on comptait dans notre pays cent écoles publiques et quatre-vingts écoles privées.

Laboratoires d'analyses (antériorité à la loi du 13 juillet 1975 du droit d'exercice de la profession de directeur pour l'ouverture d'un nouveau laboratoire).

24430. — 28 novembre 1975. — **M. Pinte** demande à **Mme le ministre de la santé** si un directeur ou directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale, en exercice le 13 juillet 1975, date de la publication de la loi n° 75-626 disposera dans l'avenir du droit de créer un nouveau laboratoire du moment que ce laboratoire obéira aux nouvelles réglementations prévues pour les laboratoires par ladite loi. En d'autres termes, l'antériorité du droit d'exercice reconnue par l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi du 11 juillet 1975 aux directeurs et directeurs adjoints en exercice à la date de publication de ladite loi, soit le 13 juillet 1975, s'étendra-t-elle bien à la création éventuelle par ces intéressés d'un nouveau et unique laboratoire conforme aux nouvelles normes édictées par la loi et les textes subséquents, même si ces directeurs ou directeurs adjoints ne possèdent pas tous les certificats de spécialité qui seront exigés pour les nouveaux candidats à ces fonctions dans l'avenir. S'il en était autrement, un directeur ou directeur adjoint de laboratoire, notamment salarié, en exercice le 13 juillet 1975, ne serait qu'en mesure de continuer à exercer soit dans le laboratoire où il

était en exercice le 13 juillet 1975 ou dans tout autre laboratoire existant, mais sans la possibilité de création d'un laboratoire personnel. Une telle mesure ne serait-elle pas contraire à l'esprit de l'article 2, alinéa 1, de la loi du 11 juillet 1975 et de l'article 757, alinéa 1, du code de la santé publique tel qu'il résulte de la nouvelle loi. Lors de la discussion de l'article 757, les rapports des commissions comme les déclarations du Gouvernement exprimèrent que l'autorisation administrative prévue par l'article 757, alinéa 1, ne saurait devoir être interprétée comme la volonté d'un *numerus clausus* des laboratoires dans l'avenir. Il lui demande de confirmer que le cas échéant cette autorisation administrative de création d'un laboratoire sera bien accordée aux directeurs et directeurs adjoints en exercice le 13 juillet 1975, même non titulaires de tous les nouveaux certificats de spécialité qui seront requis, du moment que leur nouveau laboratoire répondra aux nouvelles normes juridiques et techniques fixées par la loi du 11 juillet 1975 et les textes subséquents en cours d'élaboration.

Réponse. — Le ministre de la santé est en mesure d'informer l'honorable parlementaire que tout personne remplissant les conditions fixées à l'article 2 de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975, relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints est dispensée, à titre définitif, de justifier de la formation spécialisée requise pour exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint. En conséquence, un directeur ou un directeur adjoint, en exercice à la date de publication de la loi susvisée, peut poursuivre son activité, soit dans le même laboratoire, soit dans un autre laboratoire et pourra créer un nouveau laboratoire lorsque le décret prévu à l'article L. 761-15 du code de la santé publique sera publié. Ce texte sera soumis prochainement pour examen à la commission nationale permanente de biologie médicale et sera ensuite soumis au Conseil d'Etat. La publication de ce décret devrait intervenir au cours du premier trimestre 1976.

Vielliesse (suppression de la limite d'âge de soixante-cinq ans pour le bénéfice des bilans de santé proposés par les caisses primaires).

24859. — 12 décembre 1975. — **M. Maurice Blanc** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur le cas d'une personne âgée qui, répondant à une offre publiée par le centre d'examen de santé de la caisse primaire de Savoie, par le biais d'enveloppes imprimées destinées aux cotisants, s'est vue refuser le bénéfice d'un bilan de santé gratuit car elle dépassait la limite d'âge fixée à soixante-cinq ans. En conséquence, il demande quelles mesures elle compte prendre afin de permettre aux personnes âgées de bénéficier également du bilan de santé gratuit proposé.

Réponse. — L'arrêté du 19 juillet 1946 pris en application de l'article 31 de l'ordonnance n° 42-2454 du 19 octobre 1945 a précisé les conditions dans lesquelles sont pratiqués les examens de santé gratuits auxquels les caisses de sécurité sociale doivent soumettre périodiquement les assurés et les membres de leur famille. Le dernier examen prévu dans ces conditions se situe effectivement entre cinquante-cinq et soixante ans, les caisses primaires d'assurance maladie ayant toutefois la latitude de faire bénéficier d'examens de santé des personnes âgées de soixante à soixante-cinq ans, en imputant les dépenses occasionnées par ces examens sur leur fonds d'action sanitaire et sociale. En ce qui concerne de façon plus générale, la protection sanitaire des personnes âgées, une politique préventive active et adaptée à l'évolution des besoins de ce groupe de population est étudiée à l'heure actuelle dans le cadre des travaux du VII^e Plan.

TRANSPORTS

Transports en commun (conséquences de l'institution de la carte orange).

23865. — 6 novembre 1975. — L'institution de la carte orange paraît avoir reçu un écho favorable de la part des utilisateurs. Le nombre de cartes placées dépasse les prévisions évaluées à 600 000 cartes par le syndicat des transports de la région parisienne. De ce fait, l'utilisation des autobus de la R.A.T.P. semble en très nette amélioration et à nouveau des files d'attente apparaissent. Ce serait porter un coup aux transports en commun si ceux-ci n'étaient pas en mesure de répondre aux besoins des nouveaux utilisateurs par manque d'employés supplémentaires et de matériel nouveau. Pour ces raisons, **M. Jans** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** de bien vouloir l'informer : 1° du nombre de cartes orange attribuées à ce jour ; 2° de l'augmentation des utilisateurs d'autobus (chiffres pour Paris et banlieue) ; 3° des intentions du syndicat des transports de la région parisienne en vue de l'augmentation en nombre du personnel et de l'amélioration du matériel ; 4° des prolongements qu'il compte donner à cette expérience.

Réponse. — 1° L'institution du nouveau titre d'abonnement mensuel multimodal, dite « carte orange », rencontre un vif succès depuis sa création le 1^{er} juillet 1975, puisque 835 000 coupons mensuels ont été vendus en décembre 1975; 2° les réseaux routiers d'autobus de Paris et de banlieue accusent une forte augmentation de trafic depuis la création de la carte orange: des sondages actuellement effectués font apparaître des hausses de trafic de l'ordre de 42 p. 100 sur les lignes urbaines et de 14 p. 100 sur celles de banlieue. En supposant que l'évolution de trafic constatée depuis 1973 se soit maintenue, l'augmentation due spécifiquement à la carte orange peut être évaluée respectivement à 35 p. 100 (lignes urbaines) et 11 p. 100 (lignes de banlieue); 3° le programme de recrutement du personnel du réseau routier a été établi cette année pour faire face aux difficultés habituelles d'exploitation pendant la période des congés d'été et à celles issues des suppléments de trafic résultant de la mise en place de la carte orange. Une provision a été inscrite au budget d'exploitation de la régie, au titre de ces renforcements, lors de la révision budgétaire de 1975. La R. A. T. P. ayant acquis, depuis la rentrée, une connaissance plus fine de l'incidence réelle de la réforme tarifaire sur le niveau du trafic, le rythme retenu initialement pour l'embauche et la formation de machinistes a été progressivement accru. En ce qui concerne le matériel roulant, vingt et une voitures nouvelles ont été affectées depuis le 1^{er} octobre dernier à l'exploitation du réseau routier en vue d'assurer les courses supplémentaires qui s'imposent aux périodes d'affluence. La R.A.T.P. a mis à l'étude un nouveau plan de renforcement du service prévoyant l'utilisation de plus de quatre-vingts voitures nouvelles; 4° compte tenu du succès de l'expérience, le secrétaire d'Etat aux transports envisage la création d'une carte annuelle et fait étudier par le syndicat des transports parisiens les divers problèmes des limites des zones.

Transports aériens (ouverture de négociations sur les revendications du personnel d'Air France).

23899. — 6 novembre 1975. — M. Kalinsky constate que M. le secrétaire d'Etat aux transports n'a pas été chargé par M. le Premier ministre de répondre à la question d'actualité qu'il lui posait le 29 octobre au sujet des revendications des travailleurs d'Air France. Le personnel de cette entreprise est en lutte depuis plus de trois semaines. Ils ne peuvent se satisfaire de 8,5 p. 100 d'augmentation des salaires depuis le début de l'année (correspondant à une diminution importante du pouvoir d'achat compte tenu de la hausse des prix), et exigent un relèvement de 15 points (soit 200 francs mensuels) ainsi que la garantie de l'emploi et l'arrêt de la mobilité du personnel. Ces revendications peuvent être satisfaites et le déficit actuel d'Air France n'a pour cause que le racket des pétroliers, les taux d'intérêt très élevés des emprunts qu'imposent les banquiers et le refus des prises en charge qui incombent à l'Etat. Tout cela représente dix fois plus que les 80 millions nécessaires pour satisfaire les revendications du personnel d'Air France. Il lui renouvelle donc la question posée, à savoir: favorablement aux revendications justifiées du personnel d'Air France.

Transports aériens (ouverture de négociations sur les revendications des travailleurs d'Air France).

24194. — 20 novembre 1975. — M. Vizez, se faisant l'interprète des travailleurs d'Air France de sa circonscription et de leurs syndicats, attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux transports sur l'urgence qu'il y a à satisfaire la volonté des travailleurs en lutte et de voir enfin s'ouvrir des négociations. Il lui demande, en conséquence, de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que les discussions s'engagent rapidement en vue de la satisfaction des légitimes revendications des employés de la compagnie.

Réponse. — La situation de grèves à laquelle font allusion les honorables parlementaires a pris fin. Les questions posées par ce conflit entrent dans le domaine des relations entre partenaires sociaux au sein de la Compagnie nationale Air France dans le cadre de la politique contractuelle que le Gouvernement considère comme la mieux en mesure d'assurer le progrès social dans des conditions compatibles avec l'équilibre financier de l'entreprise. Il paraît nécessaire de rappeler à cet égard que, outre l'augmentation générale de 8,5 p. 100 des salaires intervenue au 1^{er} novembre 1975, le personnel d'Air France a reçu dans le courant de l'année 1975 trois versements de primes uniformes qui ont permis dans l'ensemble de maintenir et, en ce qui concerne les catégories les plus basses, d'améliorer le pouvoir d'achat. De plus, une nouvelle augmentation interviendra avec effet du 1^{er} janvier 1976 pour ajuster l'évolution des salaires au niveau des prix. Dans le cadre de cette mesure, un acompte forfaitaire de 150 francs a été versé dès la fin de l'année 1975. En ce qui concerne le prix du carburant payé par la compagnie, le secrétaire d'Etat aux transports rappelle tout d'abord qu'il a déjà eu l'occasion lors de précédentes questions, de fournir des précisions

sur cette affaire. Ce prix correspond à ceux qui sont actuellement en vigueur sur le marché international et n'est donc pas sensiblement différent des prix consentis aux compagnies aériennes étrangères. Sur le plan financier, il n'apparaît pas que la compagnie nationale ait obtenu, pour les prêts qu'elle a contractés, des conditions moins avantageuses que les autres entreprises. Il doit être souligné que, pour sa part, le Gouvernement a effectué, au cours de ces dernières années, un effort substantiel en faveur de la compagnie nationale au moyen d'une augmentation sensible de son capital et qu'il continuera, à l'avenir, de lui apporter le concours financier nécessaire à son développement.

Retraites complémentaires (bénéfice de la loi du 29 décembre 1972 pour les anciens agents de la S. N. C. F. ayant cessé leurs fonctions après moins de quinze années de service).

24280. — 22 novembre 1975. — M. Labbé expose à M. le secrétaire d'Etat aux transports que par question écrite n° 5341, il appelait l'attention d'un de ses prédécesseurs sur les dispositions de la loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 qui prévoit la généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés actuellement exclus du bénéfice de cette retraite. Cette question faisait valoir la situation des anciens agents de la S. N. C. F. qui ont cessé leurs fonctions dans cette société nationale avant d'avoir atteint quinze années de service minimum qui leur auraient permis de prétendre à une pension. Leurs droits en matière de retraite vieillisse ont été garantis par leur reversement au régime général de la sécurité sociale des cotisations versées à la S. N. C. F. mais les intéressés ne peuvent bénéficier d'un avantage complémentaire de retraite. Il était demandé par cette question quelles dispositions étaient envisagées afin de rendre applicables à ces anciens agents de la S. N. C. F. les mesures prévues par la loi du 29 décembre 1972. La réponse publiée au *Journal officiel* (Débats A. N. du 16 février 1974, p. 778) indiquait que la situation des agents concernés faisait l'objet d'échanges de vues qui étaient en cours et dont il serait prématuré de préjuger le résultat. Plus de vingt et un mois s'étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande à quelles conclusions ont abouti les études entreprises.

Réponse. — L'adoption de dispositions nouvelles concernant les cheminots se trouvant dans la situation évoquée et s'inspirant des principes et objectifs de la loi du 29 décembre 1972 ne peut pas intervenir sans qu'il soit parallèlement tenu compte du cas de tous les personnels des entreprises assujettis à un régime spécial de retraite. Les études auxquelles il a été fait antérieurement allusion ont fait apparaître la complexité des problèmes, leur importance au regard des principes du droit des retraites et leurs implications financières. C'est pourquoi, elles n'ont pu jusqu'à ce jour, être conduites jusqu'à leur terme. Conscient des conséquences qui en résultent pour les personnes concernées, le secrétaire d'Etat aux transports s'efforce, en liaison avec les autres départements ministériels concernés, de parvenir à la détermination des bases générales de règlement de ces problèmes, bases à partir desquelles pourraient être décidées les adaptations nécessitées pour le régime particulier des cheminots.

Transports scolaires (contrôle permanent de l'état matériel et mécanique des véhicules)

24441. — 27 novembre 1975. — M. Hamel confirme à M. le secrétaire d'Etat aux transports l'inquiétude des parents d'élèves quant à la sécurité de leurs enfants lors de leur transport par les services de ramassage scolaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'assurer un contrôle permanent de l'état matériel et mécanique des véhicules à usage de transport scolaire, notamment dans le département du Rhône.

Réponse. — Le contrôle permanent du bon état des véhicules affectés aux transporteurs en commun de personnes est assuré en vertu des dispositions de l'article 50 de l'arrêté du 17 juillet 1954, annexé au code de la route. Celles-ci précisent que tout entrepreneur assurant un transport en commun de personnes est tenu de présenter au moins tous les six mois chacun des véhicules employés audit transport, à une visite technique effectuée par des experts du service des mines. L'article 49 du même arrêté dispose en particulier qu'aucun véhicule employé au transport public en commun de personnes ne peut être mis en circulation sans y avoir été autorisé par arrêté préfectoral, après avoir été visité dans les conditions définies à l'article 50. Ampliation de cet arrêté est délivrée sous forme d'une carte violette pour servir de titre de circulation. Par ailleurs, il est rappelé dans l'annexe à la circulaire interministérielle n° 73-120 du 21 juin 1973 relative à l'application du décret n° 73-462 du 4 mai 1973, régissant l'organisation des services spéciaux de transports routiers réservés aux élèves que les services spéciaux de transport scolaire sont des services réguliers de transport public, et que de ce fait tous les véhicules utilisés pour en assurer l'exécution doivent être présentés aux visites techniques évoquées ci-dessus. Il appartient

en outre, à l'organisateur du transport scolaire de s'assurer, avant de confier l'exploitation d'un service à une entreprise de transports, que les véhicules susceptibles d'être utilisés par celle-ci ont bien été soumis aux visites techniques, et que les cartes violettes ont bien été visées suivant les délais prescrits. Il y a lieu de signaler, enfin, que les résultats des récents contrôles effectués à la demande du ministère de l'intérieur, dans tous les départements métropolitains, sur tous les véhicules affectés à des transports scolaires, ont montré que les infractions mettant en cause l'état défectueux des véhicules mis en service était très peu nombreuses. En outre, il n'a pas été signalé, dans le département du Rhône, d'observation particulière à la réglementation précitée. Dans ces conditions, il n'apparaît pas nécessaire d'adopter des mesures supplémentaires concernant le contrôle de l'état des véhicules de transport scolaire.

Transports en commun (inconvenients résultant du projet de prolongement aérien de la ligne de métro n° 13 bis Clichy—Asnières—Gennevilliers [Hauts-de-Seine]).

24557. — 3 décembre 1975. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** que, saisi du dossier de prolongement aérien de la ligne de métro n° 13 bis Clichy—Asnières—Gennevilliers, le Conseil d'Etat a émis un avis favorable au projet présenté, sous réserve de quelques améliorations. Ces aménagements sont insuffisants pour répondre à l'attente des populations qui, par deux fois, à l'occasion d'un sondage d'opinion et lors de l'enquête d'utilité publique, ont légitimement demandé la réalisation d'un tracé entièrement souterrain, sans nuisance, et la création de deux stations à Clichy. Il lui demande si le Gouvernement, à une époque où chacun se préoccupe de la qualité de la vie, entend imposer un projet, dit économique, créateur de nuisances, destructeur de l'environnement qui, selon les conclusions de l'enquête d'utilité publique, « serait, à tous égards, une erreur pour l'avenir ».

Réponse. — Le projet de prolongement de la ligne n° 13 bis a été soumis au Conseil d'Etat après l'avis défavorable de la commission d'enquête. La Haute assemblée a suggéré certaines améliorations au projet, qui ont été retenues par la R. A. T. P. : pose de vitres isolantes aux fenêtres des logements existants et situés à une distance égale ou inférieure à trente mètres de l'axe de la ligne, dans la section à l'air libre; insonorisation de la trémie prévue rue Marthe, à Clichy, qui devra comporter un aspect extérieur aussi esthétique que possible, et étude d'une installation identique à l'autre extrémité de la voie aérienne; pose d'écrans acoustiques sur toute la longueur du parcours aérien; amélioration de la desserte des habitants de Clichy par l'aménagement d'un passage pour piétons à proximité des rues d'Estiennes-d'Orves et Gabriel-Pétri; la création de liaisons par autobus entre la station Clichy et l'hôpital Beaujon devant desservir également deux établissements d'enseignement supérieur situés quai de Clichy. Le Conseil d'Etat a estimé que le projet ainsi amendé était satisfaisant sur le plan de l'environnement, assurait une bonne desserte de Clichy et des autres communes riveraines et qu'en conséquence son utilité publique pouvait être prononcée. Le secrétaire d'Etat aux transports veillera à ce que les dispositions prescrites par le Conseil d'Etat soient rigoureusement appliquées. Dans ces conditions, afin de ne pas retarder davantage les travaux et donc l'amélioration des conditions de transport dans ce secteur, cette opération a été déclarée d'utilité publique par décret du 9 décembre 1975.

Transports en commun (inconvenients pour les titulaires de la « carte vermeil » du remplacement de certaines lignes de chemins de fer d'intérêt secondaire par des autocars).

24585. — 4 décembre 1975. — **M. Dhinnin** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** qu'au cours des dernières années de très nombreuses lignes de chemin de fer d'intérêt secondaire ont été supprimées. Le service de ces lignes est désormais assuré par des autocars qui appartiennent soit à la Société nationale des chemins de fer français soit à d'autres entreprises. Les personnes âgées titulaires de la « carte vermeil » qui utilisaient habituellement ces lignes ne peuvent plus bénéficier de la réduction qui leur était précédemment accordée depuis le remplacement des trains par des autocars. Cette situation est extrêmement regrettable car ces personnes âgées non seulement voyagent dans des conditions moins confortables qu'auparavant mais à un tarif plus élevé. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement peut envisager afin de trouver une solution à un problème qui concerne de nombreuses personnes âgées.

Réponse. — Le tarif « carte vermeil » résulte d'une initiative commerciale de la S. N. C. F., qui en escompte un accroissement de trafic et, par là, de recettes. Il n'est évidemment applicable que sur les lignes de la S. N. C. F. ainsi que sur les services routiers de remplacement que la S. N. C. F. a été amenée à mettre en place lorsque certaines relations ferroviaires, déficitaires, ont dû être

supprimées. Par contre, pour les quelques lignes sur lesquelles le trafic était particulièrement faible, il n'a pas été prévu de desserte routière de substitution lors de leur fermeture. Dès lors, les transporteurs routiers qui peuvent assurer ces liaisons les exploitent librement, sans intervention quelconque de la S. N. C. F., et il ne peut leur être imposé d'appliquer une tarification réduite interne à la Société nationale.

Transports aériens (dépôt d'un projet de loi en vue de lutter contre la concurrence déloyale).

24674. — 6 décembre 1975. — **M. René Ribière** prie **M. le secrétaire d'Etat aux transports** de lui faire connaître la teneur des directives qu'il n'a pas dû manquer de donner au secrétaire général à l'aviation civile, à la suite de la publication dans la presse d'une lettre d'un responsable de la compagnie nationale Air France, adressée aux représentants des compagnies aériennes étrangères en France. Se référant à ses déclarations, lors de la discussion du budget de l'aviation civile à l'Assemblée nationale le 14 novembre dernier, **M. René Ribière** demande, d'autre part, à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** s'il compte déposer prochainement devant le Parlement un projet de loi renforçant les moyens juridiques mis à sa disposition pour lutter contre la concurrence déloyale dans ce secteur d'activité, quelles que soient les compagnies concernées, étant bien entendu qu'il ne saurait être question d'avoir recours à un protectionnisme dépassé dont les effets risqueraient, en nous exposant à des mesures de rétorsion, d'être plus néfastes que profitables à nos intérêts nationaux.

Réponse. — La lettre adressée par un responsable de la compagnie nationale Air France aux représentants en France des compagnies aériennes étrangères n'appelait pas de directives particulières de la part du secrétaire d'Etat aux transports en raison de son caractère personnel, qui n'engageait que la responsabilité de son auteur. Au demeurant, avant même la publication de cette lettre par la presse, les services du secrétariat général à l'aviation civile ont été informés de certaines pratiques tarifaires illicites et se sont employés à y mettre un terme. En effet, on assiste depuis ces derniers mois à une dégradation progressive des pratiques tarifaires de transport aérien international sur le marché français. Alors que par le passé ce marché pouvait être considéré comme relativement sain, les dossiers d'infraction en possession au secrétariat d'Etat aux transports montrent que les tarifs des services aériens réguliers, homologués par ses soins, ne sont pas respectés par certaines compagnies étrangères qui proposent des réductions occultes. Il est clair que de tels agissements faussent les règles de la concurrence et, d'ores et déjà, elles causent un préjudice financier important à la compagnie nationale Air France et à la compagnie U. T. A. Il n'est donc pas question d'avoir recours à un protectionnisme dépassé mais de défendre nos intérêts légitimes sur notre propre marché. Ce problème n'est pas propre à la France, et plusieurs gouvernements étrangers, dont notamment ceux des Etats-Unis et du Royaume-Uni, confrontés aux mêmes difficultés, ont pris des mesures réglementaires énergiques pour défendre leurs marchés nationaux. L'administration utilisera les moyens à sa disposition pour réprimer ces infractions; ce n'est que si ces moyens se révélaient insuffisants qu'un projet de loi serait éventuellement déposé.

S. N. C. F. (conditions d'attribution de la carte « vermeil »).

24684. — 6 décembre 1975. — **M. Rufenacht** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur les conditions d'attribution de la carte « vermeil » qui permet aux personnes âgées de soixante ans, s'il s'agit de femmes, de soixante-cinq ans, s'il s'agit d'hommes, de voyager sur les trains de la S. N. C. F. à un tarif réduit de 30 p. 100. La carte « vermeil » est délivrée moyennant une redevance annuelle fixée à 24 francs. Cette redevance, légère pour les personnes à revenus élevés, représente, pour les personnes âgées, à revenus modestes, une charge relativement lourde. Pour beaucoup de celles-ci qui ne peuvent faire, chaque année, qu'un ou deux voyages par chemin de fer, cette taxe de 24 francs supprime, en réalité, l'avantage social qu'est censée représenter la carte « vermeil ». Il demande que les personnes âgées disposant de faibles revenus soient exonérées du paiement de la redevance de 24 francs pour l'attribution de la carte « vermeil ».

Réponse. — Le tarif S. N. C. F. « Carte vermeil », résulte d'une initiative commerciale de la Société nationale des chemins de fer français, prise à la suite d'études économiques, dans le but de provoquer un accroissement de trafic et de recettes par l'offre d'une réduction intéressante encourageant les déplacements des personnes d'un certain âge. La Société nationale, qui ne reçoit à cet égard aucune indemnité compensatrice de l'Etat, reste seule habilitée à décider des conditions d'attribution et d'emploi de la carte en question; or, elle n'envisage pas de renoncer à la percep-

tion annuelle du prix de ladite carte (26 francs à partir du 6 janvier 1976). Cette somme, relativement peu élevée, est amortie après un voyage de 490 km en 2^e classe. Dans ces conditions, la mesure proposée par l'honorable parlementaire ne serait réalisable que si elle était imposée, à la Société nationale, la perte de recette qui en résulterait pour elle lui étant alors remboursée par le budget de l'Etat, en conformité des dispositions de l'article 20 bis de la convention Etat-S. N. C. F. de 1937. Il s'agit donc d'un problème d'ordre budgétaire qui a fait l'objet d'un examen attentif, mais il est apparu que cette mesure entraînerait pour les finances publiques une dépense importante qui n'a pas pu être prise en charge en l'état actuel des contraintes budgétaires. Il convient de rappeler que les pensionnés et retraités d'un régime de sécurité sociale bénéficient déjà du tarif des billets d'aller et retour populaires annuels, qui donne lieu à compensation par le budget de l'Etat. Enfin, en ce qui concerne les transports urbains, certaines collectivités ont déjà décidé de faire bénéficier les personnes âgées ne disposant que de faibles revenus de réductions tarifaires sur les réseaux qu'elles contrôlent; de telles initiatives tendent à se développer.

TRAVAIL

Emploi (Entreprise La Tarnaise, à Castres).

19937. — 22 mai 1975. — **M. Porelli** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation du personnel de l'entreprise La Tarnaise, à Castres. Une fois de plus, les travailleurs sont rentrés en lutte contre la fermeture d'une entreprise et pour la défense de l'emploi. En effet, depuis le 27 février 1975 la totalité du personnel, en grande majorité des femmes et des jeunes filles, occupent les locaux de leur entreprise menacée de fermeture. Par son action, le personnel démontre sa volonté de voir poursuivre les activités d'une entreprise possédant un appareil de production moderne, employant des travailleurs compétents qui aiment leur métier. Pour cela, les travailleurs de La Tarnaise demandent l'ouverture de négociations avec le nouvel employeur sur l'ensemble des questions qui motivent l'occupation et notamment, celles touchant le reclassement du personnel et les garanties qui s'y rattachent. **M. Porelli** demande à **M. le ministre du travail** quelles mesures il compte prendre pour permettre la reprise dans les plus brefs délais de cette entreprise et pour assurer le plein emploi des 143 travailleuses et travailleurs concernés.

Réponse. — Comme le souhaitait l'honorable parlementaire, après la fermeture en février 1975 de l'entreprise en cause, des négociations ont été engagées avec le cessionnaire afin d'arrêter les conditions d'une reprise d'activité au niveau de l'emploi. Elles ont abouti, lors d'une réunion tenue le 2 juillet à Castres sous la présidence du directeur du travail, à un accord paritaire prévoyant notamment une priorité de réembauchage en faveur des personnes ayant appartenu à l'ancienne société. C'est ainsi qu'à la fin du mois de novembre, sur 134 salariés qui avaient été inscrits comme demandeurs d'emploi après leur licenciement, 74 avaient été reclassés dont 23 au sein de la nouvelle entreprise. Il est enfin précisé que les intéressés ont tous bénéficié ou bénéficieront encore de l'allocation supplémentaire d'attente instituée par l'accord interprofessionnel du 14 octobre 1974.

Allocation de chômage

(augmentation des moyens d'action des A. S. S. E. D. I. C.).

21493. — 19 juillet 1975. — **M. Xavier Denleu** rappelle à **M. le ministre du travail** que les A. S. S. E. D. I. C. jouent un rôle très important en ce qui concerne les aides accordées aux chômeurs. Non seulement elles versent les allocations de chômage résultant de la convention du 31 décembre 1958 mais elles assurent également le paiement de la garantie de ressources tel qu'il a été déterminé par l'accord du 27 mars 1972, modifié par un avenant du 26 juin 1973. En outre, l'accord signé le 14 octobre 1974 dans le cadre du régime d'allocations chômage A. S. S. E. D. I. C. a créé une allocation supplémentaire d'attente en faveur des salariés licenciés pour motif économique et dont le reclassement immédiat n'est pas assuré. Pendant un an au plus après leur licenciement, ces travailleurs lorsqu'ils remplissent les conditions exigées perçoivent un supplément qui, ajouté aux allocations de chômage dont ils peuvent être bénéficiaires, doit leur garantir des ressources égales à 90 p. 100 de leur salaire brut antérieur. Les différentes indemnités en cause : allocation de chômage, garantie de ressources, allocation supplémentaire d'attente, sont très souvent perçues avec des retards considérables. Tel est en particulier le cas pour l'allocation supplémentaire d'attente. Sans doute, les A. S. S. E. D. I. C. sont-elles des organismes gérés selon une formule paritaire par le patronat et les syndicats et le Gouvernement n'intervient pas dans leur gestion. Il n'en demeure pas moins que les retards excessifs

des paiements des indemnités de chômage concernent les pouvoirs publics. Il lui demande en conséquence quelles mesures il envisage de prendre afin que les A. S. S. E. D. I. C. puissent faire face à leur mission dans des conditions meilleures que celles qui existent actuellement. Il s'agit là en effet d'un problème extrêmement grave car pour les chômeurs les délais de paiements des indemnités auxquels ils peuvent prétendre sont très importants, puisqu'ils s'agit des seules ressources dont leurs familles et eux-mêmes peuvent généralement disposer.

Réponse. — Les instances dirigeantes du régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi se sont toujours préoccupées, tant au plan national que local, de rendre un meilleur service aux travailleurs sans emploi en menant notamment diverses actions qui tendent à réduire les délais de paiement. Ces actions se sont tout d'abord concrétisées par des dispositions réglementaires : le conseil d'administration de l'U. N. E. D. I. C. a dès 1971 rendu obligatoires des mesures susceptibles d'accélérer l'instruction et le paiement des allocations. Par ailleurs, dans le cadre de sa mission l'U. N. E. D. I. C. dispose d'un service de contrôle qui est chargé de vérifier la régularité des opérations comptables mais aussi d'apprécier l'ensemble du fonctionnement de l'A. S. S. E. D. I. C. et notamment le paiement des allocataires dans les meilleurs délais. Or, l'accroissement des charges du régime depuis le début de l'année 1975 a été très élevé comme le montre le tableau ci-dessous :

Dossiers déposés en janvier 1975 par rapport à janvier 1974 + 70,3 p. 100 ;

Dossiers déposés en février 1975 par rapport à février 1974 + 71,7 p. 100 ;

Dossiers déposés en mars 1975 par rapport à mars 1974 + 75,8 p. 100 ;

Dossiers déposés en avril 1975 par rapport à avril 1974 + 107,8 p. 100 ;

Dossiers déposés en mai 1975 par rapport à mai 1974 + 78,3 p. 100.

D'autre part, la nouvelle réglementation issue de l'accord du 14 octobre 1974, instituant l'allocation supplémentaire d'attente aux travailleurs licenciés pour motif économique, entrée en application le 2 décembre 1974, a entraîné également un accroissement sensible des travaux du régime en matière de formation du personnel, d'analyse et d'écriture des programmes informatiques, de mise en place des liaisons avec les directions départementales du travail et de la main-d'œuvre et les agences locales pour l'emploi. La conjonction de ces deux événements a pesé lourdement sur le régime d'assurance-chômage et a entraîné quelques retards dans l'instruction et le paiement des allocations. Toutefois, bien que les charges administratives des A. S. S. E. D. I. C. soient toujours aussi importantes, les délais de paiement ont été notablement réduits et les retards dans l'ensemble résorbés. Ce redressement a pu être réalisé grâce à un renforcement important des effectifs, une déconcentration des services et une amélioration de l'équipement informatique des A. S. S. E. D. I. C. Dans ce dernier domaine, des études sont en cours pour déterminer les moyens et le type d'organisation assurant la souplesse et la sécurité nécessaires. En outre, les pouvoirs publics ont défini, en accord avec les responsables du régime d'assurance-chômage, une nouvelle procédure d'admission aux allocations d'aide publique et aux allocations spéciales de chômage, qui repose sur l'utilisation d'une demande unique d'admission aux prestations des deux régimes instruite dans un centre unique de décision où travaillent des agents des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre et des agents des A. S. S. E. D. I. C. La généralisation de cette procédure expérimentée dans un certain nombre de départements facilitera la tâche des personnels en leur permettant une plus grande efficacité dans la gestion des dossiers qui leur sont confiés.

Adoption (attribution d'un congé aux femmes adoptant un jeune enfant).

22601. — 20 septembre 1975. — **M. Harmel** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne lui paraîtrait pas opportun, dans le cas d'adoption d'un enfant en bas âge par une femme exerçant un emploi, de lui permettre de bénéficier d'un congé de maternité d'un temps égal à celui accordé pour une naissance afin qu'elle puisse se consacrer totalement pendant plusieurs semaines à l'enfant qu'elle vient d'adopter.

Réponse. — L'extension du bénéfice d'une période de repos indemnisée par l'assurance maternité aux femmes qui, exerçant une activité professionnelle, adoptent un enfant en bas âge, fait actuellement l'objet d'une étude approfondie dans le cadre des mesures envisagées par le Gouvernement en faveur de l'adoption.

Allocation de logement (attribution aux personnes âgées locataires de leurs enfants).

22646. — 27 septembre 1975. — **M. Chaumont** appelle à nouveau l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation qui est faite aux personnes âgées depuis le décret n° 72-526 du 29 juin 1972, paru au *Journal officiel* du 30 juin 1972. L'allocation logement leur est refusée lorsqu'ils sont locataires de leurs enfants. Or, aucune restriction n'est faite lorsque ce sont les enfants qui sont locataires de leurs parents. La réponse qui lui a été faite le 1^{er} février 1975 précise, en son dernier paragraphe, que le problème soulevé par l'application aux personnes âgées de ces dispositions qui n'ont pas leur équivalent dans l'allocation de logement à caractère familial, n'a pas échappé à l'attention du ministre du travail qui se propose de faire procéder à un nouvel examen de cette question en liaison avec les ministres intéressés. Il lui demande si on peut espérer une réponse favorable après examen de cette question.

Réponse. — Les dispositions du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 (art. 1^{er}, dernier alinéa), justifiées par les difficultés de preuve, concernant aussi bien les jeunes travailleurs logés par leurs parents que les personnes âgées ou infirmes. Toutefois, dans la mesure où ces dispositions n'ont pas leur équivalent dans le cadre de l'allocation de logement à caractère familial, la question se pose, en effet, de déterminer avec précision leur portée en ce qui concerne l'allocation à caractère social, prestation financée en partie par le budget de l'Etat. Cette question est à l'étude en liaison avec les départements ministériels concernés. Les mesures qui pourraient intervenir à cet égard feront l'objet de toute la publicité nécessaire.

Droits syndicaux (élection des délégués du personnel à la société Simca Chrysler France).

22679. — 27 septembre 1975. — **M. Montdargent** rappelle à **M. le ministre du travail** que, par un arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation, rendu le 12 juillet 1975, relatif aux élections d'octobre 1974 de délégués du personnel à la société Simca Chrysler France, le jugement du tribunal d'instance de Poissy a été cassé pour avoir refusé de recevoir une demande d'annulation des élections pour fraude électorale. Les prochaines élections devant avoir lieu les 9 et 10 octobre prochains, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient garanties la liberté de vote; la préparation et les opérations de déroulement de l'élection; et que soit mis fin à la fraude électorale qui se prépare comme les années précédentes.

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de bien vouloir se reporter à la réponse qui lui a été faite sur le même sujet par le ministre du travail au cours de la séance des questions d'actualité du 15 octobre 1975 (*Journal officiel*, débats A. N. n° 86, du 16 octobre 1975).

Allocation d'orphelin (droit d'une femme divorcée remariée pour les enfants issus du premier mariage).

22683. — 27 septembre 1975. — En se référant à la réponse faite à la question écrite n° 19396 (*Journal officiel*, Débats A. N., n° 72 du 30 août 1975), **M. Bonhomme** demande à **M. le ministre du travail** de lui faire connaître si une femme divorcée ne recevant aucune aide de son ex-mari pour les enfants issus de cette union peut, alors qu'elle est remariée, bénéficier de l'allocation d'orphelin, remarque pouvant être faite que le remariage ne semble pas devoir exempter le père des enfants de l'aide qu'il est tenu d'apporter à ceux-ci.

Réponse. — Jusqu'au 1^{er} mars 1975, le champ d'application de l'allocation d'orphelin visée aux articles L. 510, L. 543-5 à L. 543-9 du code de la sécurité sociale limitait entre autres la portée de cette prestation sociale au conjoint survivant ou à la mère célibataire pour l'enfant orphelin de père ou de mère ou pour celui dont la filiation maternelle était seule établie. Depuis le 1^{er} mars 1975, date d'effet de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 portant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille, le bénéfice de l'allocation d'orphelin a été étendu à de nouvelles catégories de bénéficiaires notamment aux enfants manifestement abandonnés par leurs père et mère ou par l'un d'eux. Pour que l'abandon manifeste soit reconnu il est nécessaire d'établir que, depuis six mois au moins, les parents ou l'un d'eux ne vivent plus sous le même toit que l'enfant, qu'il ne fournissent aucune aide alimentaire à celui-ci et ne participent pas à son éducation. En ce qui concerne une femme divorcée l'allocation d'orphelin n'a donc qu'un caractère subsidiaire et ne saurait, en aucune manière, avoir pour effet de suspendre l'action de recouvrement de l'aide alimentaire qui doit être apportée aux enfants par leur père. Dans une telle situation, la demande d'allocation d'orphelin doit être assortie de toutes les justifications tendant à prouver les efforts faits pour récupérer la pension alimen-

taire par tous les moyens prévus en la matière. Toutefois, en ce qui concerne les femmes divorcées et remariées, objet des préoccupations de l'honorable parlementaire, il n'est pas possible de verser l'allocation d'orphelin pour les enfants nés du premier mariage même si le père se soustrait à ses obligations, l'article L. 543-6 du code de la sécurité sociale prévoyant expressément que, si le père ou la mère titulaire du droit à l'allocation d'orphelin se marie ou vit maritalement, cette prestation cesse d'être due.

Travailleurs immigrés (arrestation par la police marocaine de quatre travailleurs marocains militants C. G. T. de l'entreprise Chrysler France à Poissy [Yvelines]).

22804. — 3 octobre 1975. — **M. Montdargent** expose à **M. le ministre du travail** qu'il vient d'apprendre l'arrestation et la détention par la police marocaine, à leur départ pour la France, de quatre travailleurs marocains travaillant chez Chrysler France à Poissy. Ces travailleurs sont militants de la C. G. T., trois d'entre eux sont candidats aux élections des 9 et 10 octobre 1975. Le caractère de ces arrestations démontre qu'elles n'ont pu intervenir que sur l'ordre de la société multinationale et étrangère Chrysler, agissant en collusion avec la police marocaine. Ce scandale est une nouvelle preuve que la direction aidée par la C. F. T. viole les lois françaises et qu'elle prépare une parodie d'élections. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, auprès des autorités marocaines et de Chrysler pour que ces quatre travailleurs soient immédiatement libérés. Il lui demande à nouveau, avec insistance, de prendre des mesures immédiates pour l'organisation d'élections libres, contrôlées dès maintenant et pendant les opérations électorales, par des représentants extérieurs à l'entreprise des organisations syndicales nationales représentatives et des inspecteurs du travail, en nombre suffisant.

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire que les candidats marocains aux élections des délégués du personnel qui ont eu lieu les 9 et 10 octobre dernier à la société Chrysler France, à Poissy, ont repris leur travail au sein de l'entreprise en cause après avoir fourni des certificats médicaux pour justifier de leur absence. **M. le ministre des affaires étrangères** avait été saisi du problème posé par l'absence de ces travailleurs à l'issue de leur période de congé. En ce qui concerne le déroulement des élections, le président du tribunal de grande instance de Versailles a, par ordonnance de référé en date du 24 septembre 1975, désigné à la requête de la C. G. T. un ingénieur expert chargé de déterminer le nombre exact des salariés en droit de participer aux élections. Celui-ci a déposé son rapport le 21 octobre. Il est exposé dans ce document comment il a été procédé contradictoirement au sein de l'entreprise à la vérification de la liste des effectifs du personnel et de celle des salariés électeurs, établies à partir du fichier de paye, en réalisant des contrôles des procédés informatiques et en effectuant des sondages. Les écarts décelés ont été négligeables, et aucune anomalie susceptible d'avoir une incidence sur le scrutin n'a été constatée. Le tribunal avait également désigné, le 6 octobre, consécutivement à la demande formulée par la même organisation, un huissier qui se tint dans l'entreprise pendant toute la durée des opérations électorales, afin de recueillir sur place les déclarations et constater éventuellement, à la requête de la C. G. T. et de la C. F. D. T., toutes les irrégularités susceptibles d'être commises. Le syndicat national de l'automobile et la C. G. T. ayant par ailleurs demandé au directeur départemental du travail d'effectuer un contrôle du scrutin, celui-ci a été amené à rappeler que le contentieux électoral relève exclusivement de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire et que l'administration n'a pas qualité pour contrôler et à fortiori diriger l'organisation des élections professionnelles. Celles-ci se déroulent en effet sous la responsabilité de l'employeur, les modalités de procédure étant réglées par voie d'accord avec les organisations syndicales. Le directeur régional du travail de la région parisienne, assisté du directeur départemental et de l'inspecteur, s'est rendu le 6 octobre 1975 dans l'entreprise afin de s'informer auprès de la direction de l'entreprise et des organisations syndicales des difficultés susceptibles d'exister. Les parties ont été ensuite réunies le 7 octobre 1975 au ministère du travail dans le but, d'une part, de préciser l'interprétation de certains points de la note d'organisation de la direction de l'entreprise et, d'autre part, d'y adjoindre quelques dispositions complémentaires, ce qui fut fait par constat d'accord. Les services de l'inspection du travail ont donc, dans la limite de leur mission, efficacement contribué à l'organisation du scrutin. Après le déroulement des élections, les syndicats C. G. T. et C. F. D. T. ont demandé au tribunal d'instance de Poissy l'annulation des élections pour irrégularités commises au cours du scrutin. Ils ont été déboutés de leur requête. Le juge a estimé, en effet, que les opérations électorales en cause n'ont pas été entachées d'irrégularités graves. En ce qui concerne, enfin, la possibilité de faire contrôler le déroulement du scrutin par des personnes étrangères à l'entreprise, il est rappelé que, d'une manière générale, la présence de ces personnes dans l'entreprise ne peut résulter que

d'un accord entre les parties. Au cas particulier, faute d'accord, seule une décision de justice pouvait imposer la présence d'un officier public, qui s'est, d'ailleurs, tenu à la disposition de deux organisations syndicales durant toute la durée du vote.

Industrie du meuble (entreprise D. F. Simat, Saint-Pierre-des-Corps [Indre-et-Loire]).

22832. — 3 octobre 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés que rencontre l'entreprise D. F. Simat, Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), une des premières entreprises françaises d'ameublement employant 637 salariés. En 1973, 80 p. 100 des actions de la société sont cédées au groupe Singer qui entreprend une restructuration de l'entreprise en annonçant le licenciement de 60 à 100 ouvriers, en transportant le siège et les services à Puteaux et en transformant les conditions de fabrication (dégradation de la qualité de fabrication, recherche de l'augmentation du chiffre d'affaires immédiat sans prévision de marché de longue durée, etc.). En décembre 1974, l'horaire est ramené à 40 heures avec perte de salaire en conséquence, ce qui déclenche une protestation énergique du personnel. Aussi, la direction accorde le retour à 43 h 30 jusqu'en 1975 et une garantie de 40 heures minimum à partir de cette date. Trois mois plus tard, l'horaire est ramené à trente-deux heures et les difficultés financières s'aggravent. En juillet 1975, la production est arrêtée pour sept semaines, les stocks s'accroissent, les réductions de salaires sont étendues aux cadres techniciens et administratifs et la direction licencie soixante personnes à Saint-Pierre-des-Corps et près de vingt-cinq à Puteaux. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour maintenir en activité une entreprise essentielle à l'équilibre économique et social du département et pour que, dans le cadre du plan de redressement, les travailleurs licenciés puissent retrouver un emploi sur place.

Réponse. — La société en cause connaît effectivement depuis plusieurs mois des difficultés économiques d'ordre conjoncturel qui l'ont amenée, après avoir pris dans un premier temps des mesures de chômage partiel, à envisager notamment un allègement de ses structures en licenciant 72 salariés occupés dans ses deux usines de Saint-Pierre-des-Corps et 19 employés du siège social à Puteaux. Toutefois, à l'issue de plusieurs réunions organisées entre la direction et les représentants du personnel un plan social permettant un grand nombre de reclassements internes et de mutations sans perte des avantages acquis a pu être établi. Dans ces conditions, l'inspection du travail, saisie officiellement d'une demande d'autorisation de congédiement ne portant plus respectivement que sur 20 personnes des établissements d'Indre-et-Loire et sur 19 du siège social a estimé, après avoir procédé aux vérifications prévues à l'article L. 321-9 du code du travail, devoir donner son accord. Il est précisé à ce sujet que parmi les 39 travailleurs concernés, 11 pourront bénéficier de la garantie de ressources prévues en faveur des salariés âgés de soixante ans et plus privés d'emploi. Bien entendu, les services départementaux du travail, en liaison avec ceux de l'agence nationale pour l'emploi, ont pris toutes dispositions utiles pour que, dans l'attente de leur reclassement, les salariés ainsi privés d'emploi puissent bénéficier rapidement des indemnités légales et conventionnelles prévues en matière de chômage complet.

Industrie chimique (entreprise Tioxide, à Calais [Pas-de-Calais]).

22860. — 3 octobre 1975. — **M. Barthe** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de l'entreprise Tioxide (implantée en zone industrielle de Calais), qui, selon des déclarations de la direction, risque de devoir fermer ses portes à cause de la mise en application du décret n° 73-218 du 23 février 1973 concernant les rejets en mer. Il lui demande si de telles inquiétudes sont fondées et, si oui, quelles mesures il compte prendre pour ne pas ajouter 600 chômeurs à une ville qui, comptant déjà 3 600 demandeurs d'emploi, connaît une situation économique particulièrement dramatique.

Réponse. — Le directeur général de la société en cause, interrogé par les services locaux du ministère du travail, a effectivement exprimé certaines inquiétudes à propos de la situation financière dans laquelle son entreprise pourrait être placée par rapport aux entreprises des autres Etats membres de la Communauté économique européenne si les mesures contre la pollution prévues dans le décret du 23 février 1973 devaient être appliquées sur le seul territoire français. Il a été constaté, par ailleurs, que les établissements concernés fonctionnaient pour le moment dans des conditions normales. Bien entendu, le directeur du travail du Pas-de-Calais continuera à suivre avec la plus grande attention l'évolution de cette affaire qui paraît relever essentiellement des administrations techniques chargées d'assurer la protection de l'environnement.

Grève (travailleurs des établissements Coder, à Marseille, mis à pied pour fait de grève).

22945. — 4 octobre 1975. — **M. Garcin** expose à **M. le ministre du travail** la situation de neuf travailleurs des établissements Coder, à Marseille, qui viennent d'être sanctionnés de deux jours de mise à pied pour avoir fait grève en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Il lui rappelle que ces travailleurs font partie de l'ensemble des salariés qui ont lutté pendant des mois pour la sauvegarde de leur entreprise assurant ainsi le maintien d'une activité d'intérêt national comme de leur emploi. Il constate que la direction de ces établissements porte atteinte au droit constitutionnel de grève. Il lui demande de bien vouloir mettre dans l'obligation cette entreprise de respecter ce droit et de lever, en conséquence, les sanctions prises à l'encontre de ces neuf travailleurs.

Réponse. — Le conflit collectif du travail évoqué par l'honorable parlementaire a eu pour origine l'application de la nouvelle grille des salaires pratiquée dans la métallurgie, résultant d'un accord entre l'U.I.M.M. d'une part, la C.G.T.-F.O. et la C.G.C. d'autre part. Cet accord n'ayant pas reçu l'aval des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., ces derniers ont contesté son application et revendiqué une classification plus avantageuse, notamment pour le personnel des services de démontage. La direction de l'entreprise considérait, quant à elle, que l'attribution d'un coefficient différent aux démonteurs aurait remis en cause l'ensemble de la grille. Le conflit s'est traduit par une réduction concertée de la production à l'atelier de démontage, dont l'activité constitue le premier stade de la réparation de voitures de chemin de fer. Ce mouvement risquait d'entraîner rapidement une désorganisation de l'ensemble de l'entreprise. En conséquence, jugeant cette forme d'action illicite, l'employeur a décidé la mise à pied pour deux jours de neuf salariés, dont un délégué syndical. Il n'apparaît pas qu'une telle mesure soit de nature à porter atteinte au droit de grève. En effet, une jurisprudence constante de la Cour de cassation, et notamment un arrêt du 22 avril 1964, refuse à la grève « perle » la qualification juridique de grève. Le travail au ralenti constitue, de la part du salarié, une exécution défectueuse du contrat de travail et un manquement à la discipline.

Droits syndicaux (expulsion des délégués syndicaux de l'usine Supemec-Lip de Juvisy [Essonne]).

22975. — 8 octobre 1975. — **M. Pierre Joxe** demande à **M. le ministre du travail** quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les libertés syndicales dans l'usine Supemec-Lip de Juvisy (Essonne) où des délégués syndicaux viennent d'être expulsés de l'entreprise alors qu'un conflit est en cours en raison du refus actuellement opposé par la direction à toute négociation sur des revendications déposées depuis des mois.

Droits syndicaux (expulsion des délégués syndicaux de l'usine Supemec-Lip à Juvisy-sur-Orge [Essonne]).

23005. — 8 octobre 1975. — **M. Juquin** demande à **M. le ministre du travail** quelles mesures il compte prendre pour faire annuler l'expulsion dont viennent d'être menacés neuf délégués syndicaux de l'usine Sepemec-Lip à Juvisy-sur-Orge (Essonne).

Réponse. — Sur les événements évoqués par les honorables parlementaires, il est rappelé que, le 18 septembre 1975, les personnels de l'entreprise mise en cause a déclenché une action revendicative au cours de laquelle ont été lâchés des ballons de baudruche auxquels étaient accrochés des pancartes; à la suite de cette manifestation, la direction de cet établissement a infligé une sanction de mise à pied de quarante-huit heures à l'encontre de six délégués du personnel qui y avaient participé. A l'annonce de cette décision de l'employeur, le 19 septembre, une grève avec occupation des locaux était décidée par le personnel de l'entreprise en question, en vue d'obtenir, d'une part, la levée desdites sanctions, et, d'autre part, l'engagement de la direction d'ouvrir des négociations avec les représentants du personnel. Dès le 22 septembre, dans le cadre de sa mission générale de conciliation, l'inspecteur du travail a reçu les parties en cause et a effectué diverses démarches pour trouver une issue possible au conflit en cours; à cette occasion, l'inspecteur du travail est intervenu auprès de la direction pour l'inviter à assouplir sa position et, notamment, atténuer la rigueur des sanctions qui avaient été prises à l'égard des représentants du personnel. Une quinzaine de jours après le début de cette grève, le tribunal de Corbeil, saisi de cette affaire, a rendu une ordonnance de référé à la suite de laquelle les grévistes, parmi lesquels se trouvaient les six délégués dont la situation est évoquée par les honorables parlementaires ont été expulsés des locaux de travail qu'ils occupaient depuis le début de la grève. Les discussions se sont alors engagées entre la direction et les représentants du personnel, permettant ainsi d'aboutir à la fin de ce conflit.

*Veuves (droit à l'allocation de logement
des veuves pensionnées dès l'âge de cinquante-cinq ans).*

23038. — 8 octobre 1975. — **M. Brun** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés matérielles que connaissent de nombreuses veuves. Sans doute, celles-ci peuvent-elles bénéficier d'une pension de réversion dès l'âge de cinquante-cinq ans mais sans que cet avantage leur ouvre droit à l'allocation de logement. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas, afin d'améliorer la situation souvent précaire des veuves, de proposer la modification des conditions d'attribution de cette allocation afin que celles d'entre elles qui bénéficieraient d'une pension de réversion dès l'âge de cinquante-cinq ans puissent également percevoir l'allocation de logement à partir de cet âge.

Réponse. — L'attribution de l'allocation de logement instituée par la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 n'est pas liée, en ce qui concerne les personnes âgées, à une condition d'admission au bénéfice d'un avantage de vieillesse, mais à une condition d'âge. Pour obtenir cette prestation, il faut, sous réserve des autres conditions d'attribution, avoir au moins soixante-cinq ans ou au moins soixante ans en cas d'incapacité au travail. En dessous de cet âge, le demandeur doit être atteint d'une infirmité congénitale ou acquise et être reconnu inapte au travail et à une rééducation professionnelle. Il n'est pas envisagé, actuellement, de modifier la législation pour étendre l'allocation de logement aux personnes admises au bénéfice de la retraite avant soixante ans, car cette mesure serait de nature à compromettre l'équilibre financier du Fonds national d'aide au logement, dont les charges importantes sont en partie supportées par le budget de l'Etat. Toutefois, le Gouvernement, conscient des difficultés auxquelles se heurtent les femmes seules, et, en particulier, les veuves, s'efforcera d'améliorer, par étapes, la situation des intéressées, compte tenu des possibilités financières.

*Allocation logement (bénéfice pour les personnes âgées
résidant dans un logement appartenant à un descendant).*

23083. — 9 octobre 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les injustices qui naissent de la trop grande rigueur des dispositions du décret n° 72-526 du 29 juin 1972. Aux termes de cette réglementation il est impossible de verser l'allocation logement à caractère social à une personne résidant dans un logement appartenant à un descendant. La précaution prise pour éviter des abus aboutit à une injustice insupportable pour des personnes âgées locataires réels de proches parents en vertu d'un bail dûment enregistré et payant effectivement par virements bancaires vérifiables des loyers sur lesquels les propriétaires acquittent eux-mêmes des impôts. Il lui rappelle que dans une précédente réponse (J. O. du 21 juillet 1973) à une question écrite ayant le même objet **M. le ministre de la santé publique** et de la sécurité sociale avait laissé espérer un assouplissement de la réglementation en vigueur et il lui demande quelles sont ses intentions pour mettre un terme à une situation qui pénalise injustement une catégorie de personnes qui mériteraient de bénéficier de plus d'équité.

Réponse. — Les dispositions du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 (art. 1^{er}, dernier alinéa), justifiées par les difficultés de preuve concernant aussi bien les jeunes travailleurs logés par leurs parents que les personnes âgées ou infirmes. Toutefois, dans la mesure où ces dispositions n'ont pas leur équivalent dans le cadre de l'allocation de logement à caractère familial, la question se pose, en effet, de déterminer avec précision leur portée en ce qui concerne l'allocation à caractère social, prestation financée en partie par le budget de l'Etat. Cette question est à l'étude en liaison avec les départements ministériels concernés. Les mesures qui pourraient intervenir à cet égard feront l'objet de toute la publicité nécessaire.

*Assurance vieillesse
(rétablissement de la majoration pour conjoint à charge).*

23084. — 9 octobre 1975. — Dans le cadre des pensions vieillesse du régime général de la sécurité sociale, **M. Fontaine** signale à **M. le ministre du travail** les conséquences regrettables de la suppression de la majoration pour conjoint à charge âgés de moins de cinquante-cinq ans, en application des dispositions de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975. En effet, avant la parution de cette loi, les pensionnés « vieillesse » dont le conjoint à charge était âgé de moins de cinquante-cinq ans percevait une majoration de son allocation de 50 francs. Cet avantage pouvait entraîner en faveur du conjoint le bénéfice du fonds national de sécurité (art. 685 et 685-1 du code de la sécurité sociale). Désormais, l'avantage porteur étant supprimé, il ne pourra plus être attribué d'allocation supplémentaire au conjoint à charge. Il en résultera pour le ménage une perte appréciable de ressources.

ce qui ne paraît être ni juste, ni le but recherché par le Gouvernement. C'est pourquoi, il lui demande de lui faire connaître s'il envisage de proposer au Parlement le rétablissement de cet avantage et dans quel délai.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 685 du code de la sécurité sociale, l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité est accordée aux personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans ou d'au moins soixante ans en cas d'incapacité au travail, titulaires d'un ou plusieurs avantages de vieillesse, résultant de dispositions législatives ou réglementaires, la majoration pour conjoint à charge servie par un régime d'assurance vieillesse de salariés étant considérée comme un avantage de vieillesse. Les bénéficiaires de la majoration pour conjoint à charge étaient donc tenus, pour avoir droit à l'allocation supplémentaire à ce titre, d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans (ou de soixante ans en cas d'incapacité). De ce fait, la suppression de la majoration de 50 francs, qui ne s'applique d'ailleurs pas rétroactivement aux personnes déjà bénéficiaires de cette prestation, n'a eu aucune incidence sur l'octroi éventuel de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

*Industrie du bâtiment et des travaux publics
(entreprises de construction d'Ille-et-Vilaine).*

23097. — 9 octobre 1975. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de l'emploi en Ille-et-Vilaine, en raison des difficultés des entreprises de la construction dans ce département. Alors que le chômage était déjà important dans la région, depuis un an, la situation s'aggrave. D'importantes entreprises comme Ducassou à Rennes ferment leurs portes des licenciements se produisent chez Heloin Le Marchand, Barbe, Pouteau, Henry et C^o, ailleurs il s'agit de réductions d'horaires ou de chômage partiel comme chez Eternit. Cette situation s'accompagne d'une dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs de cette corporation. Des mesures s'avèrent nécessaires pour garantir l'évolution de leurs rémunérations. Il faudrait notamment faire du salaire mensuel l'essentiel de la rémunération en y intégrant les primes et indemnités; fixer la valeur du point minimum à 17 francs, soit pour l'ouvrier manœuvre coefficient 120 un salaire mensuel de 2040 francs pour quarante heures de travail par semaine; calculer le salaire mensuel sur la base de l'horaire réel de l'entreprise et le garantir en cas d'intempéries. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour promouvoir l'industrie de la construction; 2° pour assurer les revendications formulées par les travailleurs de cette corporation.

Réponse. — La question soulevée par l'honorable parlementaire pose deux problèmes distincts: les difficultés d'emploi pour les entreprises de la construction dans le département d'Ille-et-Vilaine, d'une part, et le système de rémunération des ouvriers du bâtiment en général, d'autre part. En ce qui concerne la situation de l'emploi dans la construction, il est certain que les entreprises d'Ille-et-Vilaine, et en particulier celles signalées par l'honorable parlementaire, connaissent actuellement des difficultés qui entraînent soit des licenciements, soit des réductions d'horaire. Globalement, on constatait cependant à la fin du mois de septembre une amélioration du nombre d'offres d'emploi déposées dans les agences locales pour l'emploi, pour ce secteur. Cependant, devant cette situation et dans le cadre du plan de soutien à l'économie, le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre un certain nombre d'opérations nouvelles, qui auront des répercussions directes sur le niveau d'activité des entreprises de construction en Ille-et-Vilaine. Ainsi, dans le secteur H. L. M., 175 opérations nouvelles ont été ou vont être lancées, et des subventions d'un montant de 2,6 millions de francs ont été débloquées, pour la rénovation des H. L. M. anciens. Des crédits importants ont aussi été décidés pour la construction de nouveaux équipements publics, ou l'aménagement des équipements existants, notamment dans le secteur pénitentiaire, dans le secteur de la santé (subvention de 5 millions de francs pour l'humanisation des hôpitaux), dans le secteur « jeunesse et sports » (construction de deux halles de sports), dans le secteur des personnes âgées (subvention de 480 000 francs). En matière salariale, il convient de rappeler tout d'abord que, depuis le retour au régime de libre détermination des conditions de rémunération consacré par la loi du 11 février 1950, le Gouvernement ne dispose, en dehors de la fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance, d'aucun pouvoir d'intervention directe sur les salaires et que c'est aux parties intéressées qu'il appartient, par voie conventionnelle, de fixer les barèmes applicables aux diverses catégories professionnelles et de prévoir éventuellement l'institution de niveaux de ressources mensuelles minimales. Cependant, le Gouvernement est conscient des problèmes posés par l'évolution des rémunérations de ces salariés et par le manque de stabilité des rémunérations découlant des systèmes de primes, des variations d'horaire et des aléas climatiques. C'est pourquoi, dans le cadre général de la revalorisation du travail manuel, il a chargé un

groupe d'étude, constitué de personnalités, de procéder à une étude approfondie des pratiques salariales, et de lui présenter des propositions qui permettent de remédier aux inégalités dont sont victimes les travailleurs manuels dans ce domaine. Ces propositions devront notamment porter sur les possibilités de réduire progressivement la part variable dans les salaires, et d'instituer à terme un véritable salaire mensuel.

Chômeurs (compensation par l'A. S. S. E. D. I. C. de la différence entre le salaire antérieur d'un ouvrier et le salaire qui lui est proposé par l'A. N. P. E. pour un nouvel emploi).

23307. — 16 octobre 1975. — **M. Pujol** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur un problème posé par l'indemnisation de chômage. Il lui expose cette situation à travers l'exemple suivant : un ouvrier qui travaillait dans une entreprise a été licencié pour motif économique. Son salaire, qui était de 2 000 francs par mois, se décomposait ainsi : 1 800 francs de salaire conventionnel plus 200 francs de prime d'ancienneté. Cet ouvrier, inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi, se voit proposer un emploi dans sa catégorie professionnelle au salaire conventionnel de 1 800 francs (les 200 francs au titre de l'ancienneté ne lui sont évidemment pas proposés). Cet ouvrier refuse et il est dans son droit ; le salaire qui lui est proposé étant en effet inférieur à celui qu'il percevait précédemment. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que, dans de telles situations, les chômeurs soient tenus d'accepter l'emploi proposé, l'A. S. S. E. D. I. C. versant la différence de salaire (soit 200 francs par mois dans le cas particulier qui précède), et ce pendant un an. Cette solution permettrait de réduire le nombre des chômeurs et entraînerait, par voie de conséquence, un allègement des charges qui pèsent sur les A. S. S. E. D. I. C.

Réponse. — L'exemple cité par l'honorable parlementaire pose de façon générale le problème du reclassement des chômeurs dans des emplois comportant une rémunération inférieure à celle qu'ils percevaient précédemment. L'accord paritaire du 14 octobre 1974 instituant une allocation supplémentaire d'attente garantissant sous certaines conditions, et pour une durée pouvant atteindre un an, 90 p. 100 du salaire brut antérieur aux travailleurs victimes d'un licenciement pour cause économique introduit au demeurant une dimension nouvelle à la question soulevée. L'allocation temporaire dégressive du fonds national de l'emploi, du fait des conditions mises à son octroi (nécessité d'un licenciement collectif dans une zone en déséquilibre d'emploi, conclusion d'une convention entre l'entreprise qui licencie et le ministère du travail) et du faible niveau de la garantie offerte au travailleur qui se reclasse, n'est pas adaptée à la situation. Aussi, la création d'une « allocation différentielle de reclassement » prise en charge par l'Etat pour les personnes licenciées et retrouvant un emploi moins bien rémunéré est actuellement à l'étude. Elle devrait constituer une incitation réelle à un reclassement rapide.

Grèves (ouverture de négociations entre la direction et les travailleurs de l'entreprise Barbot de Floirac (Gironde)).

23379. — 18 octobre 1975. — **M. Madrelle** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'entreprise Barbot (filiale de T. R. W.) à Floirac (Gironde). Suite à une réduction d'horaire à l'atelier de fonderie, de 43 heures à 40 heures par semaine, avec une perte de salaire de 200 F par mois et par personne, la direction refusant de négocier une compensation, les travailleurs de la fonderie ont entrepris un certain nombre de débrayages de protestation. La direction refuse le dialogue, menace le personnel de licencier un travailleur sur deux, prend des sanctions envers un délégué du personnel ; enfin, le 9 octobre, elle lockoute le personnel de la fonderie pour une durée indéterminée, ce qui constitue une véritable atteinte aux libertés syndicales et au droit de grève. Il lui demande d'exiger la levée du lock-out, le paiement des heures perdues et de revendiquer pour les travailleurs la compensation de la perte de salaire, suite aux réductions d'horaires. Il lui demande également d'agir pour l'ouverture rapide des négociations sur les autres revendications qui demeurent insatisfaites : augmentation des salaires, treizième mois intégral, augmentation de la participation patronale au prix du repas cantine, augmentation de la prime de transport, de meilleures conditions de travail, d'hygiène et de sécurité et une heure d'information mensuelle payée.

Réponse. — Le conflit du travail évoqué par l'honorable parlementaire a débuté le 2 septembre 1975, après l'annonce par la direction de l'entreprise, qui emploie 130 salariés, d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail de quarante-trois heures à quarante heures, accompagnée d'une diminution proportionnelle des salaires. Cette décision, motivée par la baisse du nombre des commandes, a provoqué le dépôt d'un cahier de revendications par lequel le personnel réclamait notamment le maintien du salaire

antérieur pour quarante heures de travail. Le conflit a pris la forme d'arrêts de travail variant quotidiennement de dix minutes à deux heures, suivis par vingt-six salariés sur les quarante-huit employés à l'atelier de fonderie. Ces arrêts de travail inopinés désorganisant la production, l'employeur décida d'arrêter l'activité de cet atelier du 9 au 16 octobre. Cependant, à la suite de l'intervention de l'inspecteur du travail, la direction acceptait le 15 octobre de revenir à l'horaire antérieur et de verser à chaque ouvrier de la fonderie une indemnité compensatrice pour perte de salaire fixée d'abord à 350 francs, puis à 450 francs. Ces deux propositions furent jugées insuffisantes par le personnel. Le travail reprenait néanmoins le 17 octobre, sans que les salariés aient obtenu pleine satisfaction.

Emploi (situation des travailleurs de l'entreprise Ferembal, à Cavailon (Vaucluse)).

23445. — 22 octobre 1975. — **M. François Billoux** expose à **M. le ministre du travail** les menaces qui pèsent sur l'emploi des travailleurs de l'entreprise Ferembal, à Cavailon (Vaucluse), entreprise d'emballages et de bouchages métalliques, à la suite de la décision prise par Marine-Wendel, détenteur de 85 p. 100 du capital de Ferembal, de scinder en deux groupes cette entreprise, ce qui aura pour conséquence le licenciement d'un certain nombre de travailleurs. Il lui demande, étant donné la gravité de l'emploi dans le département du Vaucluse, de vouloir bien prendre les mesures qui s'imposent pour que les travailleurs de Ferembal, de Cavailon, ne subissent pas les conséquences de la réorganisation de cette entreprise.

Réponse. — D'après les renseignements recueillis auprès de la direction de l'entreprise concernée, celle-ci aurait d'ores et déjà fourni toutes informations utiles à son personnel sur la portée des décisions prises par Marine-Wendel. En tout état de cause les services compétents du ministère du travail, qui continuent à suivre sur place avec la plus grande attention l'évolution de cette affaire, ont reçu l'assurance qu'au niveau de l'emploi l'opération évoquée par l'honorable parlementaire ne devrait entraîner que des conséquences limitées dans les différentes usines appartenant à la Société Ferembal.

Industrie du bâtiment (versement des indemnités de licenciement aux travailleurs de la Société des ouvriers menuisiers de Limoges (Haute-Vienne)).

23478. — 23 octobre 1975. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des 45 travailleurs de la Société des ouvriers menuisiers de Limoges. Cette société coopérative de production qui occupait jusqu'en 1974, 150 personnes et qui a procédé à plusieurs licenciements collectifs en 1975, a licencié le 28 juillet 1975, les 45 employés restants ; elle se trouve en liquidation totale des biens. Le syndic chargé de la liquidation des biens refuse de régler les indemnités de licenciements résultant du contrat de travail alors que l'état de la trésorerie est suffisant pour couvrir la somme totale due à ce titre, soit 18 millions. L'A. S. S. E. D. I. C. oppose le même refus. Elle lui demande donc de prendre très rapidement les mesures pour que les indemnités de licenciement soient payées aux 45 ouvriers qui vont se trouver au chômage et qui risquent d'avoir beaucoup de peine à retrouver du travail, étant donnée la situation actuelle de l'emploi dans le bâtiment en Limousin.

Réponse. — A la suite de graves difficultés économiques et financières, la société en cause a fait l'objet, le 23 juillet 1975, d'un jugement déclaratif de liquidation de biens qui a entraîné le licenciement de la totalité du personnel. Dès l'annonce de cette mesure, les services départementaux du travail ont pris les dispositions nécessaires en faveur des salariés concernés afin, d'une part, qu'ils puissent bénéficier, le plus rapidement possible, des indemnités légales et conventionnelles prévues en matière de chômage complet et que, d'autre part, les créances nées du contrat de travail leur soient réglées par l'association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés dans les délais les plus brefs. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle les travailleurs intéressés ont obtenu le paiement des salaires et des indemnités de licenciement qui leur étaient dus. Il y a lieu de souligner, enfin, que d'après les renseignements recueillis auprès de l'agence nationale pour l'emploi, la plupart des personnes congédiées ont pu, d'ores et déjà, retrouver un nouvel emploi.

Retraite anticipée (retraite à soixante ans à taux plein pour le personnel roulant de la Compagnie des wagons-lits).

23479. — 23 octobre 1975. — **M. Gouhier** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation du personnel roulant de la Compagnie des wagons-lits. La majorité de ce personnel est

obligée de cesser son activité avant l'âge légal du droit à la retraite à taux plein en raison de la pénibilité du travail. En conséquence, il lui demande quelle mesure il compte prendre pour permettre à ce personnel de prendre sa retraite à soixante ans à taux plein.

Réponse. — Il est tout d'abord signalé à l'honorable parlementaire que la loi du 31 décembre 1971, portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale, comporte notamment un assouplissement de la notion d'inaptitude au travail qui permet alors que les dispositions antérieures exigeaient une inaptitude totale et définitive, d'accorder entre soixante et soixante-cinq ans, la pension vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans, dès lors que l'assuré n'est pas en mesure de poursuivre son activité sans nuire gravement à sa santé et que sa capacité de travail se trouve définitivement amputée d'au moins 50 p. 100. En outre, afin de permettre aux médecins-conseils des caisses de prendre en considération le caractère éventuellement pénible de l'activité professionnelle des requérants, le décret du 17 mai 1972 qui a fixé les modalités d'application des dispositions susvisées, prévoit que le médecin du travail compétent est obligatoirement consulté, le dossier, produit à l'appui de la demande de pension de vieillesse au titre de l'inaptitude, devant comporter une fiche établie par ce médecin précisant notamment les conditions de travail du requérant qui sont de nature à constituer un risque grave pour sa santé. Les médecins-conseils des caisses sont ainsi en mesure d'apprécier, dans chaque cas particulier, si l'attribution d'une pension vieillesse anticipée au titre de l'inaptitude au travail est justifiée. Enfin il est rappelé que le problème de l'âge de la retraite préoccupe particulièrement le Gouvernement qui a procédé sur ce sujet à une vaste consultation de tous les partenaires sociaux intéressés auxquels il a remis un dossier d'information précisant les coûts et les effets concernés par les principales hypothèses d'abaissement de l'âge d'octroi de la pension dans le régime général. Cette consultation a confirmé l'ampleur financière des réformes possibles ainsi que la complexité des problèmes techniques en cause et les divergences de vue entre les partenaires sociaux sur la conception même de la réforme, notamment sur le niveau des pensions à servir aux différents âges possibles de départ en retraite par les divers régimes existants. Le Gouvernement a donc estimé indispensable que ce dossier fasse l'objet d'un examen approfondi à l'occasion des travaux de la seconde phase de préparation du VII^e Plan, au sein des diverses instances où siègent des représentants des partenaires sociaux, des associations, des administrations ainsi que des personnes qualifiées. Dans l'immédiat, le Gouvernement a décidé, dans le cadre des mesures relative à la revalorisation du travail manuel, de déposer un projet de loi tendant à aménager les conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs qui, au cours d'une longue carrière professionnelle, ont été exposés pendant une durée déterminée aux conditions de travail les plus rudes : travailleurs en continu, en semi-continu, à la chaîne, exposés à la chaleur des fours ou aux intempéries des chantiers, ouvrières mères de trois enfants. Ces personnes bénéficieront, dès soixante ans, du taux normalement applicables à soixante-cinq ans. Ce projet de loi vient d'être adopté par le Parlement et les textes d'application sont en cours d'élaboration afin que la réforme puisse effectivement entrer en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1976.

Handicapés (remboursement par la sécurité sociale du siège orthopédique nécessaire aux voyages en automobile pour les enfants handicapés).

23498. — 24 octobre 1975. — **M. Jacques Legendre** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés rencontrées pour faire voyager en automobile certains enfants handicapés. En effet, ceux-ci étaient souvent attachés au siège avant droit à l'aide de la ceinture de sécurité. Or, le décret interdisant désormais la présence d'enfants de moins de dix ans à l'avant d'un véhicule supprime cette possibilité et contraint à placer les enfants à l'arrière dans un siège orthopédique. Le coût de ce siège étant relativement élevé, il est regrettable qu'un remboursement par la sécurité sociale soit exclu. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager le remboursement de ce siège orthopédique.

Réponse. — Un certain nombre de dispositions visant à faciliter les déplacements des handicapés sont prévues à l'article 52 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, notamment en ce qui concerne l'utilisation et l'aménagement des différents types de véhicules utilisés pour les transports tant individuels que collectifs de ces personnes. La question soulevée par l'honorable parlementaire pourrait, en conséquence, trouver une solution lors de l'étude et de l'élaboration des textes d'application de cet article 52. Toutefois, le problème particulier des sièges orthopédiques pour enfants à placer à l'arrière des véhicules particuliers est soumis, dès maintenant, à la commission interministérielle des prestations sanitaires.

Imprimerie (création d'un comité central d'entreprise aux imprimeries de la Société Del Duca de Maisons-Alfort).

23524. — 24 octobre 1975. — **M. Kallinsky** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conséquences de l'exonération de la patente accordée à la Société Del Duca pour son imprimerie de Maisons-Alfort, par application des dispositions prévues en faveur des entreprises de presse. Saisi de ce problème, M. le ministre des finances précise, pour justifier cette exonération — qui a pour résultat de majorer sensiblement les impositions des autres contribuables maisonnaires — qu'en dépit de la séparation juridique existant entre la Société Del Duca, propriétaire de l'imprimerie et les sociétés de presse du groupe Del Duca, on devait se référer à l'existence d'un groupe économique réunissant ces diverses sociétés et étendre de ce fait, à l'ensemble du groupe les avantages fiscaux réservés aux sociétés de presse. Dans le même temps, la direction du groupe Del Duca s'oppose à la création d'un comité central d'entreprise correspondant à la réalité du groupe économique à laquelle fait référence M. le ministre des finances. Il lui demande : 1° de quels moyens légaux ou réglementaires disposent les travailleurs de Del Duca pour obtenir la création d'un comité central d'entreprise correspondant à la réalité au-delà des distinctions purement juridiques ; 2° quelles dispositions il entend prendre pour faciliter la création de ce comité central d'entreprise qui serait seul en mesure d'assurer réellement les fonctions dévolues par les législateurs aux comités d'entreprise.

Réponse. — L'honorable parlementaire est informé qu'une étude est actuellement en cours sur la situation des sociétés composant le groupe Del Duca au regard de l'application de la législation sur les comités d'entreprise et que les résultats lui en seront ultérieurement communiqués.

Industrie textile (revendications des ouvrières en grève de l'entreprise Dupré de Verdun (Meuse)).

23531. — 24 octobre 1975. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des 300 ouvrières de l'entreprise de textile Dupré à Verdun (Meuse), qui ont cessé leur travail depuis le 6 octobre 1975 afin que des négociations réelles et sérieuses soient engagées dans les meilleurs délais pour : la réduction des cadences ; l'amélioration des conditions de travail ; l'augmentation des salaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que satisfaction soit donnée aux revendications de ces ouvrières afin qu'elles travaillent dans des conditions plus humaines et que l'entreprise puisse reprendre ses activités.

Réponse. — Le conflit collectif du travail évoqué par l'honorable parlementaire a affecté du 6 octobre au 6 novembre 1975 l'entreprise de bonneterie Dupré à Verdun. A la suite d'une profonde émotion provoquée par le suicide d'une ouvrière, les organisations syndicales du personnel ont lancé un ordre de grève qui s'est caractérisé par l'occupation des locaux, suivie par la quasi-totalité des 280 salariés. Des revendications ont ensuite été rapidement formulées tendant à une réduction des cadences de travail, une augmentation des salaires et le renvoi de deux agents de maîtrise dont le comportement était jugé trop autoritaire. Pendant les trois premières semaines de grève, alors que l'occupation se poursuivait et qu'à plusieurs reprises des salariés ont occupé symboliquement des bâtiments publics, le dialogue n'a pu s'établir entre les parties malgré la diligence des services locaux du travail et de la main-d'œuvre, qui, en conséquence, ont décidé de réunir le 6 novembre 1975 la section départementale de la commission régionale de conciliation. La direction départementale du travail et de la main-d'œuvre était toutefois parvenue à réunir les deux parties au préalable le 5 novembre et a contribué à la signature d'un protocole d'accord ce même jour permettant la reprise du travail le lendemain. L'accord transactionnel ainsi conclu permet un relèvement du salaire horaire minimum à 9 francs ; le passage de un tiers à deux tiers de la rémunération fixe, abaissant ainsi la partie du salaire calculée en fonction de la production individuelle de deux tiers à un tiers. En outre, en ce qui concerne les conditions de travail et notamment les cadences de production, il convient de rappeler qu'à la suite d'un examen paritaire, des dispositions permettant un allègement de la pénibilité du travail avaient été prises à l'établissement de Romilly-sur-Seine. Des propositions similaires ont été soumises aux représentants du personnel de Verdun qui leur ont réservé un accueil favorable. Toutefois leur application devra être précédée d'une formation appropriée à de nouvelles méthodes de travail pour les ouvrières souvent très jeunes et sans qualification.

Mineurs (discrimination de traitement des anciens agents des houillères de bassin selon la date de leur reconversion).

23580. — 25 octobre 1975. — **Mme Fritsch** rappelle à **M. le ministre du travail** que, dans sa réponse à la question écrite n° 20170 (*Journal officiel*, Débats A. N., séance du 9 septembre 1975) il est indiqué que le problème posé par la discrimination qui a été établie entre les anciens agents des houillères de bassin qui ont fait l'objet d'une mesure de conversion avant le 1^{er} juillet 1971 et ceux qui ont été convertis après cette date pour l'application de l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 1973, n'avait pas échappé à son attention et que les autres départements ministériels intéressés avaient été saisis, en vue d'une étude concertée, de ce problème. Elle lui demande de bien vouloir indiquer où en sont, actuellement, les travaux ainsi poursuivis pour mettre fin à une inégalité choquante entre deux catégories d'agents convertis et s'il peut donner l'assurance que des décisions interviendront rapidement.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que le problème posé par l'inégalité de traitement fait aux mineurs selon qu'ils ont fait l'objet d'une mesure de conversion avant ou après le 30 juin 1971, pour l'application de l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 1973, a fait l'objet d'une étude approfondie entre les départements ministériels. Cette étude se poursuit et des mesures positives pourraient éventuellement être prises à ce sujet dans un délai rapproché.

Assurance-vieillesse (bonifications au profit des femmes ayant épousé un veuf père d'enfants issus d'un premier mariage).

23588. — 29 octobre 1975. — **M. Villon** signale à **M. le ministre du travail** qu'une femme mariée avec un père de trois enfants ou plus, devenu veuf, n'a pas droit à des parts supplémentaires de retraite auquel l'article L. 315 donne droit même si elle a élevé ceux de son mari pendant plus de neuf ans avant l'âge de seize ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réparer cette injustice.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la bonification d'un dixième à laquelle a droit tout assuré ayant eu au moins trois enfants peut également être servie à l'assuré ayant élevé et eu à sa charge ou à celle de son conjoint trois enfants pendant au moins neuf ans avant leur seizième anniversaire. En outre, il est rappelé que les femmes assurées bénéficient d'une majoration de durée d'assurance égale à deux années supplémentaires par enfant élevé dans les conditions précitées et ce dès le premier enfant.

Industrie mécanique (conflit du travail dans les ateliers de machines-outils de la société H. E. S. (Ernaut-Somua)).

23589. — 29 octobre 1975. — **M. Villon** signale à **M. le ministre du travail** que dans la plupart des unités de production appartenant à la société H. E. S. (Ernaut-Somua) telles que celles de Cholet, Lisièux et Saint-Etienne les personnels mènent une action sous différentes formes qui, à Moulins, va jusqu'à une grève d'occupation pour obtenir l'amélioration de leur salaire. Il attire son attention sur le fait que cette société en voie de devenir un monopole de la machine-outil ne peut arguer de difficultés financières pour ne pas améliorer les salaires anormalement bas de ses personnels. En outre, elle a créé à l'étranger plusieurs comptoirs juridiquement indépendants auxquels elle vend ses machines, mais qui réalisent des bénéfices en revendant ces machines au-delà du taux qui leur a été facturé, ce qui permet à cette société de réaliser des bénéfices supplémentaires, mais non rapatriés en France. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obliger cette société à accepter la négociation avec les organisations syndicales qui, dans les différentes entreprises, sont unies dans l'action.

Réponse. — Le conflit collectif du travail évoqué par l'honorable parlementaire a affecté du 9 octobre au 10 novembre 1975 l'établissement de Moulins (Allier) d'une entreprise de fabrication de machines-outils, employant 460 salariés. Les revendications présentées par le personnel visaient à obtenir une augmentation de 2 p. 100 supérieure à celle accordée par la direction, dont le taux variait entre 11 p. 100 et 14 p. 100, une majoration mensuelle uniforme de 200 francs, ainsi que la réduction d'une demi-heure de la durée hebdomadaire du travail. L'action de grève avec occupation des locaux a été approuvée, à l'occasion d'un vote nominal, par environ la moitié des effectifs, l'autre moitié se constituant en un comité de défense de la liberté du travail. Bien que le préfet

du département soit intervenu conjointement avec les services de l'inspection du travail, la direction générale s'est refusée à envisager l'hypothèse de nouvelles augmentations des salaires. Dans le même temps, à la demande de l'employeur, le juge des référés prenait une ordonnance d'expulsion, exécutée le 7 novembre avec le concours de la force publique sur ordre de l'autorité préfectorale. Dans ces conditions, le personnel non gréviste a repris immédiatement le travail, tandis que les salariés en grève décidaient de cesser leur mouvement le 10 novembre, sans avoir obtenu satisfaction.

Mandats postaux (suppression, en ce qui concerne les conjoints, de la restriction aux procurations pour les mandats « à payer en main propre »).

23620. — 29 octobre 1975. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les inconvénients, notamment pour les personnes âgées, du paiement des retraites de la sécurité sociale par mandats, modèle CH 1419-50, sur lesquels figure la mention « ne payer qu'en main propre ». Il lui demande si cette formule ne peut être purement et simplement supprimée pour permettre à l'épouse ou à l'époux du bénéficiaire ayant procuration aux bureaux P. et T. de percevoir ces mandats sans difficulté.

Réponse. — Les pensions de sécurité sociale étant des avantages rigoureusement personnels, les organismes qui ont la charge du service des arrérages sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en assurer la remise au titulaire même de la pension et à lui seul. Mesure d'ordre général prise dans l'intérêt même des pensionnés, la mention « payable en main propre » leur apporte donc cette garantie. La suppression de cette mention a pu être envisagée. Elle était, toutefois, subordonnée à l'obligation pour l'organisme payeur de procéder, avant chaque paiement d'arrérages, à un contrôle de l'existence du pensionné, imposant ainsi à celui-ci une formalité supplémentaire. Il convient toutefois d'observer que, s'agissant en général de paiements par mandats payables à domicile, l'inconvénient signalé ne devrait se produire que dans le cas où le montant du mandat dépasse le montant limite admis pour les paiements à domicile. Une solution au problème qui a retenu l'attention de l'honorable parlementaire consisterait pour les pensionnés à faire vivre les arrérages de leur pension, à un compte courant postal ouvert à leur nom. L'actif de tels comptes étant la propriété exclusive de leur titulaire, l'organisme payeur se trouve valablement libéré par ce moyen de paiement. Il est alors loisible aux intéressés, s'ils le jugent utile, de donner procuration à un tiers, ou de tirer sur ce compte des sommes inférieures à la limite, fixée actuellement à 2 000 francs, dont le montant leur sera alors payé à domicile. Il leur est également possible d'obtenir le paiement de leur arrérages par virement à un compte joint ouvert, par exemple, à leur nom et à celui de leur conjoint et sur lequel chacun des deux époux possède un droit de tirage.

Mineurs (bonification d'ancienneté en vue de la retraite pour les périodes de guerre ou de captivité).

23635. — 29 octobre 1975. — **M. Jean-Claude Simon** rappelant à **M. le ministre du travail** sa question écrite n° 16958 du 15 février 1975 lui demande à nouveau s'il n'estime pas équitable que les retraités des mines qui sont anciens combattants ou ex-prisonniers de guerre puissent obtenir, comme les autres catégories de fonctionnaires et des personnels des entreprises nationales, que leurs périodes de guerre ou de captivité comptent double pour le calcul des annuités ouvrant droit à la pension de retraite.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la réglementation en vigueur dans le régime minier de sécurité sociale permet de prendre en compte : soit les périodes de service militaire obligatoire, d'appel sous les drapeaux et d'engagement volontaire en cas de guerre effectuées par les travailleurs des entreprises minières et assimilées lorsque ceux-ci réunissent quinze années de services dans les mines ou sans condition de durée de services lorsqu'ils étaient présents à la mine au moment du départ sous les drapeaux ; soit les périodes durant lesquelles les travailleurs des entreprises minières et assimilées ont dû cesser le travail dans une exploitation minière et assimilée du fait de la guerre 1939-1945 ou des circonstances politiques nées de celle-ci. Ces dispositions particulièrement favorables ont toujours été interprétées dans un esprit de compréhension par le comité compétent chargé des liquidations de pensions de la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines. Elles forment un ensemble et il n'a pas paru jusqu'à présent possible d'y ajouter l'octroi des bonifications dites « de campagne double » qui sont accordées

aux agents des services publics (fonctionnaires, agents de la S. N. C. F., agents des industries électriques et gazières), tandis que les exploitations minières sont, pour partie, des entreprises privées. Cependant, le ministre du travail ne méconnaît pas l'intérêt de cette question et il se propose d'en poursuivre l'étude en relation avec les autres départements intéressés.

Travail (ministère) (revendications du personnel).

23646. — 29 octobre 1975. — La crise économique et ses répercussions sur l'emploi, l'accroissement du nombre des licenciements, des chômeurs totaux ou partiels ont multiplié les responsabilités et les charges des services dépendant du ministère du travail. Considérant qu'il y a là un problème qui réclame des solutions urgentes, M. Pignion demande à M. le ministre du travail quelles mesures il compte prendre pour répondre aux revendications présentées par les syndicats intéressés et concernant notamment les créations d'emplois, l'intégration des non-titulaires dans les emplois permanents, l'arrêt des recours à des personnels vacataires, la revalorisation des traitements et salaires en fonction des responsabilités et charges accrues des services. Il serait, en outre, satisfait de connaître l'évolution du nombre des personnels directement chargés de l'inspection du travail depuis 1973.

Réponse. — Le ministre du travail ne méconnaît pas les difficultés de fonctionnement de ses services et il s'emploie à les résoudre. C'est ainsi qu'en plus des 243 créations d'emplois déjà prévues au budget de 1976, il a obtenu la création de 250 emplois supplémentaires dont 50 de contrôleur pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre. D'autres mesures intéressantes les différentes catégories de personnel sont en préparation; il en est ainsi notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un plan de titularisation en qualité d'agent de bureau des agents non titulaires rémunérés à temps complet et réunissant quatre années d'ancienneté (auxiliaires et vacataires); ce plan de titularisation des non-titulaires dans les emplois permanents est assorti de l'arrêt du recrutement de personnels vacataires. Enfin le ministre du travail indique à l'honorable parlementaire que les effectifs du corps de l'inspection du travail qui étaient de 454 en 1973 sont passés à 475 en 1974, 510 en 1975 et 557 en 1976.

Marins-pêcheurs (régime de protection sociale).

23697. — 30 octobre 1975. — M. Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail sur l'urgence d'un examen des souhaits exprimés par le régime spécial et les syndicats des marins tendant à l'amélioration de l'assurance vieillesse, d'accident, maladie maternité et décès: 1° généraliser l'attribution de la pension spéciale prévue par le code des pensions de retraite des marins (C. P. R. M.) actuellement limitée aux assurés ayant accompli une durée de service égale ou supérieure à cinq ans et inférieure à quinze ans. La loi n° 75-73 du 3 janvier 1975 a supprimé pour les assurés du régime général la condition de durée minimale de stage pour l'ouverture des droits à pension; 2° aligner les règles d'attribution des pensions des veuves de marins du commerce et de la pêche sur celles en vigueur dans le régime des pensions civiles et militaires de retraite, dont le régime spécial d'assurance vieillesse des marins est issu; 3° alignement sur le code des pensions civiles et militaires des bonifications pour enfants; 4° droit à pension de réversion à la veuve dont le mariage a duré quatre ans; 5° permettre aux marins privés d'emploi par suite de licenciement pour cause économique, de faire valider ce temps d'inactivité pour pension sur la caisse de retraite des marins; 6° suppression de l'interdiction de remboursement des soins afférents à la maladie invalidante qui a motivé la concession d'une pension de retraite anticipée. Les textes actuels font obstacle à de tels remboursements par la caisse de prévoyance des marins jusqu'au cinquante-junquième anniversaire des intéressés; 7° introduire dans le régime spécial d'assurance maladie des marins les dispositions relatives à l'annualisation des droits aux prestations. Il lui demande de bien vouloir lui préciser où en est l'examen de ces légitimes propositions.

Réponse. — Le code des pensions de retraites des marins fait actuellement l'objet d'une étude très attentive des départements ministériels intéressés, à laquelle participent les représentants professionnels, afin d'apporter certaines modifications au régime spécial d'assurance-vieillesse des marins du commerce, de pêche et de plaisance. Des améliorations sensibles seront apportées à ce régime spécial, notamment dans les domaines que l'honorable parlementaire a particulièrement signalés au ministre du travail.

Accidents du travail (simplification de la procédure de reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur et de fixation de la majoration de rente).

23699. — 30 octobre 1975. — M. Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail sur la nécessité d'améliorer, en matière d'accident du travail, la procédure de la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur et de la fixation de la majoration de rente. Au délai de recours particulièrement long s'ajoute la procédure de fixation de la réparation à la victime ou à ses ayants droit. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'apporter une amélioration aux textes actuels, tendant à statuer dans une seule et même instance entre la victime, l'employeur et la commission de la sécurité sociale saisie du litige par une seule et même décision sur l'existence de la faute inexcusable de l'employeur et le montant de la majoration de rente qu'il doit payer à la victime ou à ses ayants droit.

Réponse. — Il est exact qu'en vertu des dispositions de l'article L. 468 du code de la sécurité sociale, la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur et la fixation de la majoration de la rente constituent deux opérations distinctes. La caisse primaire d'assurance maladie n'a pas qualité, en effet, et la jurisprudence de la cour de cassation l'a confirmé, pour décider de l'existence de la faute inexcusable. Ladite caisse joue, essentiellement, en la matière, un rôle conciliateur. Elle ne peut donc procéder à la fixation de la majoration, en accord avec la victime et l'employeur qu'après que l'existence d'une telle faute ait été reconnue par la juridiction compétente saisie par la victime (ou ses ayants droit). Il n'en résulte pas pour autant que toute affaire doive être nécessairement soumise au contentieux général de la sécurité sociale. Il n'est pas exclu, en effet, que par procédure amiable, dans le cas où l'employeur reconnaît la faute inexcusable, la caisse puisse fixer le montant de la majoration en accord avec l'employeur et la victime (ou ses ayants droit). Il reste que, dans le cas le plus général, il y a litige sur l'existence de la faute inexcusable et la victime (ou ses ayants droit) doit engager une action contentieuse pour faire reconnaître s'il y a ou non une faute inexcusable de l'employeur, ce qui entraîne nécessairement des délais supplémentaires pour la fixation de la majoration de rente éventuellement due. Le ministre du travail ne méconnaît pas les inconvénients découlant de cette situation. Une étude a été entreprise en vue de rechercher les solutions susceptibles d'intervenir.

Prestations familiales (maintien des allocations au titre du dernier-né restant à la charge de la famille).

23771. — 1^{er} novembre 1975. — M. Montagne attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des familles nombreuses où le dernier-né est encore à charge. Dans ce cas, le Gouvernement ne pourrait-il pas, pour continuer l'application de sa politique d'aide à la famille, maintenir le versement des allocations familiales pour cet enfant.

Réponse. — En application de l'article L. 524 du code de la sécurité sociale, les allocations familiales sont dues à partir du deuxième enfant à charge au sens de la législation sur les prestations familiales, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'obligation scolaire et six mois au-delà pour l'enfant à charge non salarié, jusqu'à dix-sept ans pour les enfants à la recherche d'un premier emploi et inscrits à l'agence nationale pour l'emploi, jusqu'à dix-huit ans pour les apprentis et jusqu'à vingt ans pour les étudiants et les enfants infirmes ou malades. Le dernier enfant d'une famille prend nécessairement le rang d'enfant unique quand l'enfant précédent sort du champ d'application du régime des prestations familiales, ce qui implique l'arrêt du service des allocations familiales. Par contre, si un seul revenu professionnel salarié entre au foyer, le ménage peut prétendre, sous réserve d'une clause de ressources, au bénéfice de l'allocation de salaire unique. Cette allocation, qui est supprimée pour l'enfant unique à la charge d'un ménage lorsque cet enfant atteint l'âge de cinq ans, est maintenue pour le dernier enfant d'une famille en ayant compté plusieurs jusqu'aux âges limites indiqués ci-dessus. Le versement de cette allocation permet à la famille d'ouvrir éventuellement droit à l'allocation de rentrée scolaire et à l'allocation de logement.

Etablissements de soins privés (mise en œuvre rapide de la procédure de classement).

23781. — 4 novembre 1975. — Se référant à la réponse apportée à sa question écrite n° 20-946 et parue au Journal officiel, Débats Assemblée nationale n° 73 du 6 septembre 1975, M. Radius expose à

M. le ministre du travail que le classement des établissements de soins privés, prévu par le décret n° 73-183 du 22 février 1973, ne paraît pas être encore intervenu. Il lui indique, par ailleurs, que cette procédure, lorsqu'elle sera décidée, nécessitera plusieurs mois pour sa mise en œuvre et ne pourra être vraisemblablement appliquée en 1976. Les déficits de l'année prochaine, ajoutés à ceux de 1974 et 1975, risquent d'atteindre un total dépassant, pour les seules cliniques alsaciennes, deux milliards d'anciens francs. Il est très possible également que cette procédure de classement ne puisse être appliquée aux établissements concernés dans la mesure où ceux-ci seraient à même de participer au service public hospitalier. Il appelle enfin son attention sur le fait que les déficits intervenus par suite de la fixation autoritaire des tarifs qui ne permettait que le versement d'acomptes par les caisses régionales d'assurance maladie ne peuvent être épongés rétroactivement, alors que cette règle est de coutume dans les domaines public et semi-public. Il lui demande que toutes dispositions soient prises pour que le classement des établissements de soins privés intervienne dans les meilleurs délais afin que l'aménagement des tarifs qui en résultera permette la survie de ces établissements.

Réponse. — Un projet d'arrêté, pris en application du décret n° 73-183 du 22 février 1973 et comportant une grille de classement des établissements de soins privés, a été soumis à l'approbation des départements ministériels concernés. Toutes dispositions seront prises, dès la publication de cet arrêté, pour que les mesures de classement interviennent dans les meilleurs délais.

Sécurité sociale minière (revalorisation des retraites).

23793. — 4 novembre 1975. — **Mme Fritsch** expose à **M. le ministre du travail** que le niveau des retraites minières est l'un des plus bas de ceux qui existent dans les professions de salariés. La moyenne des retraites correspondant à un minimum de trente ans de services miniers représente actuellement 47,3 p. 100 de la moyenne des salaires des mines de combustibles minéraux solides. Cette proportion est de 50 p. 100 dans le régime général et d'au moins 60 p. 100 du salaire des six derniers mois d'activité, dans les autres régimes de sécurité sociale. Elle lui demande s'il ne serait pas possible d'élever le montant des retraites minières de manière à ce que, pour des carrières pleines, la moyenne des retraites atteigne 60 p. 100 du salaire moyen des mineurs en activité.

Réponse. — Les retraites minières sont revalorisées selon le système suivant : d'une part, l'article 174 bis du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines prévoit que lorsque la rémunération annuelle de l'ouvrier de la catégorie IV du jour des houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais comptant une ancienneté de quinze ans aura été majorée d'au moins 1 p. 100, les retraites minières seront augmentées dans les mêmes proportions que la rémunération pilote ; d'autre part, l'article 174 ter du même décret prévoit que lorsque l'augmentation des pensions minières réévaluées selon le mécanisme précédent n'a pas permis d'atteindre celle du salaire annuel moyen des ouvriers du jour assidus des houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais, est mis en jeu un système complémentaire de rajustement au 1^{er} mars de chaque année. Si la différence constatée n'atteint pas un certain pourcentage elle est mise en réserve pour l'appréciation au 1^{er} mars suivant. De même un résultat négatif se répercute sur les opérations de l'année suivante. Ce système présentant une certaine complexité et entraînant des difficultés d'application, les administrateurs du régime minier ont saisi les départements ministériels intéressés d'une proposition de modification des règles de revalorisation des retraites minières. Cette proposition appelle une étude approfondie à laquelle il est procédé actuellement par les ministères de tutelle.

Allocations d'orphelins et pour enfants à charge (maintien jusqu'à dix-huit ou vingt ans de ces prestations versées par la caisse autonome nationale de retraite des ouvriers mineurs).

23794. — 4 novembre 1975. — **Mme Fritsch** expose à **M. le ministre du travail** que les allocations d'orphelins et enfants à charge, servies par la caisse autonome nationale de retraite des ouvriers mineurs, sont supprimées lorsque les enfants atteignent l'âge de seize ans. Cette suppression a des conséquences profondément regrettables et empêche, très souvent, que les enfants puissent poursuivre leurs études. Elle lui demande s'il ne serait pas possible que ces allocations soient maintenues dans les mêmes conditions que les allocations familiales, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de vingt ans, si les enfants poursuivent leurs études, et de dix-huit ans s'ils sont en apprentissage.

Réponse. — La réglementation en vigueur dans le régime spécial de sécurité sociale dans les mines ne permet de verser les allocations d'orphelins et les allocations pour enfants à charge que jusqu'à l'âge de seize ans. Le recul de l'âge limite pris en considération pour l'attribution de ces prestations figure parmi les mesures à l'étude, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés.

Veuves (bénéfice d'une pension de réversion pour les veuves de mineurs après deux ans de mariage).

23795. — 4 novembre 1975. — **Mme Fritsch** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne serait pas possible que les veuves de mineurs puissent bénéficier d'une pension de réversion, après une durée de mariage de deux ans au moins, ainsi que cela existe dans les autres régimes de sécurité sociale.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que parmi les différentes améliorations apportées au régime spécial de sécurité sociale dans les mines faisant l'objet d'un projet de décret figure, en particulier, la réduction de quatre à deux ans de la durée de mariage requise pour permettre au conjoint survivant de bénéficier d'une pension de réversion. Ce projet de décret sera soumis incessamment aux autres départements ministériels intéressés.

Accidents du travail et maladies professionnelles (reconnaissance de l'invalidité par la sécurité sociale).

23813. — 4 novembre 1975. — **M. Le Foll** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de certaines victimes d'accident du travail, à qui la sécurité sociale refuse la prise en charge ou la reconnaissance de l'invalidité, et qui sont déclarées incapables par le médecin du travail. Un problème se pose aussi en ce cas à l'employeur qui ne peut ni les licencier, ni les faire travailler. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser une situation aussi aberrante, et assurer à ces victimes du travail, qui ont parfois cotisé très longtemps à la sécurité sociale, les garanties et les moyens d'existence auxquels ils ont droit.

Réponse. — Les problèmes signalés par l'honorable parlementaire n'avaient pas échappé à l'attention du ministre chargé de la sécurité sociale qui a recommandé, à maintes reprises, les rapprochements entre le médecin traitant de la victime d'un accident du travail, le médecin conseil de la caisse et le médecin du travail, en vue d'une confrontation de leurs points de vue sur l'appréciation des conséquences de l'accident. Cette préoccupation a trouvé son aboutissement dans l'élaboration de dispositions réglementaires prévoyant que si l'incapacité permanente présentée par la victime d'un accident du travail est susceptible de rendre celle-ci inapte à l'exercice d'une profession, ou à la demande de la victime ou de son médecin traitant, et si la victime relève de la médecine du travail, la caisse, sans préjudice des dispositions relatives à la réadaptation et à la rééducation professionnelles, recueille l'avis du médecin du travail compétent. Le projet de texte correspondant est actuellement en cours d'examen par les services intéressés.

Emploi (nombre et effet des primes à la création d'emploi et des contrats emploi-formation).

23825. — 5 novembre 1975. — **M. Gissingier** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'un décret du 4 juin 1975 a institué une prime à la création d'emploi. Celle-ci constitue une aide accordée aux entreprises qui décident de recruter par anticipation, sans attendre la reprise économique, des travailleurs momentanément privés d'emploi. Cette aide vise à résorber le chômage conjoncturel des travailleurs adultes mais surtout à faciliter le recrutement des jeunes en quête d'un premier emploi. Lorsqu'elle a été prise, il était prévu qu'elle pourrait toucher de cinquante à quatre-vingt mille jeunes. Il lui demande quels ont été jusqu'à présent les effets de cette décision. Il souhaiterait connaître le nombre de primes qui ont permis l'embauche des jeunes travailleurs à la recherche d'un premier emploi : 1° sur le plan national ; 2° par région. Il lui demande aussi de lui fournir les mêmes renseignements en ce qui concerne le contrat emploi-formation institué également par décret du 4 juin 1975 et qui vise à permettre aux jeunes sortant des établissements scolaires sans qualification d'entrer dans de meilleures conditions dans la vie active.

Réponse. — Au 30 novembre 1975, la prime d'incitation à la création d'emploi avait été accordée pour la création de 26 299 emplois dans 14 024 entreprises. Parmi ces emplois 22 454, soit plus de 85 p. 100, ont été occupés par des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Le tableau ci-dessous donne les résultats par région.

RÉGIONS	NOMBRE d'établissements concernés.	NOMBRE d'emplois créés.	NOMBRE d'emplois occupés par des jeunes à la recherche d'un premier emploi.
Région parisienne.....	905	1 801	1 539
Champagne - Ardennes ...	311	528	480
Picardie	532	978	844
Haute-Normandie	237	579	516
Centre	706	1 325	1 118
Nord	789	1 578	1 352
Lorraine	612	1 968	1 765
Alsace	839	1 507	1 356
Franche-Comté	383	1 206	1 106
Basse-Normandie	482	840	690
Pays de la Loire.....	997	2 165	1 801
Bretagne	704	1 123	913
Limousin	205	372	319
Auvergne	681	1 134	942
Poitou - Charentes	577	963	810
Aquitaine	1 161	1 819	1 504
Midi - Pyrénées	833	1 156	947
Bourgogne	547	988	877
Rhône - Alpes	1 595	2 761	2 321
Languedoc - Roussillon ..	380	569	483
Provence - Côte d'Azur ..	531	855	747
Corse	17	26	24
Totaux	14 024	26 299	22 454

Les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des décisions qui seront prises à la suite de l'examen des 8 260 dossiers qui étaient en cours d'instruction à la date susvisée du 30 novembre.

En ce qui concerne « le contrat emploi-formation », au 30 novembre 1975, 805 conventions ont été passées avec 765 établissements pour la conclusion de 2 714 contrats se répartissant par région comme suit :

RÉGIONS	NOMBRE d'établissements concernés.	NOMBRE de conventions.	NOMBRE de contrats.
Région parisienne.....	64	66	333
Champagne - Ardennes ...	15	19	29
Picardie	10	10	17
Haute-Normandie	6	6	7
Centre	28	29	72
Nord	42	50	323
Lorraine	18	18	98
Alsace	42	48	134
Franche-Comté	23	25	62
Basse-Normandie	9	10	28
Pays de la Loire.....	36	36	140
Bretagne	80	80	187
Limousin	8	8	97
Auvergne	12	12	203
Poitou - Charentes	10	10	34
Aquitaine	58	60	125
Midi - Pyrénées	39	39	109
Bourgogne	15	16	44
Rhône - Alpes	65	70	291
Languedoc - Roussillon ..	68	68	179
Provence - Côte d'Azur ..	90	98	148
Corse	27	27	54
Totaux.....	765	805	2 714

Assurance maladie (charge que représentent les cotisations pour les affiliés au régime des travailleurs non salariés en retraite).

23847. — 5 novembre 1975. — M. Forens rappelé à M. le ministre du travail qu'en vertu des dispositions de l'article 2 du décret n° 74-810 du 28 septembre 1974 les caisses d'assurance maladie des travailleurs non salariés prennent comme assiette des cotisations annuelles qui leur sont dues d'avance, le 1^{er} octobre de chaque année, les revenus fiscaux de l'année calendaire précédente. Il en résulte un décalage de vingt et un mois entre la période à laquelle s'applique la cotisation et la période de constitution des

revenus sur lesquels elle est calculée. C'est ainsi que les cotisations réclamées le 1^{er} octobre 1975 pour la période du 1^{er} octobre 1975 au 30 septembre 1976 sont assises sur les revenus fiscaux de l'année 1974. Cette règle a des conséquences regrettables pour les travailleurs non salariés qui prennent leur retraite, puisque pendant deux ans ils se voient réclamer des cotisations établies en fonction des revenus dont ils disposaient lorsqu'ils étaient en activité. Ces cotisations sont d'un montant égal à plusieurs fois les cotisations payées, à revenu égal, par un non-retraité. Cette situation est d'autant plus inadmissible que les retraites des travailleurs non salariés sont d'une extrême modicité. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour apporter à ce problème une solution équitable.

Réponse. — La cotisation annuelle de base des assurés relevant du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, fixée pour la période allant du 1^{er} octobre d'une année au 30 septembre de l'année suivante, est assise sur les revenus professionnels de l'année civile précédente pris en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Le décalage entre la perception de ces revenus et le paiement de la cotisation déterminée en fonction desdites ressources est rendu inévitable, cette situation résultant elle-même de la périodicité des déclarations faites en vue de l'imposition sur le revenu. Les caisses mutuelles régionales ne peuvent donc se référer, en l'occurrence, qu'aux seuls éléments d'information contenus dans la dernière déclaration fiscale souscrite par les assurés au titre de l'année civile précédente, quelles que soient les modifications intervenues, entre-temps, dans la situation professionnelle des intéressés. Au reste, les nouveaux retraités subissent également les inconvénients d'un tel décalage en matière d'impôt sur le revenu. Il n'en demeure pas moins qu'avait précédemment été étudiée la possibilité de faire cotiser les retraités sur le montant de leur pension dès la cessation de leur activité ; mais la mise au point d'une telle dérogation s'est avérée très délicate. C'est ainsi que l'entrée en jouissance de la pension ne coïncidant pas forcément avec une échéance de cotisation, il aurait été difficile de traduire immédiatement, dans le montant de la cotisation, une variation des éléments constitutifs de son assiette. Pour certains retraités, le montant de la pension ne peut que refléter très imparfaitement leur situation financière réelle, alors qu'une dérogation à la règle générale n'aurait pu, en tout état de cause, se concevoir qu'en faveur des plus démunis, ce qui aurait obligé les caisses à connaître l'ensemble des revenus de leurs ressortissants. Aussi, le Gouvernement a-t-il préféré recommander, lorsque la situation des intéressés le justifie, la prise en charge par les caisses mutuelles régionales, au titre de leur action sanitaire et sociale, de tout ou partie des cotisations des travailleurs indépendants accédant à la retraite. Quoi qu'il en soit, des études sont poursuivies en vue de rechercher les mesures qui seraient de nature à pallier les effets de la situation évoquée par l'honorable parlementaire.

Inspection du travail (situation des services et du personnel dans l'Essonne).

23868. — 6 novembre 1975. — M. Vizef attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des différentes inspections du travail dans le département de l'Essonne en regard du développement des tâches de ses services et de l'insuffisance du nombre de secteurs et de personnel qui en découle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour augmenter le nombre des sections de l'inspection du travail dans le département de l'Essonne avec, dans un premier temps, la création d'une section à Etampes ; 2° pour accélérer la titularisation des personnels en place

Réponse. — Le nombre de sections d'inspection du travail du département de l'Essonne a été porté de 3 à 4 au début de l'année 1975 pour tenir compte de l'augmentation de la population salariée de ce département et de l'accroissement des tâches dévolues aux services du travail et de l'emploi. Le poste d'inspecteur du travail encore dépourvu de titulaire dans l'Essonne vient d'être déclaré vacant ; s'il ne pouvait être pourvu à cette occasion, il serait offert aux inspecteurs élèves du travail de la promotion 1975 qui achèvent leur stage à l'institut national du travail. Deux postes supplémentaires de contrôleur du travail seront créés à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre de l'Essonne au 1^{er} janvier 1976 ; ils seront pourvus, ainsi que les deux autres emplois de ce corps actuellement vacants, par la nomination de jeunes contrôleurs stagiaires issus du dernier concours, dont l'affectation sera prononcée au cours du mois de janvier prochain. La titularisation de l'un des deux auxiliaires en fonctions dans les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre de l'Essonne interviendra à bref délai comme suite à son admission à l'examen d'agent technique de bureau ; quant à la titularisation du second elle pourra être envisagée à partir de l'année 1977 au cours de laquelle il réunira les conditions d'ancienneté exigées à cet effet.

Allocation de salaire unique (estimation annuelle des ressources procurées par le travail saisonnier du conjoint d'un salarié pour l'attribution de l'allocation).

23916. — 7 novembre 1975. — **M. Gabriac** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'allocation de salaire unique est attribuée aux ménages ou aux personnes qui ne disposent que d'un seul revenu professionnel à condition que le revenu provienne d'une activité salariée. Cependant, l'allocation de salaire unique est maintenue si le revenu professionnel d'un des conjoints est un salaire sous réserve que le revenu professionnel de l'autre conjoint n'excède pas un plafond égal à la moitié du montant de la base mensuelle du calcul des prestations familiales. Il lui expose à cet égard la situation d'un ménage où le mari est salarié cependant que l'épouse effectue à domicile certains travaux tels que, dans la région de Millau, la fabrication de gants. Il s'agit là d'une fabrication essentiellement saisonnière avec des « pointes » pendant certains mois de l'année. Durant ces mois d'activité plus importante, le salaire de l'épouse dépasse le plafond qui permet de maintenir le droit à l'allocation de salaire unique. Il lui demande que dans des situations de ce genre le plafond en cause soit estimé non pas mensuellement mais sur la totalité des ressources procurées au cours d'une année.

Réponse. — En application de l'article L. 550 du code de la sécurité sociale, les prestations familiales sont versées à intervalles ne dépassant pas un mois. C'est dans le cadre de cette période que s'apprécient les droits correspondants. Lorsque le conjoint de l'allocataire travaille de manière irrégulière, l'allocation de salaire unique est versée pour tous les mois où ce salaire a été soit nul, soit inférieur à la moitié de la base mensuelle de calcul des prestations familiales (actuellement 632 francs divisés par deux, soit 316 francs) sans qu'il soit possible de répartir les gains sur l'ensemble de l'année pour l'appréciation des droits. Cette règle s'applique notamment lorsque le conjoint exerce une activité saisonnière. Dans ce cas, l'allocation de salaire unique ne peut donc être versée pour les mois au cours desquels la rémunération du conjoint a excédé la moitié de la base de calcul des prestations familiales.

Assurance maladie (assujettissement à cotisations d'un gérant minoritaire de S. A. R. L. affilié par ailleurs en qualité de travailleur non salarié).

23926. — 7 novembre 1975. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre du travail** qu'une personne exerce, à titre principal, une profession non commerciale pour laquelle elle cotise au régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés au taux maximum et règle à ce titre une cotisation maximum de 2788 francs par semestre. En outre, en qualité de gérant minoritaire d'une S. A. R. L., elle perçoit un salaire brut de 2750 francs par mois. Il lui demande si elle doit, pour cette activité salariée secondaire, régler une cotisation assurance maladie au régime général des salariés de la sécurité sociale, dont elle ne perçoit aucune prestation.

Réponse. — Selon l'article 41 de la loi n° 66-509 modifiée du 12 juillet 1965, relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, les personnes qui exercent simultanément une activité non salariée et non agricole et une activité salariée ou assimilée reçoivent les prestations du régime dont relève leur activité principale et sont exonérées de la cotisation personnelle d'assurance maladie-maternité, invalidité, décès due au régime correspondant à leur activité secondaire. D'autre part, selon l'article 2 du décret n° 67-1091 du 15 décembre 1967 portant définition de l'activité principale pour l'application de la loi précitée du 12 juillet 1965, une personne exerçant simultanément une activité non salariée et non agricole et une activité relevant du régime général de sécurité sociale est présumée exercer à titre principal une activité non salariée, à moins qu'au cours de l'année civile antérieure, elle n'ait accompli au moins 1200 heures de travail salarié ou assimilé lui ayant procuré un revenu au moins égal à celui retiré de son activité non salariée. Il résulte donc de ces deux textes que la personne qui fait l'objet de la sollicitude de l'honorable parlementaire n'est redevable de cotisation qu'à un seul régime d'assurance maladie, celui correspondant à son activité principale déterminée selon la règle ci-dessus rappelée et ne peut recevoir les prestations que de ce seul régime.

Emploi (publication des résultats de l'enquête trimestrielle effectuée au 1^{er} octobre 1974).

23938. — 7 novembre 1975. — **M. Boudet** rappelle à **M. le ministre du travail** que dans sa réponse à la question écrite n° 16931 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 19 juillet 1975, p. 5317) il a indiqué qu'à l'occasion de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} octobre 1974, des questions ont été posées, portant sur le nombre d'absents pour cause de maladie au cours de la semaine de référence, avec une répartition selon les jours de la semaine, en différenciant les diverses causes de

l'absentéisme (accidents du travail, maladie et maternité, et autres causes, avec ou sans autorisation), et que les résultats de cette enquête seraient disponibles dans le courant du deuxième trimestre 1975. Il lui demande s'il est actuellement en mesure de faire connaître ces résultats.

Réponse. — Les résultats de l'étude sur l'absentéisme effectuée dans le cadre de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre sont actuellement disponibles et en cours de publication. Ils font apparaître pour la semaine de référence de l'enquête (du 21 au 27 octobre 1974) un taux d'absentéisme journalier peu variable en fonction des jours de la semaine, légèrement plus élevé le lundi et le vendredi.

Lundi	5,9	p. 100
Mardi	5,7	—
Mercredi	5,8	—
Jeudi	5,8	—
Vendredi	6,0	—

Le taux d'absentéisme est plus élevé pour les femmes que pour les hommes, et pour les ouvriers, que pour les autres catégories.

	OUVRIERS	EMPLOYÉS	ENSEMBLE
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Hommes	6,6	2,5	5,3
Femmes	10	5	7,3
Ensemble	7,6	3,4	5,8

Les motifs d'absence — qui ont été analysés pour les absences de la journée du jeudi 24 octobre — explicitent les différences constatées entre sexes ou entre catégories professionnelles.

Taux d'absentéisme du jeudi 24 octobre pour les différentes causes.

CAUSES d'absences.	OUVRIERS		EMPLOYÉS		ENSEMBLE DES SALARIÉS		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
Accidents du travail	1,1	0,4	0,2	0,1	0,8	0,3	0,6
Maladie	4,4	6,9	2	3,4	3,6	5	4
Maternité	»	1,5	»	1,1	»	1,3	0,4
Autres causes avec autorisation	0,4	0,3	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3
Autres absences.	0,8	0,7	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5

Inspection du travail (création de nouvelles sections dans le Pas-de-Calais).

23946. — 7 novembre 1975. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés rencontrées par les services de l'inspection du travail du Pas-de-Calais pour remplir normalement leur rôle. La dégradation de l'emploi entraîne une surcharge de travail, davantage orientée vers le contrôle des licenciements. Les services des aides publiques surchargés obligent les chômeurs à attendre plusieurs mois pour toucher leurs allocations. La mission des inspecteurs du travail, qui consiste à contrôler l'application des lois et règlements relatifs aux problèmes du travail est compromise. La prévention des accidents du travail, devant la multiplicité des autres tâches et les effectifs salariés trop nombreux à contrôler (60 000 au lieu de 35 000 prévus) ne s'effectuent le plus souvent qu'après les accidents graves. Deux sections sur cinq dépassent dans le Pas-de-Calais les 35 000 salariés par section. Le personnel est nettement insuffisant. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de créer de toute urgence de nouvelles sections d'inspection du travail, comportant le personnel nécessaire à son fonctionnement (ce qui n'est pas le cas, notamment pour celle de Boulogne-sur-Mer), de renforcer le personnel des services des aides publiques.

Réponse. — Le nombre de sections d'inspection du travail du Pas-de-Calais a été porté à sept au début de l'année 1975, étant entendu que la section de Calais sera, en raison de son importance, dotée d'un directeur adjoint du travail de classe fonctionnelle. Les deux postes d'inspecteur encore dépourvus de titulaire dans le Pas-de-Calais viennent d'être déclarés vacants; s'ils ne pouvaient être pourvus à cette occasion, ils seraient offerts aux inspecteurs élèves de la promotion 1975 qui achèvent leur stage à l'institut national du travail. Deux emplois de contrôleur du travail seront créés dans le Pas-de-Calais au 1^{er} janvier 1976; ils seront pourvus, ainsi que les quatre emplois de ce corps encore vacants dans le

département, par la nomination de jeunes contrôleurs issus du dernier concours, dont l'affectation sera prononcée en janvier prochain. Ces différentes mesures devraient permettre à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du Pas-de-Calais d'assurer dans les meilleures conditions sa mission de service public.

Pensions d'invalidité (régime restrictif appliqué par le fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat).

23971. — 8 novembre 1975. — M. Duvillard expose à M. le ministre du travail que le fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat géré par la caisse des dépôts et consignations semble pratiquer, en matière notamment de pension d'invalidité, un régime restrictif d'une rigueur excessive. En effet, les droits à pension d'invalidité au titre de ce régime sont appréciés définitivement à la date de la radiation des contrôles et il ne peut être tenu compte d'une aggravation ultérieure de l'état de santé de l'intéressé pour modifier le classement initialement attribué. Ceci semble résulter en particulier, des conséquences trop rigoureuses des dispositions du décret du 16 décembre 1955 relatif à la coordination entre le régime général et les régimes spéciaux d'assurances sociales. M. Henri Duvillard demande donc à M. le ministre si ces dispositions ne pourraient être révisées de façon à les rendre un peu moins inhumaines, les bénéficiaires éventuels de cette innovation devant être relativement assez peu nombreux pour qu'une telle révision n'entraîne pas de la part du fonds spécial une dépense exorbitante.

Réponse. — Les ouvriers des établissements industriels de l'Etat atteints d'une invalidité temporaire, bénéficient au titre de leur régime spécial de sécurité sociale, d'une allocation d'invalidité temporaire (A. I. T.) qui présente les caractéristiques de la « pension d'invalidité » du régime général de la sécurité sociale; elle a notamment un caractère temporaire, elle peut être accordée jusqu'à l'âge de soixante ans par périodes renouvelables d'une durée maximum de six mois chacune et est révisée en fonction de l'évolution de l'état d'invalidité. Le taux d'invalidité par rapport à la profession exercée doit être au moins égal à 66 p. 100 et la pension temporaire est de 30 p. 100 du dernier traitement si l'intéressé est encore capable d'exercer une profession quelconque et de 50 p. 100 s'il est absolument incapable d'exercer une profession quelconque. L'allocation (ou pension) d'invalidité accordée au titre du régime spécial de sécurité sociale peut donc passer de 30 à 50 p. 100 s'il y a aggravation de l'état d'invalidité. Au surplus, si l'invalidité est absolument incapable d'exercer une profession quelconque et, en outre, se trouve dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, il bénéficie d'une majoration égale à 40 p. 100 du montant de l'allocation principale sans pouvoir être inférieure à un minimum fixé annuellement; à compter du 1^{er} juillet 1975 ce minimum annuel est de 17 134,52 F. Par contre, lorsque l'invalidité est définitive et rend l'ouvrier de l'Etat absolument incapable de continuer l'exercice de ses fonctions, elle ouvre droit, au titre du régime de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, à une pension de retraite pour invalidité. S'agissant d'une retraite, cette pension est accordée à titre définitif et est calculée en fonction de la durée des services accomplis (chaque annuité étant rémunérée à 2 p. 100) et non en fonction du taux de l'invalidité. Toutefois les titulaires d'une pension de retraite pour invalidité bénéficient d'un minimum de pension garanti. Comme pour tous les retraités du régime spécial le montant garanti est égal à 4 p. 100 du traitement brut indice 100 (actuellement indice majoré 158) par année de services, lorsque le retraité compte moins de vingt-cinq années de services; d'autre part, le montant de la pension de retraite pour invalidité ne peut être inférieur au montant de la pension d'invalidité qui serait attribué au titre du régime général de la sécurité sociale si les conditions exigées par ce régime se trouvent remplies. A la pension de retraite pour invalidité peut s'ajouter la majoration pour assistance constante d'une tierce personne prévue par le régime général de sécurité sociale lorsque les conditions fixées par ce régime pour l'obtention de cet avantage sont remplies. Enfin lorsqu'un ouvrier de l'Etat retraité pour invalidité exerce une nouvelle activité professionnelle relevant d'un autre régime et que son état d'invalidité s'aggrave, il est normal qu'en application de l'article 4 du décret n° 55-1657 du 16 décembre 1955, ce dernier régime lui accorde une pension pour le nouvel état d'invalidité qui aggrave l'invalidité antérieure. Mais le régime spécial des ouvriers de l'Etat, en l'espèce la caisse des dépôts et consignations qui gère le fonds spécial de pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, ne saurait procéder, en cas d'aggravation ou réduction du degré d'invalidité, à une révision de la pension de retraite, puisque toute liquidation de pension de retraite, quel que soit le régime de retraite, a un caractère définitif et qu'elle tient compte de la durée des services accomplis (sauf garanties spéciales pour les invalides) et non du degré variable de l'état d'invalidité.

Chômeurs (statistique sur le nombre de chômeurs secourus du Rhône).

24136. — 18 novembre 1975. — M. Soustelle demande à M. le ministre du travail quel est actuellement le nombre de chômeurs secourus dans le département du Rhône, en fournissant le décompte de ces chômeurs par nationalité.

Réponse. — La statistique relative aux chômeurs assistés selon la nationalité est établie pour la fin de chaque trimestre. Les derniers renseignements dont on dispose sont ceux à la fin de septembre 1975. Pour le département du Rhône il y avait, à la fin de septembre 1975, 9 519 chômeurs bénéficiaires de l'aide publique; 8 053 étaient français, 1 466 étaient étrangers. Les étrangers se répartissaient de la façon suivante: Algériens 674, Marocains 73, Tunisiens 181, ressortissants d'Afrique Noire 83, Espagnols 123, Portugais 104, Italiens 159; Allemands, Belges, Hollandais, Luxembourgeois 43 au total; Yougoslaves 15, autres nationalités 110.

Travailleurs immigrés (difficultés provoquées par les contrats temporaires).

24184. — 20 novembre 1975. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation faite, par une grande entreprise lyonnaise de construction de poids lourds, à 70 travailleurs italiens embauchés sous contrat et qui seront licenciés le 10 novembre 1975. Il demande l'embauche, par cette entreprise, de tous ces travailleurs italiens contractuels désirant rester, souligne l'esprit nocif des contrats temporaires, qui mettent les signataires dans une situation difficile, car ces derniers se trouvent menacés d'expulsion dans les trois mois qui suivent leur licenciement, et estime qu'aucune mesure d'expulsion ne peut être prise contre ceux d'entre eux qui désirent se fixer en France.

Réponse. — L'honorable parlementaire a appelé l'attention sur la situation de 70 travailleurs italiens titulaires de contrats temporaires qui ont été licenciés au mois de novembre 1975 par une grande entreprise lyonnaise de construction de poids lourds. Il ressort de l'enquête, que cette entreprise a introduit en novembre 1974, 52 travailleurs italiens par les soins de l'Office national d'immigration sur la base de contrats de travail souscrits pour une durée d'un an. Il est apparu qu'un certain nombre de ces travailleurs n'ont pas rejoint leur poste de travail après avoir, néanmoins, perçu un acompte sur leur salaire, tandis qu'après une période plus ou moins longue d'activité, une autre partie importante des intéressés a quitté l'entreprise. En novembre 1975, à l'expiration des contrats à durée déterminée, 18 de ces travailleurs restaient présents dans l'entreprise. Compte tenu des résultats médiocres de l'expérience tentée et de la situation économique qui a conduit cette société à licencier, dans la région du Rhône, 700 personnes de plus de soixante ans et à recourir au chômage partiel, la direction du personnel de ladite entreprise a décidé de n'envisager la prolongation de contrat que pour deux travailleurs en raison de leur situation particulière. S'agissant de la menace d'expulsion qui, selon l'honorable parlementaire, pèserait sur les intéressés, il convient de rappeler que le seul fait d'être privé d'emploi ne porte pas atteinte à leur droit au séjour, garanti par la réglementation communautaire.

Entreprises (conditions d'accès pour les délégués syndicaux au registre spécial du mouvement des personnels).

24207. — 20 novembre 1975. — M. Alain Vivien demande à M. le ministre du travail si la communication du registre spécial du mouvement des personnels prévu par le décret du 5 mai 1975 peut être limitée par un employeur qui interdit aux délégués syndicaux de prendre des notes sur le registre préclé et exige à chaque consultation la présence d'un représentant de la direction.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que, conformément à l'article R. 321-5 du code du travail, le registre spécial ou sont consignés les mouvements de personnel des entreprises doit être tenu constamment à la disposition, d'une part, des fonctionnaires chargés de veiller à l'application des dispositions relatives au contrôle de l'emploi et, d'autre part, des délégués du personnel. Il résulte donc que la réglementation actuellement en vigueur n'a pas étendu aux délégués syndicaux le bénéfice des dispositions rappelées ci-dessus, à moins qu'ils n'aient également la qualité de délégué du personnel. En conséquence, dans l'hypothèse où des délégués syndicaux ont la possibilité de consulter ce registre, ce qui résulte d'un accord du chef d'entreprise qui peut aussi fixer les conditions dans lesquelles ces délégués auront accès au registre spécial dont il est question.

Enquêtes (élaboration d'un statut des enquêteurs vacataires).

24276. — 22 novembre 1975. — M. Herzog appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des enquêteurs vacataires. Les intéressés rémunérés au questionnaire, parfois par un contrat à durée déterminée, sont liés à l'organisme (ou aux organismes) qui

utilise leurs services sans toutefois être considérés comme faisant partie de son personnel. La plupart d'entre eux travaillent en revanche à temps complet pour un seul organisme qui leur verse tous les mois le salaire équivalent au nombre d'enquêtes effectuées. Malgré cette stabilité, les enquêteurs vacataires ne disposent pas d'un statut légal leur conférant les mêmes droits qu'aux autres salariés. Il lui demande s'il n'estime pas de stricte équité que ce statut soit institué, une disposition permettant notamment de régulariser les points suivants : disparité du salaire de base servant au calcul des cotisations de sécurité sociale pour les enquêteurs vacataires, d'une part, et les enquêteurs sous contrat, d'autre part ; disproportion, pour la détermination de l'assurance vieillesse entre la base prise en considération et le salaire effectivement perçu ; impossibilité de prétendre aux indemnités en cas de chômage bien que le versement des cotisations à l'Assedic soit obligatoire depuis 1972 ; absence de fiche de salaire pour le mois de congé légal, ce qui ne permet pas aux enquêteurs vacataires tombant malades au terme de leur mois de vacances de bénéficier des indemnités de la sécurité sociale ; impossibilité de prétendre au billet de congé payé accordé par la S.N.C.F. du fait que le congé payé est attribué sous forme d'indemnité compensatrice ; non-participation au bénéfice de la loi n° 46-2195 sur l'organisation des services médicaux du travail ; absence de garantie de l'emploi et du droit à un certificat de travail lorsque cesse la collaboration avec l'organisme employeur ; impossibilité de bénéficier de la formation professionnelle ; non-paiement des congés légaux, compte tenu de la rémunération aux pièces.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les instituts de sondage, classés par l'I.N.S.E.E. dans le groupe 818 de la nomenclature des activités économiques de 1959 sous la dénomination « Entreprises d'enquêtes » (devenu la rubrique 77.02 de la nomenclature A. P. E. de 1973 : « Cabinets d'études économiques et sociologiques ») entrent dans le champ d'application de la convention collective nationale applicable au personnel des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs conseils et des sociétés de conseils du 15 avril 1969, étendue par arrêté du 20 avril 1973 (*Journal officiel* du 1^{er} mai 1973). C'est donc dans le cadre de cette convention collective que les conditions de travail et d'emploi ainsi que les garanties sociales des enquêteurs, tant sous contrat que vacataires, peuvent être déterminées. A cet égard, ladite convention collective prévoit, dans son article 1^{er}, l'élaboration d'une annexe propre au personnel d'enquête comprenant, notamment, les enquêteurs vacataires, mais, à ce jour, ladite annexe n'a pas encore été conclue. Une enquête avait été demandée aux services de la direction régionale du travail et de la main-d'œuvre de la région parisienne, à la suite d'une intervention des délégués du personnel d'un institut de sondage. Il est résulté de l'enquête ainsi effectuée et des contrats pris avec l'organisation patronale signataire de la convention collective précitée, que les discussions menées en 1972 en ce qui concerne l'annexe en cause n'avaient pu aboutir à un accord, des divergences étant apparues au sujet de la représentativité de l'organisme auquel appartenaient les personnels appelés à négocier au nom des enquêteurs vacataires. Cependant, après les démarches effectuées par les services régionaux du travail, et le règlement des difficultés ci-dessus exposées, la question a de nouveau été inscrite à l'ordre du jour d'une réunion paritaire, tenue au plan privé, le 12 juin 1975, et, depuis cette date, les négociations entre les partenaires sociaux intéressés se poursuivent régulièrement, les problèmes relatifs notamment à la représentation des personnels dont il s'agit au sein des entreprises concernées nécessitant un examen approfondi. Il est souligné que le déroulement des négociations en cause est suivi avec une particulière attention et qu'une commission mixte, présidée par un représentant de l'administration, serait convoquée dans l'hypothèse où des difficultés rendraient éventuellement impossible la poursuite des discussions au plan paritaire privé. En tout état de cause, les modalités selon lesquelles est assurée la protection sociale de la catégorie de travailleurs visée ont été définies en fonction des conditions d'emploi et de rémunération qui leur sont propres. Ainsi, les cotisations de sécurité sociale sont calculées en appliquant les taux de droit commun à une rémunération forfaitaire fixée, par arrêté du 23 décembre 1967, à neuf francs par questionnaire pour les enquêtes nécessitant une seule visite auprès de la personne fournissant les éléments de sondage et à dix-huit francs pour les enquêtes nécessitant plusieurs visites. En l'état actuel de la législation, les prestations en espèces de l'assurance maladie et les pensions vieillesse sont servies sur la base des rémunérations ayant donné lieu à cotisation.

Accidents du travail (renforcement des contrôles préventifs et accroissement des effectifs de l'inspection du travail).

24308. — 22 novembre 1975. — Le mardi 18 novembre au matin une explosion de gaz a littéralement soufflé une partie d'un atelier de fabrication de cuves situé dans la zone industrielle de Ruitz. Les murs de l'annexe accolés au bâtiment principal ont été pul-

vérisés et des débris de couverture ont été retrouvés à 50 mètres du lieu du sinistre. Cette annexe dépourvue de fenêtre et qui ne comportait qu'une porte servait à la fois de dépôt de matériel et de réfectoire. Les ouvriers présents qui s'approprièrent à prendre leur travail quand l'explosion s'est produite ont été gravement brûlés et contusionnés. Si l'explosion avait eu lieu une demi-heure plus tard quinze à vingt ouvriers se seraient trouvés à cet endroit, et le nombre des accidentés aurait pu être plus important. Sans préjuger des conclusions des enquêtes effectuées par le service des mines et l'inspection du travail, il apparaît que dans cette construction neuve certains aménagements étaient quelque peu sommaires. C'est ainsi qu'à l'endroit précis de l'explosion des appareils de chauffage de « récupération » étaient alimentés en gaz propane par des tuyaux souples accrochés au mur. Devant la recrudescence des accidents du travail, M. Maurice Andrieux demande à M. le ministre du travail s'il n'estime pas urgent et nécessaire de faire procéder par ses services à de multiples contrôles préventifs visant au respect des règles de sécurité, lesquels contrôles ne pourraient se faire sans un renforcement important des effectifs de l'inspection du travail.

Réponse. — La nature des questions posées rend nécessaire une enquête approfondie sur les points évoqués. Il sera répondu à l'honorable parlementaire aussitôt que seront connus les résultats de l'enquête qui a été prescrite à ce sujet aux services de l'inspection du travail.

Transports urbains (gratuité pour les chômeurs à la recherche d'un nouvel emploi).

24411. — 27 novembre 1975. — M. Maisonnat expose à M. le ministre du travail que la recherche d'un nouvel emploi impose aux chômeurs des frais de transport peu compatibles avec leur situation financière. En effet, ces frais ne sont pris en charge par les services de l'A.N.P.E. que lorsque la distance du trajet est supérieure à 30 km. Pourtant la gratuité des transports sur les réseaux urbains aux salariés privés d'emploi est absolument indispensable, non seulement pour des raisons sociales évidentes, mais aussi pour leur faciliter la recherche d'un nouvel emploi, et doit donc, à ce titre, être prise en charge financièrement par les services de l'A.N.P.E. dont c'est la mission fondamentale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les services de l'A.N.P.E. puissent assurer la gratuité des transports sur les réseaux urbains aux chômeurs à la recherche d'un nouvel emploi.

Réponse. — Les dispositions prises depuis 1974, tant sur le plan conventionnel que sur le plan réglementaire, ont notablement amélioré les conditions d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi. De ce fait, il n'est pas envisagé présentement de modifier le régime de prise en charge des frais de transport des intéressés tel qu'il a été défini par le décret n° 70-241 du 16 mars 1970. Il est précisé, au demeurant, que ces dépenses sont financées non par l'A. N. P. E. mais sur les crédits du fonds national de l'emploi par l'intermédiaire des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre.

QUESTIONS ECRITES
pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.
(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 24924 posée le 16 décembre 1975 par M. Le Penec.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 24942 posée le 17 décembre 1975 par M. Chaumont.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 24964 posée le 18 décembre 1975 par M. Brailion.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 24968 posée le 17 décembre 1975 par M. Gau.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 24998 posée le 18 décembre 1975 par M. Bisson.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25000 posée le 18 décembre 1975 par M. Julia.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25008 posée le 19 décembre 1975 par M. Millet.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25038 posée le 19 décembre 1975 par M. Rigout.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25045 posée le 19 décembre 1975 par M. Meamin.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25060 posée le 20 décembre 1975 par M. Maissonnet.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25074 posée le 20 décembre 1975 par M. Kallinsky.

M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 25149 posée le 21 décembre 1975 par M. Lebon.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Chambre des métiers (création d'une chambre de métiers dans chaque département de la région parisienne).

23990. — 13 novembre 1975. — M. Labbé rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que son attention avait été appelée sur le fait que pour Paris et la petite ceinture, il existe une chambre de métiers interdépartementale groupant Paris et les départements des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis avec des antennes dans chacun de ces départements. Il lui avait été demandé que soit envisagée la transformation de ces antennes en chambres de métiers départementales à part entière. L'importance des effectifs des artisans justifierait cette division puisque ceux-ci son plus de 80 000 dans l'actuelle chambre de métiers interdépartementale alors que leur effectif en ce qui concerne par exemple, les Hauts-de-Seine, est de l'ordre de 14 000 artisans. En réponse à la question écrite n° 17765 (*Journal officiel*, Débats, A. N. du 18 juin 1975), il disait que les modalités et les conséquences de la création d'une chambre de métiers dans chacun des départements de la région parisienne faisaient l'objet d'un examen approfondi, dont les résultats permettraient au Gouvernement d'apprécier l'opportunité actuelle et le cas échéant, le calendrier des mesures réglementaires qui pourraient être prises à ce sujet. Près de cinq mois s'étant écoulés depuis la publication de cette réponse, il lui demande à quelles conclusions a abouti l'examen approfondi dont il faisait état. Il souhaiterait savoir si ces conclu-

sions tendent à la création rapide d'une chambre de métiers dans chacun des départements créés par la loi n° 64-704 du 10 juillet 1964 portant modification des structures administratives de la région parisienne.

Aménagement rural (politique de l'Etat en matière d'assainissement en zone rurale).

23992. — 13 novembre 1975. — M. Boudon expose à M. le ministre de l'agriculture que le développement et la diversification des activités économiques en milieu rural sont gravement compromis par l'insuffisance des services publics et particulièrement des installations d'assainissement. C'est ainsi que dans certains cas des programmes de logements sociaux intéressant des communes rurales dynamiques ont dû être reportés faute d'équipements satisfaisants dans ce domaine. Or les pouvoirs publics paraissent témoigner pour ces travaux d'assainissement d'un manque d'intérêt qui se manifeste notamment par l'absence de toute dotation spécifique au budget de l'agriculture, les crédits de cette espèce étant confondus avec ceux qui sont destinés aux adductions d'eau potable et à l'élimination des ordures ménagères. D'autre part, des personnalités compétentes préconisent le développement de l'assainissement individuel dans les plus petites communes rurales, la construction de réseaux de collecte et de stations d'épuration étant dès lors réservée aux agglomérations d'une certaine importance ou appelées à un développement prochain. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser : 1° le montant des dotations budgétaires prévues respectivement pour 1975 et pour 1976 au titre des opérations d'assainissement ; 2° les grandes lignes de la politique qu'il entend suivre dans ce domaine très important pour la protection de la qualité de la vie en zone rurale.

Ministère de l'agriculture (organisation des stages de formation professionnelle).

23995. — 13 novembre 1975. — M. Laurisergues demande à M. le ministre de l'agriculture de lui préciser les modalités selon lesquelles ses services conventionnent les stages de pré-formation, de formation, de préparation à la vie professionnelle (art. 2, alinéa 4 de la loi du 31 décembre 1968), ouverts à des jeunes gens de seize à dix-huit ans, et éventuellement plus âgés, titulaires d'un diplôme professionnel, et qui n'ont jamais eu la qualité de salarié. Il lui demande, en particulier, de lui préciser les conditions dans lesquelles des jeunes titulaires du B.E.P. horticole, par exemple, peuvent, lors de ces stages dits « d'adaptation », percevoir des indemnités et avantages sociaux équivalents aux bourses et avantages sociaux prévus en faveur des élèves des C.E.T., mais versés par l'Etat, conformément à l'arrêté du Premier ministre du 9 septembre 1975, dans la mesure, bien entendu, où ils remplissent les conditions du décret n° 71-980 du 10 décembre 1971 (durée minimale de 120 heures de cours, etc.).

Industrie du bâtiment et des travaux publics (mesures en vue d'assurer la sécurité des ouvriers).

24006. — 13 novembre 1975. — M. Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur les risques d'accident toujours grave, voire mortels, que courent les ouvriers construisant des immeubles et notamment ceux qui travaillent sur les terrasses à cause du non respect des mesures de sécurité : celles-ci sont rarement mises en place compte tenu de la durée très courte des interventions. Il lui demande si une solution efficace pour lutter contre ces risques ne consisterait pas à entourer les terrasses d'un mur d'acromètre de un mètre de haut qui servirait naturellement de garde-corps. Sur un plan esthétique, il appartiendrait alors aux architectes et aux constructeurs de trouver un moyen pour que cela ne soit pas désagréable à l'œil. Cette solution aurait aussi pour conséquence de garantir la sécurité des nombreux ouvriers qui assurent la maintenance de l'immeuble quand il est habité. Si une telle mesure ne pouvait être prise, une diminution du risque pourrait être envisagée en prévoyant dans les corniches, au moment de leur coulage, des fourreaux qui y resteraient permettant faiblement la mise en place de garde-corps amovibles pendant la durée des travaux.

Jeunes agriculteurs (bénéfice de la dotation avec effet rétroactif d'un trimestre).

24009. — 13 novembre 1975. — M. Ligot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dispositions des récentes mesures concernant la dotation aux jeunes agriculteurs, dont la date d'application a été fixée au 1^{er} janvier 1976. Compte tenu des délais relativement long entre la prise de possession de l'exploitation et la signature des actes, il lui demande s'il ne conviendrait pas de faire accorder le bénéfice de cette dotation avec effet rétroactif d'un trimestre, aux jeunes agriculteurs dont le début effectif de l'activité d'exploitation agricole est postérieur au 30 septembre 1975.

Emploi (attribution aux salariés qui se reconvertissent comme artisans de primes et indemnités de transfert de domicile et de réinstallation).

24018. — 14 novembre 1975. — **M. Bisson** rappelle à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que des primes et indemnités de transfert de domicile et de réinstallation sont prévues sous certaines conditions pour les salariés privés d'emploi ou compris dans une mesure de licenciement collectif. Les non-salariés conduits à changer de profession en vue d'exercer une activité salariée peuvent également prétendre à ces primes. En revanche, les salariés qui envisagent de se reconvertir par exemple comme artisans ne peuvent bénéficier de cette aide ce qui apparaît comme parfaitement anormal. Il lui signale à titre d'exemple, la situation d'un salarié, ancien conducteur de travaux en chauffage et installations sanitaires qui a été licencié pour cause économique. Après neuf mois de chômage l'intéressé ne pouvant retrouver un emploi salarié a décidé de s'installer dans une commune rurale comme artisan à plusieurs centaines de kilomètres du lieu où il était domicilié lorsqu'il était salarié. Il ne peut prétendre aux primes et indemnités de transfert de domicile et réinstallation. Il serait pourtant naturel compte tenu de l'insuffisance des artisans dans de nombreuses régions rurales que de telles aides soient possibles. Elles viendraient heureusement compléter les mesures prises en matière de primes d'installation des artisans par le décret n° 75-808 du 29 août 1975. Il lui demande de bien vouloir en accord avec son collègue **M. le ministre du travail**, envisager des dispositions allant dans le sens qu'il vient de lui suggérer.

Cheminots (prestations dues aux anciens affiliés de la mutuelle des agents de la S. N. C. F. en Algérie résidant en France).

24024. — 14 novembre 1975. — **M. Lauriol** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur la question écrite n° 18680 par laquelle il l'interrogeait sur les prestations dues aux anciens affiliés résidant en France de la mutuelle des agents de la Société nationale des chemins de fer en Algérie. Cette question qui a été publiée au *Journal officiel* (Débats, A. N., n° 19) du 11 avril 1975 (p. 1547) n'a toujours pas obtenu de réponse. Près de sept mois s'étant écoulés depuis le dépôt de cette question, il souhaiterait très vivement recevoir une réponse dans les meilleurs délais possibles. Il lui rappelle en conséquence que la mutuelle des agents de la Société nationale des chemins de fer français en Algérie, constituée très antérieurement à l'indépendance de l'Algérie, a été considérée, après le 5 juillet 1962, comme une société algérienne. En application du protocole financier franco-algérien du 23 décembre 1966, les fonds détenus jusqu'alors par la caisse des dépôts et consignations pour le compte de la mutuelle et représentatifs des droits des sociétaires rapatriés en France ont été versés au Trésor algérien. En application du même protocole, l'Algérie n'est pas tenue de prendre en charge les prestations dues aux sociétaires qui ne sont plus domiciliés sur son territoire. Il s'ensuit que ces derniers se trouvent grandement lésés, les autorités françaises n'ayant pris à leur égard aucune décision propre à leur assurer le bénéfice des droits correspondant aux cotisations par eux versées dans le passé. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour qu'une équité élémentaire soit respectée à l'égard de ces travailleurs des chemins de fer.

Départements d'outre-mer (lutte obligatoire contre les maladies qui affectent la culture de la canne à sucre).

24034. — 14 novembre 1975. — **M. Fontaine** signale à **M. le ministre de l'agriculture** que l'année 1975 a été marquée dans le département de la Réunion par la réapparition de la maladie de la canne à sucre dénommée « apoplexie », provoquée par un champignon. Par ailleurs, la découverte, dans le monde, de différentes souches de charbon de la canne, dont l'une au moins existe à la Réunion, est de nature à le préoccuper grandement. C'est pourquoi, il lui demande de lui faire connaître s'il est envisagé de rendre la lutte obligatoire contre ces maladies par arrêté ministériel.

Protection des sites (projet de construction d'un centre d'informatique dans le parc de Grand-Bourg à Evry [Essonne]).

24038. — 14 novembre 1975. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le projet de construction dans le parc de Grand-Bourg (ville nouvelle d'Evry) d'une unité d'impression, d'un parking couvert et, ultérieurement, d'un centre d'informatique. La réalisation de ce projet, qui ne pourrait se faire que par dérogation au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville nouvelle, entraînerait : 1° la destruction d'un site privilégié inclus dans le périmètre de protection des rives de la Seine ; 2° un déséquilibre dans la vie des habitants du village dont la tranquillité serait irrémédiablement compromise par le passage

des camions, compte tenu de l'étroitesse des voies d'accès au parc. Il est incompréhensible qu'une telle construction puisse être envisagée à cet endroit, alors qu'il existe à Evry même une zone industrielle aménagée à cet effet et dotée notamment d'une infrastructure routière adaptée aux besoins. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il compte faire pour qu'aucune dérogation ne soit accordée et que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger ce parc, conformément aux intérêts de la ville nouvelle d'Evry et de ses habitants.

Constructions navales (maintien de l'emploi et des activités du chantier naval de la S. I. C. C. N. A. à Saint-Malo [Ille-et-Vilaine]).

24044. — 14 novembre 1975. — **M. Baillet** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux transports** sur la menace de liquidation imminente qui pèse sur la S. I. C. C. N. A., à Saint-Malo. Si jamais cette liquidation devait être prononcée, il en résulterait pour les travailleurs des conséquences très graves : licenciements, perte des avantages acquis, notamment au titre de l'ancienneté. Il en résulterait également des conséquences très sérieuses à la fois pour l'avenir de ce chantier naval et pour le développement de la ville de Saint-Malo et de sa région. Le Gouvernement possède les moyens de faire entendre raison aux créanciers de la S. I. C. C. N. A. et ainsi d'empêcher la liquidation de cette entreprise importante pour l'estuaire de la Rance. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer le maintien de ce chantier naval dont l'activité est capitale pour l'avenir de la cité malouine ; 2° pour assurer la garantie de tous les emplois ; 3° pour assurer la réouverture rapide de ce chantier fermé depuis le 23 juin 1975 ; 4° pour assurer le rajustement des salaires qui sont très bas et la satisfaction des justes revendications des salariés.

Vieillesse (amélioration des prestations vieillesse versées aux personnes âgées ayant exercé une profession agricole salariée).

24072. — 15 novembre 1975. — **M. de Poulpquet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation particulièrement digne d'intérêt des personnes âgées ayant exercé une profession agricole salariée sans pouvoir se constituer une retraite vieillesse, du fait qu'aucun régime de sécurité sociale n'existait à l'époque. Leurs tentatives de reconversion dans un autre secteur d'activité ouvrant droit à une protection sociale n'ont pu très souvent aboutir en raison de leur âge. D'autre part, lorsque la possibilité d'intégration dans le régime de sécurité sociale qui venait d'être institué leur a été offerte, ce fut moyennant le versement d'une somme forfaitaire qui n'était pas pour beaucoup à la mesure de leurs moyens. Elles ne purent donc cotiser et acquérir en conséquence des droits à une pension de vieillesse. Ces personnes doivent subsister actuellement avec une rente dérisoire et hésitent par ailleurs à demander le bénéfice d'aides sociales supplémentaires lorsqu'elles possèdent un petit bien qu'elles désirent léguer à leurs enfants. Il lui demande que, dans le cadre des mesures prises en faveur des personnes âgées et, notamment des plus démunies d'entre elles, des dispositions soient prises, permettant de remédier aux situations qu'il vient de lui exposer.

Industrie du bâtiment (maintien de l'emploi et de l'activité de l'entreprise Balency-Briard de construction industrialisée à Villeneuve-le-Roi [Val-de-Marne]).

24100. — 15 novembre 1975. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la situation de l'entreprise Balency-Briard spécialisée dans la construction industrialisée de maisons individuelles et dans la préfabrication lourde d'immeubles collectifs. A la suite de la réduction de l'activité dans le bâtiment, qui frappe tout particulièrement le secteur du logement social, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisage de supprimer le secteur de préfabrication lourde de sa filiale Balency-Briard et de fermer les usines de Villeneuve-le-Roi (94) et de Longjumeau (91). Cette suppression aurait pour résultat d'entraîner des dizaines de licenciements dans un secteur où les besoins sont loin d'être satisfaits puisque le nombre des mal logés ne cesse d'augmenter tandis que diminue le nombre de logements sociaux financés et construits. Elle porterait en outre atteinte à un outil de production moderne, les techniques de préfabrication françaises étant justement réputées dans le monde entier. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre : 1° pour maintenir et développer le potentiel de production de cette entreprise, notamment à Villeneuve-le-Roi et Longjumeau ; 2° pour développer la construction de logements sociaux à la mesure des besoins des mal-logés.

Chemin de fer (suppression de la voie ferrée de Somain à Vieux-Condé reliée au réseau S.N.C.F.)

24101. — 15 novembre 1975. — **M. Bustin** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** qu'il vient de constater que, sur le territoire de la commune de Vieux-Condé, une entreprise procède à l'enlèvement de la voie ferrée de Somain à Vieux-Condé. Cette liaison ferroviaire à caractère international, puisqu'elle permet la liaison avec la région de Tournai (Belgique) a été créée en 1874 par la Compagnie des Mines d'Anzin. Actuellement, elle permet le transport de charbon extrait de quelques puits encore en activité, ainsi que la production de plusieurs entreprises dont la survie dépend de cette voie de communication qui effectue la liaison avec le réseau S.N.C.F. Cette liaison industrielle, compte tenu de son importance, a été reprise dans le S.D.A.U. de l'arrondissement de Valenciennes, document approuvé par **M. le préfet de région** en date du 2 août 1974. Le démantèlement de la voie de chemin de fer de Somain—Vieux-Condé—Péruwelz met en péril non seulement le maintien d'un certain nombre d'industries dans le Valenciennais, mais compromet l'avenir de la région de Condé où les problèmes de l'emploi sont préoccupants. D'autre part, cette ligne pourrait être utilisée pour les transports en commun qui souffrent d'insuffisance dans cette région. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître : 1° les raisons qui motivent cette opération de démantèlement; 2° l'administration qui est à l'origine de cette décision; 3° à quelle date la commune de Vieux-Condé et le conseil général du Nord ont été informés et consultés.

Banane (inconvenients de la conteneurisation de la banane au plan de l'emploi en Guadeloupe).

24687. — 10 décembre 1975. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** les inquiétudes des planteurs de bananiers de la Guadeloupe devant le problème nouveau de la conteneurisation de la banane. Le seul avantage apparent est une réduction des frais de manutention dans les ports. Mais elle entraînera le licenciement de plusieurs centaines de dockers. Le recasement de cette main-d'œuvre disponible dans un département sans emploi ne pourra être qu'une lourde charge. Et si l'intérêt de l'armateur est réel — immobilisation du bateau au port réduite en raison d'une manutention plus rapide — le gain de temps dans la rotation des navires n'est pas prouvé. Un fort tonnage ne pourra être conteneurisé. En outre, les conteneurs ne correspondent pas aux besoins des petits et moyens cultivateurs, qui achètent de 100 à 800 cartons. Une fois de plus, une innovation technique a pour résultat de modifier profondément les structures commerciales et industrielles françaises. En définitive, les avantages sont contrebalancés par tant d'inconvénients que cette réforme ne s'impose pas. Il lui demande si c'est bien son sentiment et, dans l'affirmative, ce qu'il entend faire pour voir triompher le bon sens.

Impôts (revalorisation du montant plafond d'exonération des indemnités de départ à la retraite).

24688. — 10 décembre 1975. — **M. Pierre Bas** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une décision ministérielle du 10 octobre 1957 a prévu que les indemnités de départ à la retraite seraient uniformément exclues des bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe sur les salaires lorsque le montant ne dépasserait pas le chiffre de 10 000 francs. Lorsque le taux de l'indemnité dépasse 10 000 francs, seule la fraction excédentaire est soumise à l'impôt. Le plafond de 10 000 francs n'a pas été modifié depuis 1957. Il lui demande s'il n'estime pas le moment venu de procéder à une réévaluation essentielle de ce chiffre, qui a beaucoup vieilli.

Assurance vieillesse (disparités des bases de calcul des pensions selon la date de départ à la retraite).

24689. — 10 décembre 1975. — **M. Montagne** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les inégalités constatées en ce qui concerne les retraités dont les pensions ont été liquidées avant 1972 et ceux dont la pension a pris effet à compter du 1^{er} janvier 1975. En 1971, 120 trimestres seulement étaient retenus pour le calcul de la pension de vieillesse, soit 40 p. 100 du salaire, contre 150 au 1^{er} janvier 1975, soit 50 p. 100 du salaire. Même si une majoration forfaitaire et uniforme de 5 p. 100 a été accordée en janvier 1972 aux retraités du moment afin d'établir une égalité de droits avec les personnes qui devaient solliciter leur pension pendant la période transitoire de 1972 à 1975, il n'en reste pas moins que la disparité est réelle. Ne serait-il pas souhaitable de mettre un terme à ces inégalités, devenues flagrantes, dans toute la mesure où le nombre d'années de travail est le même.

Baux commerciaux (conditions plus libérales d'autorisation de sous-location d'immeubles des S.I.C.O.M.I.).

24690. — 10 décembre 1975. — **M. Monnet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation suivante: en principe, l'entreprise locataire d'un immeuble loué par une société immobilière pour le commerce et l'industrie doit l'utiliser elle-même pour sa propre activité, sous réserve des exceptions mentionnées dans une instruction en date du 28 mai 1970. Dans la mesure où la législation applicable aux S.I.C.O.M.I. n'autorise les sous-locations que pour des périodes de courte durée, il serait souhaitable de savoir si une sous-location au bénéfice d'un groupement d'intérêt économique, laquelle n'entre pas dans le champ d'application du décret du 30 septembre 1953, pour une durée d'un an renouvelable, remplit la condition de courte durée visée ci-dessus. Aux termes de l'instruction du 28 mai 1970 et par exception au principe de l'interdiction de la sous-location, est autorisée la sous-location entre deux sociétés faisant partie d'un même groupe ou unies par des liens de filiation au sens de l'article 145 du code général des impôts. Il lui demande s'il ne conviendrait pas d'élargir cette possibilité en ouvrant non seulement à la sous-location entre deux sociétés, mais à la sous-location entre une société et un groupement d'intérêt économique dans lequel ladite société aurait plus de 10 p. 100 du capital ou des voix.

Fleurs (établissement de l'aide du F.O.R.M.A. pour la construction de serres non chauffées dans la région Provence-Côte d'Azur).

24691. — 10 décembre 1975. — **M. Icart** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des horticulteurs de la région Provence-Côte d'Azur. Grâce aux efforts importants de modernisation entrepris depuis quelques années, ce secteur est devenu largement exportateur; en 1973, les exportations de fleurs coupées ont, en effet, représenté à elles seules 53 millions de francs, contre 15 millions de francs dix ans plus tôt. Cependant, par une circulaire du F.O.R.M.A. du 2 octobre 1975, il a été décidé, en raison de la hausse des produits pétroliers, de ne plus accorder d'aide à la construction de serres nouvelles mais de favoriser les opérations destinées à améliorer les moyens de chauffage ou à réduire les dépenses d'énergie. Ces nouvelles dispositions méconnaissent les conditions de travail des horticulteurs serriéristes de la Côte d'Azur qui, en raison des conditions climatiques favorables, utilisent un grand nombre de serres « froides » équipées uniquement d'un système antigel qui ne consomme donc que très peu d'énergie. En conséquence, il demande s'il ne serait pas possible de revenir sur les dispositions de la circulaire du 2 octobre 1975 et d'accorder à nouveau les aides du F.O.R.M.A. pour la construction de serres non chauffées.

Carburants (fonctionnement du marché des produits pétroliers).

24692. — 10 décembre 1975. — **M. Blisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conditions de fonctionnement du marché des produits pétroliers. Le 15 septembre 1975, il a donné à ses services les instructions nécessaires pour que soit rétablie la situation antérieure, c'est-à-dire pour que soient limités au maximum à 6 et 5 centimes par litre les rabais qui peuvent être consentis à la revente sur le supercarburant et l'essence ordinaire. Cette limitation des rabais ne résout pas le problème car, selon des déclarations non contestées, les marges de certains points de vente privilégiés atteignent 28 centimes, soit trois et quatre fois les marges habituellement consenties au secteur traditionnel de la distribution de détail. Rien ne permet de justifier cette situation anarchique maintenue sous le couvert d'une prétendue libre concurrence. Afin de parvenir à une situation permettant d'assurer la défense des consommateurs ainsi que des personnels des points de vente, il serait souhaitable que les pouvoirs publics acceptent d'engager un véritable dialogue avec les organisations de distribution de carburant en France. Il lui demande de bien vouloir envisager cette concertation.

Sociétés (imputation sur la réserve des fonds incorporés au capital social par une S.A.R.L.).

24693. — 10 décembre 1975. — **M. Cressard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation suivante: une société à responsabilité limitée a incorporé à son capital social une partie de la réserve facultative figurant à son bilan. La délibération ne précise pas si la somme ainsi prélevée doit s'imputer sur les sommes les plus anciennes ou sur les plus récentes inscrites à ladite réserve. Existe-t-il une disposition légale impérative ou supplétive concernant le mode d'imputation des sommes ainsi prélevées sur la réserve. En l'absence de disposition impérative,

les associés pourraient-ils encore, par une nouvelle délibération, préciser que les fonds incorporés au capital s'imputeront sur ladite réserve en commençant par les sommes les plus anciennes qui y sont inscrites.

Communautés européennes (construction à Luxembourg d'un immeuble destiné à la commission des communautés).

24694. — 10 décembre 1975. — **M. Krieg** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il est exact qu'un nouveau bâtiment destiné à la commission des Communautés européennes est actuellement en cours de construction à Luxembourg. Dans le cas d'une réponse affirmative il souhaiterait obtenir de **M. le ministre des affaires étrangères** des réponses précises sur les points suivants : 1° en vertu de quelle décision cette construction a-t-elle été entreprise ; 2° était-elle indispensable en période de difficultés économiques et comment se justifiait-elle ; 3° quel est le montant prévu de la dépense ; 4° comment cette dépense est-elle financée ; 5° quelle est la part prise en charge par le pays hôte ; 6° qui sera propriétaire du nouveau bâtiment ; 7° est-il destiné à abriter des services de la commission qui sont déjà installés à Luxembourg ou prévoit-on le transfert de services actuellement installés à Bruxelles.

Urbanisme (rénovation des bâtiments publics de Paris).

24695. — 10 décembre 1975. — **M. Krieg** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** pour quelles raisons un certain nombre de bâtiments publics de Paris (par exemple la bibliothèque Sully et le ministère des départements et territoires d'outre-mer) n'ont jamais été ravalés, contrastant ainsi par leur état avec les immeubles qui les avoisinent.

Baux commerciaux (extension au baux de douze ans du plafonnement des loyers).

24696. — 10 décembre 1975. — **M. Offroy** rappelle à **M. le ministre de la justice** que les textes relatifs aux baux commerciaux, et notamment le décret n° 72-561 du 3 juillet 1972, excluent des modalités de calcul du taux de variation du loyer applicable lors de la prise d'effet du bail à renouveler par la prise en compte d'un coefficient fixé, les baux dont la durée est supérieure à neuf ans. Il lui fait observer que cette restriction est difficilement admise par les locataires intéressés et qu'elle est source de litiges entre bailleurs et preneurs. Il lui demande s'il n'estime pas de stricte équité d'étendre aux baux commerciaux de douze ans le principe du plafonnement des loyers appliqué jusqu'à présent aux seuls baux d'une durée non supérieure à neuf ans.

Pensions de retraite civile et militaire (revalorisation des pensions d'anciens combattants liquidées entre soixante et soixante-cinq ans avant le 31 décembre 1973).

24697. — 10 décembre 1975. — **M. de Poulpiquet** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'en réponse à la question écrite n° 16714 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 23 avril 1975), il disait que la loi du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite, calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans ne s'appliquait qu'aux pensions de vieillesse prenant effet postérieurement au 31 décembre 1973. Le principe de la non-rétroactivité des textes législatifs et le caractère définitif de la liquidation des pensions de vieillesse s'opposent, en effet, à la révision, au titre de la loi précitée, des pensions de vieillesse des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre qui ont obtenu la liquidation de leurs droits avec effet antérieur au 1^{er} janvier 1974. Cette réponse concluait cependant en disant que le Gouvernement, conscient des difficultés rencontrées par les pensionnés qui ne disposent que de faibles ressources, fait poursuivre des études en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés afin d'améliorer leur situation compte tenu des possibilités financières. Il appelle tout spécialement son attention à cet égard sur les anciens combattants qui, pour des raisons de santé, ont pris leur retraite avant le 31 décembre 1973, à un âge compris entre soixante et soixante-cinq ans et qui ne disposent donc que d'une pension de vieillesse à taux réduit. Il lui demande si les études dont faisait état la réponse précitée, ont abouti et si le Gouvernement envisage des mesures en faveur des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer.

Médecins (insuffisance du service médical de l'île Molène (Finistère)).

24698. — 10 décembre 1975. — **M. de Poulpiquet** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la particulière insuffisance du service médical assuré actuellement dans l'île Molène (Finistère) et qui consiste en une visite trimestrielle d'un médecin. Les habitants de cette île sont en conséquence obligés de se rendre à Brest pour consulter le corps médical et les frais de voyage et de séjour (hôtel et restaurant) s'ajoutent de ce fait au coût des dépenses de santé proprement dites. Il lui demande de bien vouloir envisager l'exécution d'un service médical plus fréquent et plus régulier au profit de la population de l'île Molène.

Enseignement privé (droit aux promotions internes pour les instituteurs).

24699. — 10 décembre 1975. — **M. de Poulpiquet** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que de nombreux maîtres de l'enseignement privé, n'ayant pu acquiescer le C. A. P., exercent en qualité d'« instructeur ». Les intéressés n'ont pu bénéficier, comme leurs collègues de l'enseignement public, de la possibilité donnée en 1960 à certains d'entre eux, titulaires du brevet élémentaire, de préparer un brevet supérieur rénové et de pouvoir enseigner, en cas de réussite, dans un C. E. G. Par ailleurs, de très nombreuses promotions internes sont intervenues au bénéfice des maîtres de l'enseignement public. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre ce droit aux promotions internes aux instituteurs de l'enseignement privé afin de permettre à ceux-ci de ne pas voir s'arrêter leur carrière au 7^e ou 8^e échelon de leur corps actuel.

Enseignants (état des projets concernant les professeurs techniques certifiés et adjoints).

24702. — 10 décembre 1975. — **M. Cernoux** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1° de bien vouloir lui faire connaître où en sont : a) les projets de décrets permettant, d'une part, le recrutement des professeurs de l'enseignement technique long, au niveau certifié ; d'autre part, la réalisation des mesures exceptionnelles d'accès des professeurs techniques adjoints de lycées, au corps des professeurs certifiés, par concours spéciaux, décrets qui ont reçu l'accord des ministères des finances et de la fonction publique ; b) les projets d'arrêtés organisant les concours spéciaux, ci-dessus désignés ; 2° de bien vouloir l'informer du résultat des négociations engagées entre le ministre de l'éducation et celui des finances pour : a) aligner les obligations de service des professeurs techniques certifiés sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques ; b) abaisser les obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mettre à jour les textes actuels, compliqués et anachroniques ; un projet de décret a également été transmis par le ministre de l'éducation au ministère des finances ; c) augmenter le contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints (dont le corps est mis en extinction) au corps des professeurs certifiés ; d) majorer de quarante points (proposition du ministre de l'éducation) l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées, au titre de la promotion des enseignements technologiques longs. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que les textes précisés ci-dessus soient rapidement publiés et pour que les propositions du ministre de l'éducation sur les obligations de service des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints, la revalorisation indiciaire du corps des professeurs techniques adjoints, l'augmentation du nombre de postes aux concours spéciaux pour l'accès de ces maîtres au corps des professeurs certifiés, fassent l'objet de décisions gouvernementales rapidement appliquées, décisions répondant aux nécessités reconnues par le Président de la République et aux engagements écrits qu'il a pris devant le pays lors de la campagne des élections présidentielles dans le bulletin n° 8 spécial *Education nationale*, de ses perspectives d'action pour : « poursuivre et accentuer l'effort de revalorisation de l'enseignement technologique ».

Sapeurs-pompiers (remboursement par la sécurité sociale des frais de ramassage des accidentés de la route ou du travail).

24703. — 10 décembre 1975. — **M. Belcour** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions de fonctionnement des ambulanciers des corps de sapeurs-pompiers. Le ramassage des accidentés de la route ou du travail effectué par les sapeurs-pompiers avec leurs véhicules de service est pris en charge par les budgets départementaux et communaux, tant en ce qui concerne la formation, l'équipement et la maintenance des personnels et des matériels. L'augmentation du nombre des blessés relevés par les sapeurs-pompiers s'est accrue au cours de ces dernières années. Le remboursement des vacations et la maintenance des véhicules se traduit donc,

pour les départements et les communes, par un transfert de charges incombant normalement aux organismes de sécurité sociale qui remboursent par ailleurs, aux ambulanciers privés, les frais de ramassage des accidentés de la route ou du travail. Il lui demande quelles mesures législatives et réglementaires seront prises afin de permettre aux corps de sapeurs-pompiers d'obtenir, auprès des différents organismes de sécurité sociale, le remboursement des frais supportés actuellement par les communes et les départements.

Enseignement supérieur (réunion annuelle des conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche).

24708. — 10 décembre 1975. — **M. Médecin** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** les raisons pour lesquelles les conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, créés par l'article 8 de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur, modifiée par la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971, et mis en place par le décret n° 72-313 du 21 avril 1972, n'ont jamais été réunis, alors que l'article 11 dudit décret, dernier alinéa, fixe que les conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche doivent se réunir au moins une fois par an sur convocation des recteurs appelés à les présider.

Tribunaux administratifs (statistiques concernant le personnel).

24709. — 10 décembre 1975. — **M. Duvillard** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, s'il peut lui indiquer les effectifs, évalués à la date la plus récente possible : 1° des tribunaux administratifs globalement, mais en distinguant les magistrats administratifs : a) en activité ; b) en service détaché ; c) éventuellement, dans d'autres positions statutaires, par exemple, hors cadre, en congé de longue durée, en disponibilité, etc. ; 2° de chacun des grades des tribunaux administratifs, c'est-à-dire, outre le président du tribunal administratif de Paris, le nombre : a) des présidents hors classe ; b) des présidents ; c) des conseillers hors classe ; d) des conseillers de 1^{re} classe ; e) des conseillers de 2^e classe.

Finances locales (modalités d'emprunt par les collectivités locales).

24710. — 10 décembre 1975. — **M. Gagnaire** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les services de tutelle du département du Rhône lui ont opposé un refus concernant un projet d'emprunt auprès d'une caisse privée — emprunt nécessité par le fait que la caisse des dépôts, et consignations n'a pu l'octroyer. La caisse préteuse demandait que les remboursements soient effectués par trimestrialités constantes dont le montant pourrait être révisé en fonction des variations du taux de base bancaire, étant précisé que le taux d'intérêt restait dans la limite autorisée par la réglementation. Le refus d'autorisation a été justifié par les dispositions de l'article 2 du décret du 12 novembre 1938 auquel une dérogation a été prévue par l'article 24 de la loi du 29 mars 1958. Mais les conditions d'application de cette dérogation n'ont jamais été précisées. Il convient de s'étonner que les mesures d'application d'un texte datant de mars 1958 n'aient pas encore été publiées à la fin de l'année 1975. D'autre part, à différentes reprises, des villes importantes ou des communautés urbaines ont été autorisées à contracter des emprunts dont le taux d'intérêt était basé sur le taux de change des monnaies. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir que, dans le cas où un prêt ne peut être obtenu qu'après d'un établissement public, les villes seront autorisées à contracter des emprunts suivant les modalités exposées ci-dessus.

Impôts locaux (exonération des concierges et gardiens d'immeubles pour les loges).

24711. — 10 décembre 1975. — **M. Frédéric Dupont** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** les raisons pour lesquelles les concierges et gardiens d'immeubles, qui ne paient pas d'impôts locaux sur les loges, viennent de recevoir un questionnaire du ministère des finances. Il lui demande s'il estime compatible le caractère d'un logement professionnel aussi particulier que celui d'un gardien d'immeuble avec l'assujettissement à des impôts locaux.

Agences matrimoniales (fiscalité et inscription au registre du commerce).

24712. — 10 décembre 1975. — **M. Dallet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui fournir les renseignements suivants : 1° à combien peuvent être évaluées les sommes versées par les agences matrimoniales et les organisations similaires (ou leurs représentants) au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés et quel est le montant total de la T.V.A. acquittée par ces organismes en 1972, 1973, 1974 ; 2° quel est, d'après ces renseignements fiscaux, le nombre exact d'agences

de cette nature existant en France ; 3° quel est le montant global des dépenses de publicité déductibles pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés déclarées par ces organismes pour les années 1972, 1973, 1974 ; 4° ces agences sont-elles imposées pour d'autres activités non liées directement à leur activité principale d'agence matrimoniale (rencontres, amitiés, etc.) et pour quel montant ; 5° n'estime-t-il pas que, en vue d'un meilleur contrôle fiscal, ces activités devraient être réglementées et être astreintes notamment à une inscription obligatoire au registre du commerce.

Avoués (maintien de la profession ou intégration dans le barreau des avoués près de la cour d'appel).

24713. — 10 décembre 1975. — **M. Mesmin** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, que la loi du 31 décembre 1971 a supprimé les avoués de première instance mais n'a pas réglé le cas des avoués près la cour d'appel. La prochaine création d'une cour d'appel à Versailles redonne à ce problème une grande actualité. L'incertitude qui règne sur le sort des avoués près la cour d'appel est préjudiciable à la fois aux anciens avoués qui désirent céder leur charge et aux jeunes qui sont inquiets des menaces pesant sur leur profession. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions en la matière et indiquer quel choix il a fait entre les deux hypothèses possibles : maintien de la profession ou intégration dans le barreau, avec une juste indemnisation.

Travail temporaire (prolongation de missions).

24714. — 10 décembre 1975. — **M. Gantier** signale à **M. le ministre du travail** que le décret n° 73-53 du 9 janvier 1973 portant application de certaines dispositions de la loi n° 72-1 du 3 janvier 1972 sur le travail temporaire, prévoit que l'inspecteur du travail et de la main-d'œuvre peut refuser les prolongations des missions au-delà de trois mois. Or il se trouve que certains refus systématiques portent préjudice aux trois parties en cause : 1° l'entreprise utilisatrice qui se voit privée d'un personnel qualifié qu'elle ne peut pas trouver rapidement et qu'elle ne peut embaucher définitivement, ayant un surcroît occasionnel d'activité ; 2° l'entreprise de travail temporaire qui risque ainsi de perdre un client et un employé qualifié s'il lui est impossible de lui trouver sur le champ une nouvelle mission ; 3° l'employé qui dans ce cas se retrouve sans travail. Enfin, la collectivité n'a rien à gagner à cet état de choses, puisque cela risque de ralentir l'activité des entreprises utilisatrices, des entreprises de travail temporaire et de créer tout à fait artificiellement des chômeurs assistés. Il lui demande si des instructions pourraient être données afin que les prolongations de missions soient accordées plus libéralement par les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre ; surtout lorsque leur refus a pour conséquence immédiate de faire mettre des employés au chômage.

Opticiens lunetiers (mesures en faveur des opticiens métropolitains de quarante à quarante-cinq ans ne bénéficiant pas des dispositions de la loi du 10 juin 1963).

24715. — 10 décembre 1975. — **M. Gantier** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les opticiens titulaires du C. A. P. d'opticien-lunetier qui, âgés de quarante à quarante-cinq ans, n'ont pas pu accéder au bénéfice de la loi n° 63-558 du 10 juin 1963 qui précise, dans son article unique, que les dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique qui permet, par dérogation aux dispositions de l'article L. 505, l'exercice de la profession d'opticien-lunetier à des personnes non munies du diplôme (le brevet professionnel d'opticien-lunetier qu'ils n'ont pas puisqu'ils ne sont titulaires que du C. A. P., insuffisant en l'espèce) « sont étendues aux personnes âgées de vingt-cinq ans au moins au 1^{er} janvier 1965 et qui justifieront avoir exercé pendant cinq ans au moins avant cette date une activité d'opticien-lunetier ». Or, ils sont un certain nombre qui, ayant exercé plus de cinq ans leur profession, satisfaisant ainsi à la première condition fixée par le texte, ne remplissaient pas la seconde condition en janvier 1965 car ils n'avaient pas atteint l'âge de vingt-cinq ans. Leur regret a été en quelque sorte ravivé par la publication d'une loi postérieure, celle du 29 juin 1965 (n° 65-497, *Journal officiel* du 30 juin 1965) qui, dans son article 4, fixe à vingt-cinq ans au 29 juin 1965 l'âge limite en faveur des personnes ayant exercé dans les départements d'outre-mer les fonctions d'opticiens-lunetiers. Si ces dispositions plus favorables, édictées au bénéfice de ceux qui ont exercé à la Martinique, à la Guadeloupe, en Guyane ou à la Réunion, pouvaient être étendues aux métropolitains, les opticiens âgés de quarante à quarante-cinq ans aujourd'hui pourraient s'installer comme détaillants. Les avantages — qui ne porteraient que sur la limite d'âge — accordés à ceux qui ont exercé dans les départements d'outre-mer paraissent pouvoir être étendus aux opticiens-lunetiers de France. Il lui demande que la loi du 10 juin 1963 soit modifiée ou qu'un nouveau texte soit promulgué.

Fonctionnaires (limite d'âge des corps d'inspection générale).

24716. — 10 décembre 1975. — **M. Claudius-Petit** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** de bien vouloir lui préciser : 1° les corps d'inspection générale dont la limite d'âge, au 1^{er} décembre 1975, est fixée à soixante-dix ans ; 2° les corps d'inspection générale dont la limite d'âge, au 1^{er} décembre 1975, est fixée à soixante-huit ans, d'une part, et d'autre part, à soixante-sept ans.

Puériculture (cours d'initiation à la puériculture en fin de scolarité obligatoire).

24717. — 10 décembre 1975. — **M. Mario Bérard** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'il n'existe plus depuis longtemps dans les écoles de cours de puériculture qui, bien qu'élémentaires, avaient le mérite d'éveiller l'intérêt des jeunes pour l'enfant et permettaient dans une certaine mesure de les préparer aux problèmes qui seront plus tard les leurs lorsqu'ils deviendront des parents. A une date encore récente, les enfants d'une même famille étaient plus nombreux qu'ils le sont actuellement et les aînés en s'occupant des plus jeunes (ou ces derniers de leurs neveux et nièces) acquéraient un début d'expérience leur permettant de connaître et de comprendre les réactions des jeunes enfants et les attitudes qu'il convient d'adopter à leur égard. Actuellement, les familles sont moins nombreuses, ne comportent très souvent qu'un ou deux enfants et les jeunes filles arrivent à la maternité le plus souvent sans avoir tenu un très jeune enfant dans leur bras. La situation est évidemment pire pour les jeunes hommes. Le fait de consacrer dans les programmes d'éducation quelques heures afin d'apprendre aux adolescents les réactions et les besoins des nouveau-nés et des jeunes enfants ne serait pas du temps perdu puisque leur vie future en dépend. D'ailleurs, on peut admettre que parmi les raisons de la dénatalité figurent l'inquiétude et parfois même l'angoisse des jeunes gens et des jeunes filles devant un jeune enfant qui leur pose des problèmes auxquels aucune formation ne les a préparés. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'inclure dans les programmes d'éducation, dans les dernières années de scolarité obligatoire, des cours d'initiation à la puériculture.

Directions des impôts (extension de la prime de poste aux chefs de la documentation adjoints).

24718. — 10 décembre 1975. — **M. Dhinin** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, pour tenir compte des difficultés rencontrées par les agents de son administration pour mener à bien les travaux de vérification de l'impôt dans les zones urbaines à forte densité fiscale alors qu'il est demandé à ces mêmes agents d'accroître leur effort de contrôle, une prime de poste a été créée en faveur de titulaires de certains emplois implantés dans ces zones. Parmi les bénéficiaires de cette prime figurent entre autres la plupart des chefs de centre en fonctions dans l'agglomération parisienne, dans l'agglomération lyonnaise, à Marseille et dans l'agglomération de Lille, Roubaix et Tourcoing. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable d'accorder également cette prime aux chefs de la documentation adjoints aux chefs de centre concernés, en raison de la participation effective et indispensable qu'ils apportent à la préparation de tous les dossiers soumis aux travaux de vérification.

Français à l'étranger (octroi de prêts d'honneur à court terme aux titulaires de pensions non mensualisées résidant dans les anciens comptoirs français de l'Inde).

24722. — 10 décembre 1975. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les difficultés que rencontrent nos compatriotes, titulaires de pensions civiles ou militaires et qui résident dans les anciens comptoirs français de l'Inde. Le transfert de souveraineté de ces comptoirs a en effet abouti, sur le plan réglementaire, à assimiler les natifs de ces territoires à des citoyens français domiciliés à l'étranger, les privant ainsi des avantages sociaux accordés par le code des pensions en matière de frais médicaux et hospitaliers. Cette situation est d'autant plus dramatique que les intéressés sont des personnes âgées dont le rang hiérarchique était très modeste (homme du rang, sous-officiers ou fonctionnaires de catégories C et D). Faute d'une mensualisation des pensions qui pourrait représenter un début de solution et devant l'interdiction d'avances sur pensions, les retraités en difficultés sont contraints de contracter des emprunts usuraires de pratique courante en Inde, à des taux de 12 à 15 p. 100 par mois ! Pour régler ces difficultés, la solution consisterait à augmenter le fonds de secours dont dispose le consul général de France à Pondichéry. Le consul de France, sur avis médical et selon une procédure à déterminer, serait à même d'accorder des prêts d'honneur à court terme, en se réservant le droit de procéder éventuellement à des retenues

sur pensions en cas de non remboursement. A contrario, des remises gracieuses pourraient être accordées pour les cas sociaux les plus graves. Ces mesures permettraient à la France de s'acquitter d'une obligation de solidarité nationale vis-à-vis de Français ayant subi les aléas de la conjoncture internationale.

Etablissements scolaires (reclassement indiciaire des personnels techniques de laboratoire).

24723. — 10 décembre 1975. — **M. Labbé** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires régis par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire n° V 70-133 du 12 mars 1970. Ces personnels sont chargés d'assister les personnels enseignants et de recherche dans leur tâche d'enseignement. La rémunération qui est la leur et plus particulièrement pour les aides de laboratoires et garçons de laboratoires ne tient pas suffisamment compte de leur niveau de recrutement et de leur travail propre au sein des laboratoires des établissements scolaires. Lors des accords Masselin sur les catégories C et D, ils ont subi un déclassé injustifié. La direction dont ils relèvent (D.A.G.A.S.) reconnaît semble-t-il le bien-fondé de leur revendication qui ne saurait être satisfaite, compte tenu des incidences financières qu'aurait leur reclassement. De ce fait la réunion du comité technique paritaire central qui doit émettre un avis sur les propositions de ces personnels serait périodiquement retardée. Les propositions qui sont faites par les intéressés sont les suivantes : classement actuel ; aide de laboratoire, groupe 3 ; classement demandé : groupe 5 ; classement actuel : garçon de laboratoire, groupe 1 ; classement demandé : groupe 3. En effet, de par le niveau de recrutement des aides de laboratoire qui se situe au B.E.P.C. ce groupe de rémunération correspondant dans la grille indiciaire de la fonction publique est le groupe 5. Pour les garçons de laboratoire, la fonction nécessite leur classement au groupe 3. **M. Labbé** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il envisage de réunir rapidement le comité technique paritaire central, afin de lui soumettre les propositions de reclassement qu'il vient de lui exposer.

Anciens combattants et prisonniers de guerre (ajustement de la convention franco-monégasque pour ce qui concerne la retraite professionnelle anticipée).

24724. — 10 décembre 1975. — Se référant à la réponse qui a été donnée à sa question relative à l'impossibilité dans laquelle se trouvent actuellement les anciens combattants et prisonniers de guerre travaillant dans la principauté de Monaco de profiter des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 (cf. question n° 16693 *Journal officiel* Débats du 9 août 1975), **M. Cornut-Gentille** demande à **M. le ministre du travail** quelles suites ont été données par les autorités monégasques à la démarche qu'il n'a pas manqué de faire en vue d'apporter une solution au problème posé. Dans la mesure où la convention franco-monégasque sur la sécurité sociale prévoit que le régime français supporte la charge financière résultant de la prise en considération par le régime monégasque, lors de la liquidation de leur pension vieillesse, des années passées en France sous les drapeaux par les salariés français ayant travaillé dans la Principauté, des dispositions similaires seraient susceptibles de permettre aux intéressés d'obtenir une retraite professionnelle anticipée. En tout état de cause, une modification éventuelle de la convention franco-monégasque devrait intervenir dans les meilleurs délais si l'on veut que ses bénéficiaires ne soient pas privés des avantages de cette anticipation.

Anciens combattants (prorogation du délai de constitution de la retraite mutualiste pour les anciens d'Afrique du Nord).

24726. — 10 décembre 1975. — **M. Delehedde** demande à **M. le ministre du travail** s'il envisage de proposer de porter à dix ans le délai prévu par la loi du 29 décembre 1971 permettant aux titulaires du titre de reconnaissance de la Nation de se constituer une retraite mutualiste. Cette mesure aurait pour effet de mettre ces titulaires sur le même plan que les anciens combattants des autres conflits.

Anciens combattants (bénéfice de la campagne double pour les fonctionnaires ou assimilés anciens d'Afrique du Nord).

24727. — 10 décembre 1975. — **M. Delehedde** demande à **M. le ministre de la défense** s'il entend proposer les mesures nécessaires pour que les anciens combattants d'Afrique du Nord, fonctionnaires ou assimilés, titulaires de la carte de combattant, puissent bénéficier du droit à la campagne au même titre que leurs aînés des conflits antérieurs.

Ingénieurs relevant du ministère de l'agriculture (harmonisation des conditions d'avancement et des échelles indiciaires).

24728. — 10 décembre 1975. — **M. Saint-Paul** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les revendications des trois corps d'ingénieurs relevant du ministère de l'agriculture (travaux agricoles, travaux des eaux et forêts, travaux ruraux). Ils demandent que leurs conditions d'avancement et leurs échelles hiérarchiques soient harmonisées sur celles du corps, considéré comme « pilote », des ingénieurs des T. P. E., c'est-à-dire : que les ingénieurs divisionnaires terminent leur carrière à l'indice net 575 ; que la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur soit remplacée par un échelon, afin de permettre à chacun d'atteindre au minimum l'indice net 500 sans barrage ; que le pourcentage de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire soit, dans un premier temps, porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications s'inscrivent d'ailleurs dans les conclusions du dernier conseil supérieur de la fonction publique où un vœu en ce sens a été adopté. Etant donné enfin que tous ces corps d'ingénieurs ont un recrutement identique, puis des missions comparables, il lui demande si l'harmonisation demandée ne lui paraît pas légitime.

Ingénieurs relevant du ministère de l'agriculture (harmonisation des conditions d'avancement et des échelles indiciaires).

24729. — 10 décembre 1975. — **M. Saint-Paul** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les revendications, actuellement soumises à son arbitrage, des trois corps d'ingénieurs relevant du ministère de l'agriculture (travaux agricoles, travaux des eaux et forêts, travaux ruraux). Ils demandent que leurs conditions d'avancement et leurs échelles hiérarchiques soient harmonisées sur celles du corps, considéré comme « pilote » et dont le recrutement est identique, des ingénieurs des T. P. E., c'est-à-dire : que les ingénieurs divisionnaires terminent leur carrière à l'indice net 575 ; que la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur soit remplacée par un échelon, afin de permettre à chacun d'atteindre au minimum l'indice net 500 sans barrage ; que le pourcentage de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire soit, dans un premier temps, porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications sont parfaitement légitimes et s'inscrivent d'ailleurs dans les conclusions du dernier conseil supérieur de la fonction publique où un vœu en ce sens a été adopté. Elles sont approuvées par **M. le ministre de l'agriculture**. Il lui demande donc s'il est lui-même disposé à leur réserver une suite favorable.

Dialectes (enseignement et étude de la langue occitane).

24730. — 10 décembre 1975. — **M. Andrieu** demande à **M. le ministre de l'éducation** de prévoir dans le cadre de l'étude de la civilisation occitane : 1° l'extension à l'ensemble du premier cycle de la réglementation de l'étude de la langue minoritaire pour le deuxième cycle ; 2° l'organisation de stages de formation rapide à l'enseignement de l'occitan dans les premier et deuxième cycles, organisés comme les stages de recyclage, pendant la période scolaire, avec remplacement et indemnisation des maîtres ; 3° la création d'une option Langue occitane, 4° le développement des cours d'initiation à l'occitan dans les écoles élémentaires et préélémentaires. Enfin, la création d'une licence d'enseignement de l'occitan, d'une épreuve d'occitan dans les concours d'enseignement, la création de services pédagogiques à cet enseignement avec un large recyclage pour les maîtres volontaires de cette discipline.

Ingénieurs du ministère de l'agriculture (harmonisation des conditions d'avancement et des échelles indiciaires).

24732. — 10 décembre 1975. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'il a présenté à son collègue de l'économie et des finances des propositions relatives à l'harmonisation des conditions d'avancement et d'échelle hiérarchique des ingénieurs des travaux agricoles, des ingénieurs des travaux des eaux et forêts et des ingénieurs des travaux ruraux, avec le corps considéré comme « pilote » des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Ces propositions ayant été rejetées, **M. le ministre de l'agriculture** a demandé un arbitrage. Tenant compte que les revendications des trois corps d'ingénieurs précités sont justifiées par les modalités de recrutement et les responsabilités exercées, le dernier conseil supérieur de la fonction publique a d'ailleurs adopté un vœu dans ce sens. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les conclusions de cet arbitrage ou, à défaut, les décisions qu'il compte prendre pour que cessent les disparités, que rien ne justifie, entre des corps de la fonction publique à recrutement identique.

Enseignants (allègement de la carrière des professeurs d'U. E. R. d'odontologie et des facultés de chirurgie dentaire sur celle des enseignants des autres disciplines).

24733. — 10 décembre 1975. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** que les professeurs U. E. R. d'odontologie et facultés de chirurgie dentaire préparent, comme leurs autres collègues universitaires, notamment ceux des disciplines médicales et pharmaceutiques, à des diplômes de même valeur. De ce fait, ils seraient en droit de prétendre à la même rémunération, alors qu'il existe une importante inégalité hiérarchique et indiciaire. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour remédier rapidement à cette situation.

Police (perspectives de carrière des commissaires divisionnaires nommés à des emplois fonctionnels).

24734. — 10 décembre 1975. — **M. Clérambaux**, après avoir pris connaissance du décret n° 75-565 du 3 juillet 1975 créant des emplois fonctionnels dans le grade de commissaire divisionnaire de la police, demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, les raisons pour lesquelles — en dehors des directions départementales de police urbaine de Marseille, Lyon, Lille, et de la « couronne » qui resteraient dirigées par un inspecteur ou contrôleur général — les autres services extérieurs où, depuis 1971, ont été nommés des contrôleurs généraux, figureraient sur l'arrêté qui doit prochainement paraître et donner la liste des cent emplois correspondant à la moitié de l'effectif budgétaire du grade à la date du décret. Le décret n° 75-565 ne sera-t-il appliqué qu'à leurs successeurs quand ils quitteront leur poste pour bénéficier de la retraite ou à l'occasion d'une autre affectation, ou est-il envisagé d'appliquer l'article 2 du décret n° 68-84 du 29 janvier 1968, à ces contrôleurs généraux, nommés parfois peu de temps avant la parution du décret n° 75-565, mesure qui ne fut jamais prise dans le corps de direction et de contrôle, où la promotion fut parfois préférée au retrait de la fonction. S'agit-il de réduire l'effectif des contrôleurs généraux afin de permettre un relèvement des indices de traitement de ces fonctionnaires. Cette revalorisation profiterait-elle intégralement et automatiquement, sans création d'un chevron exceptionnel ou procédé analogue, à tous ceux qui sont déjà en retraite. En cas d'application de l'article 126 du décret n° 75-565, ou de l'article 2 du décret n° 68-84, et de retrait de la fonction dans l'intérêt du service, qui ne serait pas une rétrogradation, le fonctionnaire, au moment de la retraite, retrouverait-il l'indice qu'il avait antérieurement dans l'emploi fonctionnel occupé plus de deux ans, ce que semble prévoir l'article L. 15 du code des pensions.

Radiodiffusion et télévision nationales (réception des émissions de la 3^e chaîne de télévision dans la région de Lodève [Hérault]).

24735. — 10 décembre 1975. — **M. Séné** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur la situation de la ville de Lodève et de ses environs en matière de réception des émissions de la 3^e chaîne télévision qui, à ce jour, ne peuvent être reçues. Lodève étant le centre d'une région peuplée, la ville elle-même ayant 8 500 habitants, siège de sous-préfecture et centre d'une région minière en voie d'organisation, mériterait de pouvoir recevoir toutes les émissions de télévision. En fonction de ces éléments sociaux, administratifs et économiques, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre afin que toutes les émissions de télévision puissent être reçues à Lodève.

Etablissements scolaires (reclassement indiciaire des personnels techniques de laboratoire).

24736. — 10 décembre 1975. — **M. Séné** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des personnels techniques de laboratoires des établissements scolaires régis par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire n° V 70-133 du 12 mars 1970. Le reclassement de ces personnels après les interventions des organisations syndicales devait être examiné par le comité technique paritaire central. A ce jour, ce comité ne s'étant pas saisi de ce problème, il lui demande de lui faire connaître dans quel délai il examinera les conditions de classement indiciaire de ces personnels.

Emploi (situation critique de l'entreprise Comsip de Rueil-Malmaison [Hauts-de-Seine]).

24737. — 10 décembre 1975. — **M. Chevènement** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** : 1° si, compte tenu de la situation dramatique de l'emploi à Comsip-Entreprise (siège social : 44, avenue de Chatou, à Rueil-Malmaison), il envisage

une passation de marchés publics (C. E. A. et E. D. F. entre autres) à cette entreprise afin qu'elle puisse obtenir un volant suffisant de travaux en métropole lui permettant d'assurer son expansion à l'exportation; 2° quels faits ont motivé sa réponse négative aux organisations syndicales de Comsip concernant la nomination d'un expert industriel, étant entendu que le comité central d'entreprise n'a qu'un rôle purement consultatif.

Cuir et peaux (licenciements aux établissements de chaussures Pellet de Vienne [Isère]).

24738. — 10 décembre 1975. — **M. Mermaz** expose à **M. le ministre du travail** les graves conséquences sur l'emploi, à Vienne, des récentes mesures de licenciement qui viennent d'être autorisées aux établissements Pellet (chaussures), deuxième entreprise de la ville. Ces mesures concernent une quarantaine de salariés et ne réalisent qu'une partie des dispositions « jugées nécessaires » par la direction pour faire face à la situation actuelle. Il note que les demandes antérieures visant à provoquer l'étude de toutes solutions permettant de garantir le niveau de l'emploi n'ont pas reçu de suite. Il exprime son inquiétude devant l'aggravation de la situation de l'emploi à Vienne et dans le département de l'Isère, en raison des fermetures déjà intervenues et imminentes. Il lui demande sur combien d'emplois ont porté les autorisations de licenciements accordés dans ce département depuis juin; comment sont appréciées les demandes d'autorisation de licenciements pour motif économique et quelles solutions sont actuellement à l'étude pour éviter les licenciements.

Sécurité routière (médicalisation du secteur autoroutier de Vienne [Isère]).

24739. — 10 décembre 1975. — **M. Mermaz** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui faire connaître quelle suite a été donnée à la lettre que lui a adressée **M. le préfet de l'Isère** en date du 18 juillet 1974, et concernant la médicalisation du secteur autoroutier de Vienne (plan de secours autoroutier A7, annexe ORSEC). En effet, il était porté à sa connaissance que depuis mars 1970, en application de la circulaire DGS/312/MS4 du 9 avril 1970 de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale**, le service de santé aux armées a mis à la disposition du centre de secours principal des sapeurs-pompiers de Vienne deux médecins militaires tous les ans pour une période de six mois. Il lui demande de lui préciser les raisons qui font obstacle à la participation permanente des médecins militaires dans ce secteur, eu égard notamment à l'importance du trafic autoroutier (A7 en voie de saturation).

Transports aériens (multiplication des aérodromes en vue de leur promotion).

24741. — 10 décembre 1975. — **M. Navau** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que selon une enquête récente faite par **O. R. E. A. M. Lorraine**: 93 p. 100 des voyages d'affaires sont effectués par avion; 43 p. 100 en aller et retour dans la journée; 79 p. 100 sont des cadres ou cadres supérieurs dont 61 p. 100 du secteur industriel, ce qui justifie la promotion du transport aérien. Il lui demande s'il ne juge pas utile d'encourager la politique de la **D. A. T. A. R.** visant à mettre désormais l'avion à la portée du plus grand nombre dans la majorité des villes, en multipliant l'implantation de petits aérodromes. Dans cette optique, il souhaite que les études soient accélérées en ce qui concerne le projet de création d'un aérodrome au cœur de la Thiérache.

Fruits et légumes (réglementation des importations de champignons en vue de résoudre la crise de la production française).

24742. — 10 décembre 1975. — **M. Pierre Legorce** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de la Société civile des champignonnières de Daignac, à Naujan-et-Postiac, en Gironde, contrôlée par la Société Blanchaud, employant environ deux cents personnes, et de l'usine de conditionnement d'Arveyres, tributaire des cultures de Naujan, qui emploie deux cents ouvriers. Les travailleurs de ces deux entreprises sont menacés de licenciement à cause de la crise qui atteint la production française de champignons — crise aggravée considérablement par l'introduction massive sur le marché européen du champignon chinois. C'est ainsi que l'Allemagne fédérale a acheté à la Chine pour les six premiers mois de l'année 27 000 tonnes de champignons qui ont été livrés à des prix inférieurs à ceux que proposent les sociétés françaises. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'appliquer la clause de sauvegarde prévue par les traités instituant le Marché commun, de façon à interdire, ou tout au moins à réglementer, pendant quel-

ques mois les importations de champignons venant de Chine, de Corée ou de Formose, afin que puissent être étudiées les différentes solutions propres à assurer la continuation de l'activité de ces entreprises.

Energie (état des recherches sur l'énergie diffuse).

24743. — 10 décembre 1975. — **M. Darinot** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de lui indiquer si des études sur l'utilisation de l'énergie diffuse sont en cours. Dans l'affirmative, dans quel délai est-il possible d'envisager que celle-ci soit à la portée de nos moyens technologiques.

Artistes (nombre et identité des peintres et sculpteurs bénéficiaires de l'aide à la première exposition).

24744. — 10 décembre 1975. — **M. Darinot** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** le sort réservé à l'aide à la première exposition pour les peintres et sculpteurs: combien d'entre eux ont-ils pu en profiter et qui.

Laboratoires (revendications des aides-laboratoires et garçons de laboratoires).

24745. — 10 décembre 1975. — **M. Laurisergues** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des aides-laboratoires et garçons de laboratoires qui estiment avoir subi un déclassement injustifié lors des accords Masselein sur les catégories C et D. Il lui demande dans quels délais il envisage de réunir le comité technique paritaire central afin d'étudier les propositions émises par ces catégories de personnel.

Handicapés (publication des décrets d'application de la loi du 30 juin 1975).

24746. — 10 décembre 1975. — **M. Lebon** demande à **Mme le ministre de la santé** quand seront publiés les décrets d'application de la loi du 30 juin 1975 sur les handicapés, tout retard dans le fonctionnement des commissions départementales prévues par la loi étant préjudiciable aux bénéficiaires de cette loi.

Handicapés (composition des commissions départementales prévues par la loi du 30 juin 1975).

24747. — 10 décembre 1975. — **M. Lebon** demande à **Mme le ministre de la santé** si elle envisage d'admettre, au sein des commissions départementales prévues par la loi du 30 juin 1975 sur les handicapés, des représentants des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie des travailleurs non salariés.

T. V. A. (exonération des coopératives de construction de la T. V. A. sur la livraison à soi-même).

24748. — 10 décembre 1975. — **M. Lebon** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une succession de dispositions a eu pour objet d'exclure de l'obligation du paiement de la T. V. A. sur la livraison à soi-même la plupart des opérations de construction. Depuis une instruction du 7 juin 1974 de la direction générale des impôts, ne doivent plus la T. V. A. sur la livraison à soi-même que les opérations où l'immeuble n'est pas affecté à l'habitation pour les trois quarts de sa superficie et celles où l'immeuble est édifié par une société immobilière dotée de la transparence fiscale. Cette dernière mesure est très défavorable au mouvement coopératif dont le but est, grâce à la transparence des coopératives qui regroupent les gens qui désirent se loger, de procurer à de nombreux Français un logement construit au prix de revient. C'est d'ailleurs en considération de ce but social que les coopératives H. L. M. ont été exonérées du paiement de la T. V. A. sur la livraison à soi-même. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'assimiler les coopératives de construction de statut général aux coopératives H. L. M. ou aux personnes construisant pour elles-mêmes, ce qui est d'ailleurs juridiquement le cas en raison de la transparence, et de les soustraire au paiement de la T. V. A. sur la livraison à soi-même des logements réalisés.

Hôpitaux (création de services de soins dentales dans tous les centres hospitaliers et recrutement d'odontologistes).

24750. — 10 décembre 1975. — **M. Guertin** demande à **Mme le ministre de la santé** quelles dispositions elle compte prendre pour faire effectivement créer dans tous les centres hospitaliers des services de soins dentaires et obtenir que les différentes directions régionales de la santé organisent rapidement les concours prévus pour le recrutement des odontologistes hospitaliers non universitaires.

Droit de mutation (bénéfice de l'abattement de 10 000 francs pour les donations entre vifs).

24751. — 10 décembre 1975. — **M. Gaillard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article X, paragraphe III, de la loi du 27 décembre 1973, n° 73-1150, stipule que l'abattement effectué pour la perception des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant, sur celle de chacun des ascendants, et sur celle de chacun des enfants vivants ou représentés, est porté à 175 000 francs, et qu'à défaut d'autres abattements, un abattement de 10 000 francs est opéré sur chaque part successorale. En ce qui concerne ce dernier abattement de 10 000 francs, les agents des impôts, appliquant le texte à la lettre, prétendent qu'il est question de part successorale et, qu'en conséquence, il ne peut jouer en matière de donation entre vifs. Il y a là une anomalie, puisque l'abattement de 175 000 francs s'applique en cas de donation. Constatant qu'une personne peut léguer ses biens et que ses légataires profitent de l'abattement de 10 000 francs, alors qu'elle ne pourrait pas en faire donation de son vivant et ainsi faire profiter ses donataires de l'abattement, **M. René Gaillard** souhaite avoir des éclaircissements à ce sujet.

Secrétariat d'Etat aux universités (affectation des 9 millions inscrits au chapitre « Fonctionnement 36-11 » du budget).

24752. — 10 décembre 1975. — **M. Mexandeau** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** quelles ont été les affectations de la somme de 9 millions inscrite au chapitre « Fonctionnement 36-11 », à répartir entre les universités sur actions spécifiques, dans le cadre de l'enveloppe complémentaire de 50 millions du budget 1975. Il désire connaître les critères qui ont été retenus pour l'attribution de ces crédits.

Emploi (situation de la société SITRAPLAST de Tourcoing (Nord)).

24753. — 10 décembre 1975. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des ouvriers, employés et cadres de la société SITRAPLAST sise 100, rue de l'Epine, à Tourcoing. En effet, 47 d'entre eux (32 ouvriers, 13 employés et 2 cadres) ont été informés par la direction de leur licenciement. Il lui demande s'il envisage, compte tenu de la situation extrêmement dramatique de l'emploi dans le département du Nord et plus particulièrement dans le secteur Roubaix, Tourcoing, vallée de la Lys, de faire examiner très rapidement le dossier de cette firme et prendre toutes les dispositions et décisions qui s'imposent pour éviter le licenciement de ces 47 personnes.

Masseurs-kinésithérapeutes (revendications de la fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs).

24754. — 10 décembre 1975. — **M. Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des étudiants préparant un diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute. L'insuffisance des moyens dont dispose l'université explique qu'une majorité de ces étudiants fréquentent des écoles privées. Il en résulte des coûts de formation à la charge des étudiants allant de 80 à 5 000 francs par an. Cette situation étant très préjudiciable aux étudiants d'origine modeste qui ne sont pas admis dans le secteur public, un grave problème se trouve posé en attendant le développement de l'enseignement public de la kinésithérapie. Il lui demande à ce propos quelles suites elle compte donner aux légitimes propositions de la fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs qui, à moyen terme, réclame la passation de conventions entre son ministère et les écoles privées et, dans l'immédiat, la prise en charge par l'Etat des frais de scolarité des étudiants en kinésithérapie boursiers de l'Etat.

Ministère de l'économie et des finances (réorganisation et accroissement des moyens du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité).

24755. — 10 décembre 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les inquiétudes profondes de ses agents de l'inspection du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité. En effet, on a assisté ces dernières années, à une augmentation et à une diversification de plus en plus importante de leurs attributions, notamment en ce qui concerne l'étiquetage informatif, les actions de contrôle propres à l'opération alimentaire vacances, aux unités spécialités « vins », et au contrôle statistique des marchandises préemballées, la gestion automatisée des opérations de contrôle, les produits de cosmétologie (loi n° 75-604 du 10 juillet 1975), la pharmacie vétérinaire (loi n° 75-409 du 29 mai 1975) et la publicité mensongère. Cet accroissement des tâches n'a pas été suivi d'une augmentation des moyens en personnel (recrutement) et en crédit (frais de déplacements et

de fonctionnement, primes) qui demeurent très nettement insuffisants. Pourtant, tout le monde s'accorde à reconnaître l'utilité, la compétence, la vigilance et l'efficacité de ce service pour moraliser les transactions commerciales, valoriser les productions agricoles et industrielles, et défendre le consommateur et le commerçant honnête. Comme il paraît urgent d'enrayer la dégradation progressive d'un service public qui, faute de moyens, ne pourra bientôt plus assumer convenablement ses nouvelles responsabilités, il lui demande de quelle manière il conçoit l'avenir du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité à travers notamment : a) la réorganisation actuelle de son ministère pour marquer le développement de ce service, renforcer son indépendance et rendre effectives une valeur et une originalité reconnues par tous ; b) les moyens matériels qui pourraient lui conférer une vitalité nouvelle

Radiodiffusion et télévision nationales (exonération des redevances par les diverses résidences hébergeant des personnes âgées).

24756. — 10 décembre 1975. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les exonérations de redevances O. R. T. F. accordées à certaines catégories de personnes âgées. Considérant que les foyers-logements, maisons de retraite ou résidences diverses accueillent pour l'essentiel des personnes âgées bénéficiant à titre personnel de ces exonérations il lui demande si ces établissements ne pourraient pas bénéficier des mêmes exonérations pour les appareils dont ils disposent dans leur salle d'activités collectives.

Chasse

(exonération totale des droits en faveur des allocataires du F. N. S.).

24757. — 10 décembre 1975. — **M. Antagnac** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie** que la mise en place du permis de chasser résultant de la loi du 14 mai 1975 et des textes d'application s'est traduite par une augmentation très sensible du montant global des droits, cotisations et redevances qui doivent être acquittés pour la pratique de ce sport. Cette augmentation apparaît presque prohibitive pour les personnes disposant de revenus modestes et en particulier pour les personnes âgées titulaires de l'allocation du fonds national de solidarité. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable, en se référant à l'exonération dont bénéficient en matière de taxes piscicoles les grands invalides et les économiquement faibles, d'instaurer en faveur des allocataires du fonds de solidarité, antérieurement titulaires d'un permis, une exonération totale des droits qui sont perçus pour la pratique de la chasse.

Police (revendications du syndicat national autonome des policiers en civil).

24758. — 10 décembre 1975. — **M. Notebart** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les revendications formulées par le syndicat national autonome des policiers en civil et qui portent notamment sur : 1° le manque d'effectifs et de moyens matériels qui ne leur permettent pas d'exécuter dans de bonnes conditions les tâches quotidiennes qui leur sont confiées ; 2° l'insuffisance de la formation pour les inspecteurs et son absence totale pour les enquêteurs ; 3° la situation faite aux enquêteurs dont la grille indiciaire ne correspond pas aux conditions de leur recrutement et aux modalités de leurs travaux ; 4° le manque de crédits qui ne permet pas d'améliorer le montant des frais d'enquête et de surveillance et de revaloriser les frais de mission ; 5° les dérogations abusives au statut général des fonctionnaires (compétence restreinte des commissions paritaires, absences de critères pour les mutations, impossibilité d'appel au plan disciplinaire notamment) ; 6° l'insuffisance des pensions de retraites qui ne prennent pas en compte les indemnités (sujétions et résidence) représentant le quart du traitement ; 7° la faiblesse des pensions de réversion aux veuves. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aboutir à la satisfaction des revendications ci-dessus énumérées.

Kinésithérapeutes (développement de l'enseignement public et prise en charge par l'Etat des frais d'études des élèves boursiers).

24759. — 10 décembre 1975. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des élèves kinésithérapeutes. L'enseignement de cette spécialité se fait pour l'essentiel dans des écoles privées sans aucune prise en charge par l'Etat des frais d'études. Il demande s'il n'y a pas lieu d'examiner cette situation anormale, qui instaure une barrière financière pour l'accès à la profession, et de considérer le développement de l'enseignement public de la kinésithérapie, et pour une période transitoire, la prise en charge par l'Etat des frais d'études des élèves kinésithérapeutes boursiers d'Etat.

Affaires étrangères (proposition du Gouvernement chilien pour réglementer l'enquête internationale en matière de droits de l'homme).

24760. — 10 décembre 1975. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'initiative récente du Gouvernement chilien tendant à réglementer l'enquête internationale en matière de droits de l'homme. S'étonnant d'une telle initiative de la part d'un gouvernement qui pratique, de notoriété publique, la torture et l'assassinat, il demande quelle réponse est envisagée par le département à une proposition dont le cynisme atteint des sommets inconnus jusqu'alors.

Aide fiscale aux investissements (bénéfice pour les achats de biens d'équipement effectués par les P. M. E. avant le 1^{er} mai 1975).

24761. — 10 décembre 1975. — M. Pierre Joxe appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les graves inconvénients que présentent, pour les petites et moyennes entreprises, les dispositions de la loi n° 75-406 du 29 mai 1975 qui ont limité aux commandes de biens d'équipement passées entre le 30 avril et le 31 décembre 1975, l'aide fiscale aux investissements. En effet, ces entreprises ne peuvent, faute de moyens financiers nécessaires, bloquer sur une période réduite de l'année leurs investissements mais doivent au contraire les étaler régulièrement dans le temps. Les dispositions ci-dessus visées ont pour résultat de priver les petites et moyennes entreprises du bénéfice de l'aide pour les commandes passées antérieurement au 30 avril, sans pour autant qu'on puisse penser qu'elles en bénéficieront pour des achats exceptionnels faits postérieurement à cette date, dans la mesure où leur trésorerie ne leur permet pas de les effectuer. C'est pourquoi, afin que l'aide fiscale ne constitue pas seulement une aide publique supplémentaire pour les grands groupes industriels et qu'elle ait un impact réel sur l'ensemble de l'économie et des finances, il est demandé au ministre de l'économie et des finances s'il n'entend pas faire voter par le Parlement à l'occasion de la discussion en deuxième lecture de la loi de finances pour 1976 ou du prochain collectif budgétaire, une disposition faisant bénéficier les petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires serait inférieur à une limite à fixer par décret, de l'aide de 10 p. 100 pour les achats de biens d'équipement qu'elles ont fait avant le 1^{er} mai 1975.

Anciens combattants (prise en compte pour le calcul des annuités de retraite des services accomplis en 1914-1918).

24763. — 10 décembre 1975. — M. Le Theule signale à M. le ministre du travail la différence importante de situation qui existe aujourd'hui entre les retraités anciens combattants de la guerre 1914-1918 et ceux des campagnes postérieures. En effet, les anciens combattants et prisonniers de guerre de 1939-1945 et des campagnes coloniales peuvent actuellement prendre leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans suivant la durée de leurs services militaires et accumuler 37,5 annuités de cotisation qui leur donnent droit à une pension calculée sur 50 p. 100 des dix meilleures années de salaire. Les combattants de 1914-1918 et, dans bien des cas, leurs veuves, ont difficilement pu accumuler 30 annuités de cotisation pour la retraite et il est impossible de compléter les annuités manquantes par la prise en compte des campagnes de guerre. Or, cette retraite n'est que de 40 p. 100 du salaire des dix dernières années. Il lui demande, s'agissant de personnes très âgées et de revenus très modestes, s'il ne serait pas possible d'envisager de prendre en compte pour le calcul des annuités de retraite les services accomplis en 1914-1918 lorsque le nombre de ces annuités est inférieur à 30.

Sociétés commerciales
(interprétation de l'article 298 du décret du 23 mars 1967).

24764. — 10 décembre 1975. — M. Cornet rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que l'article 298 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales impose aux sociétés dont la moitié au moins du capital appartient à des sociétés visées à l'article 294 du texte précité, la publication de leur bilan au Bulletin des Annonces légales obligatoires. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si les participations doivent être appréciables à la date de la clôture de l'exercice et par quel moyen ou à la date de l'assemblée dont la feuille de présence les révèle et au cours de laquelle apparaît le montant du bilan après approbation.

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et des professeurs techniques adjoints).

24765. — 10 décembre 1975. — M. Bustin demande à M. le ministre de l'éducation : 1° de bien vouloir lui préciser où en sont : a) Les projets de décrets permettant, d'une part, le recrutement des professeurs de l'enseignement technique long, au niveau certifié ; d'autre part, la réalisation des mesures exceptionnelles d'accès des professeurs techniques adjoints de lycées, au corps des professeurs certifiés, par concours spéciaux, décrets qui ont reçu l'accord des ministères des finances et de la fonction publique ; b) Les projets d'arrêtés organisant les concours spéciaux, ci-dessus désignés. 2° De bien vouloir lui communiquer le résultat des négociations engagées entre le ministre de l'éducation et celui des finances pour : a) Aligner les obligations de service des professeurs techniques, sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques ; b) Abaisser les obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mettre à jour les textes actuels, compliqués et anachroniques ; c) Augmenter le contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints au corps des professeurs certifiés ; d) Majorer de 40 points (proposition du ministre de l'éducation) l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycée, au titre de la promotion des enseignements technologiques longs. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que les textes ci-dessus soient rapidement publiés.

Assurance vieillesse (situation d'une employée du Crédit foncier de France).

24767. — 10 décembre 1975. — M. Canacos attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation inquiétante d'une personne employée au Crédit foncier de France dans le cadre des emplois réservés, ne totalisant pas quinze ans de service à soixante ans. En effet, cette femme, mère de quatre enfants, mutilée civile de guerre, entrée en mai 1969 au C. F. F. devra le quitter en 1980, à l'âge de soixante ans sans bénéficier du régime de retraite complémentaire et sans pour autant bénéficier de la procédure juridique qui préside aux licenciements. Or, elle ne pourra bénéficier de sa retraite du régime général qu'à soixante-cinq ans, mais alors, quels seront ses moyens d'existence de soixante à soixante-cinq ans. En conséquence, il lui demande de bien vouloir étudier ce problème qui n'est certainement pas unique et lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour pallier une telle injustice.

Jeunes agriculteurs (harmonisation des conditions d'octroi des aides financières).

24770. — 10 décembre 1975. — M. Rigout signale à M. le ministre de l'agriculture le fait suivant : un jeune agriculteur formulé une demande de prêt pour l'acquisition de cheptel vif, le 16 octobre 1975 après avoir loué 16 hectares supplémentaires. Les services agricoles compétents en la matière, en 1974, lui reconnaissent la qualité de jeune agriculteur. En revanche, le crédit agricole lui refuse ce prêt : « la qualité de jeune agriculteur ne peut lui être reconnue car il n'est pas titulaire du B. A. A., d'une part, et ne peut justifier d'une activité agricole avant sa première installation en 1972 ». Il attire l'attention de M. le ministre sur le fait aberrant que la réglementation en vigueur au sein de deux organismes agricoles soit différente et amène à des conclusions dont les conséquences peuvent être graves pour l'installation de jeunes agriculteurs. Il lui demande ce qu'il pense faire afin que tout agriculteur reconnu jeune agriculteur par les services compétents puisse bénéficier des prêts spéciaux réservés à cette qualité d'emprunteur, sans qu'une réglementation parallèle vienne modifier cette qualité.

Exploitants agricoles (extension aux exploitants familiaux de la prime de la M. S. A. pour l'équipement en cabine des tracteurs).

24771. — 10 décembre 1975. — M. Villon expose à M. le ministre de l'agriculture qu'une prime est attribuée par la mutualité agricole, aux propriétaires de tracteurs pour les encourager à les équiper de cabines capables de protéger les conducteurs en cas de renversement. Mais cette prime n'est attribuée qu'aux employeurs de main-d'œuvre et refusée aux exploitants familiaux. Pourtant, ces agriculteurs sont assurés pour les risques accidents et les mesures de prévention sont également indispensables pour eux. Il lui demande, quelles mesures il compte prendre pour dégager les moyens permettant à la mutualité agricole d'étendre aux agriculteurs non employeurs de main-d'œuvre salariée, la prime pour l'équipement en cabine des tracteurs.

Bois et forêts (mesures tendant à l'assainissement du marché du bois en crise).

24772. — 10 décembre 1975. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture**, sur l'aggravation de la crise sur le marché du bois. Pour les sept premiers mois de 1975, la diminution des ventes a atteint 25 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1974. Une telle situation a de profondes répercussions sur les petits et moyens propriétaires qui ne trouvent plus de débouchés à leur production, sur les exploitants forestiers et finalement sur l'emploi des travailleurs de la forêt. Un tel marasme est difficilement justifiable, quand on sait que notre pays est déficitaire de plusieurs milliards de francs dans notre commerce extérieur de bois et produits de la forêt. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour redresser le marché du bois et notamment s'il n'estime pas urgent de supprimer la taxe à l'exportation des sciages de chêne et de limiter les importations de bois et pâte à papier, tant que l'assainissement du marché du bois n'est pas réalisé.

Rénovation rurale (classement du département du Gers en zone de rénovation rurale).

24773. — 10 décembre 1975. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la question du classement en zone de rénovation rurale du département du Gers. **M. Giscard d'Estaing**, en date du 15 mai 1974, adressé au président de la fédération départementale des exploitants une lettre qui a été rendue publique par la presse régionale et dans laquelle il est dit : « En ce qui concerne la rénovation rurale et le financement des investissements je puis vous donner l'assurance que je demanderai au ministre de l'Agriculture du Gouvernement que je serai appelé à former, si je suis élu, de veiller à ce que le département du Gers soit classé et reçoive les crédits qui sont justifiés par les difficultés d'exploitation que vous connaissez ». **M. Giscard d'Estaing** étant devenu Président de la République, il lui demande pour quelles raisons l'engagement pris n'a pas été tenu et quelles mesures il entend prendre pour que le département du Gers soit classé en zone de rénovation rurale.

Alcools (mesures pour résoudre la crise qui frappe les producteurs d'armagnac et sauvegarder les bases de leur coopération dans le Gers).

24775. — 10 décembre 1975. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture** sur la gravité de la crise qui frappe les producteurs d'armagnac. Au mois de septembre de cette année son collègue **Hubert Ruffe** a proposé huit mesures dont le caractère d'actualité demeure. Aux difficultés du marché s'ajoutent les difficultés structurelles qui atteignent le secteur coopératif dans le département du Gers. Il apparaît que l'union des coopératives viticoles de l'armagnac se trouve dans une situation très préoccupante sinon critique. Sans entrer dans le détail des causes et des effets il convient de noter les efforts entrepris par le grand négoce national voir multinational à la faveur de la crise de l'armagnac pour avancer vers la domination de ce marché. Une solution doit être trouvée pour l'U. C. V. A. car le démantèlement de la coopération faciliterait cette offensive dont les viticulteurs de l'armagnac et le négoce local traditionnel feraient les frais. De plus il y a va de l'emploi d'un nombre important de salariés et des répercussions financières pour les viticulteurs des caves coopératives adhérentes. Des propositions en vue d'une restructuration et d'une demande d'aide au niveau gouvernemental ont été avancées sur la presse régionale et par la cave coopérative de Montestruc adhérente à l'U. C. V. A. Leurs auteurs après les avoir exposées publiquement soulignent qu'elles sont de nature à préserver les intérêts des producteurs en conservant à la coopération la place qu'elle a acquise au prix d'efforts méritoires sur le secteur de la production d'armagnac. En conséquence il lui demande quelles mesures il entend prendre pour résoudre la crise qui frappe les producteurs d'armagnac et sauvegarder les bases de leur coopération dans le Gers.

Droit de grève (poursuites judiciaires engagées contre trois délégués C. G. T. de l'usine F. R. T. à Brive (Corrèze)).

24776. — 10 décembre 1975. — **M. Pranchère** expose à **M. le ministre du travail** la situation créée par les poursuites judiciaires engagées contre trois travailleurs, délégués syndicaux C. G. T. de l'usine T. R. T. (groupe Phillips) à Brive, par la direction de cet établissement, à la suite d'une action de grève effectuée par l'ensemble du personnel. Ces poursuites soulèvent une vive émotion et une large protestation parmi les travailleurs de Brive et du département qui y voient une mise en cause du droit de grève. Il serait souhaitable, à mon sens, que cette situation soit modifiée, que la

plainte déposée par la direction de T. R. T. soit retirée afin que cessent les poursuites engagées contre les trois militants ouvriers. En conséquence, je vous demande s'il ne vous est pas possible de faire intervenir vos services départementaux en ce sens.

Sites (classement de la Cité fleurie).

24777. — 10 décembre 1975. — **M. Moreau** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la culture** sur les inquiétudes qui se font jour au sujet de l'avenir de la Cité fleurie. Alors que les propositions d'achat par la ville de Paris avec l'aide de l'Etat à la société propriétaire n'ont pas abouti, deux permis de construire ont été déposés. L'un d'entre eux, concernant les 59, boulevard Arago, et les 132 et 134, rue Léon-Maurice-Nordmann, a été autorisé le 12 août dernier. Le projet d'immeuble envisagé dominerait par un mur mitoyen la Cité fleurie, et l'importance des constructions prévues porterait atteinte aux espaces verts intérieurs. Cette décision prise sans en référer au conseil de Paris va à l'encontre des délibérations adoptées par cette assemblée au sujet de la Cité fleurie. Elle tend incontestablement à préparer un remodelage de l'ilot caractérisé par une surdensification de logements de luxe. Une enquête publique étant ouverte en vue du classement de la Cité fleurie, par le secrétaire d'Etat à la culture, elle s'étonne de la procédure confidentielle qui a été adoptée, le public étant prié de faire connaître son avis uniquement par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au préfet de Paris. D'autant plus qu'une note intérieure émanant de l'entreprise — dépositaire du permis de construire cité précédemment — rendue publique par **M. Voguet**, conseiller de Paris, incite les membres de son personnel à se prononcer contre le classement de la Cité fleurie. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour le classement rapide de la Cité fleurie, souhaitée unanimement par le conseil de Paris, et pour une procédure d'enquête permettant réellement à la population de se prononcer.

Femmes (licenciement d'une employée motivé par des retards dus à des problèmes de nourrice).

24778. — 10 décembre 1975. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Condition féminine)** sur un licenciement scandaleux prononcé à l'encontre d'une employée pour le motif suivant : « retards accumulés dus à des problèmes de nourrice ». **Mme N...**, mère de deux jeunes enfants, un an et deux ans et demi, domiciliée à Verrières-le-Buisson, s'est en effet trouvée confrontée à un grave problème de garde en juin et juillet dernier, n'ayant pu trouver une nourrice proche de son domicile. Ces difficultés ont occasionné plusieurs retards évalués à trente minutes pour le mois de juin et six minutes pour le mois de juillet. Dans un premier temps, la direction de l'entreprise La Populaire, sise 11 et 13, square Max-Hysmans, dont dépend cette employée, lui a tout d'abord supprimé la possibilité d'horaires mobile dont bénéficie le personnel. Aujourd'hui, elle a décidé le licenciement de cette employée. Ainsi, cette mère de famille se trouve gravement pénalisée parce qu'elle n'a pu faire face pendant un moment aux difficultés que rencontrent des centaines de milliers de femmes salariées de la capitale, du fait du manque de logements sociaux à Paris et de l'insuffisance criante de crèches dans la région parisienne, ce qui est le résultat de la politique gouvernementale menée depuis des années. Se faisant l'interprète de l'émotion ressentie par les collègues de cette employée, elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que soit annulée une telle décision qui est une atteinte grave aux droits et à la dignité des salariés, parents de jeunes enfants, et tout particulièrement des femmes.

Sécurité sociale (situation difficile de l'U. R. S. S. A. F. de Paris).

24782. — 10 décembre 1975. — **M. Fiszbin** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation préoccupante de l'important organisme qu'est l'U. R. S. S. A. F. de Paris, qui recouvre le tiers du total des cotisations de sécurité sociale. Des récents renseignements, fournis par des représentants syndicaux et administrateurs C. G. T., viennent confirmer que cet organisme éprouve de plus en plus de difficultés à accomplir ses tâches en raison de l'insuffisance des effectifs. Le ministère s'oppose au recrutement du personnel qualifié ; c'est ainsi, par exemple, que pour le service Contentieux, trente-quatre postes de rédacteurs juridiques demandés par la direction et le conseil d'administration ont été refusés en 1975. Cette attitude du ministère de tutelle a amené la direction à une autocensure : dans sa crainte d'être désavouée, elle refuse maintenant de réclamer les effectifs dont l'organisme a besoin. Une telle situation conduit le personnel à des luttes pour la défense de ses conditions de travail. Tout dernièrement encore, les services Courrier et Dossiers-employeurs étaient en grève pour réclamer l'embauche d'agents en fonction des besoins. Cette situation porte un préjudice considérable à la sécurité sociale. C'est pourquoi, soucieux des intérêts des assurés

et du personnel, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le conseil d'administration de l'U. R. S. S. A. F. soit en mesure de pourvoir cet organisme des moyens nécessaires à son bon fonctionnement, notamment par la création de postes en nombre suffisant au budget de la caisse.

Emploi (maintien de l'activité de l'entreprise Chapelle-Darblay à Corbeil-Essonnes [Essonne]).

24783. — 10 décembre 1975. — **M. Combrisson** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** que les menaces de licenciement qui pesaient sur les travailleurs de l'entreprise Chapelle-Darblay à Corbeil-Essonnes se sont précisées à l'issue du dernier comité central d'entreprise. La direction fait état de difficultés provenant du manque de compétitivité de certaines machines. Elle propose, en conséquence, une série de mesures constituant, selon elle, « un plan de sauvegarde ». Or l'essentiel de ces mesures consiste à licencier à court terme 150 personnes environ (55 âgées de plus de cinquante-huit ans et un tiers des personnels de l'atelier de coupe). Elle affirme, en outre, que si la relance de l'économie nationale n'intervenait pas rapidement, la société serait acculée à un dépôt de bilan. Ces déclarations sont de nature à inquiéter gravement les salariés qui se posent à juste titre plusieurs questions : la société a reçu une subvention de l'I. D. I. d'un montant de un milliard. Elle a réalisé, en 1974, 10 milliards d'anciens francs de bénéfices. Ces fonds n'auraient-ils pas dû servir à moderniser le matériel de l'usine de Corbeil-Essonnes afin de garantir ainsi l'adaptation de la production aux besoins du marché et, du même coup, le maintien de l'activité et de l'emploi sur place ? Pourquoi les travailleurs devraient-ils subir les conséquences d'une situation dont ils ne sont absolument pas responsables ? Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions compte prendre : 1° en faveur du maintien et du développement d'activité de l'entreprise Chapelle-Darblay à Corbeil-Essonnes, s'appuyant sur une modernisation des matériels existants ; 2° afin qu'aucun licenciement n'intervienne.

Etablissements scolaires (difficultés du C. E. S. Alphonse-Daudet de Tarascon [Bouches-du-Rhône]).

24784. — 10 décembre 1975. — **M. Porelli** fait connaître à **M. le ministre de l'éducation** que les sections locales des associations des parents d'élèves des fédérations Cornec et Lagarde et la section locale de la F. E. N. l'ont informé des difficultés rencontrées au lycée-C. E. S. Alphonse-Daudet de Tarascon, difficultés qu'elles souhaitent voir aplanir au plus tôt dans l'intérêt des élèves. En effet, à cette rentrée scolaire, le lycée de Tarascon connaît un manque important de locaux (salles de travaux pratiques de sciences physiques et naturelles), de professeurs d'éducation physique et sportive et de matériel. Cette situation empêche l'enseignement de se dérouler dans de bonnes conditions, plus, elle met en cause le fonctionnement de l'établissement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux problèmes rencontrés au lycée-C. E. S. Alphonse-Daudet de Tarascon.

Equipements sportifs et socio-éducatifs (subventions compensant la T. V. A. perçue sur les réalisations des comités d'entreprises).

24785. — 10 décembre 1975. — **M. Villon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que certains comités d'entreprises réalisent des équipements sportifs, tels que des salles omnisports, et procèdent à la construction ou à l'aménagement de locaux destinés aux vacances, à la détente et aux loisirs des salariés de leur entreprise mais que malgré que les comités d'entreprise soient des organismes à but non lucratif, ils ne bénéficient pas de subventions de l'Etat mais au contraire sont assujettis à la T. V. A. Ainsi le comité d'entreprise Dunlop a dû payer 700 000 francs environ de T. V. A. pour la construction d'un centre de vacances à Oléron et pour l'aménagement des installations sportives mais n'a touché aucune subvention. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre des initiatives pour que de telles réalisations, notamment celles en faveur de la jeunesse, des sports et des loisirs soient subventionnées pour le moins pour le montant de la valeur de la T. V. A.

Equipements sportifs et socio-éducatifs (subventions compensant la T. V. A. perçue sur les réalisations des comités d'entreprises).

24786. — 10 décembre 1975. — **M. Villon** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** que certains comités d'entreprise réalisent des équipements sportifs, tels que des salles omnisports, et procèdent à la construction ou à l'aménagement de locaux destinés aux vacances, à la détente et aux loisirs des salariés de leur entreprise mais que malgré que les comités d'entreprise soient des organismes à but non lucratif, ils ne bénéficient pas de subventions de l'Etat mais au contraire sont assujettis à la T. V. A.

Ainsi le comité d'entreprise Dunlop a dû payer 700 000 francs environ de T. V. A. pour la construction d'un centre de vacances à Oléron et pour l'aménagement des installations sportives mais n'a touché aucune subvention. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre des initiatives pour que de telles réalisations, notamment celles en faveur de la jeunesse, des sports et des loisirs soient subventionnées pour le moins pour le montant de la valeur de la T. V. A.

Equipements sportifs et socio-éducatifs (complément de subvention nécessaire au fonctionnement des installations du campus de Saint-Martin-d'Hères [Isère]).

24787. — 10 décembre 1975. — **M. Malsonnat** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** que faute de crédits indispensables à leur entretien et à leur fonctionnement, les installations sportives du campus de Saint-Martin-d'Hères sont à nouveau fermées depuis le lundi 24 novembre 1975. Alors qu'une subvention complémentaire d'un minimum de 200 000 francs était absolument indispensable à l'équilibre financier de l'exercice en cours, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports n'a accordé que 130 000 francs à l'organisme gestionnaire qui s'est trouvé, dans ces conditions, dans l'impossibilité d'assurer le fonctionnement permanent et régulier de ce complexe sportif. Une telle situation bafoue une nouvelle fois le droit des innombrables utilisateurs de ces installations sportives de premier plan qui comprennent entre autres une piscine olympique ; droit à la formation professionnelle pour les 450 élèves professeurs de l'U. E. R. E. P. S. qui s'y préparent aux concours et examens du professeur d'éducation physique et qui ne pourront pas s'entraîner ; droit à l'éducation pour les enfants des communes de l'agglomération qui apprennent à nager et pour les étudiants qui présentent l'unité de valeur (sport) ; droit aux sports et loisirs de masse pour les clubs et les étudiants. Par ailleurs, compte tenu de l'insuffisance globale des équipements sportifs de notre pays, il apparaît particulièrement scandaleux et aberrant qu'un complexe sportif d'une telle importance et d'un tel niveau ne puisse être utilisé à cause du refus du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports de lui accorder les moyens financiers indispensables à son fonctionnement et à son entretien. Aussi, il lui demande d'accorder immédiatement au service interuniversitaire des activités physiques, sportives et de plein air de Grenoble la dotation supplémentaire indispensable de 75 000 francs pour clore l'exercice et l'attribution à l'avenir de la dotation en une seule subvention annuelle d'un montant suffisant, ainsi que sa communication aux autorités gestionnaires dans des délais leur permettant d'établir un budget cohérent global pour l'année suivante.

Zones de montagne (extension de l'indemnité spéciale aux agriculteurs à temps partiel).

24788. — 10 décembre 1975. — **M. Malsonnat** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'indemnité spéciale Montagne, attribuée dans 4 800 communes classées dans cette zone, est refusée aux agriculteurs exerçant un métier complémentaire et qui ne sont pas assujettis à l'assurance maladie des exploitants agricoles. Or, tous les spécialistes reconnaissent l'importance du rôle de ces agriculteurs à temps partiel qui contribuent d'une manière irremplaçable au maintien des équilibres naturels et d'un peuplement minimum des zones de montagnes. Il lui demande en conséquence s'il ne considère pas nécessaire d'étendre le bénéfice de l'indemnité spéciale Montagne à tous les agriculteurs de la zone montagneuse.

Etablissements scolaires (reclassement indiciaire des personnels techniques de laboratoire).

24790. — 10 décembre 1975. — **M. Lazzarino** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires chargés d'assister les personnels enseignant et de recherche dans leur tâche. Ces personnels, plus particulièrement les aides-laboratoires et garçons de laboratoire, ne perçoivent pas le traitement qui devrait être le leur. Ils ont, d'autre part, subi un déclassement injustifié lors des accords Masselier sur les catégories C et D. Il semble que le bien-fondé de leur revendication, reconnu par leur direction, se heurte aux « incidences financières que pourrait avoir un tel reclassement ». En outre, la réunion du comité technique paritaire central, susceptible d'émettre un avis, est retardée d'année en année. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que : 1° les aides-laboratoires, dont le niveau se situe au B. E. P. C., soient placés dans le groupe de rémunération correspondant dans la grille indiciaire de la fonction publique, à savoir le groupe 5 (le groupe 3 pour les garçons de laboratoire) ; 2° le comité technique paritaire central soit réuni dans les meilleurs délais.

Commerçants et artisans (inconvenients résultant de l'application d'un système de coefficients multiplicateurs).

24791. — 10 décembre 1975. — **M. Garcin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les répercussions néfastes que ne manquerait pas d'avoir envers les petits commerçants l'application d'un système de coefficients multiplicateurs, d'autant que cette solution ne résoudrait en rien la crise économique actuelle, et en particulier la hausse des prix dont les petits commerçants ne sont pas responsables mais dont ils subissent par contre les effets. Il lui demande quelle suite il compte donner à ce projet.

Etablissements scolaires (insuffisance des crédits d'équipement alloués au lycée technique Marcel-Sembat de Sotteville-lès-Rouen [Seine-Maritime]).

24792. — 10 décembre 1975. — **M. Leroy** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** sa question écrite n° 23432 (Journal officiel du 22 octobre 1975) restée sans réponse à ce jour. Il lui précise que depuis son dépôt la situation est la suivante : un crédit de 750 000 francs est accordé sur le devis de 5 millions de francs environ. Cet engagement, obtenu par l'action des professeurs, parents et élèves, doit être concrétisé rapidement, certains étudiants ayant déjà perdu un trimestre de formation pratique. Il lui demande de lui préciser le planning du programme d'équipement des locaux pour cette première tranche et pour l'ensemble de l'opération.

Cuir et peaux (sauvegarde de l'emploi et développement de l'industrie de la chaussure).

24793. — 10 décembre 1975. — **M. Jourdan** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la dégradation continue que subit l'industrie de la chaussure dans notre pays, ce qui ne laisse pas d'avoir de graves répercussions économiques et sociales pour un certain nombre d'entreprises spécialisées. Ces difficultés résultent d'une part, de la réduction brutale qui a affecté le volume des commandes, à telle enseigne que si le mouvement actuellement enregistré se poursuit la production en 1975 sera inférieure de près d'un quart à celle de 1974. D'autre part, des « importations sauvages » envahissent le marché français. Par exemple, les gouvernements espagnol et brésilien subventionnent directement leurs fabricants et ces subventions leur permettent de vendre leurs articles à des prix très bas. Si l'on ajoute à cela la baisse qui a affecté la valeur des monnaies de nos principaux concurrents, on aboutit à la situation suivante : les importateurs ont augmenté leurs commandes à l'étranger de plus de 50 p. 100 en 1975, ce qui fait un volume égal de commandes en moins pour les fabricants français. En troisième lieu, et toujours pour les raisons de dépréciation monétaire invoquées plus haut, les exportations françaises ont diminué de 50 p. 100. Or, plusieurs séries d'arguments militent en faveur d'un accroissement de la place de l'industrie de la chaussure dans l'avenir industriel français : 1° une main-d'œuvre très qualifiée et un réseau de vendeurs expérimentés ; 2° la création de très nombreux emplois dans les zones rurales et les villes d'importance moyenne ; 3° le fait que la production française de cuir est l'une des premières du monde. Dans ces conditions, il lui demande les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation actuelle, et en particulier pour la sauvegarde de l'emploi et le développement de l'industrie de la chaussure.

Matières premières (poursuite de l'exploitation nationale de bauxite et développement des entreprises de fabrication de l'alumine).

24795. — 10 décembre 1975. — **M. Arraut** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** qu'il est question de procéder, dans un très proche avenir, à l'arrêt de l'exploitation des gisements français de bauxite. Dans le même temps est annoncée la mise au point d'un nouveau procédé de fabrication de l'alumine sans bauxite, à partir notamment d'argiles (procédé dit H+). L'installation d'une usine-pilote est prévue, à titre expérimental, près de Marseille, mais si l'expérimentation s'avérait positive, il est surtout question de créer les usines à venir au Canada et aux U. S. A., d'une part parce que les usines qui produisent actuellement l'alumine à partir de la bauxite (procédé Bayer) sont techniquement impropres à la production par procédé H+ et, d'autre part, parce que les gisements de matières premières pour ce nouveau procédé seraient plus importants et plus bénéfiques hors de nos frontières. Il attire l'attention de **M. le ministre** sur les graves conséquences qui en découleraient pour l'économie des régions françaises concernées, entraînant notamment de véritables drames humains pour les ouvriers mineurs et l'ensemble des employés de ces industries et leurs familles ; sur la nécessité d'obtenir une connaissance très précise de la réalité des gisements métropolitains de bauxite, car l'annonce de leur venue à épuisement paraît infondée. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre : 1° pour que l'exploitation nationale de la bauxite

soit effectivement poursuivie, avec prospection intégrale de tous gisements possibles ; 2° pour qu'en tout état de cause soient maintenues et développées les entreprises métropolitaines de fabrication de l'alumine, quel que soit le procédé technique utilisé ; 3° pour que l'implantation d'industries nouvelles soit prévue là où des gisements de bauxite seraient effectivement en voie d'épuisement, afin d'assurer le réemploi sur place des travailleurs et sauvegarder les intérêts économiques de la région.

Barrages (projet de construction du barrage réservoir de Naussac [Lozère]).

24796. — 10 décembre 1975. — **M. Millet** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** la vive émotion et l'inquiétude des populations de la région de Langogne (Lozère) devant les projets du barrage réservoir de Naussac. Dans le rapport du directeur départemental de l'agriculture au conseil général, il est signalé que ce futur barrage est susceptible d'intéresser la défense nationale, ce qui justifie une procédure d'instruction mixte lancée le 7 février 1974, en application du décret du 4 août 1955. Cet élément nouveau est de nature à faire grandir l'inquiétude d'une population sur laquelle pèse déjà, depuis de nombreuses années, la menace de l'expropriation. Il lui demande : 1° s'il est exact que ce barrage de Naussac intéresse la défense nationale ; 2° quelles en sont les raisons.

Exploitants agricoles (dégrèvements et reports d'impôts pour les exploitants des Cévennes lozériennes).

24797. — 10 décembre 1975. — **M. Millet** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés que rencontrent les exploitants agricoles des Cévennes lozériennes ; ces derniers ne trouvent pas à vendre leur récolte de châtaignes, même à un prix pourtant minime de 60 centimes le kilogramme. Ils avaient déjà subi un manque à gagner important en raison de la faible récolte des champignons cette année. Ils se trouvent donc en proie à de graves problèmes financiers au moment où ils devront faire face au règlement de leurs impôts. Compte tenu de cette situation, il lui demande s'il n'entend pas instaurer des dégrèvements et des reports d'impôts en fonction des conditions particulières de chacun.

Centres médico-psycho-pédagogiques (circulaire tendant à les placer sous le contrôle du médecin de la santé scolaire).

24798. — 10 décembre 1975. — **M. Millet** expose à **Mme le ministre de la santé** les problèmes posés par l'application de la circulaire du ministère de la santé du 6 mai 1975. Cette circulaire tend en effet à placer les centres médico-psycho-pédagogiques sous le contrôle du médecin de la santé scolaire. Il y a là une procédure tout à fait anormale ; si les nécessités de la prise en compte des problèmes psychologiques et psychiatriques de l'enfance nécessitent la participation des différentes équipes et leur coordination, tel n'apparaît pas la finalité de la mesure proposée qui institue simplement un contrôle à la place de la collaboration nécessaire. Par ailleurs, l'application de cette circulaire fait reporter la charge financière sur les organismes d'assurance maladie ou de l'alde médicale, dégageant ainsi les services départementaux d'hygiène mentale. Il s'agit là d'un inadmissible transfert de charge, un de plus, au moment même où la caisse nationale d'assurance maladie rencontre les plus graves difficultés, en raison même de telles pratiques. Il lui demande si, compte tenu de ces observations, elle n'entend pas annuler les effets de cette circulaire qui soulève une vive émotion dans les milieux professionnels intéressés, ainsi qu'auprès des élus municipaux concernés.

Emploi (maintien de l'emploi des salariés des différents établissements de la Société Ampa France).

24799. — 10 décembre 1975. — **M. Gouhier** signale à **M. le ministre du travail** l'inquiétude des 1 600 salariés des établissements Ampatoys à Castres, Morellet Guerneau à Cholel, Diepal à Ris-Orangis, Sadiép à Villemomble, Doullens, Abbeville, Villers-Cotterêts, à la suite des décisions de restructuration de l'industrie de la puériculture et de la voiture d'enfants qui a donné naissance à une nouvelle société dénommée Ampa France, dominée par un groupe italo-suisse, avec l'accord du Gouvernement. Il proteste contre le fait que, dans la préparation de cette concentration pour mettre en place une société dominante le marché dans cette branche d'activité, des licenciements ont été effectués : 60 à Villemomble, 120 salariés menacés à l'une des usines Morellet. Il demande à **M. le ministre** qu'il intervienne pour arrêter tous licenciements dans chacune des entreprises énumérées ci-dessus, considérant que les salariés, ouvriers et cadres ne doivent pas faire les frais de cette concentration. Il réclame que, conformément à la demande des syndicats, soit assurée la garantie de l'emploi et le maintien de tous les avantages acquis.

Constructions scolaires (construction du lycée polyvalent des Ulis à Bures-sur-Yvette (Essonne)).

24800. — 10 décembre 1975. — **M. Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité absolue de la création effective du lycée polyvalent des Ulis, à Bures-sur-Yvette (Essonne), pour la prochaine rentrée scolaire. Il lui demande en conséquence les dispositions qu'il compte prendre pour : 1° accélérer la construction de la première tranche du lycée, afin que l'accueil des élèves se fasse normalement dès la rentrée de 1976 ; 2° prévoir, dès maintenant, le financement de la deuxième tranche qui comprend notamment le C.E.T., pour que l'ensemble s'édifie dans les meilleurs délais et conditions financières ; 3° déterminer à temps les structures pédagogiques et administratives, afin que la rentrée s'effectue normalement pour les élèves, les enseignants et les différents personnels ; 4° étatiser l'établissement dès sa création, afin que les collectivités locales concernées ne subissent pas de charges financières insupportables.

Mineurs de fond (atteinte au droit de grève par la direction de la mine Ferdinand de Tressange (Moselle)).

24803. — 10 décembre 1975. — **M. Deletri** expose à **M. le ministre du travail** que les mineurs de fer de Lorraine ont décidé, en septembre dernier, une grève de deux heures en fin de poste pour faire aboutir leurs revendications. Les directions des mines, bon gré, mal gré, ont autorisé les mineurs à sortir deux heures avant la fin du poste normal, la grève étant légale. La direction de la mine Ferdinand de Tressange (Moselle), du trust Arbed, a refusé catégoriquement de laisser sortir les mineurs, les obligeant ainsi à rester au fond, ce qui ressemble fort à une séquestration. Cette même direction avait agi de même façon en octobre 1974. Les mineurs de Tressange ont fait constater ces faits par huissier et informé la gendarmerie d'Aumetz. Aussi il lui demande ce qu'il compte faire pour que de tels faits ne se reproduisent plus et que la liberté et les formes des grèves décidées par les mineurs soient respectées.

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et des professeurs techniques adjoints).

24805. — 10 décembre 1975. — **M. Drapier** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui préciser où en sont : a) les projets de décrets permettant, d'une part, le recrutement des professeurs de l'enseignement technique long, au niveau certifié ; d'autre part, la réalisation des mesures exceptionnelles d'accès des professeurs techniques adjoints de lycées au corps des professeurs certifiés, par concours spéciaux, décrets qui ont reçu l'accord des ministres des finances et de la fonction publique ; b) les projets d'arrêtés organisant les concours spéciaux ci-dessus désignés. De bien vouloir lui communiquer le résultat de négociations engagées entre le ministre de l'éducation et celui des finances pour : 1° aligner les obligations de service des professeurs techniques (certifiés) sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques (de projet de décret a été transmis, début avril, aux finances). **M. Haby** ayant déclaré à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 1974, que cette mesure était réalisée, la publication de ce décret ne devrait subir aucun retard ; 2° abaisser les obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mettre à jour les textes actuels, compliqués et anachroniques ; un projet de décret a également été transmis par le ministère de l'éducation au ministère des finances ; 3° augmenter le contingent global des postes mis en concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints (dont le corps est mis en extinction) au corps des professeurs certifiés ; 4° majorer de 40 points (proposition du ministre de l'éducation) l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées au titre de la promotion des enseignants technologiques longs. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que les textes précisés ci-dessus soient rapidement publiés et pour que les propositions du ministre de l'éducation sur les obligations de service des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints, la revalorisation indiciaire du corps des professeurs techniques adjoints, l'augmentation du nombre de postes aux concours spéciaux pour l'accès de ces maîtres au corps des professeurs certifiés fassent l'objet de décisions gouvernementales rapidement appliquées, décisions répondant aux nécessités reconnues par le Président de la République et aux engagements écrits qu'il a pris devant le pays lors de la campagne des élections présidentielles dans le bulletin n° 8 spécial « Education nationale », de ses perspectives d'action pour poursuivre et accentuer l'effort de revalorisation de l'enseignement technologique.

Traités et conventions (reconnaissance par la France des clauses facultatives de la convention européenne des droits de l'homme relative au droit de recours individuel devant la Cour européenne).

24807. — 11 décembre 1975. — **M. Longueue** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la résolution n° 597 (1975) adoptée le 3 juillet 1975 par la commission permanente du Conseil de l'Europe et relative aux clauses facultatives de la convention européenne des droits de l'homme. Dans cette résolution, le Conseil de l'Europe, rappelant que le droit de recours individuel et la Cour européenne des droits de l'homme « figurent parmi les innovations les plus importantes de la convention, car ils offrent les moyens d'une mise en œuvre effective, au niveau européen, des droits de l'homme énoncés dans la convention », engage les Etats membres qui n'ont pas encore reconnu le droit de recours individuel et la juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme « à le faire le plus tôt possible ». Il lui demande quelles suites, en ce qui le concerne, le Gouvernement français entend donner à cette résolution.

Proche-Orient (installation à Lyon d'un bureau de liaison des organisations palestiniennes).

24809. — 11 décembre 1975. — **M. Soustelle** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il entre dans les intentions du Gouvernement d'autoriser l'établissement en France d'un réseau d'officines de propagande et de bureaux de liaison au service des organisations dites palestiniennes, comme le centre qui vient d'être installé à Lyon au début du mois de décembre.

Enseignants (avancement par promotion interne des professeurs techniques adjoints détachés dans des établissements de l'enseignement supérieur).

24810. — 11 décembre 1975. — **M. Soustelle** expose à **M. le ministre de l'éducation** que nombre de professeurs techniques adjoints de l'enseignement technique sont détachés depuis de nombreuses années dans l'enseignement supérieur sur des postes de certifiés ou assimilés, assumant par exemple des directions de travaux pratiques dispensés à des élèves ingénieurs (école centrale de Lyon), mais qu'ils ne peuvent cependant pas prétendre à une promotion interne quoique celle-ci existe dans la fonction publique pour d'autres personnels (enseignants ou non). A l'heure où le Gouvernement se propose de promouvoir énergiquement l'enseignement technique, il lui demande s'il ne pourrait envisager que le corps des professeurs techniques adjoints puisse accéder à un tableau d'avancement par promotion interne tenant compte de l'ancienneté dans l'enseignement supérieur et prétendre aux grades effectivement assurés dans la fonction depuis plus de deux ans.

Proche-Orient (position de la France à l'O. N. U. sur le terrorisme palestinien en territoire israélien).

24811. — 11 décembre 1975. — **M. Soustelle** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° s'il est arrivé à la délégation française à l'O. N. U. de condamner publiquement les agressions, assassinats de civils et autres actes de terrorisme perpétrés en territoire israélien par les organisations dites palestiniennes ; 2° dans l'affirmative, en quelles circonstances, à quelles dates et en quels termes.

Viet-Nam (indemnisation des Français spoliés au Viet-Nam).

24812. — 11 décembre 1975. — **M. Soustelle** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si les accords conclus à Hanoï à la suite des conversations franco-vietnamiennes comportent l'indemnisation des Français spoliés au Viet-Nam.

Résistants (reconnaissance du droit au titre d'interné-résistant pour les évadés de France internés en Espagne).

24813. — 11 décembre 1975. — **M. Duroure** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la situation des évadés de France internés en Espagne au regard du statut d'interné-résistant. Les articles L. 172 et R. 257 du code des pensions militaires d'invalidité instituent, au détriment de cette catégorie d'internés, des conditions restrictives d'attribution de ce statut ayant un caractère discriminatoire. Ils doivent notamment faire la preuve de leur bonne aptitude physique au départ de France, ce qui n'est pas demandé aux autres résistants. Il est exigé d'eux qu'ils aient l'âge requis pour servir dans les Forces françaises libres ou dans les forces d'A. F. N. Or, nombre d'entre eux, étaient trop jeunes pour remplir cette condition. La liste des camps d'internement espagnols reconnus, proposée par la Croix-rouge

en 1969, n'a toujours pas fait l'objet, six ans plus tard, d'une décision ministérielle, ce qui prive de la possibilité d'attribution du titre d'interné-résistant, les plus jeunes qui, mineurs à l'époque, n'ont pas été retenus par les autorités espagnoles dans les mêmes lieux que les autres et ne peuvent justifier d'une détention de quatre-vingt-dix jours dans des geôles officiellement reconnues. La règle des quatre-vingt-dix jours d'internement ne tient pas compte du fait que ces internés quittaient leur camp dans un état physique très diminué pour s'engager dans les forces et partir au combat. La privation du titre apparaît ainsi comme une sanction appliquée à celui dont l'internement prit fin au profit du départ au combat. En matière de réparation de dommages, elle le lèse de façon insuffisamment justifiée. Douze mille d'entre eux sont, en effet, morts depuis au combat, beaucoup ont disparu des suites de l'internement. Une mesure de justice s'impose pour qu'ils ne soient pas traités différemment de nombreux autres Français dont les droits au titre et aux avantages des internés-résistants ne sont pas toujours supérieurs. Ce souci de justice civique conduit à supprimer les conditions discriminatoires fixées aux articles R. 157 et L. 172 du code des pensions civiles et militaires et à inscrire à l'article L. 273 qui institue la règle des quatre-vingt-dix jours, une dérogation supplémentaire pour les évadés de France internés en Espagne qui, à leur sortie d'Espagne, se sont mis à la disposition des autorités françaises ou alliées pour participer à l'effort de guerre. Il demande au secrétaire d'Etat aux anciens combattants s'il n'estime pas justifié et opportun de débloquer le dossier établi par ces citoyens français évadés, internés, combattants volontaires, pour mettre fin aux restrictions contestables concernant la reconnaissance de leur droit au titre d'internés-résistants.

Assurance maladie (modification du mode de calcul des cotisations volontaires des veuves de médecins conventionnés).

24814. — 11 décembre 1975. — **M. Daillet** rappelle à **M. le ministre du travail**, qu'en vertu de l'article L. 613-6 du code de la sécurité sociale, tout praticien ou auxiliaire médical exerçant son activité professionnelle non salariée dans le cadre d'une convention conclue avec les trois régimes d'assurance maladie, ou en l'absence de convention, dans le cadre du régime de l'adhésion personnelle, bénéficie du régime d'assurance obligatoire de la sécurité sociale. La cotisation versée est assise sur les revenus tirés de l'activité professionnelle de praticien ou d'auxiliaire médical. Elle est déterminée à partir du seul revenu tiré de l'exercice de la profession en clientèle privée. Lors du décès d'un médecin conventionné, sa veuve ne peut bénéficier des prestations d'assurance maladie qu'en sollicitant son adhésion au régime d'assurance volontaire de la sécurité sociale. La cotisation qui lui est réclamée est, alors, assise sur le montant du revenu imposable. De nombreuses veuves de médecins conventionnés ne disposent pas de ressources suffisantes pour payer de telles sommes et se trouvent, ainsi, privées d'une couverture sociale pour le risque maladie. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de permettre à ces veuves de cotiser dans les mêmes conditions que les praticiens conventionnés, c'est-à-dire que la cotisation serait déterminée à partir des allocations versées aux intéressés par la caisse autonome de retraite des médecins français, et non pas à partir du revenu imposable, ce mode de calcul étant considéré comme le maintien d'un avantage social en faveur des veuves de médecins conventionnés.

Impôt sur le revenu (exonération de l'impôt pour les rentes temporaires éducation versées pour les orphelins de médecins conventionnés).

24815. — 11 décembre 1975. — **M. Daillet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la rente temporaire éducation versée par la caisse des médecins est actuellement assujettie à l'impôt sur le revenu, conformément à un arrêt du Conseil d'Etat (réf. 5 F 2274). Il lui signale que l'article 81 (14°) du code général des impôts exonère de l'impôt sur le revenu la fraction des pensions temporaires d'orphelins qui correspond au montant des prestations familiales auxquelles aurait eu droit le chef de famille décédé. Il serait normal, par conséquent, que soit également affranchie de l'impôt la rente temporaire éducation versée pour les orphelins des médecins conventionnés. Le fait que cette rente soit imposable, et que son montant soit porté sur la déclaration des revenus de la mère, entraîne des conséquences regrettables sur l'attribution des bourses, le montant des frais de scolarité, les séjours en colonie de vacances, les allocations familiales et le montant de la cotisation d'assurance volontaire de la mère, puisque le revenu imposable se trouve élevé d'une somme égale à la rente. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait de

revoir ce problème, afin que le régime fiscal des rentes temporaires éducation versées aux orphelins de médecins conventionnés soit le même que celui des pensions temporaires versées aux orphelins des fonctionnaires.

Assurance maladie (réduction des cotisations volontaires des assurés non pensionnés ayant moins de cinq ans d'assurance avant le 1^{er} juillet 1974).

24816. — 11 décembre 1975. — **Mme Crépin** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des assurés dont les droits, en matière d'assurance vieillesse, ont été liquidés antérieurement au 1^{er} juillet 1974 et qui, n'ayant pas cinq ans d'assurance, n'ont pu obtenir qu'un remboursement de leurs cotisations dans les conditions prévues par la législation alors en vigueur. Ces assurés, n'étant titulaires d'aucun avantage de vieillesse, n'ont pas droit au bénéfice des prestations d'assurance maladie. Sans doute, ils peuvent demander leur affiliation au régime d'assurance volontaire, institué par l'ordonnance du 21 août 1967. Mais ils sont alors astreints à payer des cotisations relativement élevées et dont ils ne peuvent supporter la charge lorsqu'ils n'ont que des revenus modestes. Elle lui demande s'il ne serait pas possible, afin de faciliter l'adhésion de ces assurés à l'assurance volontaire, pour le risque maladie, lorsqu'il s'agit de personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu, de les classer en quatrième catégorie en vue du calcul de leur cotisation annuelle.

Participation des salariés aux fruits de l'expansion (conditions d'application de l'ordonnance du 17 août 1967 aux professions libérales).

24818. — 11 décembre 1975. — **M. Valbrun** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 a institué un régime obligatoire de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion pour les entreprises occupant plus de cent salariés. Ces dispositions s'appliquent à toutes les entreprises quelles que soient la nature de leur activité et leur forme juridique. La généralité des termes de ce texte conduit à penser que les professions libérales sont astreintes aux obligations qu'il institue lorsque leur exercice nécessite l'emploi de plus de cent salariés. Les professions libérales pour lesquelles n'est pas intervenu le règlement d'administration publique permettant la constitution de société civile professionnelle régie par la loi du 29 novembre 1966 exercent leur activité : soit sous forme d'association professionnelle pure et simple, soit sous forme d'association professionnelle accompagnant une société civile de moyens. Il lui demande comment, dans une telle situation, peut s'organiser le régime de participation des salariés aux fruits de l'expansion. D'une manière plus précise, comment se déterminent le bénéfice net et les capitaux propres retenus pour le calcul de la réserve de participation. Pour les entreprises passibles de l'impôt sur le revenu (ce qui correspond au cas envisagé), le bénéfice à retenir s'entend après imputation de la rémunération « normale » du travail du chef d'entreprise. S'agissant de membres d'une profession libérale, associés et imposés au titre des bénéfices non commerciaux, sur quels critères l'administration fiscale se fondera-t-elle pour déterminer la rémunération normale des membres d'une telle profession qui assument non seulement une fonction administrative en qualité de responsables d'un cabinet, mais encore une fonction publique et scientifique dans l'exercice de leur métier. D'autre part, s'il s'agit d'une société de moyens qui ne réalise aucun bénéfice puisque les frais généraux sont exactement remboursés par les membres participants, comment pourrait s'appliquer le régime de l'ordonnance du 17 août 1967.

Impôt sur le revenu (prise en compte dans le revenu imposable des dirigeants d'entreprise de leurs frais de déplacement).

24819. — 11 décembre 1975. — **M. Jean-Claude Simon** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui préciser si le remboursement des frais entraînés par les déplacements effectués avec leur véhicule personnel par les dirigeants d'entreprise pour l'accomplissement de leurs fonctions professionnelles doit être considéré comme devant être ajouté au traitement brut des intéressés pour le calcul de leur imposition sur le revenu.

Crimes de guerre (application à Paul Touvier de la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité).

24820. — 11 décembre 1975. — **M. Villon** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, sur le fait que Paul Touvier a été condamné à mort à Chambéry en 1946 et une seconde fois à Lyon en 1947 toujours par contumace pour les crimes commis sous l'occupation, notamment pour des motifs raciaux définis par le tribunal de Nuremberg et l'O. N. U. comme « crimes contre l'humanité ».

Il s'étonne que cet individu ait pu sortir de l'ombre en 1967, sous prétexte de prescription de ses peines alors que la loi du 26 décembre 1964 déclarant les crimes contre l'humanité imprescriptibles par leur nature exigeait que la puissance publique se saisisse de sa personne et il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette loi soit appliquée.

Enseignants (indemnités représentatives de logement des enseignants détachés auprès d'un établissement géré par le ministère de la santé).

24821. — 11 décembre 1975. — **M. Bernard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des enseignants détachés par l'éducation auprès d'un établissement géré par le ministère de la santé et qui, en vertu de la réglementation en vigueur, se voient privés des indemnités représentatives de logement. Il lui demande si elle n'envisage pas de faire modifier cette réglementation.

Débit de boissons (régime de la taxe applicable à un exploitant d'un débit permanent et d'un comptoir temporaire voisin dans une station de sports d'hiver).

24823. — 11 décembre 1975. — **M. Cabanel** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'instruction du 2 mars 1973 (B. O. D. G. I. 7 M 7 73) précise que le secrétaire d'Etat chargé du budget a décidé, à titre provisoire, l'application, d'une seule taxe par déclaration pour une période de cinq ans dans le cas de débits de boissons ouverts à titre temporaire. Il lui souligne que l'instruction assimile à cette catégorie les déclarations de transaction de débits souscrites par les débitants de boissons implantés en zone montagnaise et qui exploitent leur comptoir l'été dans la vallée et l'hiver à proximité des pistes de ski et lui demande si cette disposition est applicable au cas d'un débitant de boissons dont le siège principal se trouve dans une vallée et qui, pendant la saison de sports d'hiver, dispose d'un restaurant à proximité des pistes de ski étant précisé que l'exploitation principale et l'exploitation à ouverture temporaire se situent dans deux communes limitrophes mais différentes quoique appartenant au même syndicat intercommunal qui gère le domaine skiable.

Budget (retard dans la consommation de crédits de paiement au titre de la protection de la nature et de l'environnement).

24824. — 11 décembre 1975. — **M. Dailliet** rappelle à **M. le ministre de la qualité de la vie** qu'une partie très importante des crédits de paiement sur les chapitres 65-01 (Fonds d'intervention et d'action pour la protection de la nature et de l'environnement), 67-00 (Interventions dans le domaine de l'eau) et 67-01 (Subventions d'équipement à des organismes ou à des personnes publiques ou privées pour la protection de la nature et de l'environnement) du budget de son département est restée inutilisée et qu'elle s'élevait à 196 millions au 31 décembre 1974, sur un total de crédits ouverts qui atteignait 295 millions à la même date. Il lui demande de bien vouloir indiquer pour chacune des opérations engagées sur ces chapitres et n'ayant pas encore abouti à la consommation intégrale des crédits de paiement affectés : 1° la nature de cette opération ; 2° la date à laquelle a été prise la décision de lancement de cette opération ; 3° la date d'engagement de l'autorisation de programme correspondant à cette opération ; 4° le taux de consommation des crédits de paiement affectés à cette opération ; 5° les raisons du retard dans la consommation de ces crédits de paiement.

Huissiers de justice (droits et émoluments concernant un procès-verbal dont la destinataire a disparu).

24825. — 11 décembre 1975. — **M. Jarry** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice** de bien vouloir lui faire connaître le montant des droits et émoluments que peuvent percevoir les huissiers à l'occasion d'un procès-verbal de recherches lorsque le destinataire a disparu et est sans domicile connu.

Commerce du livre (maintien des emplois et de l'activité de la librairie La Joie de Lire).

24826. — 11 décembre 1975. — **M. Dalbera** signale à **M. le ministre du travail** que depuis la délégation au ministère, il attend des réponses aux questions posées à propos de la librairie La Joie de Lire. Après avoir demandé au ministre du travail d'intervenir d'urgence dans ce conflit, **M. Dalbera** se faisant l'écho des quarante-cinq travailleurs menacés de licenciements par le dépôt de bilan et la liquidation de cette entreprise, rappelle que cette affaire

est viable et souhaite que toute la lumière soit faite sur la précipitation à classer défavorablement ce dossier, précipitation qui compromet gravement la liberté d'expression. Il lui demande de l'examiner avec attention et de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin que soient maintenus non seulement l'activité de la librairie, mais aussi les quarante-cinq emplois.

*Commerce du livre
(maintien en activité de la librairie La Joie de Lire).*

24827. — 11 décembre 1975. — **M. Dalbera** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le problème de la librairie La Joie de Lire. A la suite d'une délégation, le représentant du ministre avait promis d'intervenir favorablement. A ce jour, aucun signe de cette intervention ne s'est fait sentir. Or, les principales questions posées par ce conflit demeurent : non seulement les quarante-cinq emplois sont toujours menacés, mais la disparition de cette librairie est une véritable atteinte à la liberté d'expression. Un des collaborateurs du ministre ayant indiqué par téléphone à **M. Dalbera** que cette affaire relevait désormais plus directement du ministère du commerce et de l'artisanat, **M. Dalbera** insiste sur l'urgence d'une intervention quelle qu'elle soit. En conséquence, il demande à **M. le ministre du travail** quelles mesures il compte prendre pour sauver la librairie. En effet, il est désormais certain que le rapport du syndicat conclut à la liquidation et la date du jugement est fixée au 4 décembre.

Informatique (Information des salariés sur l'état des négociations entre Honeywell-Bull et la C. I. I.)

24828. — 11 décembre 1975. — **M. Dalbera** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur l'accord de fusion entre Honeywell-Bull et la C. I. I., accord paraphé mardi 25 novembre 1975. Le 5 novembre dernier, **M. Dalbera** posait à **M. J.-P. Brulé**, président directeur général de la future société C. H. B.-C. I. I., invité par une sous-commission de l'Assemblée nationale, une série de questions sur le financement public d'une société multinationale en difficulté, la séparation à son avis absurde entre la grande et la mini-informatique, la direction effective (américaine) de la nouvelle société et l'absence complète de concertation avec le personnel (y compris l'immense majorité des cadres). Or, ce qui s'est passé hier confirme l'opportunité et l'actualité de cette dernière question. En effet, les syndicats de la C. I. I. ont rencontré hier le ministre de l'industrie. **M. d'Ornano** ne leur a soufflé mot de l'aboutissement des négociations avec Honeywell. Il lui demande s'il partage dans ce domaine la conception de **M. Brulé**, à savoir que l'ensemble du personnel doit être informé après que les décisions sont prises et après la presse et le grand public.

Centres médico-psycho-pédagogiques (circulaire du 6 mai 1973 tendant à les soumettre au contrôle du médecin de santé scolaire).

24830. — 11 décembre 1975. — **M. Gosnat** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les mesures d'application qui semblent faire suite à sa circulaire du 6 mai 1975 sur le fonctionnement des centres médico-psycho-pédagogiques : le directeur de l'action sanitaire et sociale du Val-de-Marne a fait savoir à tous les établissements de son département son exigence que soit fourni un avis du médecin de santé scolaire avec les états de remboursement pour chaque cas d'enfant d'âge scolaire vu en consultation dans un centre médico-psycho-pédagogique. Une telle mesure représente une atteinte au droit qu'ont les citoyens de s'adresser en toute liberté aux médecins ou aux équipes thérapeutiques de leur choix sans contrôle préalable et sans que des renseignements sur leur cas soient transmis à d'autres instances en dehors de leur accord. Cette mesure est aussi une entrave à l'exercice professionnel des praticiens de ce secteur du fait qu'elle soumet leur diagnostic psychiatrique à la supervision d'autres médecins non spécialisés en la matière, lesquels d'ailleurs sont ainsi placés dans une position très délicate vis-à-vis de leurs confrères. A plus ou moins long terme c'est l'avenir même de ces centres qui est en jeu. En effet, vraisemblablement, un certain nombre d'enfants seront traités au centre médico-psycho-pédagogique sans cet accord, du fait des réticences prévisibles des parents à soumettre leur situation déjà difficile à plusieurs instances, et du fait bien connu des déficiences de la médecine scolaire dont les praticiens sont déjà surchargés et en nombre très insuffisant, ce qui se traduirait par une charge supplémentaire insupportable pour le budget communal, ou pour les familles. En outre, cette mesure remettrait en cause fondamentalement le rôle thérapeutique des C. M. P. P. pour les transformer en annexes des structures d'enseignement. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour : écarter cette menace qui met en cause

l'existence même de ces établissements de soins ambulatoires ; suspendre toute mesure analogue qui viserait à restreindre encore la part de l'Etat déjà si insuffisante dans les dépenses de santé mentale.

Travailleurs immigrés (situation des travailleurs africains du foyer de l'association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux à Montreuil (Seine-Saint-Denis)).

24831. — 11 décembre 1975. — **M. Odru** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation faite aux travailleurs africains résidant dans le foyer de l'association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux (A. D. E. F.), rue de la Montagne-Pierreuse, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Ils sont officiellement 300, employés en grand nombre à la ville de Paris cependant que de très nombreux autres travaillent aux usines Renault à Flins. Pour se rendre à Flins, les travailleurs se lèvent dans la nuit, vers 3 h, 3 h 30, vont à pied à la mairie de Montreuil où un car les attend pour les conduire jusqu'aux usines Renault ; ils effectuent ainsi en moyenne entre 3 et 4 heures de voyages par jour. Ceux qui travaillent à la ville de Paris et qui embauchent tôt, quittent le foyer vers 4 h du matin, et en l'absence du métro, vont à pied jusqu'à leur lieu d'embauche. Pendant une période, un car venait prendre ces travailleurs et les conduisait dans Paris, ce car leur est maintenant refusé. **M. Odru** souhaiterait connaître l'opinion de **M. le ministre du travail** sur la situation condamnable ainsi faite aux travailleurs africains immigrés qui sont obligés d'habiter à Montreuil alors que leur lieu de travail est Paris ou Flins. Quelles mesures compte-t-il prendre pour rapprocher les lieux de travail et l'habitat. Est-il, par ailleurs, résolu à intervenir pour qu'un car soit enfin mis à la disposition des travailleurs qui embauchent tôt dans les services de la ville de Paris.

Femmes (licencierement abusif d'une employée pour des retards dus à des problèmes de nourrice).

24832. — 11 décembre 1975. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur un licenciement scandaleux prononcé à l'encontre d'une employée pour le motif suivant « retards accumulés dus à des problèmes de nourrice ». **Mme N...**, mère de deux jeunes enfants, 1 an et 2 ans et demi, domiciliée à Verrières-le-Buisson, s'est en effet trouvée confrontée à un grave problème de garde en juin et juillet dernier, n'ayant pu trouver une nourrice proche de son domicile. Ces difficultés ont occasionné plusieurs retards évalués à 30 minutes pour le mois de juin et 6 minutes pour le mois de juillet. Dans un premier temps, la direction de l'entreprise « La Populaire », sise 11 et 13, square Max-Hysmans, dont dépend cette employée lui a tout d'abord supprimé la possibilité d'horaire mobile dont bénéficie le personnel. Aujourd'hui, elle a décidé le licenciement de cette employée. Ainsi, cette mère de famille se trouve gravement pénalisée parce qu'elle n'a pu faire face pendant un moment aux difficultés que rencontrent des centaines de milliers de femmes salariées de la capitale, du fait du manque de logements sociaux à Paris et de l'insuffisance criante de crèches dans la région parisienne, ce qui est le résultat de la politique gouvernementale menée depuis des années. Se faisant l'interprète de l'émotion ressentie par les collègues de cette employée, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit annulée une telle décision qui est une atteinte grave aux droits et à la dignité des salariés, parents de jeunes enfants, et tout particulièrement des femmes.

Parlement européen (compatibilité du projet de loi portant ratification de son élection au suffrage universel avec la Constitution).

24833. — 10 décembre 1975. — **M. Debré**, compte tenu de la réponse faite le 4 décembre 1975 à la question d'actualité qu'il a posée, demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il n'estime pas nécessaire d'ouvrir devant l'Assemblée nationale un débat sur la compatibilité entre la Constitution, d'une part, et, d'autre part, le futur projet de loi portant ratification de la proposition relative à l'élection au suffrage universel d'une assemblée européenne.

Écoutes téléphoniques (tentative d'une personne réfugiée à Djibouti de se soustraire à la convocation du juge d'instruction chargé de l'affaire du Canard enchaîné).

24834. — 11 décembre 1975. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer** s'il est vrai qu'une personne employée dans une entreprise de revêtement de sol chargée de certains travaux dans l'immeuble du

« Canard enchaîné » où ont été découverts des systèmes d'écoutes illégaux, aurait reçu récemment la protection de la police de **M. Ali Aref**, actuel chef du territoire de Djibouti où elle se serait réfugiée et tenterait actuellement des démarches auprès des services de la rue Oudinot pour éviter de comparaître devant le juge d'instruction chargé de l'affaire.

Ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture (harmonisation du statut et des échelles indiciaires avec ceux des autres corps d'ingénieurs de l'Etat).

24835. — 11 décembre 1975. — **M. Duvillard** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les problèmes statutaires et indiciaires des trois corps d'ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts, ingénieurs des travaux bureaux). Ces fonctionnaires, dont la valeur professionnelle n'est pas contestable, demandent des conditions d'avancement et d'échelle hiérarchiques comparables à celles des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Dans cette perspective, les ingénieurs divisionnaires devraient atteindre en fin de carrière l'indice net 575. Leur classe exceptionnelle devrait être remplacée par un dernier échelon, pour que chacun atteigne au minimum l'indice net 500 sans barrage. De plus, le pourcentage de l'effectif budgétaire du cadre divisionnaire devrait être porté dans un premier temps de 10 à 15 p. 100 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications s'imposent en raison des modalités de recrutement (cinq années d'études supérieures sanctionnées par un titre d'ingénieur) et des responsabilités exercées. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans les conclusions du dernier conseil supérieur de la fonction publique où un vœu en ce sens a été adopté. Il ne paraît pas normal de continuer à maintenir entre des corps de fonctionnaires dont le niveau de recrutement et les fonctions semblent très comparables, des disparités apparemment bien difficiles à justifier.

Ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture (harmonisation du statut et des échelles indiciaires avec ceux des autres corps d'ingénieurs de l'Etat).

24836. — 11 décembre 1975. — **M. Duvillard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les problèmes statutaires et indiciaires des trois corps d'ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts, ingénieurs des travaux bureaux). Ces fonctionnaires, dont la valeur professionnelle n'est pas contestable, demandent des conditions d'avancement et d'échelle hiérarchiques comparables à celles des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Dans cette perspective, les ingénieurs divisionnaires devraient atteindre en fin de carrière l'indice net 575. Leur classe exceptionnelle devrait être remplacée par un dernier échelon, pour que chacun atteigne au minimum l'indice net 500 sans barrage. De plus, le pourcentage de l'effectif budgétaire du cadre divisionnaire devrait être porté dans un premier temps de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications s'imposent en raison des modalités de recrutement (cinq années d'études supérieures sanctionnées par un titre d'ingénieur) et des responsabilités exercées. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans les conclusions du dernier conseil supérieur de la fonction publique où un vœu en ce sens a été adopté. Il ne paraît pas normal de continuer à maintenir entre des corps de fonctionnaires dont le niveau de recrutement et les fonctions semblent très comparables, des disparités apparemment bien difficiles à justifier.

Débts de boissons (autorisation pour les cafés-brasseries de recevoir les tickets-restaurant).

24837. — 11 décembre 1975. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les cafés-brasseries se voient refuser, par la direction des affaires économiques, la possibilité de recevoir des tickets-restaurant parce qu'ils ne peuvent pas produire un menu complet. Ces commerçants qui vendent quelques produits tels les croque-monsieur, omelettes, choucroutes, pappiettes, etc. remettent un menu avec les prix aux clients et affichent dans leur local commercial ces prix mais ces dits menus ne comportent pas « entrée », « plat du jour » et « dessert ». Le parlementaire susvisé signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, du fait de la journée continue, des difficultés de transport, de nombreuses personnes trouvent dans ces cafés-brasseries un moyen commode de se restaurer à bon marché. Il demande à **M. le ministre des finances** s'il compte en raison de cette situation, leur permettre de recevoir les tickets-restaurant bien que le menu ne soit pas complet aux termes de la réglementation actuelle ou modifier cette réglementation.

Taxe professionnelle (répartition de la taxe perçue au titre d'une installation industrielle entre les communes d'un district urbain).

24838. — 11 décembre 1975. — **M. Daillet** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**, qu'en vertu de l'article 15 de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975, lorsque les bases d'imposition de la taxe professionnelle d'un établissement, divisées par le nombre d'habitants de la commune, excèdent 5 000 francs et lorsque l'excédent provient d'un établissement produisant de l'énergie ou traitant des combustibles, créé à partir du 1^{er} janvier 1976, une fraction de l'excédent est répartie entre les communes qui sont situées à proximité de l'établissement lorsqu'elles ou leurs groupements subissent de ce fait un préjudice ou une charge quelconque et en particulier lorsqu'une partie des salariés de cet établissement y réside, le nombre de ceux-ci étant un élément déterminant de la répartition. L'affectation de cette fraction de ressources est décidée par accord entre les communes d'implantation et les communes limitrophes ou leurs groupements et le ou les départements concernés. Il lui demande si, dans le cas où un district urbain a fait des investissements pour l'implantation d'une installation industrielle il n'estime pas que, de manière analogue à ce qui a été prévu dans le cas de centrales nucléaires, il conviendrait d'envisager que la taxe professionnelle payée par l'entreprise ainsi installée serait répartie entre toutes les communes faisant partie du district.

Assurance vieillesse (révision des règles du cumul entre pensions directes et pensions de réversion de différents régimes d'assurance).

24839. — 11 décembre 1975. — **M. Daillet** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation d'une veuve qui, ayant été fonctionnaire et étant titulaire à ce titre d'un avantage de vieillesse personnel a demandé à bénéficier de la pension de réversion, à la suite du décès de son mari assuré social. Cette pension lui a été refusée en raison du montant de ses revenus professionnels et de son droit propre à un avantage de vieillesse. Il convient d'observer que si le mari avait été fonctionnaire aucune restriction n'aurait été apportée à l'attribution d'une pension de réversion. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il convient d'harmoniser les conditions d'attribution des pensions de réversion en vigueur dans le régime général de la sécurité sociale avec celles qui sont applicables dans le régime des fonctionnaires, ou si, tout au moins, il n'envisage pas de relever le plafond du cumul entre une pension personnelle et une pension de réversion.

Equipements sportifs et socio-éducatifs (complément de subvention nécessaire au fonctionnement des installations du campus de Saint-Martin-d'Hères [Isère]).

24844. — 12 décembre 1975. — **M. Cabanel** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** que Grenoble s'honore de disposer depuis quelques années d'un complexe sportif exceptionnel mis à la disposition de ses universités, lequel regroupe une piscine olympique, six gymnases, huit salles spécialisées et des terrains d'évolution, le tout sur le campus universitaire, cet ensemble étant géré par un service inter-universitaire des sports avec une subvention des services de la jeunesse et des sports. Il lui souligne que, pour la deuxième année consécutive, le complexe est fermé depuis la fin novembre, en raison d'un déficit budgétaire dû à l'insuffisance de la subvention. Il attire son attention sur le fait que 25 000 étudiants et enseignants des universités de la ville, 400 étudiants de l'unité d'enseignement et de recherche d'éducation physique et du sport de Grenoble, des enfants des écoles des communes avoisinantes, des clubs sportifs sont privés de l'usage des installations, et lui demande s'il n'estime pas indispensable de trouver une solution rapide à la crise actuelle et d'éviter à l'avenir la répétition de telles difficultés.

Assurance vieillesse (suppression des limitations de cumul d'avantages vieillesse pour les agents retraités des organismes sociaux).

24845. — 12 décembre 1975. — **M. Bolo** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'en application de l'article 23 de la convention collective nationale de prévoyance du personnel des organismes sociaux et de l'article 62 du règlement intérieur des risques, les membres du personnel des organismes sociaux en retraite et en particulier ceux qui ont cotisé au maximum de rémunération et de durée d'assurance au régime général de sécurité sociale (les reclassés de la branche professionnelle des assurances privées, par exemple) sont pratiquement privés du bénéfice de la pension servie par ce régime qu'ils doivent déclarer à la caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires (C. P. P. O. S. S.). Ils ne touchent même pas, le cas échéant, lorsque leurs conjointes sont sans profession, la majoration pour conjoint à charge. De même, les anciens

militaires de carrière retraités proportionnels se voient privés de la même manière en tout ou en partie des retraites pour le service desquelles ils ont régulièrement cotisé. Conscient de la rigueur d'une pareille mesure, le conseil d'administration de la C. P. P. O. S. S. a voté le 11 mars 1975 le principe de la suppression des règles ci-dessus rappelées de limitation de cumul qui ne sont généralement pas pratiquées par les autres régimes complémentaires comme remettant en cause le principe même de l'existence d'une retraite de base augmentée de la retraite complémentaire. A l'appui du maintien des règles de cumul précitées on fait valoir qu'elles permettent de récupérer des sommes relativement importantes utiles au fonctionnement de la C. P. P. O. S. S. C'est oublier que, depuis de longues années déjà, il n'y a plus obligation pour les agents retraités des organismes sociaux de faire liquider simultanément leur retraite d'agent et leur pension de vieillesse du régime général. L'importance des sommes récupérables est donc fonction de décisions individuelles imprévisibles. Il faut ajouter qu'un certain nombre de ces retraités qui peuvent être amenés du fait de la limitation du montant de leurs avantages de vieillesse à reprendre une occupation partielle, seraient sans nul doute incités à cesser toute activité après avoir fait valoir leurs droits à retraites, si le cumul, au moins avec la pension du régime général et des régimes spéciaux de sécurité sociale leur était accordé. Cela ne pourrait être que bénéfique dans la conjoncture économique actuelle. Des raisons très valables de justice et d'opportunité militent donc en faveur de la validation par le ministre du travail de cette mesure, d'autant plus que l'appui qui y est donné par les responsables techniques de la C. P. P. O. S. S. suppose de leur part la certitude que son application sauvegardera l'équilibre financier de la caisse. Par lettre du 6 juin 1975, le directeur du cabinet de **M. le ministre du travail** disait d'ailleurs que la suppression des règles de cumul en faveur des retraités faisait actuellement l'objet d'une étude approfondie. Il lui demande si cette étude a abouti et souhaiterait qu'il donne rapidement son accord à la suppression de limitation de cumul qu'il vient de lui rappeler.

Etablissements scolaires (suppression des heures de femme de ménage au profit des chefs d'établissement par une instruction du 30 octobre 1975).

24847. — 12 décembre 1975. — **M. Louis Sallié** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conséquences de l'instruction du 30 octobre 1975 parue au *Bulletin officiel*, n° 41, et portant modification de l'instruction permanente n° VI 70-111 du 2 mars 1970 relative au personnel de service. Cette modification de l'instruction entraîne la disparition des heures de femme de ménage établies au profit des chefs d'établissement, puis confirmées par les circulaires du 24 novembre 1966, du 29 avril 1965, du 3 octobre 1962, du 26 janvier 1945 et par l'instruction du 2 mars 1970. Il s'agit donc d'une suppression de droits acquis et maintenus par une réglementation et un usage plus que trentennaires. Ce droit acquis n'est par ailleurs nullement en contradiction avec l'article R. 98 du code du domaine de l'Etat, puisque ce service est attaché à la fonction même des chefs d'établissement et à leurs obligations de représentation. Il lui demande s'il est possible soit de rétablir les chefs d'établissement dans leurs droits soit de leur assurer une indemnité compensatrice.

Education physique et sportive (insuffisance du nombre de professeurs dans les établissements scolaires).

24849. — 12 décembre 1975. — **M. Valenet** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur les problèmes de l'éducation physique dans les établissements scolaires. Il apparaît, en effet, à la lumière des débats parlementaires relatifs au vote de la loi de finances pour 1976 que le nombre d'enseignants est insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes dans ce domaine. Or, il apparaît dans le même temps qu'environ 3 000 candidats se présenteront au C. A. P. E. S. pour le recrutement de professeurs d'éducation physique alors que 415 postes seulement, sont prévus au budget 1976. Dans ces conditions 2 500 d'entre eux qui se préparent à l'enseignement de l'éducation physique pourront difficilement trouver d'autres débouchés et gonfleront le nombre actuel des chômeurs. Il lui demande dans ces conditions quelles mesures il envisage de prendre pour faire face aux besoins de l'éducation nationale en matière d'éducation physique.

Diplôme universitaire de technologie documentaliste (débouchés pouvant être offerts à ses titulaires).

24850. — 12 décembre 1975. — **M. Bécarn** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux universités** que plusieurs départements d'institut universitaire de technologie préparant aux diplômes universitaires de technologie, dans la spécialité documentaliste, ont été créés en France. Les postes de documentaliste de lycées sont offerts en

priorité aux licenciés de lettres et la situation étant relativement pléthorique, aucun étudiant titulaire du D. U. T. de documentaliste ne peut obtenir de poste. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quel type de situation peut être recherché et obtenu par les titulaires de diplôme universitaire de technologie documentaliste, par ailleurs non titulaires d'une licence, et exprime le souhait que ce diplôme soit reconnu par les services ministériels qui l'ont eux-mêmes créé.

Pensions de retraite civiles et militaires (modalités de révision de la pension de retraite d'un officier père de famille nombreuse en fonction de ses charges de famille).

24851. — 12 décembre 1975. — **M. de Montesquiou** expose à **M. le ministre de la défense** qu'un officier, père de famille nombreuse, a vu ses droits à pension de retraite liquidés alors que ses charges de famille ne lui ouvraient pas encore droit à la majoration prévue par l'article 18 de la loi du 26 décembre 1964 et que, plusieurs années après la liquidation de sa pension, son troisième enfant a atteint l'âge de seize ans, puis, successivement, ses autres enfants. Il lui demande de confirmer que l'officier en cause a bien droit à la révision de sa pension. Il lui demande en outre de lui préciser si cette révision est automatique ou, dans la négative, quelles formalités doivent être accomplies.

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et des professeurs techniques adjoints).

24852. — 12 décembre 1975. — **M. Jarry** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** : 1° de bien vouloir lui préciser où en sont : a) les projets de décrets permettant, d'une part, le recrutement des professeurs de l'enseignement technique long, au niveau certifié ; d'autre part, la réalisation des mesures exceptionnelles d'accès des professeurs techniques adjoints de lycées, au corps des professeurs certifiés, par concours spéciaux, décrets qui ont reçu l'accord des ministères des finances et de la fonction publique ; b) les projets d'arrêtés organisant les concours spéciaux, ci-dessus désignés. 2° de bien vouloir lui communiquer le résultat des négociations engagées entre le ministre de l'éducation et celui des finances pour : a) aligner les obligations de service des professeurs techniques (certifiés) sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques (le projet de décret a été transmis début avril aux finances), M. Haby ayant déclaré à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 1974, que cette mesure était réalisée, la publication de ce décret ne devrait subir aucun retard ; b) abaisser les obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mettre à jour les textes actuels, compliqués et anachroniques ; un projet de décret a également été transmis par le ministère de l'éducation au ministère des finances ; c) augmenter le contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints (dont le corps est mis en extinction) au corps des professeurs certifiés ; d) majorer de 40 points (proposition du ministre de l'éducation) l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées, au titre de la promotion des enseignements technologiques longs. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que les textes précisés ci-dessus soient rapidement publiés et pour que les propositions du ministre de l'éducation sur les obligations de service des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints, la revalorisation indiciaire du corps des professeurs techniques adjoints, l'augmentation du nombre de postes aux concours spéciaux pour l'accès de ces maîtres au corps des professeurs certifiés, fassent l'objet de décisions gouvernementales rapidement appliquées, décisions répondant aux nécessités reconnues par le Président de la République et aux engagements écrits qu'il a pris devant le pays lors de la campagne des élections présidentielles dans le bulletin n° 8 spécial *Education nationale*, de ses perspectives d'action pour : « poursuivre et accentuer l'effort de revalorisation de l'enseignement technologique ».

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et des professeurs techniques adjoints).

24853. — 12 décembre 1975. — **M. Jarry** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1° de bien vouloir lui préciser où en sont : a) les projets de décrets permettant, d'une part, le recrutement des professeurs de l'enseignement technique long, au niveau certifié ; d'autre part, la réalisation des mesures exceptionnelles d'accès des professeurs techniques adjoints de lycées, au corps des professeurs certifiés, par concours spéciaux, décrets qui ont reçu l'accord des ministères des finances et de la fonction publique ; b) les projets d'arrêtés organisant les concours spéciaux, ci-dessus désignés. 2° de bien vouloir lui communiquer le résultat des négocia-

tions engagées entre son ministère et celui des finances pour : a) aligner les obligations de service des professeurs techniques (certifiés) sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques (le projet de décret a été transmis début avril aux finances), étant donné que vous avez déclaré à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 1974, que cette mesure était réalisée, la publication de ce décret ne devrait subir aucun retard ; b) abaisser les obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mettre à jour les textes actuels, compliqués et anachroniques ; un projet de décret a également été transmis par votre ministère au ministère des finances ; c) augmenter le contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints (dont le corps est mis en extinction) au corps des professeurs certifiés ; d) majorer de 40 points (proposition de votre ministère) l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées, au titre de la promotion des enseignements technologiques longs. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que les textes précisés ci-dessus soient rapidement publiés et pour que les propositions de votre ministère sur les obligations de service des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints, la revalorisation indiciaire du corps des professeurs techniques adjoints, l'augmentation du nombre de postes aux concours spéciaux pour l'accès de ces maîtres au corps des professeurs certifiés, fassent l'objet de décisions répondant aux nécessités reconnues par le président de la République et aux engagements écrits qu'il a pris devant le pays lors de la campagne des élections présidentielles dans le bulletin n° 8 spécial *Education nationale*, de ses perspectives d'action pour « poursuivre et accentuer l'effort de revalorisation de l'enseignement technologique ».

Enseignants (conditions de travail, recrutement et rémunération des professeurs techniques certifiés et professeurs techniques adjoints).

24854. — 12 décembre 1975. — **M. Jarry** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° de bien vouloir lui préciser où en sont : a) les projets de décrets permettant, d'une part, le recrutement des professeurs de l'enseignement technique long, au niveau certifié, d'autre part, la réalisation des mesures exceptionnelles d'accès des professeurs techniques adjoints des lycées, au corps des professeurs certifiés, par concours spéciaux, décrets qui ont reçu l'accord de son ministère et de la fonction publique ; b) les projets d'arrêtés organisant les concours spéciaux ci-dessus désignés. 2° de bien vouloir lui communiquer le résultat des négociations engagées entre son ministère et celui de l'éducation pour : a) aligner les obligations de service des professeurs techniques (certifiés) sur celles des autres professeurs certifiés des enseignements généraux et scientifiques (le projet de décret a été transmis début avril à votre ministère), M. Haby ayant déclaré à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 1974, que cette mesure était réalisée, la publication de ce décret ne devrait subir aucun retard ; b) abaisser les obligations de service des professeurs techniques adjoints de lycées et mettre à jour les textes actuels, compliqués et anachroniques ; un projet de décret a été transmis par le ministère de l'éducation à votre ministère ; c) augmenter le contingent global des postes mis au concours spécial pour l'accès des professeurs techniques adjoints (dont le corps est mis en extinction) au corps des professeurs certifiés ; d) majorer de 40 points (proposition du ministre de l'éducation) l'indice terminal du corps des professeurs techniques adjoints de lycées, au titre de la promotion des enseignements technologiques longs. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que les textes précisés ci-dessus soient rapidement publiés et pour que les propositions du ministre de l'éducation sur les obligations de service des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints, la revalorisation indiciaire du corps des professeurs techniques adjoints, l'augmentation du nombre de postes aux concours spéciaux pour l'accès de ces maîtres au corps des professeurs certifiés, fassent l'objet de décisions gouvernementales rapidement appliquées, décisions répondant aux nécessités reconnues par le Président de la République et aux engagements écrits qu'il a pris devant le pays lors de la campagne des élections présidentielles dans le bulletin n° 8 spécial *Education nationale* de ses perspectives d'action pour : « poursuivre et accentuer l'effort de revalorisation de l'enseignement technologique ».

Emploi (projet de licenciement de 189 salariés de la société Stein Industrie, filiale de la C. G. E. Alsthom).

24855. — 12 décembre 1975. — **M. Claude Weber** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les problèmes d'emplois qui se posent aux travailleurs des usines et chantiers de la société Stein Industrie, filiale du groupe C. G. E. Alsthom. La direction vient d'informer les représentants du personnel qu'un projet de licenciement existe concernant 189 salariés dont 49 agents de maîtrise

et 7 délégués C.G.T. Cette décision ne trouve aucune justification, puisque la C.G.E. et sa filiale Stein Industrie sont en expansion. Cette dernière société enregistre plus de 600 millions de commandes en 1975, soit 50 p. 100 d'augmentation par rapport à 1974. De plus, les salariés visés par ces licenciements sont considérés par la direction même comme des plus qualifiés. Cette décision qui prive d'emploi près de 200 salariés paraît, dans le contexte du groupe, comme une mesure inacceptable. En conséquence, il lui demande si ces salariés ne sont pas sacrifiés par Stein Industrie, en vue de la réalisation d'une rentabilité calculée. S'ils ne sont pas les victimes d'un choix qui consiste à attribuer à un seul monopole la réalisation des centrales nucléaires et à diriger les autres vers l'exportation ? S'ils ne sont pas condamnés au chômage par ceux qui ont décidé de réduire le programme d'entretien des centrales E. D. F. actuelles.

Retraites d'anciens combattants (date d'application du réajustement autorisé par la loi).

24856. — 12 décembre 1975. — **M. Josselin** indique à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** que le taux de la pension d'ancien combattant de la guerre 1939-1945, a été porté, à compter du 1^{er} janvier 1975, de 50 francs à 150 francs. Or, il lui fait observer que les retraites de l'espèce payées en juillet 1975, étaient toujours au taux ancien. Dans ces conditions, il lui demande à quelle date il sera procédé au réajustement autorisé par le législateur.

Vin (ouverture au lycée agricole de Libourne-Montagne d'une classe préparatoire au B. E. P. « Pépinière viticole »).

24857. — 12 décembre 1975. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que le syndicat régional des viticulteurs-pépiniéristes de la Gironde et du Sud-Ouest, réuni en assemblée générale, le 19 novembre 1975, a souhaité vivement l'ouverture d'une classe préparatoire au brevet d'études professionnelles option « Vigne et vin » sous-option « Pépinière viticole », dans le cadre du lycée agricole de Libourne-Montagne. En effet, la profession de pépiniériste est importante dans cette région au point de vue économique, d'abord par le nombre d'entreprises, essentiellement familiales qu'elle fait vivre, mais aussi par les incidences de la qualité des plants sur l'ensemble de la viticulture du Sud-Ouest. D'autre part, cette profession doit s'adapter à une évolution rapide dans tous les domaines. Compte tenu de cette évolution, la survie de ces exploitations concurrencées par les puissantes entreprises installées dans d'autres régions et dans d'autres pays, est liée à la formation professionnelle des jeunes pépiniéristes. Or, actuellement, cette formation est très difficile, étant donné l'absence d'établissement dans la Gironde et le Sud-Ouest. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire et même indispensable, que dans les meilleurs délais, une telle formation puisse être dispensée, afin de préparer les jeunes pépiniéristes à leur métier.

Service national (prise en considération des aptitudes individuelles des appelés lors de leur affectation).

24858. — 12 décembre 1975. — **M. Maurice Blanc** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le défaut d'utilisation, au moment de l'incorporation et de l'affectation des jeunes appelés, de leurs compétences personnelles dans la vie civile, ce qui pourrait cependant accroître l'efficacité de la défense dans notre pays. Il lui signale, par exemple, le cas d'un soldat du contingent qui, en raison de sa formation d'alpiniste et de skieur, avait sollicité son incorporation dans les troupes alpines. Or, il n'a été tenu aucun compte de ses aptitudes lors de son affectation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'affectation des appelés prenne en considération les aptitudes individuelles.

Emploi (difficultés socio-économiques de la région de Sillans [Isère]).

24860. — 12 décembre 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** sur les difficultés économiques que connaît actuellement la région de la Bièvre, dans le département de l'Isère, et plus particulièrement la commune de Sillans. D'une part, en effet, la société Le Trappur a décidé de transférer la plus grosse partie de son activité à Saint-Laurent-du-Pont et, d'autre part, la société des skis Dynamic a des problèmes qui peuvent la conduire un jour ou l'autre à procéder à des licenciements. Il lui demande quelles mesures il estime pouvoir prendre pour maintenir le niveau de l'emploi à Sillans et dans les communes voisines, notamment en favorisant l'implantation de nouvelles entreprises.

Sports (absence de conseiller technique et insuffisance de la subvention de l'Etat dont a à pâtir le comité départemental de gymnastique de l'Isère).

24861. — 12 décembre 1975. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur l'insuffisance des moyens techniques, financiers et matériels dont dispose le comité départemental de gymnastique de l'Isère de la fédération française de gymnastique. Cet organisme est privé depuis deux ans du concours d'un conseiller technique départemental, alors que 3 500 gymnastes pratiquent régulièrement ce sport. Par ailleurs, la subvention allouée par l'Etat ne s'élève qu'à 2 000 F. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette double carence.

Programmeurs de l'arsenal de Cherbourg (nouvelles dispositions statutaires qui leur sont applicables).

24862. — 12 décembre 1975. — **M. Darinot** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le fait que les programmeurs sous contrat de la D.C.A.N. de Cherbourg, régis par le décret n° 62-1085 du 14 septembre 1962, ont été intégrés, pour le personnel masculin, dans le corps des techniciens d'études et de fabrication des constructions navales et, pour le personnel féminin, dans le corps des techniciens d'études et de fabrication des armements terrestres. Depuis leur intégration dans le corps des techniciens d'études et de fabrication des constructions navales, les personnels masculins rencontrent de nombreuses difficultés pour la détermination et le calcul de leur indemnité compensatrice. Il lui demande si ces personnels, provenant du personnel ouvrier et pouvant, comme les autres techniciens d'études et de fabrication des constructions navales, être mutés dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 26 septembre 1958; être appelés en dehors de leur spécialité informatique à assurer d'autres tâches incombant normalement aux techniciens d'études et de fabrication, seront considérés comme « praticiens » et bénéficieront de l'application intégrale de la circulaire ministérielle 48953/M/CAN/P du 30 juillet 1965 pour le calcul de leur indemnité compensatrice.

Marine marchande (répartition des aides financières de l'Etat à l'armement public et à l'armement privé).

24863. — 12 décembre 1975. — **M. Darinot** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** de bien vouloir lui préciser le montant total des aides financières de l'Etat respectivement à l'armement public et à l'armement privé au titre, d'une part, des primes d'équipement et, d'autre part, des bonifications d'intérêts au cours de la période couverte par le plan de relance ainsi que les précisions correspondantes pour les prochaines années. Il lui demande ensuite de préciser les intentions du Gouvernement sur une éventuelle simplification du régime des différentes formes d'aides, y compris fiscales, qui, par suite de modifications successives et récentes du régime initial, a abouti à de nombreuses incohérences, voire à des abus. Enfin, il lui demande si, conformément aux engagements pris, il entend assurer à l'avenir un équilibre effectif entre les aides octroyées aux armateurs privés et celles réservées à l'armement public.

Conseillers d'orientation titulaires du diplôme d'Etat (possibilités de se présenter aux épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller d'orientation).

24864. — 12 décembre 1975. — **M. Dehedde** demande à **M. le ministre de l'éducation** si les conseillers d'orientation titulaires du diplôme d'Etat peuvent se présenter aux épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller d'orientation (C.A.F.C.O.). En effet, ayant été reclassés dans leur corps actuel à l'indice égal (décret du 6 avril 1956), la réussite au C.A.F.C.O. leur permettrait de bénéficier d'un reclassement plus favorable en fonction de leur ancienneté suivant le décret du 5 décembre 1951; ces modalités étant désormais applicables aux conseillers d'orientation nommés après le 21 avril 1972. Les professeurs titulaires étant autorisés à se présenter au C.A.P.E.S. ou à l'agrégation en restant en fonctions, cette autorisation devrait, en toute logique, être accordée aux conseillers d'orientation. Dans l'affirmative, la préparation au C.A.F.C.O. peut-elle être incluse dans les stages de formation continue dont bénéficient ces personnels (ou peuvent-ils bénéficier d'un poste à mi-temps durant une année afin de mieux préparer ce concours).

Apprentissage (nomination des inspecteurs de l'apprentissage).

24865. — 12 décembre 1975. — **M. Dehedde** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui faire savoir si les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle et les directeurs de centres d'information et d'orientation du ministère de l'éducation (qui

Interviennent dans le contrôle de l'apprentissage) peuvent être nommés dans les emplois d'inspecteur de l'apprentissage. Dans l'affirmative, sous quelles conditions.

Impôt sur le revenu (modalités de calcul compte tenu de la mensualisation des retraites).

24866. — 12 décembre 1975. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la mensualisation des retraites. Du fait de la mensualisation, les retraités devront indiquer dans leur déclaration pour 1976 les sommes perçues au titre du dernier trimestre de 1974 et des douze mois perçus en 1975. Ils seront donc imposés sur quinze mois de revenus, ce qui est inique. Il demande quelles mesures sont envisagées pour remédier à cette anomalie.

Postes et télécommunications (responsabilité du service).

24867. — 12 décembre 1975. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat (Postes et télécommunications) sur la règle de l'irresponsabilité du service public des P. T. T. alors que la privatisation de ce service s'accélère et que la qualité du service rendu se détériore; il lui demande s'il ne convient pas de tirer la leçon de cette évolution et d'aligner sur le droit commun de la responsabilité civile le régime des P. T. T.

Femmes (octroi d'avantages aux chefs de famille ayant élevé seules plusieurs enfants).

24868. — 12 décembre 1975. — M. Jean-Pierre Cot demande à M. le Premier ministre (Condition féminine) s'il ne lui paraît pas utile de prévoir les mesures accordant aux femmes chefs de famille ayant élevé, seules, plusieurs enfants, des avantages en compensation des responsabilités assumées. Il s'inquiète, par ailleurs, de la différence existant devant l'impôt, entre une veuve avec enfant et une divorcée avec enfant également dont l'ex-conjoint est décédé depuis le divorce.

Districts (pouvoirs d'intervention des délégués suppléants en séance publique du conseil de district).

24869. — 12 décembre 1975. — M. Poperen rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, que lorsque les communes ont constitué un district et qu'un conseil de district a été mis en place les délégués suppléants peuvent assister aux réunions du conseil de district si les statuts du district ont prévu l'institution de délégués suppléants, ce qui n'est pas une obligation. Il lui demande de bien vouloir lui préciser, lorsque le conseil de district comporte des délégués suppléants avec voix consultative: 1° si leur droit d'intervention en séance publique est identique à celui des délégués titulaires; 2° dans l'affirmative, si les interventions des suppléants doivent être consignées au procès-verbal des séances dans les mêmes conditions que pour les interventions des titulaires.

Enseignement technique privé (possibilité pour les établissements sous contrats d'association de passer des conventions de type A et rémunération des enseignants dans le cadre de la formation permanente).

24871. — 12 décembre 1975. — M. Jacques Blanc expose à M. le ministre de l'éducation que de nombreux établissements scolaires techniques privés, liés à l'Etat par contrat d'association, participent activement à la politique socio-professionnelle du Gouvernement dans le cadre de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 sur la formation continue permanente, du décret n° 75-437 du 4 juin 1975 instituant un contrat d'emploi-formation et de la circulaire n° 1209 du 25 juin 1975 du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la formation professionnelle. Il lui souligne que l'action de ces établissements est dynamique et que les professeurs qui s'y consacrent le font sans arrière-pensée, conscients de l'importance des problèmes de formation permanente et de graves problèmes de l'emploi des jeunes, conscients aussi qu'il est primordial d'établir une collaboration aussi étroite que possible entre le monde scolaire d'enseignement technique et le monde du travail, la qualité de la formation technique des jeunes dépendant de la qualité de la collaboration. Il attire son attention sur le fait que, malheureusement et très injustement compte tenu de l'œuvre déjà accomplie, les textes réduisent les professeurs volontaires — les meilleurs à un bénévolat étonnant, car un établissement privé sous contrat d'association ne peut signer qu'une convention de type B, les frais de stage ne sont pris en charge par l'Etat qu'à 60 p. 100 et

les professeurs liés à l'Etat par contrat d'association ne sont pas rémunérés pour les heures de formation permanente qu'ils dispensent. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative en accord avec le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle pour que: 1° les établissements sous contrat d'association puissent passer des conventions de type A; 2° les enseignants sous contrat d'association soient rémunérés au même titre que pour l'enseignement scolaire lorsqu'ils enseignent dans le cadre de la formation permanente ou de toute autre action de formation définie par le Gouvernement.

Sociétés commerciales (modalités de répartition d'une partie du capital d'une S. A. entre les cadres et employés).

24872. — 12 décembre 1975. — M. Hamel expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un président directeur général, actionnaire majoritaire d'une société anonyme, a cédé ses actions en prenant sa retraite. Ce dernier estime, en fonction de ses convictions, qu'une partie du capital ainsi réalisé doit revenir aux cadres et employés qui ont contribué à la prospérité de l'entreprise. Il lui demande: 1° si cette répartition entre, du point de vue fiscal, dans le cadre des donations entre vifs, ce qui, en raison du taux élevé des droits applicables, interdirait de réaliser l'objectif de justice souhaité en le transformant en impôt volontaire; 2° quelles mesures il compte prendre pour rendre possible cette opération.

Education physique et sportive (nature et portée de l'obligation de la pratique sportive dans certains établissements universitaires).

24875. — 13 décembre 1975. — M. Rickert rappelle à M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) qu'en réponse au questionnaire préparatoire à l'examen du projet de loi sur le développement du sport, il avait indiqué au rapporteur: « Il ne semble pas que des universités aient institué l'obligation de la pratique des activités physiques et sportives pour leurs étudiants. Quelques initiatives très localisées sont en cours de préparation, notamment à Compiègne, Toulouse et Paris-Nord. En raison de la modicité des moyens engagés, on compte en moyenne un professeur pour 1200 à 1300 étudiants. Ces expériences sont limitées à des établissements de faibles effectifs ou à une tranche réduite du cursus universitaire (une année du premier cycle). Il n'est pas possible dans la situation actuelle d'en tirer des conclusions précises ». Il s'étonne, dans ces conditions, des termes employés dans la réponse à la question écrite n° 17869 de M. Georges Lamousse (Journal officiel, Débats Sénat, du 22 novembre 1975, p. 3571) signalant, de manière catégorique, que les activités physiques et sportives étaient obligatoires (généralement pour les étudiants de première année) dans les établissements suivants: universités de Lille-I, Lille-II et Lille-III, Paris-Nord et Dijon et les instituts nationaux des sciences appliquées de Lyon, Rennes et Toulouse. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser la nature et la portée de cette obligation.

Education physique et sportive (politique en matière de résorption du déficit du nombre de postes d'enseignants)

24876. — 13 décembre 1975. — M. Rickert rappelle à M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) les déclarations qu'il a faites à l'Assemblée nationale, le vendredi 7 novembre 1975, lors de la discussion de son projet de budget pour 1976, et concernant la résorption du déficit de postes d'enseignants d'éducation physique et sportive: « Sans parler de plan de rattrapage, j'indique que nous voulons maintenir la tendance qui se dégage cette année et que nous nous efforcerons de combler notre retard en cinq ans (Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 8 novembre 1975, p. 8111). Il lui demande comment concilier, dans ces conditions, ces déclarations avec les propos qu'il aurait tenus à une délégation du syndicat national des professeurs d'éducation physique le mercredi 19 novembre dernier et selon lesquels il ne serait fait rien de plus avant la rentrée scolaire 1977 pour combler un retard que personne ne conteste.

Sports (maintien de l'équipe de France militaire de bobsleigh en vue des prochains jeux olympiques d'hiver).

24878. — 13 décembre 1975. — M. Simon-Lorlier demande à M. le ministre de la défense les raisons pour lesquelles il a décidé de dissoudre l'équipe de France de bobsleigh quelques semaines seulement avant les jeux olympiques d'hiver d'Innsbruck alors que, depuis quatre ans, une douzaine d'athlètes, pour la plupart mili-

taires de carrière, s'entraînent pour cette compétition. Cette décision est d'autant plus regrettable que l'équipe française avait semble-t-il, de fortes chances d'obtenir une médaille puisqu'elle a remporté deux manches sur quatre lors des derniers championnats du monde. Le matériel pour la compétition existe et les frais correspondant à l'entraînement ne devraient pas, d'ici le mois de février, être insupportables. Les jeunes gens qui s'entraînent depuis plusieurs années sont déçus d'une décision qu'ils ne comprennent pas. Il lui demande de bien vouloir procéder à un nouvel examen de la décision prise afin, si possible, de revenir sur celle-ci en permettant à l'équipe de France militaire de bobsleigh de participer aux prochains jeux olympiques d'hiver.

Châtaignes (importations françaises en 1974 et 1975).

24879. — 13 décembre 1975. — M. Millet demande à M. le ministre de l'agriculture le volume et la qualité des importations de châtaignes en provenance des pays du Marché commun ou des pays tiers pour l'année 1974 et les prévisions pour 1975.

Emploi (cessation d'activité et licenciements collectifs à l'entreprise R. B. V.-Univacrier à Paris [20']).

24880. — 13 décembre 1975. — M. Dalbera attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur le cas de l'entreprise R. B. V.-Univacrier sise passage des Tourelles dans le 20^e arrondissement de Paris. La cessation des activités de cette entreprise a été signifiée le 6 novembre et devrait intervenir le 31 décembre 1975. Elle donne lieu à un projet de licenciement collectif concernant 77 personnes, soit la quasi-totalité du personnel. D'autre part, R. B. V.-Univacrier est le seul producteur indépendant français de broches, uniques dans la production française. Enfin la structure juridique de l'entreprise qui dépend du groupe Chromalloy permet actuellement aux responsables français de se décharger de toute responsabilité. En conséquence, il lui demande : 1^o compte tenu du caractère unique de cet outil de production (qui représente un marché de 700 clients dont une vingtaine de très importants), quelles mesures il compte prendre pour préserver ce potentiel français ; 2^o quel rôle joue Matrix dans le groupe américain Chromalloy ; 3^o la fabrication de R. B. V. étant classée comme relevant du domaine de la défense nationale, cette entreprise devrait avoir une position privilégiée pour les accords commerciaux. Pourquoi n'est-ce pas le cas ; 4^o les broches plates doivent demeurer à l'usine. Jusqu'à quelle date ; 5^o le ministre peut-il fournir des précisions sur les intentions de l'entreprise Discodisque (appartenant au groupe Floirat) en ce qui concerne les locaux de cette entreprise.

Sécurité sociale (insuffisance des effectifs et importants retards dans les liquidations de pensions à Lyon).

24881. — 13 décembre 1975. — M. Maisonnal expose à M. le ministre du travail qu'il a pris connaissance avec intérêt de sa réponse publiée au *Journal officiel* du 16 octobre 1975 à la question écrite n^o 20857 qu'il lui avait posée le 20 juin 1975 concernant l'insuffisance manifeste des moyens dont disposent les organismes de sécurité sociale pour remplir leur mission. En ce qui concerne la caisse régionale d'assurance maladie de Lyon les mesures qui ont été prises apparaissent tout à fait insuffisantes et sont provisoires et il n'est que de rapprocher à cet égard le pourcentage de 9 p. 100 d'augmentation des effectifs de celui de 24 p. 100 des demandes de liquidation de pensions. Dans ces conditions, le retard ne peut que continuer à s'accumuler et ne pourra pas être résorbé puisque les personnes supplémentaires ne sont embauchés que jusqu'à la fin de l'année. Cette situation a des conséquences les plus graves pour les ayants droit dont les pensions ne peuvent être liquidées qu'après de longs délais d'attente. Ainsi, des demandes de fonds national de solidarité faites en 1974 n'ont toujours pas reçu de réponse et, dans ces conditions, un certain nombre de retraités qui pourtant y auraient droit, ne pourront pas toucher l'allocation exceptionnelle de 750 francs. Aussi, il lui demande quelles nouvelles mesures il compte prendre pour que les demandes de liquidation de retraites puissent être instruites dans des délais normaux. A cet égard, le maintien dans leur emploi des 38 agents supplémentaires semble s'imposer. Par ailleurs, il lui demande de prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires afin que les salariés dont les retraites ne pourront pas être liquidées en 1975 et qui auraient touchés l'indemnité exceptionnelle de 750 francs si leur retraite avait été liquidée dans des délais normaux, puissent cependant toucher cet avantage auquel ils ont droit lorsqu'enfin leur retraite sera liquidée.

Sécurité sociale minière (augmentation et indexation sur les salaires des retraites minières).

24882. — 13 décembre 1975. — M. Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail sur la diminution du pouvoir d'achat des retraites minières. En 1973, le taux moyen des retraites, pour trente ans et plus de services miniers, correspondait à 47,5 p. 100 du salaire moyen. En 1974, ce taux correspond à peine à 46 p. 100. Cette dégradation des retraites, par rapport aux salaires miniers, situe les anciens mineurs à la dernière place de tous les régimes de salariés. En effet, dans tous les autres régimes spéciaux et au régime général, c'est une évolution inverse que l'on constate. Les retraites ont progressé, dans la dernière période, plus vite que les salaires. C'est par exemple le cas pour le régime général où les retraites sont passées à 50 p. 100 de la moyenne des dix meilleures années, alors qu'elles étaient à 40 p. 100 de la moyenne des dix dernières années. C'est le cas des fonctionnaires qui, depuis 1968, ont vu le niveau de leurs retraites majoré d'environ 6 p. 100 supplémentaires par rapport à l'évolution de leurs salaires. Ce sont des dispositions approximativement semblables qui ont été appliquées aux autres régimes spéciaux tels que ceux de la S. N. C. F., de l'E. D. F., etc. S'imposent donc pour les retraites minières comme premières mesures : 1^o un relèvement d'environ 10 p. 100 qui ne serait en fait qu'un rattrapage, et qui permettrait de porter les retraites à 50 p. 100 du salaire moyen des ouvriers ; 2^o l'application des mesures d'indexation proposée par le conseil d'administration de la caisse autonome nationale des mines du 6 décembre 1974, ce qui aurait permis d'éviter ce décalage. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de prendre d'urgence la décision d'augmenter les retraites minières et de retenir la proposition du conseil d'administration de la C. A. N. pour l'indexation des retraites sur les salaires miniers.

Licenciements (licenciements arbitraires aux établissements Paris-Rhône de Lyon)

24883. — 13 décembre 1975. — M. Houël demande à M. le ministre du travail s'il va laisser la direction des établissements Paris-Rhône à Lyon, licencier arbitrairement neuf délégués du personnel, ceci après une grève au cours de laquelle, cette même direction, eut une attitude particulièrement provocatrice à l'égard des travailleurs de cette entreprise. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour obliger la direction à revenir sur sa décision de licencier les neuf délégués et les dix-huit travailleurs qui se sont vu refuser l'accès des ateliers à la suite de la reprise du travail.

Agence locale pour l'emploi du Havre (augmentation des effectifs et des moyens nécessaires à sa mission).

24884. — 13 décembre 1975. — M. Duroméas attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation actuelle de l'agence locale pour l'emploi du Havre. L'augmentation croissante du nombre des travailleurs sans emploi, depuis le second semestre 1974, et surtout depuis juillet 1975 ne permet plus à l'A. N. P. E. d'assumer pleinement ses fonctions primordiales : l'accueil des chômeurs, leur reclassement, leur information, la garantie de tous leurs droits. Il est à déplorer des attentes interminables, des réceptions menées hâtivement par des agents débordés opérant dans des locaux aussi peu fonctionnels qu'accueillants. Rappelons qu'en octobre 1974, le nombre des demandeurs inscrits à l'A. L. E. du Havre était d'environ 3 900 et qu'actuellement ce chiffre a dépassé les 6 000 (population immédiatement disponible à la recherche d'un emploi à temps plein). Les organisations syndicales ont alerté à maintes reprises la direction générale et les instances compétentes de l'insuffisance des locaux, des instruments de travail et surtout des effectifs. La direction de l'A. N. P. E. pour comenser la pénurie d'effectifs a limité le travail des agents à la stricte inscription des demandeurs d'emploi. Que deviennent alors les autres missions de l'A. N. P. E. qui sont dues aux travailleurs et autour desquelles toute une publicité a été engagée. En dépit de tous ces faits, aucune action d'envergure nationale n'a été engagée. Mais, par note du 10 octobre 1975 intitulée « contrôle de la réalité des demandes d'emploi », le personnel de l'agence est invité à mener une opération de grande envergure qui n'est rien d'autre que l'épuration des fichiers : envoi d'un questionnaire à tous les demandeurs d'emploi non indemnisés inscrits depuis plus de six mois, et dans un proche avenir à ceux inscrits depuis plus de trois mois, un mois. Si le chômeur ne répond pas à ce questionnaire, il sera automatiquement radié. Cette décision est contraire aux intérêts des demandeurs d'emploi et imposera au personnel un accroissement de travail considérable. Il lui demande donc : qu'il soit mis fin à cette opération ; que soient données à l'A. N. P. E. les moyens d'instruire les demandes d'emploi et de formation en dotant les services, d'une part, d'effectifs supplémentaires pour assumer les fonctions fondamentales de garantie des

droits sociaux, de placement, d'information et de conseil professionnel des demandeurs d'emploi et d'autre part, de locaux conviviaux et adaptés aux besoins du personnel, des usagers et des exigences du service.

Handicapés (subvention de transport scolaire en faveur des familles d'enfants handicapés fréquentant les établissements spécialisés).

24886. — 13 décembre 1975. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les familles de handicapés éprouvent de nombreuses difficultés financières pour permettre à leurs enfants de fréquenter les établissements spécialisés. En effet, les enfants handicapés sont souvent obligés d'emprunter les transports de cars réguliers (exemple La Grand-Combe—Alès) et payer plein tarif, car ils n'ont pas droit aux subventions d'Etat ou du département, les établissements fréquentés n'étant pas reconnus par le ministère de l'éducation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux familles d'enfants handicapés de bénéficier de subventions de transport scolaire.

Receveurs-distributeurs (revendications statutaires et de salaires).

24889. — 13 décembre 1975. — **M. Dufard** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** les revendications des receveurs-distributeurs, qui peuvent se résumer ainsi : 1° annulation des mesures prises en juin 1969, tendant à supprimer ou déclasser 1 398 recettes de quatrième et 2 359 recettes-distribution en zone rurale ; 2° amélioration générale du reclassement indiciaire, notamment pour les receveurs de 4^e et 3^e classe ; 3° extension de la réforme du cadre A aux receveurs de 2^e classe et au-dessus ; 4° amélioration des conditions de travail par le respect d'abord et ensuite la mise à jour indispensable du barème de 1963 ; 5° mise en place de moyens de protection suffisants, face à l'aggravation de la criminalité en général, et en particulier des attaques contre les agences postales ; 6° application de l'échelle mobile des salaires, face à l'inflation et à la hausse des prix ; 7° application des réformes promises devant la commission Lecarpentier en 1969 (amélioration de carrière et intégration des receveurs-distributeurs dans le corps des receveurs). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les revendications soient satisfaites dans le plus bref

Inspecteurs de l'enseignement technique (reclassement indiciaire).

24890. — 13 décembre 1975. — **M. Cornet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves conséquences qu'entraîne le déclassé indiciaire des inspecteurs de l'enseignement technique, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que les intéressés retrouvent rapidement la place qui doit être la leur dans le corps de l'inspection académique ou régionale.

Corps d'ingénieurs du ministère de l'agriculture (alignement de leur situation sur celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat).

24892. — 13 décembre 1975. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les problèmes statutaires et indiciaires des trois corps d'ingénieurs relevant de l'autorité du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts et ingénieurs des travaux ruraux). Il lui demande, notamment, de revenir sur son refus d'harmoniser les conditions d'avancement et d'échelle hiérarchique de ces trois corps sur le corps (considéré à juste titre comme pilote) des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, à savoir notamment : indice 575 net en fin de carrière, remplacement de la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur par un échelon, etc. Ne pense-t-il pas, en effet, qu'il est inacceptable de continuer à maintenir des disparités que rien ne justifie entre des corps de la fonction publique à recrutement identique et à responsabilités similaires.

District urbain de Nanc.

(bénéfice des avantages réservés aux communautés urbaines).

24894. — 13 décembre 1975. — **M. Coulat** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que le district urbain de l'agglomération nancéienne créé en 1954 s'est doté en novembre 1974 de compétences territoriales et juridiques ainsi que d'une fiscalité propre qui rendent son statut très proche de celui des communautés urbaines. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraîtrait pas équitable de faire bénéficier ce district des avantages réservés aux communautés urbaines, à savoir des contrats de plan prévus par le décret du 23 décembre 1970 et des majorations des subventions d'équipement prévues par le décret du 10 février 1972. Il souhaite que les modifications de ces décrets puissent être rapidement promulguées.

Enseignants (reclassement indiciaire et accès au corps des professeurs techniques certifiés pour les professeurs techniques adjoints de lycées).

24895. — 13 décembre 1975. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les professeurs techniques adjoints de lycées ont été recrutés le plus souvent à partir du corps des professeurs techniques de C. E. T. subissant les épreuves d'un concours que la plupart ont préparé pendant leurs années de stage à l'école normale nationale d'apprentissage. Or, les professeurs techniques adjoints de C. E. T. ont bénéficié, depuis le 1^{er} octobre 1975, d'une revalorisation indiciaire de leur fonction qui les situe au niveau des professeurs techniques adjoints de lycées techniques. Au moment où a été prise la décision de cesser le recrutement des professeurs techniques adjoints de lycées, le corps étant en voie d'extinction, il a été décidé que tous les intéressés pourraient accéder au corps des certifiés. Ils avaient reçu la promesse que leur problème serait examiné et que la date d'effet des mesures prises en leur faveur serait le 1^{er} janvier 1972. Or, à l'heure actuelle il n'est plus question d'un alignement sur les certifiés avec effet du 1^{er} janvier 1972, mais seulement de la possibilité d'un concours spécial qui leur permettrait d'accéder au corps des certifiés. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre rapidement toutes décisions utiles en ce qui concerne, d'une part, le relèvement indiciaire de 57 points dont doivent bénéficier les professeurs techniques adjoints de lycées pour tenir compte d'un rattrapage par rapport à la revalorisation indiciaire des professeurs techniques adjoints de C. E. T., d'autre part, les possibilités d'accès de ces professeurs techniques adjoints au corps des certifiés. Il lui demande également quelles décisions sont prévues en ce qui concerne leurs obligations de service.

Handicapés (dénonciation par la caisse nationale de prévoyance des rentes survie souscrites par les parents d'enfants handicapés).

24896. — 13 décembre 1975. — **M. Rohel** demande à **Mme le ministre de la santé** quelles mesures elle envisage de prendre en faveur des parents qui ont souscrit une rente survie pour un enfant handicapé par l'intermédiaire de l'union nationale des associations de parents d'enfants handicapés et groupements similaires, reconnus d'utilité publique auprès de la caisse nationale de prévoyance. En effet, bien qu'ils aient souscrit dès 1970 des rentes A et C au profit d'un enfant handicapé mental titulaire d'une carte d'invalidité et qu'ils aient toujours régulièrement versé leurs cotisations, la caisse nationale de prévoyance a dénoncé ce type de contrat. Ainsi, ces enfants sont sans garantie pour leur avenir dès la disparition de leurs parents.

Assurance-invalidité (calcul des pensions sur le salaire moyen des dix meilleures années).

24897. — 13 décembre 1975. — **M. Meslin** rappelle à **M. le ministre du travail** que le montant des pensions d'invalidité de la sécurité sociale est calculé en prenant pour base le salaire moyen des dix dernières années d'activité. Ce mode de calcul pénalise les assurés qui se sont efforcés de conserver le plus longtemps possible une activité réduite avant de demander à bénéficier d'une pension d'invalidité. Il lui demande si, par analogie avec les dispositions qui ont été prises concernant le calcul des pensions de vieillesse de la sécurité sociale, il ne serait pas possible que les pensions d'invalidité soient calculées sur le salaire moyen des dix meilleures années d'assurance.

Ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture (harmonisation des conditions d'avancement et des échelles indiciaires).

24898. — 13 décembre 1975. — **M. Le Cabellat** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les disparités que l'on constate en matière de conditions d'avancement et de classement indiciaire entre les trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts, ingénieurs des travaux ruraux) et le corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Pour rétablir la parité il serait nécessaire d'envisager les mesures suivantes : fin de carrière des ingénieurs divisionnaires à l'indice net 575, remplacement de la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur par un échelon afin de permettre à tous d'atteindre au minimum l'indice net 500 sans barrage ; augmentation de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire afin que dans un premier temps il soit porté à 10 ou 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications ont fait l'objet d'un avis favorable à la dernière réunion du conseil supérieur de la fonction publique. Elles sont justifiées en raison des modalités de recrutement et des responsabilités exercées

par les ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il n'a pas l'intention de donner son accord aux propositions qui ont été faites dans ce sens par M. le ministre de l'agriculture.

Ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture (harmonisation des conditions d'avancement et des échelles indiciaires).

24899. — 13 décembre 1975. — **M. Le Cabellec** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les disparités que l'on constate en matière de conditions d'avancement et de classement indiciaire entre les trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture (ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts, ingénieurs des travaux ruraux) et le corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Pour rétablir la parité il serait nécessaire d'envisager les mesures suivantes : fin de carrière des ingénieurs divisionnaires à l'indice net 575, remplacement de la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur par un échelon afin de permettre à tous d'atteindre au minimum l'indice net 500 sans barrage ; augmentation de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire afin que dans un premier temps il soit porté à 10 ou 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps. Ces revendications ont fait l'objet d'un avis favorable à la dernière réunion du conseil supérieur de la fonction publique. Elles sont justifiées en raison des modalités de recrutement et des responsabilités exercées par les ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il n'a pas l'intention de donner son accord aux propositions qui ont été faites dans ce sens par M. le ministre de l'agriculture.

Hypothèques (obligation pour les conservateurs des hypothèques de publier sous forme de mentions en marge des inscriptions existantes les modifications résultant d'une session).

24900. — 13 décembre 1975. — **M. Vollquin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'une entreprise industrielle qui a obtenu en juin 1973 d'un établissement bancaire un prêt, lequel a fait l'objet d'une inscription d'hypothèque conventionnelle. Il lui précise que ladite entreprise ayant fait l'objet d'une liquidation judiciaire en octobre 1974, son actif a été vendu en juillet 1975 à une société à laquelle l'établissement bancaire a demandé la reprise du prêt. Cette reprise du prêt a été faite au moyen d'une délégation parfaite du débiteur. L'inscription en juin 1973 subsistant sur l'ensemble immobilier vendu et l'hypothèque conservant tous ses effets, une mention en marge de l'inscription a été envisagée afin de permettre la substitution de la société acquéreuse à la société vendeuse, mais le conservateur du bureau des hypothèques concerné s'est refusé à cette inscription en précisant qu'il n'est pas prévu de mention dans le cadre de délégation parfaite, de sorte que ce refus entraîne la nécessité de prévoir une affectation hypothécaire avec tous les frais qui en découlent, dont le paiement de la taxe de publicité foncière et, lui rappelant la teneur de l'article 2149 du code civil, premier alinéa, qui stipule que : « Sont publiés par le conservateur sous forme de mentions en marge des inscriptions existantes, les subrogations aux privilèges et hypothèques, mainlevées, réductions, cessions d'antériorité et transferts qui ont été consentis, prorogations de délais, changements de domicile et, d'une manière générale toutes modifications, notamment dans la personne du créancier bénéficiaire de l'inscription, qui n'ont pas pour effet d'aggraver la situation du débiteur. » Il lui demande si, compte tenu du texte précité, les conservateurs des hypothèques ne sont pas tenus de publier sous forme de mentions en marge des inscriptions existantes, les délégations parfaites, dans le cas où la modification envisagée n'a pas pour résultat d'aggraver la situation du débiteur.

Retraites complémentaires (périodes d'engagement volontaire sous les drapeaux non prise en compte).

24902. — 13 décembre 1975. — **M. Villon** expose à **M. le ministre du travail** qu'une caisse de retraite complémentaire a refusé à un citoyen français la prise en compte des deux périodes suivantes de sa vie : la période entre janvier 1935 et 1939 pendant laquelle il a été militaire engagé et la période allant de la veille de la guerre jusqu'à la victoire pendant laquelle il s'était réengagé et, fait prisonnier, avait passé cinq ans dans les camps de prisonniers. Ce refus ayant été fondé sur le fait que le requérant avait été engagé volontaire, il lui demande si cette interprétation qui heurte le sens de l'équité en désavantageant les combattants volontaires, est conforme aux lois et règlements en vigueur.

Crédit agricole (moratoire ou remise d'une des annuités pour les exploitants les plus endettés).

24903. — 13 décembre 1975. — **M. Villon** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'endettement des agriculteurs de l'Allier est particulièrement lourd. Alors qu'au plan national les emprunts de l'agriculture représentent 70 p. 100 de la valeur de la production agricole, ils en constituent 80 p. 100 pour l'Allier. En raison des calamités qui ont affecté certaines productions et du marasme qui en touche d'autres, les organisations agricoles estiment à 10 p. 100 au moins le pourcentage des agriculteurs qui ne sont pas en mesure de rembourser, cette année, leur annuités au Crédit agricole. Il lui demande s'il n'estime pas urgent de prévoir un moratoire des dettes du crédit agricole pour les agriculteurs les plus affectés par la crise, ou touchés par les calamités et même, dans certains cas, les plus dramatiques, la prise en charge d'une de ces annuités.

Emploi (maintien de l'emploi des ouvriers de Philips S. A. à Lunéville).

24905. — 13 décembre 1975. — **M. Gilbert Schwartz** expose à **M. le ministre du travail** la situation de Philips S. A. à Lunéville, qui emploie 392 salariés, que la T. R. T. (télécommunications radio-électriques et téléphoniques), est susceptible de prendre le relais de Philips, que la T. R. T. occupe aujourd'hui un des trois ateliers mis à sa disposition par Philips, que les 392 salariés de Philips S. A. ne sont pas certains d'être embauchés par T. R. T., à moins que cette dernière ne bénéficie d'un important marché du téléphone (comme annoncé par M. le Premier ministre, lors de sa visite à Nancy), que les ouvriers de chez Philips sont en chômage du 20 décembre au 5 janvier 1976. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que T. R. T. puisse obtenir le marché promis et que tous les ouvriers de chez Philips S. A. puissent conserver leur emploi.

Finances locales (diminution du produit des recettes affectées au fonds d'action locale et versement tardif).

24906. — 13 décembre 1975. — **M. Jourdan** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que l'article 24 de la loi de finances rectificative pour 1971 disposait l'affectation au fonds d'action locale des recettes supplémentaires procurées par les amendes de police. Parallèlement, était prévu le doublement des contingents pour les dépenses de police d'Etat. Depuis lors, ce contingent n'a cessé d'augmenter, alors que, dans le même temps, le produit des recettes provenant des amendes de police restait pratiquement stable ou même diminuait fortement. Les chiffres recensés pour la ville de Nîmes en témoignent : 1972, payé en 1973 : 154 703 F ; 1973, payé en 1974 : 319 928 F ; 1974, payé en 1975 : 229 955 F, et cela, alors que pour ce dernier exercice, le nombre des amendes délivrées n'a pas diminué (38 999 pour Nîmes, en 1974). Il lui demande de bien vouloir préciser les raisons qui déterminent : 1° la diminution du produit des recettes affectées au fonds d'action locale ; 2° le retard apporté au versement desdites recettes. Il lui demande également s'il considère comme normal le fait que la traditionnelle et normale amnistie présidentielle, qui a pour objet d'effacer les amendes de police, s'opère au détriment des recettes que peuvent percevoir les collectivités locales. Il lui demande enfin de bien vouloir lui indiquer le détail des modalités qui président à l'attribution de ces recettes au fonds d'action locale.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6 du règlement.)

Aménagement du territoire (mesures en vue de favoriser l'aménagement de la ville de Tulle (Corrèze)).

22999. — 8 octobre 1975. — **M. Pranchère** expose à **M. le Premier ministre** que le dernier recensement fait apparaître pour la ville de Tulle un recul du taux d'accroissement de la population ; alors qu'il accusait une augmentation de 4,9 p. 100 en 1968, il tombe à 0,4 p. 100 en 1975. Avec une augmentation de 84 habitants, il est permis d'affirmer que le chef-lieu du département enregistre une détérioration démographique qui se traduit par un exode important de jeunes. De plus, il faut constater que les reculs de population dans des communes et cantons environnants n'ont pas bénéficié à la ville de Tulle. Cette situation, grave pour l'avenir, exige des mesures appropriées principalement pour aboutir à

une création importante d'emplois, ce qui est d'autant plus nécessaire vu l'ampleur de la crise du marché du travail : 1° en développant l'activité de la manufacture d'armes de Tulle, notamment par l'extension du secteur de fabrication civile ; 2° en contraignant le groupe Thomson-Brandt à développer ses activités à l'usine de La Marque ou à en créer d'autres par une nouvelle implantation à Tulle. L'important financement public dont bénéficie le groupe Thomson-Brandt justifie les mesures contraignantes suggérées ; 3° en prenant des mesures exceptionnelles pour aider à la création d'une véritable zone industrielle à Tulle et à l'implantation de nouvelles activités industrielles. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour que le chef-lieu du département puisse connaître le développement qui lui est nécessaire pour influencer à son tour le développement du pays de Tulle.

Industrie textile (reprise de l'activité de l'entreprise de confection Boule à Brive [Corrèze]).

23003. — 8 octobre 1975. — **M. Pranchère** expose à **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** la situation faite aux soixante salariés, en majorité des femmes, de l'entreprise de confection Boule à Brive (Corrèze) dont la fermeture est intervenue le 1^{er} octobre. Il souligne que le plan dit de relance du Gouvernement se traduit dans cette ville, comptant près de 2 000 sans emploi, par une aggravation de la situation économique, à cette fermeture s'ajoutant des réductions d'horaire et le chômage partiel dans d'autres entreprises. En conséquence il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour permettre la remise en route de cette entreprise dont les locaux sont presque neufs et pour assurer que les salariés ne subiront aucun préjudice.

Industrie de l'informatique (état du projet de fusion de la C. I. I. et de la Compagnie Honeywell Bull).

23095. — 9 octobre 1975. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'Industrie et de la recherche** de bien vouloir faire le point sur la réalisation de la fusion annoncée dès le mois de mai 1975 de la Compagnie internationale pour l'informatique (C. I. I.) et de la Compagnie Honeywell Bull. Il souhaite plus particulièrement : 1° connaître la répartition du capital de la nouvelle société entre les principaux actionnaires notamment et la part de l'Etat ; 2° savoir si du point de vue du ministre de l'Industrie et de la recherche cette part sera suffisante pour garantir que le pouvoir de décision dans la société se situera en France et non outre-Atlantique ; 3° connaître les engagements financiers de toute nature pris par l'Etat à l'égard de cette nouvelle société (participation au capital, subventions, contrats de recherche et développement, engagements d'achat par les administrations et autres institutions publiques) ; 4° être informé du sort réservé aux activités de la C. I. I. qui ne seront pas reprises par la nouvelle société et, à cette occasion, la nature et le contenu des conventions qui auraient pu être passées entre l'Etat et l'un des associés de la C. I. I. ; 5° les incidences de la fusion de la C. I. I. et de la Compagnie Honeywell Bull sur les premières tentatives de création d'une industrie européenne qui avait été concrétisée par la constitution du groupe Unidata alors que le conseil des ministres de la communauté a, dans une résolution du 15 juillet 1974, fixé comme objectif central à la politique informatique de la C. I. I. « la création d'une industrie de souche européenne pleinement viable et concurrentielle au début des années 1980 ».

Etablissements scolaires (insuffisance des effectifs de personnel enseignant et de surveillance au C. E. S. Jean-Lurçat de Ris-Orangis [Essonne]).

23105. — 10 octobre 1975. — **M. Boscher** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le manque de professeurs et de surveillants constaté au C. E. S. Jean-Lurçat de Ris-Orangis. En effet, il semble que quinze jours après la rentrée : un demi-poste en français ; un demi-poste en histoire-géographie ; un demi-poste en musique ; un demi-poste en travail manuel ne sont toujours pas pourvus. Par ailleurs, quatre professeurs sont en congé de maladie ou de maternité et ne sont pas, provisoirement, remplacés. Enfin, deux postes de surveillants ont été supprimés. Une telle situation ne pouvant être que préjudiciable à l'intérêt des enfants, il lui demande quelles mesures d'urgence il entend prendre pour remédier à une telle situation.

Impôt sur les sociétés (assujettissement d'une société civile pour la vente d'un terrain).

23823. — 5 novembre 1975. — **M. Pujol** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le cas suivant : une société civile ayant pour objet la construction d'immeubles en vue de la vente et étant de ce fait placée sous le régime de l'article 239 ter du C. G. I. a acheté trois terrains. Lesdits terrains étant postérieurement devenus inconstruisibles par suite du changement, par la commune, du tracé d'une voie nouvelle à créer, la société a déposé une demande de permis de construire portant sur lesdits terrains et sur une propriété voisine. Le permis ayant été refusé au bout de trois ans, la société a donc été obligée de vendre en bloc ces terrains puisqu'elle ne pouvait plus réaliser son objet. Etant donné que : l'article 239 ter ne comporte pas le terme « exclusif » et que par conséquent une société civile qui réalise d'autres opérations que celles de constructions en vue de la vente n'est pas automatiquement passible de l'impôt sur les sociétés ; pour qu'il soit fait application des dispositions de l'article 206 C. G. I., il faut, conformément à l'article 35 dudit code, qu'il y ait à la fois opérations habituelles et intention de revendre au moment de l'achat ; que dans le cas d'espèce, la société n'a réalisé qu'une seule opération de vente et que d'autre part, elle n'avait pas l'intention, au moment de l'achat, de revendre les terrains en l'état ; l'alinéa 141 de la circulaire du 18 février 1964 prévoit l'application des dispositions de l'article 35-A du C. G. I. et non celles de l'article 206 aux plus-values réalisées par des sociétés civiles non transparentes ; enfin, la vente est motivée par des raisons de force majeure indépendantes de la volonté de la société et de ses associés. Il lui demande de lui confirmer que la vente consentie ne rend pas la société passible de l'impôt sur les sociétés et que la plus-value réalisée sera imposée au nom des associés conformément aux dispositions de l'article 35-A du C. G. I.

Grèce (efforts et résultats de la coopération culturelle franco-grecque depuis le rétablissement de la démocratie dans ce pays).

23826. — 5 novembre 1975. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de caractériser depuis le rétablissement de la démocratie en Grèce les efforts et résultats de la coopération culturelle entrepris par la France à l'égard de la Grèce.

Proche-Orient (conséquences et modalités de la présence officielle de l'O. L. P. à Paris).

23829. — 5 novembre 1975. — **M. Soustelle** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° Si la décision annoncée le 31 octobre d'accepter la présence officielle de l'O. L. P. à Paris, à l'instar de Moscou et de New Delhi, était déjà envisagée le 29 octobre, et, dans l'affirmative, pourquoi il n'a pas jugé à propos d'en informer la représentation nationale au cours de son intervention devant l'Assemblée ; 2° si cette décision ne lui paraît pas susceptible d'interprétations inopportunes au moment où l'organisation terroriste « palestinienne » prend une part active à la lutte armée contre les chrétiens libanais et s'oppose violemment aux accords intérimaires avec Israël conclus par le président Sadate ; 3° quelles conséquences cette nouvelle prise de position entraîne-t-elle quant à la politique française à l'égard du problème israélo-arabe ; 4° si le statut conféré à l'organisation en question comporte des avantages, immunités et autres privilèges diplomatiques ou para-diplomatiques ; 5° si les dirigeants responsables de ladite organisation ont donné des assurances quant aux actions terroristes menées en France et, dans l'affirmative, en quoi consistent ces assurances et quel degré de crédibilité peut leur être accordé.

Handicapés (prise en charge des retours hebdomadaires au domicile familial des élèves internes des établissements nationaux de bienfaisance).

23831. — 5 novembre 1975. — **M. Paul Dureffour** rappelle à **Mme le ministre de la santé** que l'article 8 de la loi d'orientation des personnes handicapées prévoit la généralisation de la prise en charge des transports des enfants handicapés vers les établissements scolaires ou médico-éducatifs nécessités par leur état. Il lui demande si les Internes des établissements nationaux de bienfaisance pourront bénéficier d'une telle prise en charge à l'occasion de leur retour hebdomadaire au domicile familial ou si les seules vacances scolaires principales pourront donner lieu à une telle prise en charge.

Finances locales (récupération par les communes de la T. V. A. payée sur le coût des travaux de viabilité de lotissements).

23833. — 5 novembre 1975. — **M. Forens** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que les collectivités locales et spécialement les communes, si elles doivent payer la T. V. A. au taux de 17,60 p. 100 sur leurs investissements, ne peuvent la récupérer en tout ou partie, puisqu'elles ne sont pas assujetties à cette taxe sur leurs activités normales. Seuls les services qu'elles exploitent en régie (eau, assainissement, etc.) permettent désormais cette récupération. Lorsqu'une commune viabilise un lotissement elle paie une masse importante de taxes sur la valeur ajoutée. Il lui demande si la revente des terrains lotis peut s'effectuer moyennant un prix « taxe comprise ». La commune pourrait ainsi récupérer, à due concurrence, la taxe qu'elle a perçue sur ses acquéreurs, et qu'elle doit normalement reverser au Trésor, en l'imputant sur le montant de celle qu'elle a versée en réglant le coût des travaux de viabilité. Si cette récupération est possible — et ce serait justice — quelle règle administrative et comptable devra-t-elle appliquer.

Employés de maison (simplification des formalités de cotisations à la retraite complémentaire dans le cas où existent plusieurs employeurs).

23840. — 5 novembre 1975. — **M. Douset** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le problème concernant les personnes âgées employant à temps partiel certains travailleurs (femmes de ménage, jardiniers, etc.). Le plus souvent, ceux-ci ont plusieurs employeurs. Or, les personnes âgées éprouvent des difficultés pour remplir correctement leurs obligations à l'égard de la sécurité sociale et préfèrent quelquefois s'abstenir. En effet, si les cotisations de sécurité sociale sont forfaitaires pour le travail horaire, par contre celles de la retraite complémentaire sont exprimées en pourcentage. Ces calculs compliqués rebutent les intéressés. Il conviendrait, du moins est-ce le souhait souvent exprimé, de déterminer une formule plus pratique de calcul de ces cotisations. Il lui demande s'il ne serait pas possible de créer une « fiche mensuelle de travail » qui servirait de feuille de paye et que la sécurité sociale utiliserait pour calculer les cotisations. Le décompte de ces cotisations serait retourné au salarié qui pourrait en récupérer le montant sur ses employeurs avant versement à la sécurité sociale. Les difficultés évoquées seraient ainsi supprimées, ainsi que les risques d'erreur. Il est certain qu'actuellement de nombreuses sommes échappent à la sécurité sociale, l'accord tacite des salariés se traduisant pour eux par l'absence de versements avec tout ce que cela compte d'inconvénients.

Impôt sur les sociétés (régime fiscal applicable aux détournements au quels a procédé le directeur général d'une société anonyme).

23841. — 5 novembre 1975. — **M. Charles** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les faits suivants : le directeur général d'une société anonyme ayant procédé à des détournements importants à son profit, plainte a été déposée contre ce directeur général par la société ; l'existence des détournements n'est pas contestée par l'administration fiscale. Il lui demande quel est, au point de vue fiscal, le régime applicable à ces détournements : a) avant la condamnation de l'auteur des détournements : 1° leur montant doit-il être considéré comme un bénéfice possible de l'impôt sur les sociétés ; 2° l'impôt sur le revenu est-il applicable au nom du bénéficiaire des détournements ou au nom de la société ; b) Après condamnation de l'auteur des détournements : 1° les sommes détournées peuvent-elles être considérées comme une perte de la société et venir en déduction de ses résultats, étant entendu que dans le cas où l'intéressé rembourserait une partie des sommes détournées, le montant des remboursements serait compris dans les résultats de l'exploitation ; 2° l'auteur des détournements doit-il être imposé à l'impôt sur le revenu, sur le montant des détournements ; c) en ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires T.V.A. : les détournements ont consisté en partie par l'établissement de factures fictives ne correspondant pas à des achats et à des commissions. Ces factures ont permis la déduction irrégulière de la T.V.A. Toutefois, d'autres détournements ont consisté dans des ventes fictives de matériel neuf ou d'occasion pour lesquelles la T.V.A. a été payée. Est-il possible d'imputer la T.V.A. ainsi payée indûment au complément de taxe devenu exigible du fait de la déduction irrégulière de T.V.A.

Impôt sur les sociétés (régime fiscal applicable à une société d'études immobilières).

23843. — 5 novembre 1975. — **M. Serge Mathieu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'une société anonyme ayant pour objet la réalisation de tous travaux d'études nécessaires à la mise en chantier d'opérations de constructions immobilières et de travaux publics ainsi que la réalisation de tous travaux d'expertise, dont les actions revêtent la forme nominative et sont réparties de la manière suivante : 40 p. 100 aux techniciens, 50 p. 100 à une personne morale, 10 p. 100 à des personnes diverses, l'administration de la société comprenant un directeur de trois membres dont deux techniciens et un conseil de surveillance de trois membres non techniciens, le nombre des salariés de cette société anonyme étant de quatre techniciens associés ; sept techniciens non associés et six personnes composant le secrétariat. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette société anonyme exerçant une activité libérale doit être regardée comme effectuant des opérations de nature industrielle et commerciale et être assujettie aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Hôpitaux (ouverture du service de traumatologie et d'orthopédie de l'hôpital intercommunal de Longjumeau).

23846. — 5 novembre 1975. — **M. Ginoux** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la disposition flagrante qui existe entre l'Ouest et le Sud de la région parisienne en ce qui concerne l'équipement en centres d'orthopédie et de traumatologie de haut niveau (services hospitalo-universitaires). C'est ainsi qu'à l'Ouest se trouvent un grand nombre de services : Poissy, Garches, Foch, Ambroise-Paré, comprenant six postes hospitalo-universitaires et un chargé d'agrégation, alors que, dans le Sud, il n'existe rien. Il apparaît indispensable que soit ouvert, dans les meilleurs délais, le service de traumatologie et d'orthopédie de l'hôpital intercommunal de Longjumeau, lié par convention à la faculté Cochin-Port-Royal (58 lits) et de le doter d'un service hospitalo-universitaire dirigé par un praticien de haute qualification. Cet établissement public constitue le « Garches » du Sud parisien. Il est d'autant mieux placé pour remplir cette fonction qu'il dessert plusieurs autoroutes et leurs jonctions, ainsi que la route nationale n° 20, très meurtrière, et qu'il est doté d'une piste d'hélicoptères, et d'ambulances rapides avec participation du contingent du service de santé. Il lui demande de bien vouloir faire connaître ses intentions quant à une telle réalisation.

Etablissements scolaires (revision du barème de dotation de 1966 concernant les personnels non-enseignants).

23850. — 6 novembre 1975. — **M. Boscher** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés inhérentes à l'application du barème de dotation de 1966 en ce qui concerne les personnels non-enseignants de l'éducation. Alors que de nombreux établissements scolaires nouvellement nationalisés ne peuvent fonctionner correctement en raison de l'insuffisance de personnels, d'autres établissements dits « surdotés » sont contraints de licencier des agents, sans pouvoir assurer leur reclassement. Il lui fait observer par ailleurs que les accords salariaux de 1973 et 1975 ne sont pas toujours respectés en matière de réduction du temps de travail, les personnels de service et de laboratoire ayant encore actuellement un service hebdomadaire de 47 heures à assurer. Il lui demande que soient envisagées les mesures suivantes permettant de remédier à cette situation : révision du barème de dotation de 1966 qui ne répond pas aux véritables besoins des établissements ; application des conventions salariales de 1973 et 1975 par la mise en œuvre de la réduction d'une demi-heure de la durée du travail ; création de postes budgétaires rendus nécessaires pour compenser cette réduction de l'horaire hebdomadaire et pour faire face aux besoins des établissements scolaires ; arrêt des licenciements visant les non-titulaires, dans le cadre des engagements pris par le Gouvernement à ce sujet.

Handicapés (aides financières aux petites et moyennes entreprises pour encourager l'emploi des handicapés).

23852. — 6 novembre 1975. — **M. Darnis** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'arrêté du 10 août 1970 a prévu la participation financière de l'Etat pour l'aménagement des machines ou la dotation en équipements individuels nécessaires afin de faciliter la mise ou remise au travail, en milieu normal de production, des travailleurs handicapés bénéficiaires de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957. Cette aide s'applique aux dispositions prises pour adapter les conditions de travail et aménager les locaux où sont employés des handicapés : espace entre les postes de travail, rampes, ascenseurs. Elle peut aussi aider à la réduction de la nuisance des

facteurs d'ambiance : bruits, éclairage, chaleur, ou à l'aménagement des machines, par exemple, fonctionnement, commandes. Par ailleurs les articles 11 et suivants de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ont modifié ou complété certaines dispositions du code du travail concernant l'emploi des handicapés. Les mesures prévues par ces articles tendent à accorder des aides financières diverses aux travailleurs handicapés, soit en matière d'orientation, de rééducation, de formation professionnelle ou de placement. Un problème pratique se pose, surtout dans les régions rurales en ce qui concerne l'emploi des handicapés. Celui-ci serait sans aucun doute facilité si une aide pouvait être accordée aux petites et moyennes entreprises susceptibles d'employer des handicapés. Cette aide qui pourrait s'appliquer soit aux emplois à temps complet soit aux emplois à mi-temps pourrait prendre différentes formes. Peut-être serait-il possible d'envisager une remise partielle des cotisations sociales dues par les employeurs, peut-être serait-il possible d'envisager l'attribution à ceux-ci de primes d'emploi des handicapés analogues aux primes de développement industriel créant des activités nouvelles. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qui précèdent.

Musique (réglementation de l'enseignement privé).

23854. — 6 novembre 1975. — **M. Falala** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat à la culture** sur les conditions particulièrement libérales dans lesquelles s'exerce actuellement l'enseignement privé de la musique. Alors que des titres ou la justification de la qualification possédée sont, fort à propos, demandés pour l'exercice de la plupart des professions, il apparaît que l'on peut créer une école de musique sans faire état de la compétence nécessaire pour y professer et sans apporter les garanties indispensables de moralité qui doivent s'attacher à toute œuvre d'enseignement tout en tarifiant les leçons à un taux souvent élevé. Il lui demande s'il n'envisage pas de réglementer l'exercice de cette profession afin de donner aux élèves qui suivent les cours d'une école de musique privée, comme éventuellement à leurs parents, l'assurance d'une pédagogie de qualité fondée au minimum sur la compétence, attestée par des titres, des professeurs qui l'exercent.

Code pénal (nombre de poursuites engagées depuis 1973 sur le fondement de l'article R. 38, paragraphe 9, concernant l'exposition d'affiches ou images contraires à la décence)

23858. — 6 novembre 1975. — **M. Pierre Bes** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il est en mesure de faire connaître le nombre de poursuites qui ont été intentées en 1973, 1974 et 1975 au titre de l'article R. 38 (§ 9) du code pénal, et les raisons qui expliquent le chiffre ainsi donné.

Pensions de retraite civiles et militaires (réexamen des pensions liquidées avant la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964).

23859. — 6 novembre 1975. — **M. Durieux** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le cas d'un ancien combattant de la guerre 1939-1945, prisonnier en Allemagne pendant 33 mois, et qui, admis au bénéfice d'une pension de retraite le 1^{er} octobre 1964, ne peut bénéficier des majorations de pension prévues par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable qu'il présente au Parlement un projet de loi tendant au réexamen éventuel sur demande des retraités de toutes les pensions liquidées avant la dernière date précitée, ce qui permettrait aux intéressés d'obtenir la légitime satisfaction qu'ils demandent sans qu'il soit pour autant touché au principe de la non-rétroactivité des lois.

Emploi (amélioration des conditions de travail de l'Agence nationale pour l'emploi dans le Var).

23860. — 6 novembre 1975. — **M. Giovannini**, expose à **M. le ministre du travail** que les conditions d'installation du personnel de l'Agence nationale pour l'emploi, à Toulon et à La Seyne-sur-Mer, sont devenues insupportables. A Toulon, quarante agents travaillent depuis le mois de juillet dans des locaux prévus pour vingt employés. A La Seyne-sur-Mer, pour 2 600 demandeurs d'emploi, six agents occupent un F3 de 64 mètres carrés mal entretenu et prévu pour les bureaux de la main-d'œuvre avant 1940. Personnel et public doivent enjamber cartons et archives pour accéder aux bureaux des prospecteurs. L'absence de chaises, les demandeurs d'emploi tenus d'attendre leur tour n'ont d'autre ressource que de s'asseoir par terre dans un couloir servant de hall d'accueil. Or, la tâche imposée à l'A. N. E. dans le Var est sinon la plus lourde du moins l'une des plus lourdes en France. En effet, à la fin du mois de septembre

le nombre des varois demandeurs d'emploi non satisfaits était officiellement évalué à 15 000 soit, en fait, 22 000. Par rapport à la population active au travail, évaluée à 208 000 par l'I. N. S. E. E., le taux de chômage est donc égal à 7 p. 100 officiellement, 10,6 p. 100 réellement. En conséquence, il demande à **M. le ministre du travail** s'il compte donner immédiatement les instructions utiles pour que le personnel de l'A. N. E. à Toulon et à La Seyne-sur-Mer soit installé dans des locaux correspondant à leurs besoins de façon qu'aucune entrave matérielle n'ajoute à la situation dramatique de l'emploi dans le Var.

Emploi : maintien en activité de la société Poutrex, Paris (8^e) et versement des salaires aux ouvriers.

23863. — 6 novembre 1975. — **M. Fiszbil** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation dans l'entreprise Poutrex, dont les bureaux se trouvent avenue F.-Roosevelt, Paris (8^e) : ses 700 salariés sont en grève depuis le 22 octobre 1975, occupant les bureaux ainsi que l'usine d'Argentat. En effet, aucun salaire ne leur a été versé pour le mois d'octobre et les ouvriers, pour leur part, n'ont perçu pour septembre que quelques acomptes. La direction ne prend aucune décision, ne donne plus aucune directive, se dégageant ainsi des responsabilités qui lui incombent. Les salariés, à juste titre, sont inquiets pour leur avenir et celui de leur entreprise, qui dispose d'un potentiel technique de haute valeur et d'une main-d'œuvre très qualifiée. Il lui demande donc d'intervenir de toute urgence pour que : 1^o les salaires soient versés normalement à tous les travailleurs ; 2^o la Société Poutrex, spécialisée dans les fournitures pour logements, puisse reprendre ses activités indispensables notamment dans le domaine de la construction sociale.

D. O. M (opposition à la nomination d'un professeur du lycée Schœlcher, à la Martinique, au poste d'inspecteur pédagogique régional de la région Antilles-Guyane).

23864. — 6 novembre 1975. — **M. Claude Weber** expose à **M. le ministre de l'éducation** les faits suivants : en avril 1975, un professeur agrégé de lettres du lycée Schœlcher, à la Martinique, bien connu pour ses exceptionnelles qualités professionnelles, sa haute culture générale et l'intégrité de son caractère, est présenté par le proviseur du lycée Schœlcher, en accord avec le rectorat, pour occuper le poste nouvellement créé d'inspecteur pédagogique régional (section Lettres) de la région Antilles-Guyane. Ce professeur est inscrit sur la liste d'aptitude par arrêté ministériel en date du 5 mai 1975. Cette inscription lui vaut les félicitations de ses supérieurs (le vice-recteur et le recteur). La nomination ministérielle tardant à venir, le professeur en question, de passage à Paris, s'informe au ministère de l'éducation où, en fin de compte, on finit par lui dire qu'une opposition catégorique à sa nomination était faite, à mais à un autre niveau que celui du ministère de l'éducation. Il lui demande : 1^o si l'opposition à la nomination en question a pour origine ses services du secrétariat aux territoires et départements d'outre-mer, ou de lui-même ; 2^o et, dans l'affirmative, s'il ne pense pas que ce droit de veto sur la nomination de tout fonctionnaire dans les départements d'outre-mer apparaît être de caractère racial et colonialiste, et qu'il y a lieu d'y mettre un terme définitif.

Handicapés (transport des enfants par les établissements spécialisés).

23866. — 6 novembre 1975. — **M. Jans** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation du transport des enfants handicapés vers les établissements spécialisés. Les transports existants actuellement ne sont pas organisés ; ils sont laissés à l'initiative des communes, des établissements spécialisés, des organisations, de familles ou du bénévolat. Les bonnes volontés de chacun ayant des limites, il en résulte qu'il reste encore de très nombreux enfants handicapés ne pouvant être transportés vers les établissements spécialisés qui leur sont destinés. Ils ne peuvent ainsi bénéficier des chances qui leur sont données de pouvoir progresser et par là même de s'orienter vers une vie active. De plus, ces conditions de transport, tout en revêtant déjà une grande importance pour les familles, n'offrent pas toujours toutes les garanties nécessaires telles que la présence d'un accompagnateur. Lorsque ce transport n'est pas effectué par l'établissement, il se présente un écueil supplémentaire. En effet, ces enfants doivent subir en premier lieu le « ramassage à domicile », puis le passage dans les différents centres, d'où une insécurité quant aux horaires et une fatigue accrue alors que leur état physique devrait exiger un transport rapide et confortable. Pour régler cette question, il semblerait plus profitable que le ramassage scolaire soit organisé par tous les établissements accueillant des enfants handicapés ; mais pour cela, ils devraient recevoir les moyens financiers leur permettant de faire face intégralement aux dépenses supplémentaires occasionnées, tant par le personnel que le matériel nécessaires.

En conséquence, il lui demande : 1° ce qu'elle envisage pour régler ce grave problème ; 2° les moyens financiers que le Gouvernement compte mettre au service du transport des enfants handicapés et les dates d'application, étant entendu que le système actuel des subventions est notoirement insuffisant.

Industrie textile (maintien en activité et garantie d'emploi pour les ouvriers de l'usine Gelliot, à Fraize [Vosges]).

23872. — 6 novembre 1975. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des Etablissements Gelliot, sis à Fraize (Vosges), usine de textile qui occupait 157 ouvriers. Or, ces 157 ouvriers sont licenciés, et n'acceptant pas ce licenciement, ils occupent l'usine. Sur le fait que, dans cette région, il y avait 1 000 ouvriers travaillant dans les usines de textile et que depuis les licenciements il n'en reste que 200. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour le maintien en activité de cette entreprise et pour assurer le maintien de l'emploi pour ces 157 ouvriers afin que les usines de textile des Vosges ne disparaissent pas.

Ministère de l'économie et des finances (amélioration des conditions de travail des personnels de la D. G. I.)

23874. — 6 novembre 1975. — **M. Roucaute** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la dégradation croissante des conditions de travail des agents de la direction générale des impôts. Au terme d'un recensement effectué par les organisations syndicales de ces personnels, il manque 12 000 emplois en France, la situation de ces agents de trouve bloquée sur le plan des moyens, des effectifs et des carrières. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour l'amélioration des conditions de travail des personnels de la direction générale des impôts (création d'emplois nouveaux, titularisation des auxiliaires, dérogations des carrières, etc.).

Bâtiments agricoles (extension de l'aide fiscale à l'investissement à tous les types de bâtiments d'élevage).

23885. — 6 novembre 1975. — **M. Maisonnat** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la définition actuelle des matériels ouvrant droit à l'aide fiscale à l'investissement semble pénaliser les agriculteurs de montagne et, plus précisément, les éleveurs pour leurs constructions de bâtiments de stabulation. En effet, sous réserve de confirmation, il semble avoir été admis que les bâtiments légers (type hangars) ouvriraient droit à cet avantage fiscal. Ainsi, dans les régions où les conditions climatiques autorisent la stabulation dans les bâtiments légers, les éleveurs pourraient légitimement bénéficier de cette aide. Par contre, dans toutes les autres régions, et particulièrement dans les régions de montagne, les éleveurs ne pourraient en profiter, les conditions climatiques imposant des constructions lourdes. Il s'ensuivrait une pénalisation particulièrement regrettable de ces éleveurs qui, compte tenu des difficultés propres à l'agriculture de montagne, ont pourtant le plus besoin d'être aidés. Aussi, il lui demande de bien vouloir étendre le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement à tous les bâtiments d'élevage et ce, quelles que soient leurs caractéristiques.

Chômage (suspension des saisies et expulsions des familles de travailleurs privés d'emploi).

23895. — 6 novembre 1975. — **M. Marchais** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le nombre grandissant de familles qui connaissent de graves difficultés en raison de la vie chère, du chômage total et partiel, de la hausse des loyers et des charges. Ainsi, dans sa circonscription, se multiplient les cas de familles qui ne peuvent plus payer leur loyer, leurs quittances de gaz-électricité et leurs impôts. Dans la majorité, ce sont des familles frappées par le chômage depuis plusieurs mois et qui ne perçoivent toujours pas leurs allocations. C'est alors le cycle infernal des poursuites, des saisies, des expulsions, des coupures par E. D. F.-G. D. F. ; autant de procédés inhumains, indignes de notre époque et qui ne font qu'aggraver les difficultés des familles. De plus en plus nombreux sont ceux qui se voient envahir, pendant leur absence, leur appartement pour procéder au relevé de saisie des quelques meubles qui leur ont coûté tant d'efforts et de sacrifices. En conséquence, il lui demande de faire cesser toutes saisies et expulsions, et de prendre des mesures d'aide réelles aux familles en difficulté.

Ecoles maternelles (capacités d'accueil suffisantes à Paris).

23897. — 6 novembre 1975. — **M. Baillot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés rencontrées dans la capitale pour accueillir dans les écoles maternelles les enfants dont les familles le souhaitent. Selon les enseignants parisiens qui, du 6 au 10 octobre, ont organisé des grèves tournantes, environ 2 000 jeunes enfants ne peuvent actuellement trouver place dans les écoles maternelles. Dans la plupart de celles-ci, notamment dans celles des arrondissements parisiens les plus peuplés et où des opérations de rénovation ont été effectuées, de longues listes d'attente ont été dressées. Il est à craindre d'ailleurs que ces listes ne reflètent pas la réalité. De nombreuses familles ne viennent pas faire inscrire leurs enfants et « se débrouillent autrement » connaissant le manque de place. Il lui demande ce que compte faire le Gouvernement pour remédier à une situation qui s'aggrave chaque année. En effet, de nombreux projets ont été étudiés et mis au point par les services des affaires scolaires de la préfecture de Paris. Seul le financement, par le ministère de l'éducation de la part qui lui revient, retarde la réalisation de ces opérations absolument indispensables.

Emploi (maintien à Paris de l'entreprise Février Decoisy Champion et garantie d'emploi de ses travailleurs).

23898. — 6 novembre 1975. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent les 813 ouvriers de l'entreprise Février Decoisy Champion. La direction de cette usine vient d'annoncer la décentralisation de leurs établissements parisiens vers la Gironde, et cela dans un délai très court de trois mois. L'usine principale, avec 650 employés, pour la plupart des femmes, située dans le 12^e arrondissement de Paris, se trouve menacée de fermeture. Il y a, d'autre part, 150 travailleurs à Pantin et une quinzaine à Château-Neuf-sur-Charente. Pour ces salariés, qui sont pour la plupart des ouvriers spécialisés, la situation est dramatique car ils sont dans l'impossibilité de trouver du travail étant donné leur qualification et la situation globale de l'emploi. La fermeture de l'usine, qui par ailleurs ne présente aucun caractère de pollution, aurait en outre pour conséquences d'accroître la désindustrialisation de la capitale, aggravant le déséquilibre existant déjà dans le 12^e arrondissement et, d'autre part, serait préjudiciable au petit commerce environnant. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour éviter la fermeture de l'entreprise ; 2° pour qu'aucun travailleur ne soit licencié.

Jeunes travailleurs.

(situation du foyer de jeunes travailleurs d'Auxerre [Yonne]).

23903. — 6 novembre 1975. — **M. Mermoz** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation du foyer de jeunes travailleurs du boulevard Vaulabelle, à Auxerre. Il souhaiterait savoir pourquoi ce foyer est, depuis plusieurs mois, le théâtre d'incidents permanents opposant l'équipe de la direction et les jeunes résidents ; pourquoi l'association gestionnaire du foyer, qui regroupe un certain nombre de personnalités locales, fonctionne hors de tout cadre légal ; pourquoi les responsables du foyer ont jugé nécessaire d'introduire, dans ses murs, des personnes exclusivement chargées de maintenir l'ordre par la force ; pourquoi certains résidents ont fait l'objet d'une expulsion.

Commerce extérieur (décomposition par nation et par pays des contrats conclus à l'étranger depuis juin 1974).

23904. — 6 novembre 1975. — **M. Baulloche** rappelle à **M. le ministre du commerce extérieur** qu'au cours de la présentation de la loi de finances à l'Assemblée le 21 octobre, il a indiqué que le montant des contrats conclus à l'étranger depuis le mois de juin 1974 était de 78 milliards. Il lui demande de bien vouloir donner la décomposition de ces contrats : 1° par pays ; 2° par nature d'équipement ou de fourniture.

Formation professionnelle et promotion sociale (renforcement des effectifs des centres de formation professionnelle accélérée).

23905. — 6 novembre 1975. — **M. Lebon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fonctionnement parfois défectueux des centres de formation professionnelle accélérée. Les effectifs du personnel sont limités à un niveau qui permet de moins en moins d'assurer les remplacements indispensables (maladie, retraite, mater-

nité, perfectionnement de l'enseignement, etc.). Il s'ensuit que des stagiaires se trouvent privés d'enseignants en pleine session de formation. Ils sont alors ou regroupés avec des stagiaires relevant d'une autre profession ou renvoyés dans leur foyer. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de chose.

Emploi (réduction du délai entre la demande de stage F. P. A. et le passage de l'examen d'orientation préalable.)

23906. — 6 novembre 1975. — **M. Lebon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les délais très longs qui peuvent s'écouler entre le moment où un travailleur en chômage s'inscrit à l'agence nationale pour l'emploi et sollicite un stage F. P. A. et le moment où il subit l'examen d'orientation préalable; pendant ce délai, il est laissé sans aucune nouvelle de la suite réservée à sa demande d'inscription. C'est ainsi que des dizaines de milliers de demandes s'amoncellent sans pouvoir être traitées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de chose.

Coopération (raisons du refus opposé par la D. G. I. au détachement de ses agents auprès du ministère de la coopération.)

23908. — 6 novembre 1975. — **M. Delaneau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers dispose en son article 4 que : « Les administrations de l'Etat qui assurent la gestion d'un corps de fonctionnaires sont tenues de mettre à la disposition des services chargés de la coopération le nombre de fonctionnaires de ce corps dont le concours est nécessaire en vue de l'accomplissement de missions de coopération. En vue de permettre l'application de cette disposition, les décisions portant autorisation de recrutement dans les différents corps de fonctionnaires de l'Etat tiennent compte, dans la détermination du nombre des emplois à pourvoir dans les administrations de l'Etat, de celui des détachements auprès des services chargés de la coopération ». Il lui demande si le premier paragraphe du texte précité concerne également les fonctionnaires de la direction générale des impôts. En cas de réponse affirmative à la question posée, il le prie de lui préciser les raisons pour lesquelles la D. G. I. oppose à ses agents des instructions de sa direction du personnel pour refuser leur détachement auprès du ministère de la coopération.

Maisons de retraite (statut social et affiliation des agents permanents des logements-foyers).

23909. — 6 novembre 1975. — **M. Gaillard**, remerciant **Mme le ministre de la santé** de sa réponse à sa question écrite n° 19801, croit cependant devoir attirer son attention sur le fait qu'elle ne paraît pas répondre à ses préoccupations. Pour les établissements créés postérieurement au 1^{er} janvier 1968 il a été mis fin au rôle jusqu'alors dévolu au fond national de compensation des allocations familiales en matière de répartition entre les collectivités locales et leurs établissements publics, aux charges afférentes au service des prestations familiales allouées par ces employeurs à leurs personnels respectifs. Or, dans le cas présent, il ne s'agit pas de l'octroi du supplément familial mais des prestations extra-légales qui ne peuvent être servies que par les œuvres sociales du ministère de la santé; un agent titulaire muté, sur sa demande, du centre hospitalier de Niort au logement-foyer de Celles-sur-Belle, et qui continue à bénéficier des dispositions statutaires du code de la santé ne peut plus prétendre au bénéfice des prestations des œuvres sociales (retraite complémentaire, participation aux frais des enfants placés en colonie de vacances, etc.) en raison du refus qu'oppose le comité de gestion à l'adhésion de l'établissement en cause prétextant qu'il ne bénéficie pas de la personnalité morale, en dépit des délibérations approuvées par l'autorité de tutelle et autorisant le gestionnaire à inscrire au budget primitif les crédits nécessaires en vue du règlement des cotisations. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que les personnels des logements-foyers, dont les modalités de recrutement et d'avancement sont celles du code de la santé publique, puissent bénéficier des avantages ci-dessus évoqués.

Médecins (plancher d'assiette de cotisation d'assurance-vieillesse des médecins adjoints des hôpitaux non enseignants).

23910. — 6 novembre 1975. — **M. Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé**, compte tenu de la réponse faite à la question écrite n° 12938 du 10 août 1974 relative au régime des retraites des médecins des hôpitaux non enseignants, s'il ne lui semble pas

opportun d'étendre aux adjoints la mesure fixant, en faveur des chefs de service, un plancher d'assiette de cotisations correspondant au traitement brut afférent au premier chevron du groupe A des échelles lettres de la fonction publique.

Finances locales (difficultés des communes par suite de la moindre progression du V.R.T.S.).

23912. — 6 novembre 1975. — **M. Sudreau** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que la progression en 1976 du versement représentatif de la taxe sur les salaires sera moindre qu'en 1975, en raison de la contraction de la masse des salaires en 1975. Elle sera en effet réduite à 13,1 p. 100 d'une année sur l'autre. Cette évolution risque d'avoir des conséquences graves sur la situation financière déjà difficile des communes. La création du fonds d'équipement des collectivités locales constitue certes un élément important de la normalisation des rapports entre elles et l'Etat, mais sa dotation pour 1976, soit un milliard de francs permettra tout juste de compenser, dans les budgets communaux, le manque à gagner provenant de la moindre progression du V.R.T.S. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre, pour permettre aux collectivités locales, qui supportent plus de la moitié des dépenses d'investissements publics de la Nation, de faire face à leurs obligations dans ce domaine.

Impôt sur le revenu (déductibilité de l'impôt foncier réglé pour le compte d'un propriétaire d'immeuble donné en location décadé).

23922. — 7 novembre 1975. — **M. Valbrun** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un contribuable A décédé le 30 septembre 1973 qui était propriétaire d'un immeuble donné en location. Il lui demande quelle déduction peut être opérée ligne 30 de l'imprimé modèle 2044 (Déclaration du 1^{er} janvier à la date du décès) dans le cas d'un impôt foncier évalué globalement à 1 000 francs par hypothèse: 1° réglé postérieurement au décès par la veuve; 2° réglé antérieurement au décès.

T. V. A. (modalités de la responsabilité fiscale du propriétaire d'un fonds de commerce donné en gérance libre).

23924. — 7 novembre 1975. — **M. Valbrun** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelles conditions, sous quelles limites et dans quels délais le propriétaire d'un fonds donné en gérance libre peut être poursuivi en règlement de la T. V. A. due par le locataire-gérant.

Impôt sur le revenu (inscription des terres au bilan d'un exploitant agricole imposé au bénéfice réel).

23932. — 7 novembre 1975. — **M. Fouchier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur certaines conséquences de l'inscription des terres au bilan d'un exploitant agricole imposé d'après le bénéfice réel agricole. En effet, l'inscription des terres à l'actif est facultative (décret n° 73-105 du 29 janvier 1973) et, selon ce texte, l'inscription des terres au bilan est la règle mais les exploitants peuvent échapper à cette obligation à la condition de se conformer à certaines prescriptions. L'exploitant qui désire conserver ses terres dans son patrimoine privé doit opter, au plus tard lors de la déclaration des résultats du troisième exercice au titre duquel il est imposé, d'après le régime du bénéfice réel. L'option doit être signifiée de façon expresse. Le seul fait pour un redevable de s'abstenir de faire figurer les terres à son bilan ne saurait en aucune façon être assimilé à l'option prévue. Ainsi, à défaut d'option, les terres devraient être réputées inscrites. L'administration des finances en tire les conséquences suivantes pour la période antérieure à l'expiration du délai d'option: si l'exploitant n'inscrit pas ses terres au bilan, il ne peut déduire des résultats de son exploitation les charges foncières qui incombent normalement au propriétaire et qui se rapportent à ces terres. Or, un contribuable imposé d'après le bénéfice réel agricole n'a inscrit ses terres au bilan que lors du troisième exercice. Il n'avait pu les inscrire auparavant compte tenu des difficultés que présente cette inscription. Les terres, en effet, doivent être inscrites pour leur valeur d'acquisition et pour celles venant de succession, les plus nombreuses, pour leur valeur figurant dans l'acte. Les actes sont en général dispersés et au moment de leur entrée dans le patrimoine les terres étaient morcelées. Puis le remembrement s'est effectué, la valeur d'acquisition des terres est donc difficile à retrouver puisque, en vertu du remembrement, les terres actuelles ne sont pas les terres acquises. Il a bien fallu deux exercices pour tout mettre au point. Ce contribuable a été vérifié et l'inspecteur a refusé de déduire des résultats les charges foncières se rapportant à ses terres.

Il lui demande s'il ne serait pas équitable, à défaut d'une révision de la législation et devant les difficultés que présente l'inscription, de déduire des résultats les charges foncières tant que l'option prévue par le décret n° 73-105 du 29 janvier 1973 n'a pas été signifiée de façon expresse puisque, à défaut d'option, les terres sont réputées inscrites.

Géomètres experts (décret d'application de la loi du 29 novembre 1966 les autorisant à créer des sociétés civiles professionnelles).

23933. — 7 novembre 1975. — **M. d'Allières** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, que les géomètres experts ont demandé en 1974 à être autorisés à créer des sociétés civiles professionnelles, ainsi que le prévoit la loi du 29 novembre 1966. Il semble que la constitution de tels groupements soit particulièrement favorable à une meilleure adaptation de la profession à son exercice dans le monde moderne. Aucune objection ne semble avoir été opposée à l'époque, à cette légitime aspiration de cette profession libérale. Il lui demande quelles sont les raisons qui, depuis lors, s'opposent à ce que soit pris le décret d'application de la loi précitée à la profession de géomètre expert.

Droits syndicaux (statistiques sur les heures de décharge syndicales attribuées aux enseignants en 1975-1976).

23934. — 7 novembre 1975. — **M. Maurice Legendre** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il peut lui communiquer le nombre des heures de décharge attribuées à titre syndical en 1975-1976, à tous les syndicats d'enseignants, d'une part, au plan national, d'autre part, au plan départemental et académique.

Logement (conditions d'application et conséquences du droit de maintien dans les lieux).

23937. — 7 novembre 1975. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre de l'équipement** si le droit de maintien spécial dans les lieux prévu par l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948 s'applique sans limitation de durée aux petits-enfants et arrière-petits-enfants du locataire initial depuis longtemps disparu, et si la loi du 13 septembre 1965 permet à un occupant maintenu dans les lieux dans les conditions ci-dessus indiquées par l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948 de remédier à l'insuffisance d'occupation par un sous-locataire étranger à cette famille pour éviter l'augmentation de 50 p. 100 de son loyer.

Aide fiscale à l'investissement (régime des achats de biens d'équipement ouvrant droit à cette aide).

23939. — 7 novembre 1975. — **M. Crépeau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'instruction administrative du 13 juin 1975, 4 A 4 75 (chap. C), il est indiqué : « Le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement est strictement réservé aux biens d'équipement qui auront fait l'objet d'une commande ferme entre le 30 avril 1975 et le 1^{er} janvier 1976, et dont la livraison interviendra dans un délai de trois ans à compter de la date de la commande ». Il lui demande ce qu'il adviendra dans les différentes hypothèses suivantes : 1° Si le fournisseur modifie ses matériels entre le jour de la commande et celui de la livraison et fournit un équipement similaire, mais ne correspondant plus aux spécifications de la commande initiale, l'investissement pourra être considéré comme réalisé, nonobstant les spécifications techniques figurant sur la facture différentes de celles de la commande ; 2° Si le prix de livraison est le plus élevé, c'est le prix stipulé à la commande qui détermine le montant de l'aide fiscale. En cas contraire, l'aide fiscale devra-t-elle faire l'objet d'une régularisation sur la base du prix de livraison ; 3° Au cours du délai légal de trois ans, il pourra survenir des modifications de statut du fournisseur. Si ce dernier se trouve dans l'impossibilité de tenir ses engagements, le transfert de la commande à un autre fournisseur et son exécution dans les limites légalement prévues peuvent-ils être de nature à valider l'octroi de l'aide fiscale initiale.

Radiodiffusion et télévision nationales (fixation de la redevance en cas d'acquisition d'un récepteur couleur).

23942. — 7 novembre 1975. — **M. Jean-Claude Simon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les détenteurs d'un poste récepteur de télévision noir et blanc qui entrent en possession d'un récepteur couleur doivent acquitter, lors de l'entrée en possession du nouveau récepteur, la différence entre les taux de redevances relatifs aux récepteurs noir et blanc et couleur. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas équitable de fixer la nouvelle échéance à la date d'entrée en possession du récepteur couleur et

de déduire du montant de la redevance à verser pour ce récepteur, la partie restant à courir au titre de la redevance déjà acquittée pour le récepteur noir et blanc, de telle sorte que cette nouvelle taxe couvre une année entière et non une période de courte durée si, comme c'est généralement le cas, le récepteur couleur a été acquis quelque temps avant l'échéance de la redevance concernant le précédent récepteur.

Vin (bénéfice de l'aide fiscale aux investissements pour les cuves fixes de vinification).

23943. — 7 novembre 1975. — **M. Serge Mathieu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les cuves fixes de vinification ou de conservation de vins sont exclues de l'aide fiscale aux investissements. Il lui souligne que de nombreux viticulteurs font construire, pour des raisons de nécessité pratiques et rationnelles, des cuves inamovibles en béton, et lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à une disparité de traitement fiscal techniquement injustifiable.

Presse et publications (distribution des journaux parisiens dans la Creuse et la Haute-Vienne).

23944. — 7 novembre 1975. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur le fait suivant : depuis le 20 octobre, par la suppression du train presse spécial, une grande partie du département de la Creuse ne reçoit plus les journaux de Paris qu'avec un jour de retard. Il en est de même pour la Haute-Vienne. A Limoges, si les journaux parisiens arrivent le jour-même, c'est seulement aux environs de dix heures, au lieu de cinq heures, d'où une très grande difficulté de distribution, par la suite. Il lui demande quelles mesures il entend prendre, pour rétablir une distribution normale des journaux parisiens dans cette région.

Entreprise Siemens (vérification de la comptabilité).

23945. — 7 novembre 1975. — **M. Berthelot** rappelle à **M. le ministre du travail** sa question écrite n° 21874 du 2 août 1975 relative aux licenciements de l'entreprise Siemens et la réponse qu'il lui a faite au *Journal officiel* du 22 octobre 1975. Il semble que les chiffres sur lesquels s'appuie sa réponse, tant au niveau des suppressions de postes, que du nombre de licenciements demandés, ne soient pas ceux contenus dans le projet de licenciement de la direction de cette entreprise. De plus, il indique que les services de la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre continuent à suivre avec la plus grande attention l'évolution de cette affaire. Ces services ont épousé les thèses de la direction de cette entreprise et non celles des salariés, car ils viennent, passant au-dessus des décisions de l'inspection du travail, d'autoriser les licenciements. Il lui signale que pour le premier semestre de l'exercice 1974-1975, comparativement à l'exercice précédent, cette société a annoncé des chiffres supérieurs pour les entrées de commande de 26 p. 100, le chiffre d'affaires de 67 p. 100, le bénéfice brut de 72 p. 100. De plus, cette société qui a réalisé pour son exercice 1973-74 un chiffre d'affaire brut de 647 523 722 francs n'a rien versé au Trésor public au titre de l'impôt sur les sociétés. En conséquence, **M. Berthelot** renouvelle sa demande, à savoir : faire procéder à la vérification de la comptabilité de la société dont une importante partie du chiffre d'affaires est réalisée à partir de commandes issues de l'Etat et des collectivités locales.

T. V. A. (assujettissement d'une association d'anciens combattants et prisonniers de guerre au titre des recettes de son bal annuel).

23947. — 7 novembre 1975. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait suivant : les articles 261.7 et 202, annexe II, du code général des impôts relatifs à la T. V. A. semblent exonérer cette taxe « les opérations des œuvres sans but lucratif qui présentent un caractère social ou philanthropique » gérées et administrées à titre bénévole par des personnes n'ayant aucun intérêt financier dans les résultats de l'exploitation. Or un centre des impôts « Fiscalités des entreprises » réclame à une association d'anciens combattants et prisonniers de guerre le versement d'une somme de 13 597 F, montant de la T. V. A. pour les années 1971, 1972, 1973, 1974 imposable sur les recettes d'un bal donné chaque année, qui n'a pour objet que de créer des ressources permettant de poursuivre et d'améliorer l'activité générale et philanthropique de l'œuvre, elle-même exonérée de la T. V. A. Les recettes de ce bal sont de deux natures : la vente de boissons au bar ; produit des entrées. A noter que « l'achat du spectacle » ; cachet au chef d'orchestre et droits d'auteurs sont exonérés de la T. V. A. Il lui demande si les prétentions de l'administration fiscale sont fondées.

Droits syndicaux (attribution d'un local de réunion à l'union des syndicats C. G. T. de l'aéroport Charles-de-Gaulle).

23950. — 7 novembre 1975. — **M. Niles** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux transports** que l'union des syndicats C. G. T. représentant les intérêts des personnels, ouvriers, employés, cadres, de l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy-en-France, ne dispose d'aucun local lui permettant de rassembler 300 ou 400 personnes pour y tenir des assemblées et réunions entrant dans ses attributions. L'union des syndicats C. G. T. de l'aéroport, le secrétaire général de la C. G. T. et lui-même en sa qualité de parlementaire sont intervenus à plusieurs reprises auprès du secrétaire d'Etat aux transports qui a opposé une réponse négative à toutes les interventions. Encouragée par l'attitude intransigeante du responsable gouvernemental, la direction de l'aéroport de Paris consent à l'attribution de locaux pour les activités syndicales mais assortie d'un prix de location comme s'il s'agissait d'une activité commerciale. **M. Niles** demande à **M. le secrétaire d'Etat** aux transports les mesures qu'il compte prendre pour permettre à l'union des syndicats C. G. T. de l'aéroport de Roissy de jouer son véritable rôle sur un lieu d'activités économiques regroupant plus de 13 000 salariés, et d'exercer son activité dans les conditions prévues par la loi.

Aides familiales (financement sur fonds d'Etat des associations de travailleuses familiales).

23952. — 7 novembre 1975. — **M. Gilbert Schwartz** rappelle à **Mme le ministre de la santé** que les associations populaires des aides familiales rendent d'immenses services à la population surtout en cette période de récession économique où les familles connaissent d'énormes difficultés, que leur budget est loin de suivre le coût de la vie si bien que depuis le début de l'année le nombre d'heures de travail est limité au minimum, que depuis le 1^{er} novembre les vingt-huit travailleuses de Meurthe-et-Moselle Sud ont dû suspendre leur activité et de ce fait abandonner des familles dans des situations difficiles, que la situation des travailleuses de l'arrondissement de Briey est identique avec un léger décalage cependant. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'un financement légal sur fonds d'Etat soit apporté aux associations de travailleuses familiales afin de maintenir l'emploi à ces personnes; de continuer le service aux familles concernées.

Zones défavorisées (répartition de la subvention à la France du Fonds régional européen).

23958. — 8 novembre 1975. — Se rapportant à un récent article de presse, faisant état de ce que le Fonds régional européen vient d'accorder 121 millions de francs à la France au titre de l'aide aux régions défavorisées, **M. Gissinger** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de lui indiquer les critères ayant permis le choix des régions et la détermination du montant de l'aide accordée à celles-ci et de lui faire connaître par ailleurs quelles sont les régions métropolitaines qui sont appelées à bénéficier de cette aide.

T. V. A. (location de voitures sans chauffeur).

23962. — 8 novembre 1975. — **M. Turco** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la réponse faite à sa question écrite n° 21959 (J. O. n° 89, Débats A. N. du 22 octobre 1975, p. 7180) relative au taux de T. V. A. applicable à la location de voitures sans chauffeur ne peut être considérée comme satisfaisante. Cette réponse dit en particulier que « le taux de taxe sur la valeur ajoutée applicable en France aux locations de véhicules ne constitue pas en principe un élément susceptible d'inciter les touristes à venir en France ». Tel est sans aucun doute le cas et tel était d'ailleurs le sens de la question posée, celle-ci disant expressément, non seulement que le taux élevé de T. V. A. n'incite pas les touristes étrangers à venir en France, mais au contraire les en dissuade. Sans souci de logique, la réponse précitée, après avoir dit que le taux de T. V. A. ne constituait pas un élément susceptible d'inciter les touristes à venir en France, continue en disant: « puisque l'hôtellerie de tourisme, ainsi que la location d'emplacements sur les terrains de camping classés bénéficient du taux réduit de 7 p. 100 de la T. V. A. et que les services rendus par les agences de voyages et bureaux de tourisme sont soumis, au taux intermédiaire de cette taxe » **M. Turco** rappelle que dans sa question, il demandait justement que la location de voitures en France, comme l'hôtellerie de tourisme ou la location d'emplacements de camping ou les services rendus par les agences de voyages, bénéficie d'un taux de T. V. A. qui incite les touristes à venir dans notre pays. Il lui demande de bien vouloir faire étudier à nouveau le problème posé pour lequel il souhaiterait très vivement obtenir une réponse favorable.

Gaz carburant (substitution pour sa distribution d'une nouvelle structure d'accueil à la Société de distribution des gaz des Pyrénées).

23965. — 8 novembre 1975. — **M. Pierre Lagorce** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche**, en s'appuyant sur la réponse qu'il a faite à **M. Labarrère**, lors de la séance des questions au Gouvernement du 22 octobre 1975 si, pour permettre de continuer l'approvisionnement en gaz carburant des centaines d'automobilistes qui ont été encouragés à équiper leur voiture pour cette utilisation, il ne lui est pas possible de donner l'autorisation de poursuivre les activités de distribution à une nouvelle structure d'accueil appropriée qui prendrait le relais de la Société de distribution des gaz des Pyrénées, et se servirait des postes de distribution existants, tels celui de Toulouse, près de Langon, particulièrement bien situé pour ravitailler une grande partie des usagers du Sud-Ouest.

Enseignants (création d'un corps unique de professeurs de premier cycle).

23966. — 8 novembre 1975. — **M. Maurice Legendre** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les disparités qui existent au niveau des obligations de service des différents enseignants qui exercent dans le premier cycle du second degré. Alors que la notion de « filière » (I, II et III) pouvait expliquer que certains professeurs n'aient à enseigner que dix-huit heures en section I, tandis que d'autres enseignaient vingt et une heures en section II et vingt-quatre heures en section III, la notion de « tronc commun » inscrite dans la loi du 11 juillet 1975 devrait entraîner une égalisation des obligations de service des professeurs. Il lui demande, reprenant en cela les propres termes utilisés par **M. Giscard d'Estaing** dans une lettre adressée à une organisation syndicale avant les élections présidentielles, si dans la réforme en cours, « l'idée de créer un corps unique de professeurs de premier cycle » paraît devoir être retenue dans la mesure où elle peut être un premier élément de réponse au souci de marquer la situation particulière de cet enseignement et de faciliter les passages entre les différentes étapes de la scolarité.

Handicapés (statistiques sur le nombre d'établissements dépendant de l'enseignement libre et accueillant des enfants déficients mentaux).

23967. — 8 novembre 1975. — **M. Brailion** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui faire connaître le nombre exact de classes de perfectionnement, d'I. M. P. de sections spécialisées de C. E. S. recevant des enfants déficients mentaux légers et moyens, qui dépendent de l'enseignement libre.

Affaires étrangères (respect du contenu de la déclaration d'Ottawa par les Etats signataires et par les membres de l'U. E. O.).

23975. — 8 novembre 1975. — **M. Krieg** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'en signant la déclaration d'Ottawa les pays de l'Alliance atlantique ont reconnu que la France et la Grande-Bretagne disposent de forces nucléaires susceptibles de jouer un rôle dissuasif propre et de contribuer au renforcement global de la dissuasion de l'Alliance. Il attire d'autre part son attention sur une déclaration faite par **M. Van der Stoep**, ministre néerlandais de la défense, dans laquelle celui-ci affirmait devant le Parlement néerlandais, le 25 septembre 1974, qu'il n'était « absolument pas satisfait » du passage de la déclaration d'Ottawa où sont mentionnées les forces nucléaires française et britannique. Il s'étonne enfin de n'avoir reçu du conseil de l'U. E. O. aucune réponse à une question qu'il avait posée le 12 mai 1975 en tant que membre de l'Assemblée de l'U. E. O. et qui concernait le rôle des forces nucléaires française et britannique dans le système de défense occidental. Il lui demande: 1° si ce silence du conseil de l'U. E. O. signifie que certains Etats membres de l'U. E. O., et notamment les Pays-Bas, cherchent à remettre en cause le paragraphe de la déclaration d'Ottawa reconnaissant l'importance de la force nucléaire française; 2° quelle action il compte entreprendre pour inviter les Etats signataires de la déclaration d'Ottawa à adopter une attitude conforme au texte auquel ils ont souscrit.

Ecoles normales

(transfert de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, à Lyon).

23976. — 8 novembre 1975. — **M. Mexandeau** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux universités** sur les conditions dans lesquelles a été préparé, décidé et annoncé par lui-même le transfert de l'école normale de Saint-Cloud, à Lyon. Il lui expose que les socialistes se prononcent pour une politique de décentralisation à condi-

tion qu'elle fasse l'objet d'études attentives, d'un programme coordonné et d'une concertation constante avec les parties intéressées. Cette procédure ne semble pas avoir été respectée puisque la direction de l'école, les syndicats d'enseignants ou des élèves fonctionnaires stagiaires n'auraient pas été consultés. Cela est d'autant plus regrettable que l'E.N.S. de Saint-Cloud fait partie d'un ensemble d'écoles normales supérieures qu'on ne peut dissocier sans risque de déperissement et qu'elle assume, du point de vue de la formation des maîtres et de la recherche pédagogique, un rôle spécifique prenant appui sur une infrastructure matérielle, humaine et culturelle d'une grande complexité qui ne semble pas avoir été prise en considération, particulièrement en matière d'emploi. Les précautions invoquées au sujet du transfert réalisé ou éventuel d'autres grandes écoles (H.E.C., I.N.R.A., Polytechnique) auraient dû s'appliquer à ce cas et recueillir un accord unanime. S'agissant de Lyon, deuxième ville universitaire de France, un tel transfert devrait s'accompagner d'un renforcement du potentiel universitaire, notamment par la construction d'une université technologique réclamée depuis longtemps. En l'absence de telles garanties, le transfert de l'E.N.S. de Saint-Cloud apparaîtra comme une compensation et une opération électoraliste, dont la région lyonnaise ne tirera guère bénéfice si le déménagement improvisé conduit, comme on peut le craindre, à l'étiollement de l'école.

Radiodiffusion et télévision nationales (reprise des émissions catalanes de la station Perpignan-Roussillon sur l'émetteur ondes moyennes).

23979. — 8 novembre 1975. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** sur le profond mécontentement que suscite parmi la population roussillonnaise la non-reprise des émissions catalanes de la station Perpignan-Roussillon supprimées depuis le 7 avril 1975 sur l'émetteur ondes moyennes. Les moyens en personnel et en technique de la station permettant d'assurer ces émissions, il lui demande pour quelles raisons elles n'ont pas repris et quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

Formation professionnelle (situation du personnel des centres F. P. A.)

23982. — 8 novembre 1975. — **M. Sainte-Marie** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés que connaît actuellement le personnel des divers centres de formation professionnelle pour adultes de la région bordelaise, qui ne peuvent assurer dans les meilleures conditions la mission qui leur est confiée. Considérant que les problèmes spécifiques qui se posent aujourd'hui à ces établissements, insuffisance des effectifs, dégradation des conditions de travail ne font qu'aggraver la situation économique actuelle; qu'il apparaît d'une absolue nécessité d'améliorer les conditions de travail du personnel, en considération de l'intérêt économique régional attaché au bon fonctionnement des centres F. P. A. dans un domaine où le Gouvernement doit faire porter tous ses efforts: celui de l'emploi. Il lui demande de bien vouloir lui communiquer la nature des mesures qu'il envisage de prendre afin de remédier à cette situation.

Allocation supplémentaire du F. N. S. (exclusion des rentes accident du travail du montant plafond de ressources).

23983. — 8 novembre 1975. — **M. Philibert** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation paradoxale dans laquelle se trouve un assuré social, titulaire d'une rente « accident du travail » suivant qu'il est contribuable ou requérant à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. En tant que contribuable, la rente qu'il perçoit au titre de son accident du travail n'a pas été comprise dans le montant des revenus à déclarer à l'inspecteur des impôts; par contre, s'il sollicite le bénéfice de

l'allocation supplémentaire au titre de pensionné, rentier ou retraité « sécurité sociale », le montant de sa rente « accident du travail » doit être compris dans les ressources à déclarer pour être comparées au plafond légal. Compte tenu de la sollicitude témoignée à l'heure actuelle aux personnes âgées, il demande à **M. le ministre du travail** les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser cette injustice flagrante qui frappe particulièrement les personnes du troisième âge qui sont diminuées physiquement par un accident du travail et touchées pécuniairement alors que leurs ressources, malgré la rente « accident du travail », sont généralement des plus modestes.

Assurance maladie (renvoi systématique par les caisses de sécurité sociale militaires des ordonnances de traitement à renouveler).

23984. — 8 novembre 1975. — **M. René Feit** expose à **M. le ministre du travail** que les caisses dépendant du régime général de la sécurité sociale renvoient systématiquement aux malades les ordonnances médicales lorsque le traitement prescrit doit être renouvelé. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de donner aux caisses de sécurité sociale militaire toutes instructions utiles pour quelles adoptent cette pratique, seule susceptible d'éviter des retards dans le rétablissement des malades et des frais de correspondance parfaitement inutiles.

Chèques (validation pendant sept jours pleins des chèques adressés à l'administration des finances).

23985. — 8 novembre 1975. — **M. Desanlis** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, selon les dispositions de l'article 200 de l'annexe IV au code général des impôts, les chèques destinés au paiement des droits, taxes, redevances, soultes, produits de monopoles et autres sommes dues au Trésor, doivent être datés du jour ou de la veille de leur remise et, s'ils sont transmis par la poste, du jour même de leur expédition. Les services fiscaux sont ainsi amenés, dans certains cas, à rejeter des chèques qui sont datés et postés un vendredi soir ou un samedi, par exemple, et composés seulement le lundi ou le mardi; ceci arrive fréquemment lorsque le samedi ou le lundi sont des jours fériés. Il lui demande si, pour éviter ces inconvénients, il n'estime pas utile que puissent être validés les chèques adressés à l'administration des finances pendant sept jours pleins, afin d'éviter que les contribuables ne soient tentés de postdater les chèques qu'ils émettent, ce qui constituerait une fâcheuse habitude, sous couvert de respecter la réglementation.

Rectificatifs

au *Journal officiel* (Débats, Assemblée nationale, n° 1) du 3 janvier 1976.

1° QUESTIONS ÉCRITES

a) Question écrite de **M. Forens** à **M. le Premier ministre** (Fonction publique), page 3, 1^{re} colonne, n° 25233;

b) Question écrite de **M. Forens** à **M. le ministre de l'économie et des finances**, page 9, 1^{re} et 2^e colonne, n° 25232;

A la quatorzième ligne, au lieu de: « il soit porté à 10 ou 15 p. 100 de l'effectif global », lire: « il soit porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global ».

2° REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 36, 2^e colonne, à la 7^e ligne de la réponse à la question n° 23309 de **M. Besson** à **M. le ministre de l'équipement**, au lieu lieu de: « ... Secrétaire d'Etat... », lire: « ... Secrétariat d'Etat... ».